

UNIVERSITE DE PARIS I PANTHEON - SORBONNE

**Etude de l'impact de mesures macro-économiques sur une
économie villageoise africaine:**

Un modèle d'équilibre général calculable simplifié d'une petite ville

Laurent René Parrot

**Thèse présentée pour l'obtention du Doctorat d'Economie de l'Université de
Paris I, Panthéon-Sorbonne**

(Arrêté du 30 mars 1992)

Janvier 1997

Membres du Jury:

K. SCHUBERT (Université de Paris I) - Présidente du jury

G. GRELLET (Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne) - Directeur de thèse

D. REQUIER-DESJARDINS (Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines) - Membre

G. COURADE (ORSTOM) - Rapporteur

B. GAMET (Ministère de la Coopération) - Membre

L'université de Paris I, Panthéon-Sorbonne n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier.

Gérard Grellet, Professeur à l'Université de Paris I, qui m'a orienté dans le choix du sujet,

Bernard Gamet, chargé de mission auprès du Ministère de la Coopération, qui m'a permis d'atteindre le Cameroun,

Jean-Luc Dubois, chercheur à l'ORSTOM, qui m'a permis d'atteindre la zone anglophone, au Cameroun et pour toutes ses relectures,

Jean-François Blanc, Professeur à l'Université de Buea en 1995, qui m'a permis d'atteindre la ville de Muea et son chef,

Le chef du village, David Ikone Mulinge, qui m'a permis d'atteindre et de sensibiliser la population,

Les 23 enquêteurs, qui m'ont permis d'atteindre mes objectifs de recherche et qui ont travaillé avec conviction dans des conditions très difficiles, et, en particulier, Jean Ngeulikum, qui a été mon « superviseur adjoint »,

Poubom Lamy Ney, Professeur à l'Université de Buea, qui m'a permis d'approfondir mes connaissances sur l'environnement politique et social de la ville, ainsi que sur les ethnies,

Pascal Parrot, ingénieur en télécommunication, qui m'a permis de me concentrer sur la supervision du travail de terrain, en s'occupant des aspects techniques de la programmation des questionnaires sur Ariel,

Didier Blaizeau, attaché principal à l'INSEE, qui m'a permis de bénéficier de ses connaissances sur le logiciel Ariel,

J. Edward Taylor, Professeur à l'Université de Californie, Davis, pour sa disponibilité, la documentation et les conseils qu'il m'a donnés,

Elizabeth Sadoulet, Professeur associé à l'Université de Californie, Berkeley, pour les conversations fructueuses et la documentation qu'elle m'a remise,

Christian Girier, chargé de mission auprès du Ministère de la Coopération et polytechnicien, qui m'a permis de construire un modèle compréhensible,

L'ORSTOM, et en particulier **OCISCA**, pour leurs structures d'accueil sur le terrain,

La Mission de Coopération à Yaoundé et son chef de mission à l'époque, Pierre Jacquemot, pour son soutien, ainsi que Messieurs José Gohy et Langlet.

Je tiens aussi à remercier Philippe Bonnefond (responsable de l'unité de recherche « Modèles et réalités du développement » à l'ORSTOM), Georges Courade (directeur de recherche à l'ORSTOM), Rolande Altemaire et Catherine Pusic (secrétaires au centre Bondy), Fanette Bressole (documentaliste au Ministère de la Coopération), Denis Cogneau et Jean-Claude Dumont (DIAL), Philippe Hugon (Professeur à l'Université Paris X-Nanterre), et Chantal Martin.

Mon ordinateur portable porta-pc p5-486/SX25, qui m'a suivi partout sans se plaindre, et bien sûr, ma famille et mes amis,

Table des matières

INTRODUCTION	8
I. LA PROBLEMATIQUE : DETERMINER LES IMPACTS DE MESURES MACRO-ECONOMIQUES SUR UN VILLAGE.	9
<i>A. L'environnement d'un village et les impacts de mesures exogènes.....</i>	<i>10</i>
<i>B. Une compréhension de l'ensemble de l'économie villageoise.....</i>	<i>10</i>
<i>C. La modélisation par une méthode spécifique : le niveau méso-économique.....</i>	<i>11</i>
II. LES APPROCHES ET LES OUTILS ACTUELS POUR APPREHENDER LA REALITE VILLAGEOISE.....	11
<i>A. L'approche micro-économique peut être quantitative ou qualitative mais elle est toujours spécifique. ...</i>	<i>11</i>
<i>B. L'approche basée sur les Matrices de Comptabilité Sociale (MCS) : un tableau complet mais statique. .</i>	<i>12</i>
<i>C. Les modèles EGC : l'intégration des MCS et des comportements micro-économiques des agents dans un modèle dynamique de prix et de quantité.</i>	<i>12</i>
III. LES DONNEES DE LA RECHERCHE.	13
<i>A. Le Cameroun : un pays riche et hétérogène frappé par la crise.....</i>	<i>14</i>
<i>B. Une région anglophone dynamique et liée économiquement au Nigeria.....</i>	<i>14</i>
<i>C. Une ville semi-urbaine, pluri-ethnique et constitué d'entrepreneurs.....</i>	<i>14</i>
IV. UN PLAN EN TROIS PARTIES.	15
<i>A. La théorie : l'état de la recherche sur les MCS et les modèles EGC de village.....</i>	<i>15</i>
<i>B. La description de la ville : la construction et l'analyse des différents comptes de l'économie.....</i>	<i>15</i>
<i>C. Le modèle EGC : la construction du modèle et résultats des simulations.....</i>	<i>15</i>
 PARTIE I : LA THEORIE, LES MODELES EGC APPLIQUES A DES VILLES SEMI-URBAINES AFRICAINES.....	 16
INTRODUCTION.....	19
CHAPITRE I: LES MODELES EGC INTEGRENT LES COMPORTEMENTS MICRO-ECONOMIQUES ET LES MCS DANS DES SYSTEMES DYNAMIQUES.....	22
<i>A. L'approche micro-économique est spécifique mais elle ne saisit pas les interactions entre les ménages.</i>	<i>23</i>
<i>B. Les Matrices de Comptabilité Sociales (MCS) mettent en évidence les interactions mais elles sont statiques.</i>	<i>23</i>
<i>C. Les modèles d'équilibre général calculable (EGC) intègrent les comportements des agents avec les MCS dans un système dynamique de prix et de quantité.</i>	<i>24</i>
CHAPITRE II: LES MATRICES DE COMPTABILITE SOCIALES (MCS).....	26
<i>A. Les matrices de comptabilité sociale : des TES élargis.....</i>	<i>26</i>
<i>B. Le Tableau d'Entrées-Sorties (TES).....</i>	<i>33</i>
<i>C. Typologies et applications aux villages : les cas de l'Inde, du Kenya, et du Mexique.....</i>	<i>42</i>

CHAPITRE III: LES MODELES D'EQUILIBRE GENERAL CALCULABLES (EGC).....	51
<i>A. Au-delà de la MCS : les modèles d'équilibre général de villages.</i>	51
<i>B. La structure des modèles EGC : les paramètres du modèle.</i>	53
<i>C. Les contraintes des modèles EGC.</i>	55
CONCLUSION.....	57
PARTIE II: LA VILLE.....	58
INTRODUCTION : PRESENTATION DE LA VILLE ET DE SON ENVIRONNEMENT.....	62
<i>A. L'héritage allemand de la période coloniale, de 1884 à 1960.</i>	62
<i>B. La période post-coloniale, de 1960 à nos jours.</i>	67
<i>C. Ecologie de la province du Sud-Ouest.</i>	71
<i>D. Histoire de la ville.</i>	84
CHAPITRE I: LA CONCEPTION DES SYSTEMES D'INFORMATION.....	86
<i>A. Les leçons de Ndioum Walo (août 93).</i>	86
<i>B. La stratégie d'approche.</i>	88
<i>C. La préparation de l'enquête auprès des ménages de la ville (311 ménages).</i>	96
<i>D. Les informations complémentaires : enquêtes et entretiens.</i>	117
<i>E. Conclusion : les leçons de Muea.</i>	119
CHAPITRE II: LES INSTITUTIONS.....	123
<i>A. Le gouvernement local et national.</i>	123
<i>B. Les ménages : l'embrouillamini des ethnies.</i>	130
<i>C. L'usine locale « Maggi ».</i>	149
CHAPITRE III: LES FACTEURS DE PRODUCTION.....	151
<i>A. Une terre fertile mais rare.</i>	151
<i>B. Le capital.</i>	155
<i>C. La main-d'oeuvre agricole et urbaine.</i>	156
<i>D. Un excédent brut d'exploitation très élevé.</i>	158
CHAPITRE IV: LES ACTIVITES ET LES PRODUITS.....	160
<i>A. Le secteur agricole vivrier : un marché régional dynamique.</i>	165
<i>B. Les autres secteurs de l'agriculture.</i>	202
<i>C. Le secteur urbain.</i>	211
<i>D. Les services du gouvernement.</i>	224
<i>E. Les services des ménages : les loyers.</i>	226
CHAPITRE V: LE CAPITAL ET L'EPARGNE : LES ASSOCIATIONS FINANCIERES.....	228
<i>A. Les associations financières au Cameroun.</i>	232
<i>B. La collecte de l'information.</i>	236
<i>C. L'organisation des associations.</i>	241
<i>D. Les activités des associations financières.</i>	247
<i>E. Quelques aspects particuliers des associations financières.</i>	256
<i>F. Conclusion.</i>	269

CHAPITRE VI: LES ECHANGES AVEC L'EXTERIEUR: LE RESTE DU CAMEROUN.....	270
CONCLUSION.....	273
PARTIE III: LE MODELE.....	274
INTRODUCTION.....	278
CHAPITRE I: L'ELABORATION DU CADRE DE LA MODELISATION: DES INFORMATIONS A LA MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE DE LA VILLE.....	279
<i>A. Les informations.....</i>	279
<i>B. Les flux économiques de la ville.....</i>	281
<i>C. La matrice de comptabilité sociale de la ville.....</i>	285
<i>D. Les caractéristiques économiques de la ville.....</i>	293
CHAPITRE II: LES MODELES LINEAIRES ET NON-LINEAIRES DE LA VILLE.....	301
<i>A. La maquette de base de la modélisation.....</i>	301
<i>B. Un modèle simple linéaire: la matrice de comptabilité sociale.....</i>	307
<i>C. Un modèle non-linéaire plus complexe: le modèle d'équilibre général calculable.....</i>	310
CHAPITRE III: LES RESULTATS DES SIMULATIONS DES POLITIQUES SECTORIELLES ET MACRO-ECONOMIQUES APPLIQUEES SUR LA VILLE.....	323
CONCLUSION.....	349
CONCLUSION GENERALE.....	352
TABLES.....	357
SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	362
INTRODUCTION.....	362
PARTIE I, LES MODELES EGC APPLIQUES A DES VILLES SEMI-URBAINES.....	363
PARTIE II, L'ENVIRONNEMENT DE LA VILLE ET LA CONCEPTION DES SYSTEMES D'INFORMATION.....	365
PARTIE II, LE CAPITAL ET L'EPARGNE.....	367
INDEX.....	370

« Un paysan doit attendre longtemps sur la colline la bouche ouverte avant qu'un canard laqué n'y tombe »

Dicton chinois

« Buyam-Sellam »

Pidgin-English, littéralement « Buy them and sell them ». Ce terme caractérise les commerçants de la zone anglophone qui achètent de la marchandise pour ensuite la revendre.



Introduction

Comment faire le lien entre une gestion macro-économique et les conditions de vie des ménages ? Cette question est cruciale dans le contexte du monde actuel, dans les pays du Nord comme ceux du Sud, où la croissance économique s'accompagne de pauvreté et d'exclusion (Dubois, 1995 : 19 ; Comélieu, 1994 ; Sachs, 1995 ; PNUD, 1994). En effet, on peut dire en schématisant que deux sphères coexistent en même temps dans le monde d'aujourd'hui. Il s'agit en premier lieu de la sphère économique qui, par la mondialisation des échanges, a créé un gigantesque marché unique dominé par la concurrence et la compétitivité. Les lois qui la régissent sont celles de la macro-économie (budget de l'Etat, balance des paiements, offre et la demande globale et stabilité des prix) et de la productivité. La deuxième sphère est celle des individus, des ménages qui sont exclus de la croissance générée par la sphère économique et qui, de fait, deviennent des groupes vulnérables.

En Afrique, les programmes de réforme du F.M.I. ou de la Banque Mondiale ont sévèrement affecté des populations déjà durement touchées par la crise en réduisant, entre autre, leur revenu réel ; sans pour autant apporter tous les résultats escomptés (Faruqee et Husain, 1994 : 426-427). La lutte contre la pauvreté et l'exclusion est devenue un axe prioritaire pour de nombreuses agences de développement bilatérales ou multilatérales (Grootaert et Marchant, 1991 ; Banque Mondiale, 1990).¹ Déjà, pendant la décennie 70, on voyait bien que les fruits de la croissance étaient inégalement répartis entre les différentes couches de la population et que des poches de pauvreté existaient toujours, mais la situation s'est aggravée depuis cette période (Dubois, 1995 : 9-10). Les populations des pays du Sud sont de plus en plus livrées à elles-mêmes et la pauvreté ne se mesure plus aujourd'hui seulement en termes économiques,

¹ Le projet DSA (Dimension Sociale de l'Ajustement) a débuté en 1987 (officiellement en 1988) avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) la Banque Africaine pour le Développement (BAD) et la Banque Mondiale (Grootaert et Marchant, 1991: iii; Dubois, 1995: 47). D'autres bailleurs de fonds se sont associés à ce projet par la suite.

mais aussi en termes sociaux et culturels (Courade, 1994 ; Grootaert et Marchant, 1991). C'est donc afin de pouvoir incorporer les différentes formes de développement plus spécialisées que l'on parle aussi de développement humain à partir de 1990, dont la finalité serait l'épanouissement humain dans toutes ses dimensions (Dubois, 1995 : 13 ; PNUD, 1994).

Dans ce contexte où l'économique influe sur le social, les liens qui relient ces deux éléments ne sont pas toujours bien établis. Il existe certes des instruments (indicateurs sociaux, indices de pauvreté, modélisation sociale) qui interviennent dans la conception et le suivi de la politique sociale mais il leur manque un cadre d'intégration méthodologique qui en assure la cohérence et mette en évidence les interactions qui existent entre les ménages et leur environnement économique direct.² Le débat est ouvert, mais on peut apporter un élément de réponse en montrant tout l'intérêt d'une analyse orientée à un niveau méso-économique et, plus particulièrement, sur une économie locale rurale. Cette économie locale rurale peut être considérée comme l'environnement économique du ménage : le village ou la ville, représentant un niveau d'encadrement économique qui influence le comportement des ménages dans leur choix d'optimisation.

Il s'agit donc pour cette recherche (*i*) de déterminer un cadre de recherche qui permet d'établir un lien entre les aspects macro-économiques et micro-économiques d'une économie (la méso-économie), (*ii*) de choisir un outil d'analyse pratique et suffisamment complet (les modèles d'équilibre général calculable), et (*iii*), d'appliquer cette approche à un cas pratique, en l'occurrence ici une petite ville de la zone anglophone du Cameroun.

I. La problématique : déterminer les impacts de mesures macro-économiques sur un village.

L'approche qui est tentée ici est de type méso-économique. Située entre une approche trop globale pour percevoir les finesses de la réalité du terrain et une approche trop ciblée pour appréhender les interactions entre plusieurs acteurs économiques, l'approche méso-économique tente de regrouper entre elles des situations micro-économiques au niveau d'un village tout en utilisant des outils réservés jusqu'à présent à la macro-économie. Ce cadre d'analyse a l'avantage de mettre en relation des agents économiques différents dans une même

² Le programme DSA avait pour objectif d'évaluer l'impact des programmes d'ajustement structurel sur la situation économique des ménages, et de préconiser des actions visant à en atténuer les effets négatifs (Dubois, 1995: 34). Ce programme s'articulait autour d'enquêtes de type micro-économique, macro-économique ou méso-

économie (les producteurs, les consommateurs) et de mettre en évidence des groupes sociaux particuliers.

L'étude est donc principalement orientée sur une économie villageoise, à un niveau intermédiaire de l'analyse économique ordinaire qui se situe bien souvent soit au niveau micro-économique soit au niveau macro-économique. Cette démarche consiste à pouvoir apporter des résultats plus proches des réalités régionales ou locales que ne le permet une approche macro-économique, sans pour autant tomber dans la situation inverse des analyses micro-économiques qui portent sur des études de cas ciblées sur des groupes d'agents bien déterminés mais considérés de manière isolée du reste de l'économie. Le village est un peu considéré comme un petit pays avec ses modes de fonctionnement propres.

Le cadre de la recherche qui consiste donc à établir un lien entre les aspects macro-économiques et micro-économiques d'une économie consiste en fait (i) à évaluer les effets des mesures de politique économique exogènes sur l'économie des villages ou des villes, (ii) à bien définir l'objet de l'analyse, i.e., le village ou la ville, et (iii), l'intégrer dans le concept de la « méso-économie ».

A. L'environnement d'un village et les impacts de mesures exogènes.

Les politiques macro-économiques regroupent toutes les mesures qui ne relèvent pas des capacités du village (elles peuvent être d'origine gouvernementale ou internationale par exemple). Ces politiques peuvent être des politiques de prix, des politiques fiscales, des politiques d'intrants, des politiques foncières (qui affectent les allocations de ressources), des politiques de crédit etc. (Ellis, 1990). La recherche consistera alors à déterminer la manière dont ces mesures peuvent affecter une économie villageoise ; et plus particulièrement les différents groupes de ménage. Il faut pour cela un cadre d'analyse qui englobe et structure tout le village.

B. Une compréhension de l'ensemble de l'économie villageoise.

Le fait de vouloir tenter de mesurer les effets des politiques économiques sur une économie villageoise implique une compréhension presque parfaite (ou la moins biaisée possible) de la réalité villageoise en déterminant sa structure et son fonctionnement. Il s'agit de faire une monographie de tout le village, mais avec des outils contemporains et des objectifs d'analyse précis. Si l'approche demeure multidisciplinaire, les études se limitent à l'essentiel qui est

économique; mais dans le dernier cas, on entendait par là infrastructures et groupes sociaux (Dubois, 1995: 35,48).

nécessaire pour bien comprendre les comportements qui affectent la vie du village. L'objectif ici est de percevoir correctement la réalité globale du village et de comprendre les mécanismes, souvent d'ordre social à l'origine, qui la régulent.

C. La modélisation par une méthode spécifique : le niveau méso-économique.

La méso-économie s'applique à des groupes de population (les groupes socio-économiques par exemple), les quintiles de revenu, les associations de consommateurs, etc., soit des secteurs, par exemple les biens de production, les biens de consommation, les services de santé ou d'éducation etc. (Dubois, 1994 : 29). On peut donc facilement l'étendre à des structures rurales ou urbaines en intégrant ces différents éléments afin de reconstituer l'économie dans laquelle ils interviennent localement. Ce dernier est très important puisque c'est ce qui distingue la méso-économie « transversale » (infrastructures scolaires nationales par exemple) et la méso-économie « locale » (économie locale ou régionale).

II. Les approches et les outils actuels pour appréhender la réalité villageoise.

Trois outils d'analyse possibles permettent d'étudier les impacts de mesures macro-économiques sur un village : (i) l'approche micro-économique, (ii) l'approche basée sur les Matrices de Comptabilité Sociale (MCS), et (iii), les modèles d'Equilibre Général Calculable (EGC). Ces outils d'analyse peuvent être utilisés indépendamment les uns des autres, mais étant surtout complémentaires. Ils peuvent s'articuler pour donner, au niveau le plus élaboré, les modèles d'équilibre général calculable, construits autour d'une matrice de comptabilité sociale et d'équations de comportement et d'équilibre des différents agents économiques. Ainsi, si chaque outil considéré séparément présente des limites, leur combinaison permet d'obtenir un modèle complet, qui permet non seulement de décrire les interactions entre agents sur un marché, mais aussi de simuler les comportements et l'équilibre résultant de choix exogènes, en général extérieurs au village.

A. L'approche micro-économique peut être quantitative ou qualitative mais elle est toujours spécifique.

La première forme d'investigation est de type micro-économique et elle se concentre sur des agents économiques ou des groupes sociaux bien précis. L'intérêt d'une telle approche est de pouvoir bien étudier les comportements des agents. En revanche, elle ne permet pas d'établir les interactions des différents groupes sociaux qui peuvent intervenir dans la vie du village. En effet, l'approche qui consiste à étudier uniquement l'unité économique que constitue le mé-

nage ignore ou sous-estime les interactions entre les ménages et ils ne peuvent rendre compte, par exemple, des effets multiplicateurs d'une augmentation du revenu d'une certaine catégorie de ménage sur les autres.

B. L'approche basée sur les Matrices de Comptabilité Sociale (MCS) : un tableau complet mais statique.

Le problème de la détermination des effets multiplicateur sur les autres rouages de l'économie est en partie résolu par les matrices de comptabilité sociales (MCS), qui constituent ici la deuxième méthode d'analyse possible. Leur utilisation a commencé pendant les années soixante-dix et s'est considérablement développée au cours de la deuxième moitié des années quatre-vingt ; mais les MCS de villages sont relativement récentes (la première MCS appliquée sur une économie villageoise date de 1988 : Taylor, 1988).

Les MCS présentent l'avantage de pouvoir mettre en relation tous les agents économiques d'un village et ainsi, elles permettent de saisir toutes les interactions entre les différents comptes qui composent la matrice. Mais même dans ses formes les plus simples et les plus communes, la MCS ne fournit des estimations pertinentes des effets globaux sur l'économie villageoise que lorsque l'élasticité de l'offre est très élevée - c'est-à-dire, en cas de surplus de main d'oeuvre locale et de disponibilité immédiate de ressources supplémentaires telles que la terre, la main d'oeuvre ou le transport.

Si ces conditions sont parfois réunies, il est plus fréquent que les imperfections de marché et les contraintes sur les ressources se traduisent par des effets sur les prix conséquents dès que la demande en produits locaux se modifie. Ces effets-prix influent à la fois sur l'ampleur et la répartition des bénéfices et ils peuvent modifier de manière substantielle les effets estimés à l'aide des multiplicateurs de MCS. Cet inconvénient peut à son tour être résolu à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable.

C. Les modèles EGC : l'intégration des MCS et des comportements micro-économiques des agents dans un modèle dynamique de prix et de quantité.

La dernière et la plus récente forme d'investigation possible pour envisager l'étude d'une économie villageoise est celle entreprise par les modèles d'équilibre général calculable (EGC).

Les modèles EGC appliqués à des villages sont très récents bien qu'ils soient utilisés pour des modèles à l'échelle nationale ou régionale depuis les années quatre-vingt³.

Les méthodes d'EGC utilisent l'ensemble des données des MCS, complétées par une spécification et une estimation des grands types de relations économiques (équilibres de marchés et comportement micro-économique des différents acteurs) qui se nouent au sein d'une économie. Elles comprennent notamment les fonctions de production pour chaque type d'activité productive du village, les fonctions d'ajustement aux migrations pour chaque type de ménage et de migration (intérieure ou internationale) et les fonctions de dépenses. Des contraintes d'équilibre général locale sont fixées sur les marchés des biens et des facteurs, avec une détermination des prix qui est exogène pour les biens échangeables et endogènes pour les biens non échangeables. Une fois que le modèle de base est construit, on peut par exemple faire varier les hypothèses sur les imperfections des marchés ou le degré d'ouverture sur le monde extérieur, et en quantifier les effets. Les hypothèses portent sur les éléments qui peuvent être partiellement modifiés par les politiques, de sorte que la sensibilité des résultats à leur variation fournit des ordres de grandeur de l'impact de ces réformes.

Les travaux sur des MCS de village sont relativement récents (la première MCS date de 1988) et les travaux correspondant sur des modèles EGC appliqués à des villages sont encore plus récents (Taylor, 1995). Les résultats des travaux obtenus jusqu'à présent sur des modèles EGC portent sur un très petit nombre de village et ils ne sont pas encore disponibles. Les travaux actuels sont principalement orientés sur des analyses d'effets en retour des migrations issues de villages ruraux (Taylor, 1995), ce qui n'est pas tout à fait le même cadre d'analyse que celui de la ville, petit centre urbain, qui est à l'étude ici.

III. Les données de la recherche.

La modélisation d'un village nécessite dans tous les cas des enquêtes afin de recueillir les données qui seront nécessaires. Les données recueillies pour cette étude proviennent d'une ville située sur les flancs du mont Cameroun, dans la zone anglophone. Les données datent du mois d'août 1995. Ces données s'intègrent (i) dans un pays riche et hétérogène mais frappé par la crise économique, (ii) dans une région anglophone dynamique et liée économiquement au Nigeria, et (iii), dans une petite ville semi-urbaine qui dispose d'un marché régional.

³ Un ouvrage collectif doit paraître en décembre 1996 (Taylor, 1996). Un document d'introduction aux modèles EGC appliqués à des micro-économies locales est paru en 1995 (Taylor, 1995).

A. Le Cameroun : un pays riche et hétérogène frappé par la crise.

Le Cameroun est un pays de la zone équatoriale de 12 millions d'habitants qui s'est créé progressivement entre 1884 et 1922, depuis la colonisation allemande par le littoral en direction de l'intérieur des terres via Douala, jusqu'à la fin de la première guerre mondiale. Les grandes migrations qui ont marqué son histoire ont entraîné de grands brassages de population et cela se traduit aujourd'hui par un nombre considérable d'ethnies qui cohabitent plus ou moins bien entre elles sur des territoires parfois très restreints.

Ce pays a été frappé brutalement par la crise du prix des matières premières qui a commencée en 1985 avec la chute des cours du café et du cacao et une stagnation des prix du pétrole. Cela a entraîné une diminution considérable du revenu réel des ménages, aggravée par la dévaluation du F CFA en janvier 1994. Cette situation a provoqué une paupérisation de la population avec toutes les conséquences que cela entraîne : diminution de la scolarisation, détérioration des équipements sanitaires etc. Le secteur public n'a pas non plus été épargné avec une diminution en novembre 93 de 60% du revenu des salaires des fonctionnaires.

B. Une région anglophone dynamique et liée économiquement au Nigeria.

La région dans laquelle se situe la ville étudiée se situe dans la zone anglophone du Cameroun au sud-ouest du pays. C'est une région montagneuse qui abrite beaucoup d'immigrés venus de l'ouest, du pays Bamileke. Il y existe une identité anglophone même si la coexistence entre les différentes ethnies n'est pas toujours facile. Le Nigeria n'est qu'à une soixantaine de kilomètres de Muea et cela explique la présence d'entrepreneurs *Ibo* et le commerce transfrontalier de la zone du mont Cameroun.

C. Une ville semi-urbaine, pluri-ethnique et constituée d'entrepreneurs.

La ville qui a été l'objet d'une série d'enquêtes au mois d'août 1995 se situe sur les flancs fertiles et abondamment arrosés du mont Cameroun. C'est une ville d'agriculteurs placée le long d'une route goudronnée et qui dispose de quelques infrastructures urbaines. Cette ville est par ailleurs relativement grande puisqu'elle abrite 1505 ménages (7 500 habitants). Elle dispose d'un marché de denrées agricoles qui génère 300 000 FF de chiffre d'affaires, deux fois par semaine. C'est une ville constituée principalement d'immigrants qui proviennent de tout le pays et aussi du Nigeria, et les autochtones, les *Bakweri* ne représentent que 20% de la population totale, qui regroupe 67 ethnies différentes. Une enquête portant sur plus de 300 ménages a été effectuée au mois d'août pour recueillir toutes les données relatives aux ména-

ges. Une enquête a été effectuée sur le marché de la ville ainsi qu'une autre sur les 61 associations du village.

IV. Un plan en trois parties.

L'étude de l'impact de mesures macro-économique sur une économie villageoise africaine consistera donc à accomplir toutes les étapes de la modélisation de la ville : (i) la théorie des MCS et des modèles EGC, (ii) la construction des comptes de l'économie de la ville, et (iii), la simulation des politiques sur le village.

A. La théorie : l'état de la recherche sur les MCS et les modèles EGC de village.

La première partie présentera les matrices de comptabilité sociales et les modèles d'équilibre général calculable dans leur conceptualisation théorique. L'étude sera orientée sur les villes ou les villages mais la méthodologie ressemble beaucoup à celle adoptée à des pays.

B. La description de la ville : la construction et l'analyse des différents comptes de l'économie.

Dans la deuxième partie, nous utiliserons les données récoltées sur le terrain pour décrire l'environnement de la ville et élaborer les comptes qui permettront de construire la MCS de la ville et son modèle EGC. Après avoir situé la ville dans son environnement géographique et historique, nous présenterons son économie dans son ensemble, les institutions, les facteurs de production, les activités et les produits, le capital et l'épargne, et les échanges avec le reste du Cameroun.

C. Le modèle EGC : la construction du modèle et résultats des simulations.

La troisième partie (i) synthétise le processus d'investigation qui permet de construire la matrice de comptabilité sociale, (ii) présente la structure de base de la modélisation et les deux catégories de modèles qui seront élaborés, et (iii) analyse les résultats de quelques simulations. Les simulations et leurs résultats seront traités dans le troisième chapitre. Les validités des hypothèses du modèle et des règles de bouclages y seront critiquées par rapport aux réalités du terrain.

**PARTIE I : La théorie, les modèles EGC appliqués à
des villes semi-urbaines africaines.**

Cette partie se décompose en trois chapitres qui représentent l'évolution de l'approche qui est accomplie afin de parvenir à une représentation cohérente et relativement proche des contraintes de la réalité du terrain. Trois catégories de modèles sont exposées dans cette partie: les modèles micro-économiques, les matrices de comptabilité sociale, et les modèles d'équilibre général calculable.

Le premier chapitre montre comment les modèles d'équilibre général calculable intègrent à la fois les matrices de comptabilité sociale et les modèles micro-économiques dans leur structure. Les modèles micro-économiques permettent une appréhension spécifique de la réalité mais ils ne permettent pas de mettre en évidence et de prendre en compte les interactions qui existent entre les différentes catégories de ménages. Les matrices de comptabilité sociales pallient à cette lacune mais elles demeurent dans un cadre trop rigide pour permettre une approche acceptable de la réalité. Les modèles d'équilibre général calculable permettent d'associer le comportement des agents, que l'on retrouve dans les modèles micro-économiques, avec le cadre structurel des matrices de comptabilité sociale, dans un système dynamique de prix et de quantité.

Le deuxième chapitre présente en détail la structure et le fonctionnement des matrices de comptabilité sociale. Ce sont en fait des tableaux entrée-sortie élargis à l'ensemble d'une économie, et leur mode de calcul est linéaire. Si ces modèles permettent de bien visualiser la structure d'une économie, ils sont en revanche limités dans leurs applications. Ce sont en effet, des modèles dont les coefficients techniques sont constants, ce qui implique une techno-

logie, une structure, et des rendements d'échelle constants. Par ailleurs, les prix ne sont explicitement pas pris en compte. Ce chapitre présente aussi les différentes typologies de villages qui existent, en fonction de leur intégration dans les marchés extérieurs. On peut ainsi distinguer les villages à économie de subsistance qui n'ont pas de contact avec les marchés extérieurs, les villages à un niveau intermédiaire d'intégration avec les marchés, et les villages complètement intégrés dans les marchés (économie spécialisée). Cette typologie permet de déterminer, en fonction du type de village que l'on souhaite à modéliser, si un modèle d'équilibre général calculable est pertinent ou pas. Dans le premier cas (économie de subsistance), on peut se contenter d'un modèle micro-économique de ménages agricoles différenciés car il n'existe aucun lien entre la production et les dépenses. Dans le troisième cas (économie spécialisée), le village ne détermine aucun prix et cela se traduit par des équilibres en terme de quantité et non de prix. Ici aussi, on peut se contenter d'un modèle micro-économique de ménages agricoles différenciés. Toutefois, tous les villages n'obéissent pas à ces deux extrêmes. Ils cumulent en général une production de subsistance et une production commercialisée. Certains prix deviennent endogènes, en particulier si le salaire, le capital ou la terre ne sont pas des biens échangeables. Les études de modèles d'équilibre général calculable ne sont pas encore parus, mais il existe quelques applications de matrices de comptabilité sociale sur des villages. Chacune de ces études se distingue par les caractéristiques méthodologiques données au modèle (un secteur agricole à offre inélastique en Inde, ou inélasticité de l'offre et utilisation des propensions marginales au Kenya), ou par ses objectifs empiriques (étude sur les migrations au Mexique ou comparaison de villages au Kenya).

Le troisième chapitre présente le cadre d'étude des modèles d'équilibre général calculable. Ils conservent les avantages des matrices de comptabilité sociale et des modèles micro-économiques, tout en comblant une grande partie de leurs lacunes théoriques. Ce sont des modèles qui nécessitent une grande quantité d'informations sur les acteurs et leur comportement, et les équilibres sur les marchés. La partie la plus délicate de ces modèles est la spécification des fonctions de productions et de consommation des ménages, dont les résultats sont très sensibles aux élasticités qui leur sont intégrées.

Introduction.

Les villes ou les villages constituent un niveau d'analyse du comportement des ménages très intéressant puisqu'ils représentent leur environnement économique direct, d'où ils puisent leurs ressources. Les ménages s'intègrent en général dans une structure économique complexe faite de production, de consommation, et d'épargne. Les interactions des différentes catégories de ménages que l'on peut déterminer dans une ville dépendent de la structure et des contraintes de la production, de la structure des facteurs de production, de la répartition de ces facteurs auprès des ménages, puis des dépenses de ces ménages. Chaque organisation villageoise correspond à une structure particulière. Dans certains cas, les modèles micro-économiques de ménages agricoles sont suffisants pour les étudier, car ils sont alors soit faiblement intégrés dans des marchés extérieurs, soit ils le sont complètement. Mais, bien souvent, d'autres éléments rentrent en jeu: les interactions avec d'autres catégories de ménages, des prix implicites au niveau de la main-d'oeuvre par exemple peuvent apparaître. Les modèles micro-économiques ne peuvent alors plus saisir les interactions qui peuvent exister entre les différentes catégories de ménages. Les matrices de comptabilité sociale permettent de mettre en évidence les interactions entre les acteurs d'une économie, mais elles ont des rigidités que n'ont pas les modèles micro-économiques. L'avantage des modèles d'équilibre général calculable est de pouvoir combiner les caractéristiques des deux approches précédentes: les interactions entre les ménages et leurs comportements.

Cette première partie montre, dans un premier chapitre, l'évolution depuis les modèles micro-économiques et les matrices de comptabilité sociale qui permet d'aboutir aux modèles d'équilibre général calculable. Le deuxième chapitre revient sur la matrice de comptabilité sociale, élément de base de tout modèle d'équilibre général calculable. Il présente leur structure, leur fonctionnement et les inconvénients de leurs hypothèses. Une série d'applications sur des villages sont ensuite étudiées. Le troisième chapitre expose enfin le passage entre la matrice de comptabilité sociale et le modèle d'équilibre général calculable. Les étapes de sa construction sont présentées, ainsi que les contraintes de ce modèle complexe.

Il est utile de définir dès à présent le cadre d'analyse de l'étude d'une économie semi-urbaine et surtout le vocabulaire qui sera employé. Le terme « niveau méso-économique » est généralement employé pour les informations qui concernent les secteurs économiques et les groupes de population (catégories de ménages). L'utilisation de ce terme qui est employé ici diffère un peu de celle généralement employée puisque l'attention est orientée essentiellement sur l'économie d'une petite ville. On distinguera ainsi :

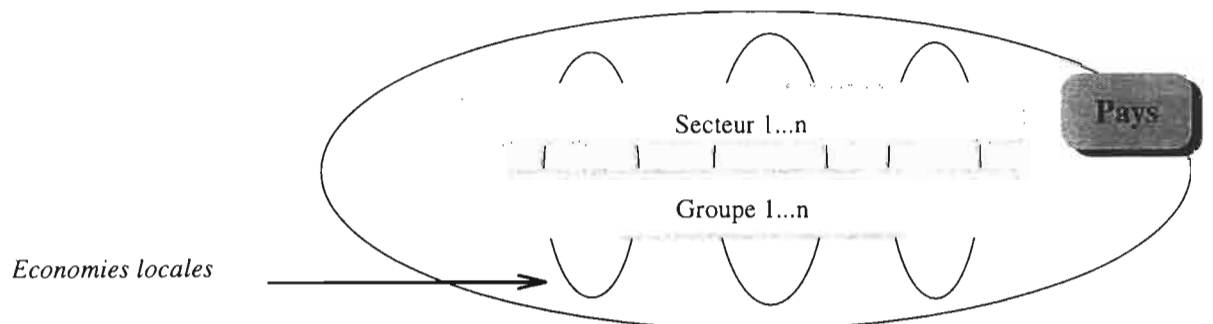
1. La méso-économie « longitudinale », qui s'étend au niveau national et considère donc à ce niveau un ou plusieurs secteurs ou groupes de population tels que les infrastructures scolaires ou les catégories socio-professionnelles. C'est dans ce sens que le terme de méso-économie est le plus souvent employé ;
2. La méso-économie « transversale », qui ne considère qu'une économie locale, le village ou la ville, mais qui intègre l'ensemble des secteurs et des groupes de population. C'est dans ce sens que le terme de méso-économie sera employé.

Cette distinction peut être illustrée par la Figure 1 :

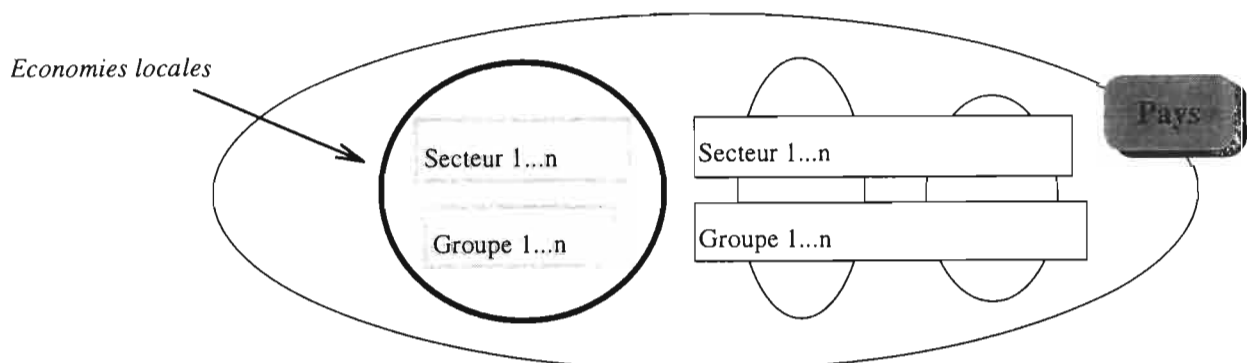
Figure 1 : Caractéristiques de la méso-économie appliquée à des économies locales.

N.B. : Les ensembles étudiés sont entourés d'un trait en gras.

Méso-économie « longitudinale », échelle nationale :



Méso-économie « transversale », échelle locale ou régionale :



Les économies locales représentent en général des villes ou des villages, parfois des ensembles régionaux. En fait, les situations varient au cas par cas et il est parfois difficile de distinguer convenablement les limites du cadre d'investigation. En ce qui concerne Muea, son économie se distingue aisément par son activité agricole et urbaine mais l'existence de son marché régional intégré dans son périmètre transforme une économie locale en une économie locale dotée d'un pôle régional. Il est difficile de déterminer avec certitude si Muea constitue un village ou une petite ville¹. Un village représente une agglomération rurale; un groupe d'habitations assez important pour avoir une vie propre. Une ville est un milieu géographique et social formé par une réunion importante de constructions et dont les habitants travaillent, pour la plupart, à l'intérieur de l'agglomération². Si presque tous ses habitants travaillent dans les champs, il est vrai aussi qu'une grande partie d'entre eux assurent des activités urbaines. Par ailleurs, ses habitants envoient des fonds monétaires dans leur village d'origine. Muea se situe donc entre le village et la ville et la rigueur aurait voulu qu'il soit qualifié de village, mais c'est pour le différencier de la représentation commune du village rural africain plus ou moins bien isolé et développé, que le choix a été fait de le définir comme une ville de petite taille³.

La modélisation de ces économies doit s'adapter aux hypothèses de la réalité du terrain, au moins dans ses grandes lignes. Elle repose sur des outils qui ont déjà été utilisés, mais essentiellement pour des applications macro-économiques ou micro-économiques. Les modèles d'équilibre général calculable représentent actuellement un cadre général complet mais complexe pour la modélisation d'une économie. Nous allons étudier (i) la manière dont il complète, en les regroupant, les différentes approches possibles pour la modélisation; (ii) la structure principale des modèles EGC, les MCS, qui constituent des outils d'analyse à part entière; et (iii), les modèles EGC avec les paramètres, les règles du bouclage et leurs contraintes.

¹ Certains auteurs ont simplifié le problème en parlant de « village-ville », (Lewis et Thorbecke, 1992). On peut aussi parler de village semi-urbain.

² Définitions du Micro-Robert, 1979.

³ Tout est relatif, Ndioum Walo au Sénégal est sans aucun doute un village et Muea fait figure de grand centre urbain à côté.

Chapitre I: Les modèles EGC intègrent les comportements micro-économiques et les MCS dans des systèmes dynamiques.

Il existe différents niveaux d'analyse et de modélisations possibles, que l'on peut classer du plus simple au plus complexe, qui s'offrent à l'économiste pour modéliser une économie villageoise africaine : (i) les approches micro-économiques, (ii) les approches par les MCS et (iii) les approches par les modèles d'équilibre général calculables. Ces méthodes de modélisations sont plus complémentaires qu'exclusives et elles répondent à des objectifs de recherche bien déterminés, quand le choix n'est pas dicté par des contraintes d'informations et de données.

On peut parfaitement se contenter de se limiter à une approche micro-économique lorsque l'objet de l'étude est très précis au niveau le plus bas de l'échelle économique : le ménage et l'individu (cas des catégories de ménages ou d'exploitations familiales agricoles) et que les données ou les informations concernent exclusivement cet objectif.

Si l'on souhaite élargir le cadre d'analyse à un village, une région ou un pays et si l'on possède suffisamment de données, on peut élaborer une MCS. Si les modèles micro-économiques ont plutôt tendance à s'orienter vers l'étude des comportements, les MCS s'intéressent plutôt aux interactions qui existent entre les agents économiques. Les MCS sont en un sens plus complet que les modèles micro-économiques car elles considèrent toute la structure d'une économie (tout un village, toute une région, tout un pays etc.), mais elles ne prennent pas en compte les études sur les comportements des individus et des ménages comme c'est le cas des modèles micro-économiques.

La troisième forme d'investigation économique qui s'offre à l'économiste pour étudier des simulations sur un village est celle des modèles EGC. Ils sont beaucoup plus complexes que les modèles micro-économiques et les MCS et ils nécessitent par ailleurs une très grande quantité d'informations qualitatives et quantitatives. Les modèles EGC sont composés, à la base, d'une MCS et ils sont complétés par des estimations économétriques qui sont destinées à spécifier les comportements des agents économiques. On peut dire en un sens que les modèles EGC combinent les attributs des modèles micro-économiques (études économétriques des comportements) et des MCS (structuration de l'économie).

Le modèle le plus complet apparaît comme étant le modèle EGC car il combine les caractéristiques des deux autres types d'approche (micro-économiques et MCS) mais le choix définitif

sera pris en fonction des objectifs à atteindre et du meilleur moyen pour y parvenir et surtout, ce choix sera dicté par la possession des données nécessaires à l'élaboration du modèle.

A. L'approche micro-économique est spécifique mais elle ne saisit pas les interactions entre les ménages.

L'approche micro-économique met l'accent sur le ménage (ou de l'exploitation familiale rurale) offre l'avantage de modéliser d'une manière très fine les motivations qui dictent les comportements des ménages.⁴ En revanche, elle ignore (ou sous-estime) les interactions entre les ménages, ou entre les ménages et d'autres agents économiques qui peuvent composer leur environnement de travail (retombées indirectes d'usines, d'exploitations agricoles etc.). Dans le cas des interactions entre les ménages par exemple, les approches micro-économiques ne peuvent rendre compte des effets multiplicateurs d'une augmentation du revenu d'une catégorie de ménage sur les autres.

B. Les Matrices de Comptabilité Sociales (MCS) mettent en évidence les interactions mais elles sont statiques.

Les MCS permettent à l'économiste d'élargir considérablement le cadre d'analyse de l'économie qu'il souhaite étudier car tous les éléments qui constituent l'économie en question sont pris en compte les uns par rapport aux autres. Toute l'organisation des éléments de l'ensemble se structure dans un tableau (la MCS) avec le critère « revenus-dépenses » pour chaque compte. En règle générale, une MCS se compose de six comptes : les comptes d'activité ou de production, de produits, de facteurs, des institutions (ménages, gouvernement, entreprises), de capital et enfin, le compte du reste du monde. Ces comptes permettent d'appréhender la structure complète de n'importe quelle économie avec un bon niveau de réalisme. On peut ainsi étudier l'économie d'un pays, ce qui a été l'objectif des premières MCS, mais très vite, la portée des modèles s'est étendue à des niveaux d'analyse différents. Des MCS régionales ont été créées, puis, plus récemment, des MCS de villages. Cependant, l'intérêt des MCS est leur capacité à permettre un affinement et une flexibilité de l'analyse des comptes par désagrégation de ces derniers facilitant leur utilisation sur des catégories d'économies de niveau différent: nationale, régionale, locale. En effet, les MCS permettent l'approfondissement de l'étude de n'importe quel secteur de l'économie par le jeu de la dés-

⁴ Les modèles micro-économiques intègrent les comportements des producteurs, des consommateurs et des travailleurs dans le cadre des ménages et dans des environnements à marché parfait ou imparfait.

agrégation des comptes. Dans le contexte des pays en voie de développement, cet aspect est particulièrement intéressant pour le secteur agricole, par exemple ; mais, en règle générale, les MCS sont principalement utilisées pour l'étude de la distribution des revenus. L'un des objectifs les plus utiles des MCS est d'ailleurs l'étude du compte des ménages et l'impact des politiques économiques sur leurs revenus en fonction de leur situation socio-économique, et c'est particulièrement important pour les PVD.⁵

En tant que modèles d'analyse, les MCS obéissent à des hypothèses et des contraintes qui limitent toutefois la portée de leurs résultats. Il s'agit notamment des hypothèses qui pèsent du côté de l'offre et qui font que ce sont des modèles tirés par la demande et où l'offre est parfaitement élastique, c'est-à-dire en cas de surplus de main d'oeuvre locale et de disponibilité immédiate de ressources supplémentaires telles que la terre ou le transport. Si ces conditions sont parfois réunies, il est fréquent que les imperfections des marchés et les contraintes sur les ressources se traduisent par des effets-prix importants dès que la demande en produits locaux se modifie. Autrement dit, si la demande d'un bien augmente, c'est le prix de celui-ci qui augmentera (au moins dans un premier temps) ; et non pas forcément le montant de l'offre d'une manière automatique. Ces effets prix peuvent donc influencer à la fois sur l'ampleur et la répartition des bénéfices et ils peuvent modifier de manière parfois substantielle les effets estimés à l'aide des multiplicateurs de MCS.

Les limites du cadre d'analyse des MCS sont d'ordre temporel. En effet, les MCS ne fournissent qu'une image statique relativement cohérente de la réalité, mais les simulations dans le temps sont rendues très difficiles car les MCS ne contiennent pas d'équations relatives aux comportements des agents comme le font les modèles EGC.

C. Les modèles d'équilibre général calculable (EGC) intègrent les comportements des agents avec les MCS dans un système dynamique de prix et de quantité.

Les limites et les contraintes inhérentes aux MCS peuvent être résolues à l'aide d'un modèle EGC. Les modèles EGC ont besoin de l'ensemble des données utilisées pour les MCS, complétées de règles de bouclages et des paramètres du modèle. Les modèles EGC nécessitent l'ensemble des données utilisées pour les MCS, complétées par une spécification et une estimation des grands types de relations économiques (équilibres de marché et comportements

⁵ Richard Stone (prix Nobel en 1984) souligne, en 1985, que parmi toutes les choses intéressantes qui peuvent être faites pour améliorer les comptes nationaux, c'est la désagrégation du compte des ménages qui mérite le plus

micro-économiques des différents acteurs) qui se nouent au sein d'une micro-économie. Elles comprennent notamment les fonctions de production pour chaque type d'activité productive du village, les fonctions d'ajustement aux migrations pour chaque type de ménage et de migration (intérieure ou internationale) et les fonctions de dépenses. Des contraintes d'équilibre général local sont fixées sur les marchés des biens et des facteurs, avec une détermination des prix exogènes pour les biens échangeables et endogènes pour les biens non échangeables. Une fois que le modèle de base est construit, on peut faire varier les hypothèses sur les imperfections des marchés, le degré d'ouverture sur le monde extérieur par exemple, et en quantifier les effets. Les hypothèses portent sur les éléments qui peuvent être partiellement modifiés par les politiques, de sorte que la sensibilité des résultats à leurs variations fournit des ordres de grandeur de l'impact de ces réformes.

Les MCS de villages sont relativement récentes (Adelman et al., 1988) et les modèles EGC appliqués à des villages le sont encore plus (Taylor, 1996).⁶ Les résultats obtenus jusqu'à présent sur des modèles EGC portent sur un très petit nombre de villages et les travaux actuels sont orientés principalement sur des analyses des effets en retour des migrations issues de villages ruraux (Taylor, 1996).

d'attention de la part du chercheur (Sir Richard Stone, 1985: 181).

⁶ Un ouvrage collectif sous la direction de Ed Taylor est à paraître en décembre 1996.

Chapitre II: Les Matrices de Comptabilité Sociales (MCS).

A. *Les matrices de comptabilité sociale : des TES élargis.*

Les matrices de comptabilité sociales sont des tableaux à double entrée qui présentent l'avantage de présenter l'ensemble de la structure économique et sociale d'une économie étudiée. Il s'agit en général d'un pays ou d'une région, mais leur application peut être élargie en fonction des besoins, en l'occurrence ici, le village, pourvu que les informations nécessaires pour la construction de la matrice soient disponibles. On peut dire que les MCS sont des tableaux d'entrées sorties ($n \times n$) élargis à toute la structure de l'économie afin de dépasser le simple cadre des équilibres ressources-emplois de produits et des transactions entre les producteurs.

Une MCS représente une vision statique de la réalité et c'est dans le but de pouvoir accomplir des simulations économiques que les MCS ont été créées. L'un des grands intérêts des MCS est de pouvoir approfondir l'étude d'un compte particulier par le jeu des agrégations et des désagrégations. Dans ce sens, il n'existe pas de MCS standard qui puisse répondre à tous les besoins. Les comptes sont élaborés et organisés en fonction des besoins et des objectifs de la recherche. Une MCS doit répondre à deux objectifs :

1. Une MCS doit être capable de permettre l'organisation de l'information de manière cohérente et complète dans un tableau ;
2. Une MCS doit donc dans ce sens fournir un cadre statistique acceptable pour la modélisation.

Les TES et leur extension, les MCS, sont ainsi destinés avant tout à saisir les liens qui résident au sein d'un équilibre général et qui permettent par ailleurs de déterminer le calcul des effets directs et indirects d'un choc exogène.

Il existe deux sortes d'entrées dans une MCS (Robinson, 1989: 899) :

1. Les entrées qui correspondent à des flux. Ce sont des transactions avec contrepartie monétaire qui s'effectuent sur les marchés. Les contreparties monétaires sont consignées dans le sens colonne (dépense) vers ligne (revenu). Les flux de marchandise se font dans l'autre sens (ligne - colonne) en échange des contreparties monétaires.

2. Les entrées qui ne correspondent à des flux sans contrepartie réelle (pas de transferts de marchandises). Ce sont des transferts monétaires de compte à compte. Il s'agit là par exemple des transferts intra-ménages.

Les flux sans contrepartie réelle peuvent aussi être constitués des salaires imputés au travail familial, des revenus issus des systèmes de financement informels etc.

Tableau 1: Structure d'une matrice de comptabilité sociale (MCS).

	Dépenses								
	1	2	3	4			5	6	7
Revenus	Activités	Produits	Facteurs	Institutions			Capital	Reste du monde	Total
				Ménages	Entreprises	Gouvernement			
1. Activités		Ventes domestiques				Subventions à l'exportation		Exportations	Production (ventes)
2. Produits	CI			Consommation des ménages		Consommation du gouvernement	Investissements		Demande totale
3. Facteurs	Paiement des facteurs								Valeur ajoutée
4. Institutions			Salaires		Profits redistribués	Transfert			Revenus des ménages
Ménages									Revenus des entreprises
Entreprises			Profits			Transferts			Revenus du gouvernement
Gouvernement	TVA	DD Impôts indirects	Taxes sur les facteurs	Impôts directs	Impôt sur les sociétés				
5. Capital				Epargne	Epargne	Epargne			Epargne totale
6. Reste du monde		Importations							Importations
Total	Production (total des paiements)	Offre totale	Dépenses des facteurs	Dépenses des ménages	Dépenses des entreprises	Dépenses du gouvernement	Dépenses d'investissement	Dépenses RdM	

Le Tableau 1 p.28 montre à quoi peut ressembler la structure globale d'une MCS au niveau d'un pays. Il y a six catégories de comptes dans cette matrice mais ce chiffre peut varier en fonction des objectifs et des désagréations apportées au tableau.

Le compte d'activité ou de production produit des biens manufacturés qui sont destinés à la vente ou à l'exportation. C'est un compte qui peut recevoir des subventions à l'exportation de la part du gouvernement. Les dépenses de ce compte se traduisent par des consommations intermédiaires auprès du compte de produit. C'est d'ailleurs à ce niveau que se situe le TES de la matrice. Il faut remarquer qu'au niveau d'un village, certaines consommations intermédiaires modernes sont importées, ce qui entraîne une sous-évaluation du TES local. Les autres dépenses de ces comptes concernent les salaires, et les coûts de location versés aux facteurs de production ; ainsi que la TVA distribuée à l'Etat. Les activités de production de la ville de Muea sont ainsi constituées de sept secteurs: l'agriculture vivrière, l'agriculture d'exportation, l'élevage, l'agriculture non-alimentaire (boissons traditionnelles par exemple), le secteur urbain (activités urbaines plus ou moins informelles), les services du gouvernement (services « publics » assurés par les ménages), et les services des ménages (loyers).

Le compte des produits représente le marché domestique des produits. Théoriquement, les comptes d'activité et de produits devraient être identiques mais comme ils sont séparés, ils n'ont pas besoin de retenir les mêmes définitions sectorielles. Les revenus de ce compte proviennent de la vente des produits en tant que consommations intermédiaires, consommation des ménages, consommation du gouvernement et l'investissement. C'est le compte des produits qui achète les produits importés, les biens produits localement (les services du secteur commercial sont inclus), et qui règle les taxes diverses.

Le compte des facteurs regroupe les comptes du travail et du capital. Il reçoit ses revenus par l'intermédiaire de la vente de ses services sous la forme de salaires et de locations et de revenus de l'extérieur. Tous ces revenus sont redistribués aux ménages en tant que salaires, au gouvernement en tant que taxes et au reste du monde en tant que paiement de facteurs. Le compte de facteur des villages regroupe en général la terre et le capital physique (machines ou animaux), la main d'oeuvre salariée et la main d'oeuvre familiale. Les dépenses auprès du compte de capital des facteurs incluent en général les paiements implicites qui s'étendent de la location de la terre jusqu'à la location de l'outillage ou des services des tracteurs. On peut aussi y rajouter les paiements implicites au capital lorsqu'aucun paiement explicite n'est ef-

fectué ou lorsque les transactions sont liées. Le compte de la valeur ajoutée sous forme de main-d'oeuvre regroupe la main-d'oeuvre salariée et la main d'oeuvre familiale évaluée au prix du marché ou en tant que résidu de la production par rapport à d'autres coûts explicites ou implicites (Taylor, 1996:21). Certaines consommations intermédiaires modernes sont importées.

Le compte des institutions regroupe celui des ménages, celui du gouvernement et celui des entreprises. De ces trois comptes, c'est celui des ménages qui représente le plus grand intérêt dans son étude, surtout lorsque les simulations portent sur des questions qui le concernent directement. Il peut s'agir en effet de l'étude de la répartition des revenus, la détection des groupes à risques etc. C'est dans ce sens que la plupart des MCS qui sont construites pour étudier des pays ou des régions de PVD focalisent leur attention sur ce compte. Les revenus des ménages proviennent principalement des salaires, des transferts et des profits redistribués. Les dépenses de ce compte proviennent de la consommation en produits, des transferts éventuels, des impôts et taxes, et de l'épargne. Le compte des entreprises perçoit des profits et des transferts et dépenses pour des taxes et des transferts. Le compte du gouvernement se distingue ici de l'administration que l'on retrouve dans le compte des activités. Ce compte achète directement les services du compte d'activité. Les autres dépenses sont des transferts auprès des ménages et des firmes et l'épargne. Tous les revenus de ce compte proviennent des taxes et des transferts de l'étranger.

Le compte de capital regroupe toutes les épargnes des comptes concernés et des transferts en capital de l'étranger. Cela permet ensuite de pouvoir effectuer les investissements.

Le compte reste du monde retranscrit toutes les transactions qui s'accomplissent entre l'économie nationale et le reste du monde. En règle générale, ce compte dépense pour importer des produits et dégage des revenus de la vente à l'exportation. Il faut rajouter à cela divers transferts qui ont lieu entre d'autres comptes.

Malgré la très grande diversité que l'on peut rencontrer dans les MCS, il existe des conventions auxquelles elles doivent obéir (Robinson, 1989: 898). Ainsi,

1. Les comptes de revenus et de dépenses doivent être équilibrés entre eux. Cela implique donc que la matrice soit une matrice carrée ;

2. Les MCS sont des tableaux à double entrée. Autrement dit, les flux s'orientent d'un acteur à l'autre dans les comptes de la matrice. Il n'y a donc pas d'injections ou de fuites possibles dans la structure globale des comptes du modèle.

Ces conventions sont relativement simples à formuler mais leur application peut soulever de nombreux problèmes, en particulier celui des soldes des comptes. En effet, il est très rare que les ressources et les emplois des différentes branches d'une économie coïncident parfaitement ; cela à cause des sources statistiques. On est donc amené à solder ces comptes soit en supposant que des erreurs ont été commises, et elles sont donc corrigées ; soit en affectant le solde entre un ou plusieurs comptes intermédiaires (excédent brut d'exploitation, travail familial, etc.).

Les MCS de villages sont identiques aux MCS nationales ou régionales dans leur ensemble, mais elles s'en distinguent cependant par leur spécificité. Ainsi, le compte du reste du monde des MCS de village ne s'équilibre pas forcément. Le compte du gouvernement peut être un exportateur ou un importateur net par rapport au village, les transferts monétaires des migrants ne sont pas forcément destinés à acheter des produits sur les marchés extérieurs mais plutôt sur le marché local. Ces déséquilibres doivent être corrigés par des comptes de transferts entre les comptes du reste du monde ou par agrégation (en combinant par exemple quelques comptes du reste du monde, la somme des transactions avec le village doit s'équilibrer). Par ailleurs, les MCS de villages se distinguent des MCS conventionnelles en intégrant les flux non monétaires dans son circuit économique. Ces flux non monétaires représentent des transactions telles que la production auto-consommée, les échanges de main d'oeuvre, les interactions sur le marché des facteurs et l'accès à certains biens comme la terre (Taylor, 1996:20).

Tableau 2 : Une MCS macro-économique.

Revenus :	Dépenses :						Total
	Activités	Produits	Ménages	Gouv't	Capital	RdM	
Activités		<i>X</i>					PNB
Produits			<i>C</i>	<i>G</i>	<i>Z</i>	<i>E</i>	Demande
Ménages	<i>Y</i>						Revenu
Gouvernement			<i>T^h</i>				Taxes
Capital			<i>S^h</i>	<i>S^g</i>		<i>B</i>	Epargne
RdM		<i>M</i>					Import
Total	Revenu domestique	Offre	Dépenses	Dépenses	Dépenses	Balance des paiements	

Identités macro-économiques :	Revenu domestique = PNB
$Y = X$	Offre agrégée = demande agrégée
$X + M = C + G + Z + E$	Revenu des ménages = dépenses
$Y = C + S^h + S^g + B$	Épargne du gouv't = taxes moins dépenses
$S^g = T^h - G$	Investissements = épargne
$Z = S^h + S^g + B$	Balance commerciale (= épargne extérieure)
$B = M - E$	

Variables :	Z = investissement	S^h = épargne des ménages
X = PNB (production)	E = exportations	S^g = épargne du gouv't
C = consommation ménages	Y = revenus (valeur ajoutée)	B = balance commerciale
G = consommation du gouv't	T^h = taxes	M = importations

Source : Robinson S., 1989 : 900.

Le **Tableau 2** présente une MCS agrégée qui donne un aperçu des grandeurs qui peuvent y apparaître. Le compte des ménages regroupe les entreprises, les facteurs de production, et les ménages. Une MCS présentée sous cette forme simplifiée a l'avantage de mettre en évidence les égalités que l'on retrouve parmi les grandeurs économiques. Ainsi, le PNB (qui est égal à X, le niveau de la production vendue) est égal au revenu domestique Y. On peut remarquer que les exportations sont placées au niveau du compte de produits et non au niveau du compte d'activité comme cela a été le cas pour la MCS du Tableau 1. En fait, les produits à l'exportation peuvent être placés dans l'un ou l'autre compte en fonction de leur nature. Autrement dit, un produit primaire destiné à l'exportation sera comptabilisé dans le compte des produits et un produit manufacturé dont la production a entraîné la consommation de biens intermédiaires, sera inscrit dans le compte des activités¹. Les grandeurs macro-économiques classiques sont données à la suite de la MCS et elles supposent évidemment que les totaux des lignes et des colonnes sont identiques. Les deux premières lignes et colonnes reflètent les transactions entre les activités et les facteurs de production, tandis que les autres comptes retranscrivent les transferts et les flux financiers que l'on peut retrouver dans une MCS macro-économique.

¹ La MCS d'un village en Inde est un exemple pour lequel les exportations sont classées dans le compte des produits (voir: Subramanian S. et Sadoulet E., 1990: 136).

B. Le Tableau d'Entrées-Sorties (TES).

1) Les équations du modèle.

Le TES fait partie intégrante des MCS et constitue en lui même un outil d'analyse puissant du système productif. En comptabilité nationale, il est constitué de la juxtaposition de cinq tableaux, mais c'est celui des entrées intermédiaires que l'on retrouve dans les MCS.²

L'équilibre entre l'offre et la demande du système productif d'une économie peut s'écrire de la manière suivante (Bulmer Thomas V., 1982: 54) :

$$\begin{aligned} x_1 &\equiv w_{11} + w_{12} + w_{13} + \dots + w_{1n} + f_1 \\ x_2 &\equiv w_{21} + w_{22} + w_{23} + \dots + w_{2n} + f_2 \\ &\cdot \quad \cdot \quad \cdot \quad \cdot \quad \cdot \quad \cdot \\ &\cdot \quad \cdot \quad \cdot \quad \cdot \quad \cdot \quad \cdot \\ x_n &\equiv w_{n1} + w_{n2} + w_{n3} + \dots + w_{nn} + f_n \end{aligned}$$

(0-1)

où x_i est la production du i -ème secteur, w_{ij} représente la valeur de la consommation intermédiaire du j -ème secteur auprès du i -ème secteur et f_i représente la demande finale du i -ème secteur. On suppose ici que l'économie est ouverte et que la demande finale f enregistre les exportations comme une entrée positive et les importations comme une sortie négative.

Si on pose

$$w_{ij} = a_{ij} x_j$$

où a_{ij} est le coefficient d'entrées-sorties moyen, l'équation (0-1) peut alors s'écrire :

$$\begin{aligned} x_1 &= a_{11}x_1 + a_{12}x_2 + a_{13}x_3 + \dots + a_{1n}x_n + f_1 \\ x_2 &= a_{21}x_1 + a_{22}x_2 + a_{23}x_3 + \dots + a_{2n}x_n + f_2 \\ &\cdot \quad \cdot \quad \cdot \quad \cdot \quad \cdot \quad \cdot \\ &\cdot \quad \cdot \quad \cdot \quad \cdot \quad \cdot \quad \cdot \\ x_n &= a_{n1}x_1 + a_{n2}x_2 + a_{n3}x_3 + \dots + a_{nn}x_n + f_n \end{aligned}$$

(0-2)

Les quantités produites des n biens sont données par la matrice colonne X . Afin de pouvoir produire X , il faut des biens de consommation intermédiaires ou des matières premières. On

² Il s'agit du tableau des ressources en produits, du tableau des emplois finals, du compte de production et d'exploitation des branches, du tableau de passage production effective / production distribuée et du tableau du calcul du produit intérieur brut (Pirioux, 1992: 27).

suppose que les coefficients techniques sont constants au cours du temps (hypothèse de Leontieff).

Si A est la matrice des coefficients techniques (appelée aussi matrice structurelle), les besoins en biens de consommation intermédiaire ou en matières premières pour produire les biens représentés par X seront donnés par AX. Avec :

$$\begin{bmatrix} a_{11} & a_{12} & a_{13} & \dots & a_{1n} \\ a_{21} & a_{22} & a_{23} & \dots & a_{2n} \\ a_{31} & a_{32} & a_{33} & \dots & a_{3n} \\ \vdots & \vdots & \vdots & & \vdots \\ a_{n1} & a_{n2} & a_{n3} & \dots & a_{nn} \end{bmatrix} = A \quad (0-3)$$

Si l'on considère par ailleurs le vecteur colonne X constitué par les quantités produites et le vecteur colonne Y de la demande finale, l'équation (0-2) peut s'écrire sous forme matricielle de la manière suivante (Guerrien B., 1987: 248-249) :

$$X = AX + Y, \quad (0-4)$$

avec

- X le niveau de la production à un moment donné ;
- AX la partie de la production qui sert comme consommation intermédiaire ;
- Y la demande finale ou, plus généralement, le surplus résultant de la production.

L'équation (0-4) peut aussi s'écrire de la manière suivante :

$$Y = (I - A) X, \quad (0-5)$$

Si (I - A) est inversible, alors le niveau de la production X, compte tenu des consommations intermédiaires, est égal à:

$$X = (I - A)^{-1} Y = MY, \quad (0-6)$$

Avant d'interpréter ce résultat, il faut s'assurer que la matrice I - A est inversible. On peut le supposer puisqu'il est très peu probable que les coefficients techniques qui forment A soient tels que les lignes ou les colonnes de I - A soient liées (linéairement dépendants).

Il faut aussi s'assurer que la matrice des productions X ne comporte pas d'éléments négatifs. On peut remarquer que :

$$(I + A + A^2 + \dots + A^{n-1}) (I - A) = I - A^n \quad (0-7)$$

Si A_n tend vers 0 lorsque n tend vers l'infini, alors, à la limite, la relation ci-dessus s'écrit :

$$(I + A + A^2 + \dots) (I - A) = I \quad (0-8)$$

ce qui montre, par définition de l'inverse de $I - A$, que :

$$(I - A)^{-1} = I + A + A^2 + \dots \quad (0-9)$$

Comme les éléments de A sont tous non-négatifs, il en sera de même de ceux de $I + A + A^2 + \dots$, donc de $(I - A)^{-1}$. Le problème est résolu à condition que A^n tende vers 0 lorsque n tend vers l'infini. Cette condition est remplie par exemple, quand la matrice A est « productive », c'est-à-dire lorsque les consommations intermédiaires sont inférieures, pour chaque bien, à la quantité produite. La matrice $[I - A]^{-1}$ est une expression dont les éléments saisissent à la fois les effets directs et indirects de n'importe quelle variation du vecteur exogène Y (Bulmer-Thomas V., 1982 : 58-59). Dans les modèles keynésiens les plus simples, le multiplicateur $1/(1 - c)$, où c est la propension marginale de consommation, peut être approximé par la série infinie (pourvu que $c < 1$) :

$$\left(\frac{1}{1 - c} \right) = 1 + c + c^2 + c^3 \dots \quad (0-10)$$

L'équivalent matriciel de cette expression scalaire est la relation (0-9). si l'on intègre cette relation dans l'équation (0-6), on obtient l'expression suivante :

$$X = [I + A + A^2 + A^3 + \dots] Y$$

ou

$$X = Y + AY + A^2Y + A^3Y + \dots$$

Ainsi, pour permettre une hausse de Y (emplois finals) des différentes branches de l'économie, les branches doivent augmenter leur production ; ce qui induit des besoins en consommation intermédiaire pour chaque produit. Pour satisfaire ces besoins, il faut à nouveau augmenter la production, mais ces hausses supplémentaires ne requièrent elles-mêmes de nouvelles consommations intermédiaires de produits par les branches. Ces nouvelles consommations intermédiaires requièrent elles-mêmes une nouvelle vague d'accroissement des productions. Les itérations conduisent à des accroissements supplémentaires de plus en plus faibles. L'équation ci-dessus montre que selon une variation de Y , les effets sur les revenus endogènes X sont déterminés par la matrice du multiplicateur M . La matrice M s'appelle matrice des multiplicateurs car elle estime de manière mécanique les effets directs et indirects des injections exogènes sur les comptes endogènes de la MCS. La matrice $I - A$ est un multiplicateur qui peut être utilisé pour déterminer des modifications globales du côté de la production et qui résultent des variations de la demande finale. Tout comme les MCS, le TES permet de donner une description de l'interdépendance entre les branches à l'aide de coefficients techniques (matrice A).

Il faut toutefois souligner que l'évolution de ces coefficients techniques dépend :

1. ... de l'évolution des techniques utilisées par la branche et de l'impact des prix relatifs ;
2. ... des rendements d'échelle et des changements dans la structure de la branche.
3. ... et de l'évolution de la structure de la branche.

Au niveau de la prévision économique, les coefficients sont supposés constants au cours du temps. Les modèles linéaires qui sont construits autour de cette hypothèse sont des modèles d'entrées-sorties statiques. Ils constituent un instrument privilégié pour toute étude dont l'attention se concentre directement sur des domaines qui concernent directement la structure de la production (Robinson S., 1989: 901). C'est cependant une hypothèse qui limite énormément la pertinence des analyses car les simulations économiques supposent alors que le niveau technique demeure identique et surtout, qu'il n'y a pas de changements structurels qui peuvent intervenir dans la structure de l'économie. Les prix sont indépendants du niveau de production de l'économie et cela ne va pas sans poser quelques problèmes d'interprétation. En effet, les effets prix peuvent masquer des modifications au niveau des effets volumes ou même des progrès de la productivité (Pirioux J.P., 1992:27).

2) Des limites : un modèle tiré par la demande et à l'offre parfaitement élastique.

L'hypothèse fondamentale pour toute analyse de TES, suppose que le niveau de la production est non seulement complètement déterminé par la demande, mais aussi que c'est un modèle où l'offre qui en résulte est parfaitement élastique. Autrement dit, les différents secteurs de production ont tous des excès de production, et toute augmentation de la demande résulte en une augmentation de la production (i.e., de l'offre) alors que les prix demeurent constants. Cette hypothèse limite donc de manière importante l'intérêt des TES en tant que modèles prédictifs. Des variantes au modèle de base du TES peuvent cependant être apportées³.

3) Les multiplicateurs et les comptes endogènes et exogènes.

Les multiplicateurs des MCS de villages mettent en relief la complexité des circuits par lesquels se propagent les effets des modifications exogènes dans toute l'économie locale. Mais la méthodologie des MCS ne permet pas de tenir compte des contraintes de ressources qui obligent les ménages à opérer des arbitrages entre la production, les migrations et la consommation.

Dans le cas des MCS, une augmentation des revenus de la famille entraîne un accroissement de la demande de biens produits par le village. Mais cela oblige les ménages à opérer des choix difficiles. A cause des contraintes de temps et de ressources auxquelles les exploitations familiales sont assujetties, la réaction de l'offre au niveau du village n'est pas forcément parfaitement élastique. La ville de Muea dispose de fortes capacités de production mais ce n'est pas un monde du type de Lewis (excédent de terres, de main-d'oeuvre et d'autres ressources), l'augmentation de la demande se traduira en partie par une hausse des prix des biens et des facteurs de production au niveau du village.

La méthodologie qui permet d'estimer les multiplicateurs de revenu à l'aide de la MCS se retrouve dans tous les modèles construits autour de MCS de villages. Il faut créer une sous-matrice de comptes endogènes et diviser chacune des parties de la sous-matrice par le total de

³ Elizabeth Sadoulet et Alain de Janvry, 1995, pp.287-288. Il est possible de désagréger les consommations intermédiaires en biens importés et en biens produits localement. Cette procédure permet de mieux traduire la réalité des effets des multiplicateurs sur l'économie domestique. Lorsque le modèle est destiné à étudier de petites variations au niveau du vecteur de la demande, on peut utiliser une matrice à coefficients marginaux et non plus moyens. On peut aussi affiner les modèles sur les prix pourvu qu'ils ne reposent pas sur les modèles d'offre et de

la colonne correspondante de la MCS pour obtenir une matrice A des coefficients de la MCS, ce qui permet d'effectuer le calcul de la matrice [voir l'équation (0-6) p.34].

Lorsque l'on veut faire une MCS, il faut répartir les comptes du village en deux groupes : les comptes endogènes et les comptes exogènes. On suppose que les coefficients des colonnes des comptes endogènes sont tous constants (hypothèse de la fixité des coefficients au cours du temps). L'une des difficultés, lors de la conception d'une MCS, réside dans la détermination en deux groupes des comptes endogènes et des comptes exogènes. Les comptes considérés comme endogènes sont ceux pour lesquels tout changement dans le niveau des dépenses entraîne une variation du niveau de revenu ; tandis que les comptes exogènes sont ceux pour lesquels on suppose que les dépenses ne dépendent pas de leurs revenus. Dans le cas général des MCS de pays, il est d'usage de considérer en tant que comptes exogènes : les comptes du gouvernement (un ou plus), les comptes du capital, et les comptes du reste du monde. Tous les autres comptes sont des comptes endogènes, les choix étant déterminés en fonctions *(i)* de la réalité socio-économique et institutionnelle, *(ii)* des objectifs de la recherche et *(iii)* de la théorie macro-économique considérée. Les modèles multiplicatifs qui en résultent sont complètement déterminés par la demande, puisqu'il n'existe pas de contraintes spécifiées au niveau de l'offre. Ils sont donc d'inspiration keynésienne.

Sous une forme très simple, on peut répartir les comptes d'un village de la manière suivante :

Comptes endogènes :

Facteurs
Ménages et entreprises
Activités de production
Capital privé
Gouvernement du village

Comptes exogènes :

Gouvernement du pays
Capital public
Reste du Monde (ou du pays)

La formulation mathématique d'une MCS est de la forme suivante lorsque l'on a déterminé les comptes endogènes et les comptes exogènes (Sadoulet et De Janvry, 1995:288-291) :

Comptes	Endogènes	Exogènes	Total
Endogènes	AX	F	X
Exogènes	BX	L	
Total	X		

- X est le vecteur du revenu ou des dépenses totales pour les comptes endogènes
 B est la matrice rectangulaire ($n \times m$) des coefficients dont les comptes exogènes sont disposés en ligne et les comptes endogènes en colonne, représente la sous-matrice des fuites monétaires hors du village
 A est la matrice ($n \times n$) des coefficients obtenue en divisant chaque colonne de la MCS par son total
 F représente la sous-matrice des injections dans le village
 L représente la sous-matrice des transactions totalement étrangères au village.
- Si Δ représente l'opérateur « variation », on peut définir :
- La matrice des multiplicateurs $(I - A)^{-1}$, traduit l'effet multiplicateur au sens keynésien.
Le vecteur des chocs ΔF , traduit la variation des injections extérieures dans la ville.
Le vecteur des impacts $\Delta X = (I - A)^{-1} \Delta F$, traduit l'effet de la variation des injections extérieures sur la variation du revenu, en tenant compte de l'effet multiplicateur.
Les fuites $\Delta L = B\Delta X$, traduisent la variation conséquente des fuites.

Ainsi, si l'on suppose que seul le compte des investissements est exogène et que le modèle est résolu afin de déterminer les multiplicateurs correspondants, les modifications du montant des revenus constituent des « injections ». Ces « injections » feront tourner le modèle et les différents taux d'épargne rendront possible la détermination des « fuites » qui permettront au modèle d'être résolu. Le modèle calculera les niveaux d'équilibre de tous les comptes endogènes en fonction des variations de l'investissement parmi les secteurs. Ceci sera accompli de telle manière à ce que les variations des épargnes nominales égalisent la valeur de la variation de cet investissement. Globalement, la somme de toutes les fuites doit être égale à la somme de toutes les injections initiales dans le modèle. Si l'équilibre n'est pas forcément atteint dans certains cas, les déséquilibres peuvent être négligés par rapport aux comptes du village qui, eux, sont équilibrés (Subramanian et Sadoulet, 1990). Un choc ou une « injection » est donnée par un ou plusieurs comptes exogènes et le modèle détermine le nouvel équilibre pour tous les comptes endogènes. Toutes les fuites se répartissent sous forme de coefficients dans les lignes des comptes exogènes. Ces fuites se traduisent par exemple dans la réalité par des augmentations de la demande de biens importés et de l'épargne et une augmentation des besoins en financement du gouvernement.

Le choix du mode de bouclage dans le cadre d'une MCS est utile pour définir le modèle. Si un seul compte est considéré comme exogène, le fait que tous les comptes endogènes sont équilibrés garantit que le compte exogène sera lui aussi équilibré puisque toute la MCS dans son ensemble doit s'équilibrer. Toute MCS satisfait ainsi à la loi de Walras qui stipule que si tous les comptes sauf un sont équilibrés, alors le dernier compte doit aussi être équilibré. Mais si

deux comptes exogènes ou plus sont définis, alors seule leur somme doit s'équilibrer, pourvu qu'il existe une solution au niveau des comptes endogènes.

Nous retrouvons ici les principes qui sous-tendent ce modèle linéaire simple : (a) l'économie présente plutôt des caractéristiques d'inspiration keynésienne dans le sens où c'est la demande qui détermine l'offre des produits et le niveau de la production ; (b) tous les ajustements s'effectuent par les quantités tandis que les prix demeurent identiques, et la technologie demeure constante au niveau de la production.

Nous retrouvons aussi les limites qui découlent directement de ce modèle :

1. Les coefficients présents dans une colonne donnée sont identiques aux parts des dépenses moyennes des éléments de cette colonne ; ce qui implique que chaque élément de cette colonne évolue dans des proportions identiques. Cette contrainte peut-être néanmoins résolue si l'on utilise dans la mesure du possible les parts des dépenses marginales au lieu des parts de dépense moyennes avant de calculer le multiplicateur M (Pyatt et Round, 1979; Adelman et Taylor, 1990; et Lewis et Thorbecke, 1992).
2. Une offre parfaitement élastique. Le fonctionnement du modèle implique que toutes les activités de production sont tirées par la demande. Si cette hypothèse peut être vraie pour de nombreuses activités, elle l'est difficilement pour des activités telles que l'élevage et surtout pour l'agriculture en général. Dans le cas de Muea, on peut se demander si l'agriculture pratiquée dans la zone est capable de répondre à une augmentation de la demande. Bien que les sols soient très fertiles, la terre est intensément exploitée tout au long de l'année par une multitude d'agriculteurs et la jachère est peu pratiquée. La disponibilité des terres a des limites dans cette zone. A court terme, une augmentation de la demande n'entraînera probablement pas d'augmentation importante de la production. A priori, seul un accroissement de la superficie des terres cultivées devrait pouvoir à court terme répondre aux besoins de la demande⁴. Dans la vie réelle, la rareté des facteurs entraîne des prix non-observables élevés pour les ressources dont l'offre est fixe. Ce sont ces prix non-observables élevés qui déterminent l'orientation des ressources vers les secteurs les plus productifs à l'intérieur (le cas du travail familial) ou à l'extérieur des villages (les migra-

⁴ Subramanian et Sadoulet (1990) et Lewis et Thorbecke (1992) ont tenté de prendre en considération les contraintes du côté de l'offre sous la forme d'un comportement parfaitement inélastique de l'offre dans certains secteurs, l'agriculture en particulier. Parikh et Thorbecke (1994) ont étudié la possibilité d'une offre non-élastique à partir d'un certain seuil de production.

tions du travail). Ils génèrent par ailleurs des effets de rente auprès des détenteurs de ces ressources, avec des effets de dépenses liés dans le village (Taylor, 1996:31). Ces effets-prix ne peuvent pas être pris en compte par les MCS à prix fixes.

3. Aucune contrainte de ressources ne pèse sur les capacités de production pour répondre à une augmentation de la demande. Une augmentation exogène des revenus entraînera uniquement une augmentation de la production et donc des quantités offertes sur le marché. Les prix demeureront fixes.
4. Les prix ne sont pas pris en compte. Dans un village parfaitement néoclassique, les décisions de production et de consommation sont dictées par les prix déterminés par les marchés extérieurs au village. Dans le cas d'un village doté de marchés imparfaits, les prix non-observables des ressources du village (tel que le travail familial) peuvent diverger des prix du marché extérieur (les salaires par exemple). En ce qui concerne les simulations à partir de MCS de village, la question est de savoir si les prix se modifient en fonction de chocs exogènes et si ces variations de prix entraînent des changements dans la structure de la matrice. Si le village est petit et que les coûts de transactions sont faibles, alors le village s'alignera sur les prix du marché extérieur pour la plupart des produits et des facteurs. Mais si les marchés extérieurs n'existent pas ou sont imparfaits, alors les prix non-observables remplacent les prix exogènes dans les décisions des ménages agricoles sur l'allocation des ressources. Le village totalement isolé et autosuffisant, dont tous les prix sont endogènes, est un cas extrême. Ce genre de village se comporte beaucoup comme un ménage agricole du type Chayanov, en utilisant les ressources du village pour produire de quoi répondre à la demande locale (Ellis, 1988:102-119). Cependant, c'est une situation assez rare mais il existe des cas où les coûts de transactions sont suffisamment élevés et où il existe une imparfaite substituabilité entre les facteurs de production rémunérés et familiaux pour justifier des prix endogènes pour certains produits et facteurs (Taylor, 1996:31).

Toutes les hypothèses qui concernent les coefficients fixes et les prix limitent considérablement la portée des applications des modèles linéaires statiques ou dynamiques des MCS. En effet, si les MCS permettent de bien définir la structure d'une économie et ses liens directs ou indirects de cause à effet, sa portée ne va guère plus loin. Les MCS ne peuvent pas mettre en évidence l'existence d'une économie à plusieurs marchés où les ajustements par les prix jouent un rôle considérable et où il existe d'importantes possibilités de substitution entre la production et la demande. Toutes les interactions entre l'offre et la demande dépassent leur

cadre d'analyse et les MCS ne peuvent pas non plus appréhender les effets de politiques qui sont basées sur des variations de prix. Il faut faire appel à des modèles non linéaires pour arriver à dépasser ces limites. C'est ainsi que sont nés les premiers modèles d'équilibre général calculable au début des années 1970.

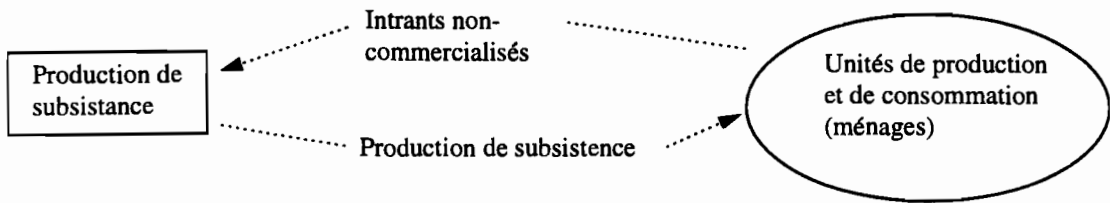
C. Typologies et applications aux villages : les cas de l'Inde, du Kenya, et du Mexique.

Si la structure d'une économie villageoise peut être relativement simple, son fonctionnement peut être extrêmement compliqué par sa structure politique, culturelle et sociale. Si tous les ménages agricoles sont autonomes et s'auto-provisionnent en produits, c'est-à-dire, si tous les biens sont non-échangeables, alors il n'existe pas de lien entre la production et les dépenses des différents ménages et on peut utiliser un modèle de ménages agricoles différenciés. D'un autre côté, si tous les ménages sont parfaitement intégrés dans les marchés des biens et des facteurs à l'extérieur du village, et que les facteurs sont des biens échangeables (le cas d'un monde parfaitement néoclassique), il n'existera pas non plus ici de lien entre la production et les dépenses des différents ménages et on pourra aussi se contenter d'utiliser modèle de ménages agricoles différenciés. Tous les prix sont exogènes dans le dernier cas et toute augmentation de la demande pour des biens produits dans le village se traduira seulement par une réduction des exportations de ce produit. Dans les deux cas qui viennent d'être décrits, il n'est pas très intéressant d'effectuer une modélisation sur le village. Dans le second cas, l'utilisation de modèles micro-économiques de ménages agricoles différenciés serait suffisant.

Cependant, la plupart des villages ne se caractérisent pas par ces deux extrêmes. En général, quelques produits ne sont pas échangeables entre les ménages et ils sont fournis et consommés par les mêmes unités de production et de consommation. D'autres biens sont échangeables avec d'autres ménages mais ils ne le sont pas avec le monde extérieur. Enfin, il y a des biens qui sont échangeables et dont tous les ménages et le village réagissent par la demande. Les figures qui vont suivre illustrent les liens économiques qui existent dans les villages à des stades de développement différents.

Les modèles EGC de villages ne sont pertinents que s'il existe des marchés endogènes et une différenciation sociale qui entraîne certains ménages à être des producteurs de surplus et d'autres à être des consommateurs nets de produits et/ou des acheteurs et vendeurs de consommations intermédiaires.

Figure 2: Economie villageoise de subsistance - Flux économiques de base d'économies de villages à un faible niveau de développement.

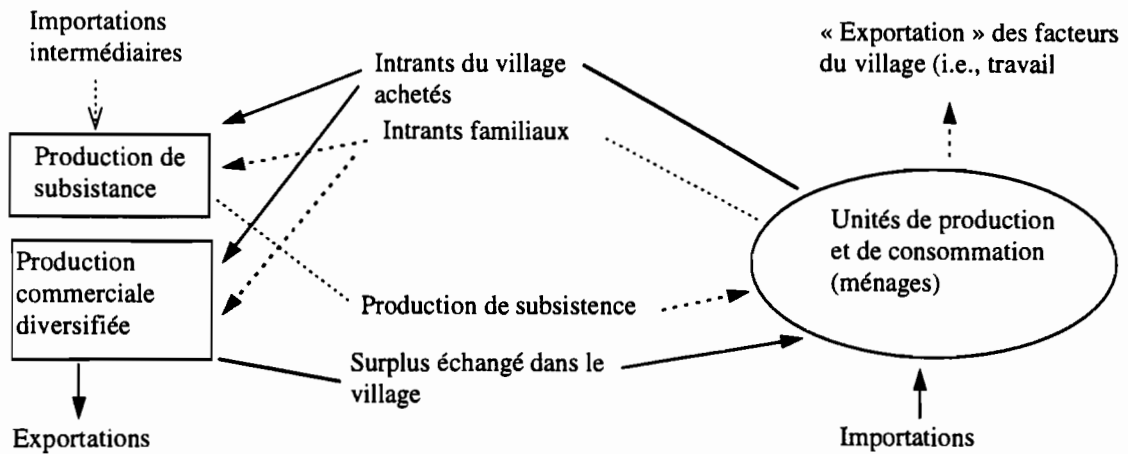


Note: les flèches en pointillé représentent des interactions non commerciales (biens non échangeables des ménages).
Source: Taylor, 1996:37.

La Figure 2 est l'exemple d'une économie villageoise isolée et fermée comme le sont un grand nombre de villages dans les pays les plus pauvres. La pauvreté impose des contraintes sur la diversité de la production et de la consommation, tout en limitant les transactions sur le marché. Tous les ménages produisent et consomment l'ensemble de la production. Il n'existe aucune interaction entre les unités de production ou entre le village et le reste du monde. Ce sont des données subjectives pour les coûts d'opportunité de la production et du temps qui structurent l'allocation des ressources⁵. Bien sûr, l'absence d'échanges commerciaux ne veut pas dire qu'il n'existe pas des interactions sociales ou culturelles complexes entre la production et la consommation. On peut même dire qu'il existe des échanges sur le marché du travail local, mais les prix sont individuels et il peut exister autant de prix qu'il existe d'arrangements individuels. Il manque une caractéristique fondamentale à la détermination d'un marché, un prix unique.

⁵ Ces évaluations subjectives peuvent être assimilées à des prix non-observables mais cela n'est utile que lorsqu'il existe des opportunités pour le commerce et l'introduction de biens du marché.

Figure 3: Economies villageoises à un niveau intermédiaire du développement des marchés .



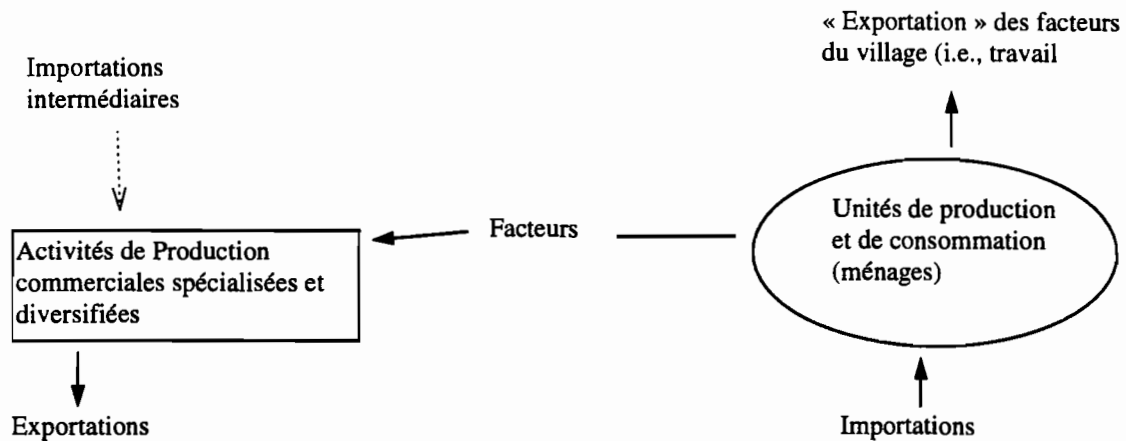
Note: les flèches en pointillé représentent des interactions non commerciales (biens non échangeables des ménages) tandis que les flèches en trait continu représentent des transactions commerciales.

Source: Taylor, 1996:38.

De nombreux villages produisent un surplus commercialisé (dans des marchés locaux par exemple) et ils s'intègrent plus ou moins avec les marchés du travail à l'intérieur et à l'extérieur du village. Au fur et à mesure que les revenus augmentent, les économies des villages deviennent de plus en plus complexes et différenciées. Des produits peuvent être importés ainsi que de la main-d'oeuvre, et les marchés ont un rôle qui devient de plus en plus important dans l'approvisionnement du village en produits pour sa consommation. La Figure 2 montre l'organisation typique d'un village à un niveau faible ou intermédiaire d'intégration avec les marchés extérieurs et elle correspond à la majorité des villages qui ont fait l'objet d'une étude économique⁶. On voit apparaître des transactions entre les unités de production et de consommation, des échanges apparaissent au niveau de la main d'oeuvre. La production devient plus diversifiée et elles se tourne de plus en plus vers les marchés extérieurs. La demande des biens et des facteurs de la part du village se compose de biens des ménages non-échangeables, de biens du village non-échangeables, et de biens échangeables. Les coûts de transaction avec les marchés extérieurs ainsi que l'offre et la demande intérieure déterminent si le village est un exportateur net, un importateur net, ou s'il est autosuffisant (de Janvry et Sadoulet 1994). Ces deux éléments déterminent le niveau d'intégration des ménages dans le village et sur les marchés extérieurs. Les institutions extérieures au village, le gouvernement, les exploitations agro-industrielles, les institutions de commercialisation et les migrants, ont

des impacts variables sur les villages. Les politiques économiques nationales sur les prix et les termes de l'échange deviennent de plus en plus importants.

Figure 4: Villages à économie spécialisée - Flux économiques à un haut niveau de commercialisation avec tous les produits échangeables .



Note: les flèches en pointillé représentent des interactions non commerciales (biens non échangeables des ménages) tandis que les flèches en trait continu représentent des transactions commerciales.

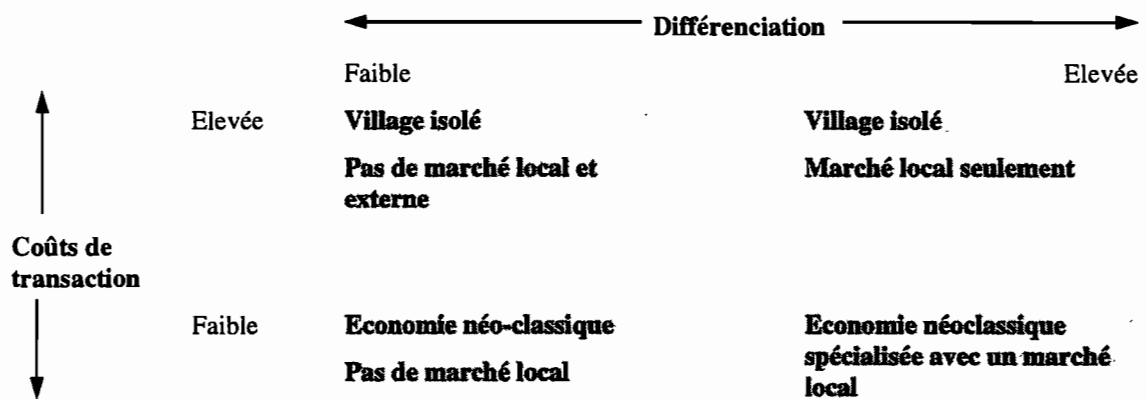
Source: Taylor, 1996:39.

La spécialisation d'un village dans la production destinée à l'exportation régionale ou internationale est rendue possible grâce aux liens qui le relie avec les marchés extérieurs (Figure 4). Ce genre d'intégration survient lorsque le village a atteint un niveau d'intégration élevé avec les marchés de produits et de facteurs régionaux, nationaux, et internationaux. Cette spécialisation représente l'avantage comparatif du village dans la production destinée à des marchés régionaux et elle s'accompagne d'une diversité de la consommation du village par ces mêmes marchés. La spécialisation a pu aussi être imposée par des politiques coloniales ou nationales telles que la spécialisation textile en Inde lors de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle ou la production de riz dans la vallée du fleuve Sénégal. Au fur et à mesure que le village s'intègre dans les marchés extérieurs, les interactions dans le village sont progressivement remplacés par des liens avec le monde extérieur. La consommation du village n'est plus seulement liée à la production locale, et la production devient de plus en plus spécialisée, commercialisée et orientée vers les marchés régionaux, nationaux, voire internationaux. Les ménages peuvent acheter ou vendre des produits dans le village mais cela n'est d'aucune utilité pour les analyses puisque les prix sont exogènes et que la demande du village n'a aucun effet

⁶ C'est le cas notamment des villages dont ont été construits des modèles d'équilibre général calculable (Taylor, 1996).

sur la production des biens échangeables. D'un autre côté, si le village n'a pas d'avantage comparatif, sa production perd progressivement de son importance avec une part dans les revenus qui diminue, tandis que le travail salarié à l'extérieur du village (dont les migrations) contribue pour une part de plus en plus importante. Dans des cas extrêmes, les villages peuvent se spécialiser dans l'exportation de travail ou dans les produits, s'il possède un avantage comparatif au niveau de la production.

Figure 5: Synthèse des typologies des économies villageoises.



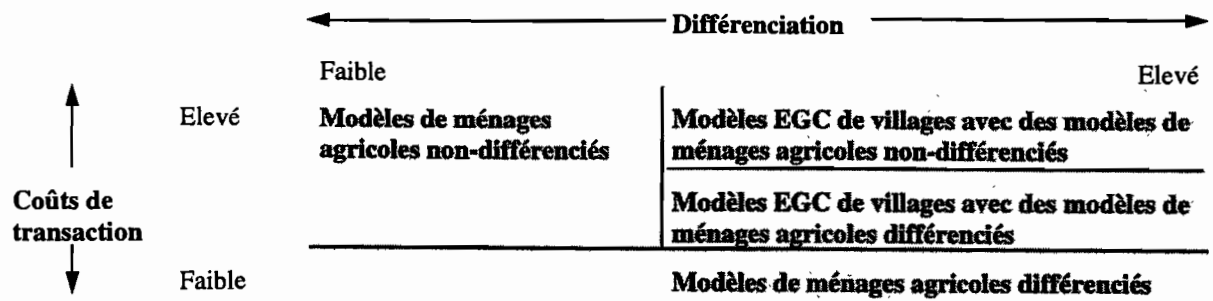
Source: Holden S.T., Taylor J.E., Hampton S., 1996:23.

La Figure 5 fait la synthèse des différentes catégories de villages en fonction de leur coûts de transaction et de la différenciation des ménages. On y retrouve:

1. Les économies néoclassiques aux marchés parfaits et aux prix exogènes. L'économie peut alors être modélisée par des modèles de ménages agricoles différenciés.
2. Les économies dotées de marchés imparfaits ou inexistant, mais sans marchés locaux. L'économie peut alors être modélisée par des modèles de ménages agricoles non différenciés.
3. Les économies mixtes, avec des marchés extérieurs, locaux ou inexistant. L'économie du village peut alors être modélisée par des modèles de ménages agricoles (non) différenciés.

La figure suivante résume les différents types de modélisations possibles en fonction des coûts de transaction et de la différenciation des ménages.

Figure 6: Synthèse des typologies de modélisation d'économies villageoise.



Source: Holden S.T., Taylor J.E., Hampton S., 1996:23.

A ce jour, trois articles concernant des MCS de village sont parus dans la littérature scientifique et avec des objectifs de recherche différents.

Pour étudier le rôle des transferts migratoires dans des petits villages mexicains, une MCS de village mexicain a été élaborée dans ce cadre de recherche en 1988 (Adelman I., Taylor E., Vogel S., 1988: 5-24). Les auteurs se sont employés à mettre en évidence le rôle primordial des migrations locales et internationales dans l'économie du village ainsi que la vulnérabilité des ménages sans terre. Les multiplicateurs de la matrice ont été déduites de la MCS et ils ont été utilisés pour des simulations de politiques au niveau de la production. Le compte « reste du monde » a été subdivisé en deux : « reste du monde » et « reste du Mexique » dans la MCS. Il faut aussi remarquer que les auteurs n'ont pas créé un compte produit et celui-ci se confond avec celui des activités. A l'échelle du village, les auteurs ont avancé l'hypothèse réaliste que tous les agents économiques considéraient les prix comme donnés et l'hypothèse moins réaliste selon laquelle toutes les élasticités de revenus étaient égales à un. Cela implique que dans le cadre des multiplicateurs à prix fixes, les propensions marginales des dépenses sont supposées être égales aux propensions moyennes des dépenses.

Les modèles de MCS de village se sont par la suite rapprochés un peu plus des contraintes de la réalité de leur socio-économique de leur environnement. L'innovation notable à cet égard a été la prise en considération d'un secteur agricole sous contrainte technique et non plus uniquement déterminé par la demande (Subramanian et Sadoulet, 1990: 136). Les services du gouvernement ont aussi été considérés comme exogènes. Toutes les entrées autres que les exportations agricoles (paiement des facteurs et transferts par exemple) qui se situaient dans la colonne « reste de l'Inde » ont aussi été considérées comme exogènes puisque toute modification du niveau de production dans l'économie du village ne les aurait pas affecté. Cette hypothèse fait ainsi apparaître, par l'intermédiaire du modèle, des effets multiplicatifs internes

beaucoup plus faibles. Le fait d'avoir endogénéisé l'agriculture (notamment le niveau des exportations) tout en conservant l'équilibre de la MCS, a impliqué une modification de la formulation mathématique de la MCS. Les comptes ont ainsi été organisés de la manière suivante :

	Endogène	Exogène
Endogène	$\Delta N = A_n \Delta X$	$\Delta X_1 \quad \Delta X_2$
Exogène	$\Delta L_1 = B_{11} \Delta X$	$\Delta R_{11} \quad \Delta R_{12}$
	ΔL_2	$\Delta R_{21} \quad \Delta R_{22}$

La MCS est décomposée en n comptes endogènes et $m + 2$ comptes exogènes. Parmi les comptes exogènes, les comptes représentés par ΔX_1 , ΔL_1 , et ΔR_{11} , regroupent ceux du reste de l'Inde et des services du gouvernement. Les m comptes restants représentent les activités exogènes et ce sont les comptes ΔX_2 , ΔR_{12} , ΔR_{21} et ΔR_{22} . Les matrices A_n , B_{11} , et B_{12} (qui correspondent aux comptes exogènes du bloc ΔL_2) sont les matrices des propensions marginales des dépenses. Les matrices ΔR_{11} , ΔR_{21} , et ΔR_{22} sont nulles car il n'y a pas de transaction qui s'effectuent entre les activités, le reste de l'Inde (lignes et colonnes) et entre les activités et le reste de l'Inde. Les importations et les paiements au reste de l'Inde, en ΔL_1 , sont définis de manière endogène en utilisant les coefficients de la matrice B_{11} .⁷

En 1992, Blane D. Lewis et Erik Thorbecke ont publié les résultats obtenus à partir d'une MCS établie à une échelle régionale locale (Lewis B.D., et Thorbecke E., 1992: 881-897). C'est sans doute le travail qui se rapproche le plus du contexte du village camerounais qui est à l'étude ici. L'article étudiait l'importance et la nature des liens économiques qui pouvaient exister dans une petite économie régionale définie par un marché local et son environnement local direct. L'objectif de ce travail était d'étudier l'impact des activités de production sur le niveau de revenu des ménages et l'impact des dépenses des ménages sur la valeur ajoutée régionale ; ainsi que l'impact relatif des liens entre la production et la consommation sur le revenu global. La population totale qui était incluse dans le cadre de cette recherche s'élevait à 46 995 personnes, dont 4775 pour le village en question et son marché.⁸ Les simulations ont pris en compte deux possibilités : (i) une offre parfaitement élastique à tous les niveaux de la production et (ii) une offre parfaitement élastique pour les secteurs non agricoles et une offre

⁷ Pour plus de détails sur les opérations effectuées, voir Subramanian S. et Sadoulet E., 1990: 151-152.

⁸ La ville de Muea comporte approximativement 7500 personnes.

non élastique pour l'offre du secteur agricole. Les auteurs considèrent aussi par ailleurs plus réaliste de remplacer la matrice des coefficients techniques A par une matrice où les propensions moyennes des dépenses seraient remplacées par des propensions marginales de dépenses, lorsque celles-ci sont disponibles afin de mesurer les variations induites dans le cas d'une simulation⁹. Si l'on reprend l'équation (0-6) p.34 du niveau de la production, les propensions marginales des dépenses sont obtenues par (Lewis B.D. et Thorbecke E., 1992: 887-889) :

$$dX_n = (I - C_n)^{-1} dY = M_c dY, \quad (0-12)$$

où C est la matrice des propensions marginales de dépenses

La matrice des propensions marginales de dépenses C différera de A dans la mesure où les diverses propensions marginales des dépenses diffèrent des propensions moyennes des dépenses correspondantes. L'hypothèse supposée ici est que les différences qui peuvent exister entre C et A sont limitées aux différences qui résident dans les structures de dépenses des ménages. Autrement dit, on rejette l'hypothèse selon laquelle les propensions marginales et moyennes des dépenses sont égales. Ce qui implique des rendements non constants mais des fonctions de production concaves à rendements décroissants. Les auteurs s'emploient ensuite à établir un modèle à variables endogènes et exogènes afin de pouvoir prendre en considération le problème des limites de l'élasticité de l'offre pour certaines activités de production. En supposant que l'on puisse identifier des secteurs sous contrainte d'offre, ils ont montré que :

$$d \begin{bmatrix} X_{nc} \\ Y_c \end{bmatrix} = \begin{bmatrix} (I - C_{nc}) & 0 \\ -R & -I \end{bmatrix}^{-1} \begin{bmatrix} I & Q \\ 0 & -(I - C_c) \end{bmatrix} d \begin{bmatrix} Y_{nc} \\ X_c \end{bmatrix} = M_m d \begin{bmatrix} Y_{nc} \\ X_c \end{bmatrix} \quad (0-13)$$

avec,

- X_{nc} le vecteur du total des revenus endogènes des comptes des facteurs et des institutions ainsi que des secteurs qui ne sont pas sous contrainte d'offre ;
- Y_c le vecteur de la demande finale endogène (i.e., demande d'investissement, demande du gouvernement et demande d'exportations) ;
- C_{nc} la matrice des propensions marginales des dépenses au sein des facteurs, des institutions et des secteurs qui ne sont pas sous contrainte d'offre ;
- R la matrice des propensions de dépenses des facteurs, des institutions, et des secteurs qui ne sont pas sous contrainte d'offre par rapport à la production des secteurs qui sont sous contrainte d'offre ;

⁹ En effet, considérer des propensions moyennes de dépenses suppose que les élasticités de dépenses et de revenus sont égales à l'unité.

Q	la matrice des propensions de dépenses des facteurs, des institutions, et des secteurs qui ne sont pas sous contrainte d'offre ;
C_c	la matrice des propensions marginales de dépenses parmi les secteurs sous contrainte d'offre ;
Y_{nc}	le vecteur de la demande finale exogène pour les facteurs, les institutions, et la production des secteurs qui ne sont pas sous contrainte d'offre ;
X_c	le vecteur de la production totale exogène des secteurs sous contrainte d'offre ;
I et O	sont les matrices unitaires et nulles respectivement ;
M_m	la nouvelle matrice du multiplicateur définie par le produit des deux premiers termes situés à droite de l'équation.

La nouvelle matrice M_m ainsi obtenue par les auteurs a été calculée pour la région en question sur la base que tous les secteurs agricoles (café, cultures vivrières et élevage) sont sous contrainte technique du côté de l'offre (rareté de la terre, coût et disponibilité des intrants etc.).

Chapitre III: Les modèles d'Equilibre Général Calculables (EGC).

Les modèles EGC conservent les avantages des MCS de villages au niveau de la structure des comptes de la production, des ménages et du capital par rapport à la diversité des facteurs et des institutions qui reflètent les aspects uniques de son organisation économique, sociale et culturelle.

Les modèles EGC présentent toutefois les avantages suivants (Taylor, 1996:32-33):

Des rendements décroissants, créés par des quantités d'intrants fixes ainsi que des technologies fixes, modifient l'allocation des facteurs auprès de la production et des loisirs.

Les contraintes de disponibilité des ressources sont directement incorporées dans les modèles EGC. En ce qui concerne la terre et le capital physique, on suppose que les facteurs sont fixes à court terme. En ce qui concerne le travail familial, l'offre des facteurs aux différentes activités de production, de migration, et de demande de loisirs, sont déterminées par le salaire familial ou les coûts d'opportunité du temps alloué aux ménages, équivalent à l'utilité marginale des loisirs.

Enfin, les prix endogènes ou exogènes déterminent l'allocation des ressources des ménages. Les variations de prix permettent d'étudier leur impact sur l'économie des villages¹⁰.

A. Au-delà de la MCS : les modèles d'équilibre général de villages.

Les modèles constituent l'aboutissement actuel de la modélisation économique qui nous intéresse ici. C'est un système plus complet, mais aussi beaucoup plus compliqué à élaborer que les MCS à partir desquelles il est bâti. Les modèles EGC ont non seulement besoin de tous les éléments qui constituent une MCS, mais aussi de la spécification de l'offre et de la demande de tous les marchés, ce qui peut représenter une contrainte au niveau des informations disponibles. On suppose que les agents ont un comportement optimisateur et celui-ci est incorporé dans les équations qui décrivent leur comportement¹¹.

Les multiplicateurs des MCS de villages mettent en relief la complexité des circuits par lesquels se propagent les effets des modifications exogènes dans toute l'économie locale. Mais la méthodologie des MCS ne permet pas de tenir compte des contraintes de ressources

¹⁰ Le modèle EGC appliqué aux cinq villages de l'ouvrage collectif de Taylor, suppose que tous les prix sont exogènes à l'exception du travail familial, de la terre et du capital (Taylor, 1996:33).

¹¹ Ce comportement explique les conditions de premier ordre pour la maximisation du profit et de l'utilité.

(consommation et production, ou travail et loisirs par exemple) qui obligent les ménages à opérer des arbitrages entre la production, les migrations et la consommation.

Dans le cas des MCS, une augmentation des revenus de la famille entraîne un accroissement de la demande de biens produits par le village. Mais cela oblige les ménages à opérer des choix difficiles. A cause des contraintes de temps et de ressources auxquelles les exploitations familiales sont assujetties, la réaction de l'offre au niveau du village n'est pas forcément parfaitement élastique. Muea dispose de fortes capacités de production mais ce n'est pas un monde du type de Lewis (excédent de terres, de main-d'oeuvre et d'autres ressources), l'augmentation de la demande se traduira en partie par une hausse des prix des biens et des facteurs de production au niveau du village.

Un modèle EGC peut se schématiser de la manière suivante (Robinson S., 1989: 907-908):¹²

1. Il faut avant tout déterminer les acteurs dont le comportement sera analysé. Un modèle walrasien simple pourra ne prendre en compte que les producteurs et les consommateurs mais la plupart des modèles EGC intègrent aussi le gouvernement et le reste du monde par exemple, tout comme le font les MCS ;
2. Il faudra ensuite déterminer des règles de comportement qui reflètent au mieux les motivations de ces acteurs. Ainsi, on peut supposer que les producteurs cherchent à maximiser le profit sous contrainte de technologie, ou de risque par exemple, alors que les ménages vont chercher à maximiser leur utilité sous la contrainte des revenus ;
3. Les agents prennent leurs décisions sur la base de signaux qu'ils perçoivent. Dans un modèle walrasien, les prix sont les seuls signaux qu'ils ont besoin de connaître pour prendre leurs décisions ;
4. Il faut déterminer des règles du jeu en fonction de la nature des agents qui inter-agissent, i.e., la structure institutionnelle de l'économie. A titre d'exemple, supposer qu'une économie fonctionne avec une concurrence pure et parfaite implique que chaque agent réagit en fonction des prix (« price-taker »), que ces prix sont flexibles, et que les marchés existent et fonctionnent parfaitement ;
5. Enfin, pour que le modèle soit vraiment complet, il faut définir les conditions d'équilibre qui doivent être satisfaites en fonction des contraintes du système. Ces conditions

¹² Voir aussi Ginsburg et Robinson, 1984.

d'équilibre ne sont pas prises en considération par les agents au niveau de ses prises de décisions. On peut définir un équilibre comme étant un ensemble de signaux tels que les effets conjoints des décisions des agents satisfont les contraintes du système. Les signaux représentent les variables d'équilibre du modèle. Dans une économie de marché, les prix sont les variables d'équilibre qui s'ajustent pour rétablir l'équilibre.

Les règles énumérées ci-dessus ne sont évidemment que des étapes à passer pour aboutir au modèle définitif. La grande difficulté des modèles EGC est dans la spécification formelle des caractéristiques de l'économie en question (économie villageoise dans notre cas) car, même quand cela est possible, il faut avoir toutes les données et les informations correspondantes, en particulier toutes les élasticités de substitution.

B. La structure des modèles EGC : les paramètres du modèle.

1) Le comportement micro-économique des agents.

(a) Le secteur productif : la fonction de production.

Il faut estimer des fonctions de production pour chaque activité productive du village ; le modèle EGC servant à estimer des modèles d'exploitation familiale pour les différentes catégories de ménage. Deux catégories de fonctions sont pour cela nécessaires :

1. Les fonctions de production. Elles sont estimées pour chaque activité productrice du village.
2. Les fonctions de dépenses (ou de consommation). Elles sont estimées pour chaque catégorie de ménage et de dépense.

Une fois que ce modèle d'exploitation familial sera établi, les contraintes d'équilibre général pourront alors être établies.

Les paramètres clefs du modèle qui structurent les fonctions de production et les fonctions des ménages sont ensuite déterminés. Ils regroupent des données qui peuvent être directement fournies par les enquêtes sur le terrain :

1. Les paramètres de la fonction de production. Il s'agit de déterminer la part des facteurs dans la valeur ajoutée des secteurs d'activité du village.
2. La répartition de la valeur ajoutée du village entre les différentes catégories de ménages.

3. La composition des dépenses des ménages.

Un choix entre plusieurs types de fonctions de production peut être utilisé pour les secteurs de l'économie. Il s'agit notamment des fonctions de Cobb-Douglas, des fonctions d'élasticité de substitution constante ou des fonctions de production de plusieurs produits dans les micro-économies locales.¹³ La production du village utilise trois facteurs de production : le travail, la terre et le capital. La part de la main d'oeuvre salariée du secteur agricole est très faible, relativement parlant.

(b) La fonction de consommation des ménages.

On suppose ici que les ménages cherchent d'abord à assurer leur subsistance en se procurant un panier de biens de consommation minimum. Le surplus est réparti entre l'achat des différents biens.

Les données nécessaires pour la formulation de ce type de fonction (forme linéaire de dépenses, LES) sont, pour chaque catégorie de ménage et de bien :

1. Les niveaux de consommation au cours de l'année de base.
2. Les élasticité-revenu de consommation.

Il faut rajouter à cela la valeur du paramètre Frisch qui correspond à l'inverse du pourcentage de revenu disponible après satisfaction des besoins minimaux du ménage.

2) La construction des modèles EGC : les solutions et les règles de bouclage.

Le noyau des modèles EGC est constitué des paramètres cités précédemment et des fonctions de production et de dépenses.

Selon une fonction de production de type CES qui combine les facteurs travail (L) et capital (K), on peut supposer dans un premier temps que l'objectif des firmes est de maximiser la valeur ajoutée.¹⁴

Si l'on adopte le cas d'une fonction de type Cobb-Douglas, l'objectif des firmes est de maximiser le profit. A l'équilibre, la demande se manifeste donc lorsque pour tous les facteurs de

¹³ Taylor, 1995: 54-55. Pour des raisons de commodité et de simplicité, ce sont les fonctions de type Cobb-Douglas qui ont été retenues pour la construction des modèles EGC de villages. Les parts des facteurs de production dans la valeur ajoutée du secteur sont égales aux exposants de la fonction de production et elles représentent aussi l'élasticité de la production par rapport aux facteurs utilisés.

production lorsque la productivité marginale en valeur du facteur est égale à son prix. La demande en consommations intermédiaires est donnée par des coefficients techniques d'entrée-sorties fixes calculés à partir de la matrice de production MCS.

L'offre de terre et de capital est fixe à court terme. La main d'oeuvre disponible pour la famille est fonction de son temps disponible total moins son temps de loisir.¹⁵

Les règles de bouclage pour le village rural mexicain de 150 ménages s'établissent sur quatre niveaux (Taylor E., 1995: 58) :

1. La demande totale de temps de travail de la famille (production du village plus loisirs). Elle est égale au capital temps dont dispose la famille.
2. La demande de terre et de capital. Leur somme, pour l'ensemble des activités du village, est égale à la dotation totale du village en terre et en capital.
3. Tous les marchés sont en équilibre. Les prix et les quantités endogènes du village assurent cet équilibre pour les biens non-échangeables. Le village n'a en revanche aucune influence sur les prix pour les biens échangeables ; l'offre excédentaire est exportée et la demande excédentaire est satisfaite par des produits qui sont importés de marchés extérieurs au village.
4. Les investissements sont financés de façon interne par les ménages.

Cela dépend évidemment de chaque catégorie d'économie étudiée mais en règle général, on peut déterminer les règles de bouclage suivantes pour des économies micro-structuralistes (Robinson S., 1989: 923): la plupart des modèles en vigueur pour les pays en développement supposent que le capital est fixe pour chaque secteur de l'économie, les salaires et/ou les taux de change sont supposés fixes, la demande de travail par les entreprises est toujours couverte par l'offre.

C. Les contraintes des modèles EGC.

Les contraintes d'équilibre général servent à s'assurer que tous les marchés sont en équilibre (ou dans le cas d'un excédent de main d'oeuvre, que le prix dans le village est fixe). Il existe deux cas de figure envisageables à ce stade :

¹⁴ De Vreyer, 1992: 2-3.

¹⁵ La demande de loisir de la famille se mesure en maximisant l'utilité de l'exploitation familiale, qui est fonction des loisirs et du revenu réel que procurent la production du village et les salaires (Taylor E., 1995: 58).

1. Le village est intégré aux marchés extérieurs (cas des biens échangeables). Dans ce cas, la contrainte d'équilibre général détermine l'excédent commercialisé du village, ou ses exportations.
2. Le village n'est pas intégré aux marchés extérieurs (cas des biens non-échangeables). Dans ce cas, la contrainte d'équilibre du village détermine une quantité et un prix d'équilibre au niveau du village. Ce prix d'équilibre peut être observable auprès du marché intérieur villageois. Parfois ce prix n'est pas observable, c'est alors un prix virtuel et c'est le cas par exemple du travail familial.

Conclusion.

Le modèle d'équilibre général calculable utilise les caractéristiques des matrices de comptabilité sociale et des modèles micro-économiques dans un système dynamique de prix et de quantité. Il combine ainsi les avantages de chacune de ces deux types d'approche: un cadre d'analyse suffisamment global pour déterminer les interactions entre les différents acteurs, mais suffisamment spécifique pour bien définir le comportement des ménages.

L'utilisation d'un modèle d'équilibre général calculable doit cependant se justifier par rapport à l'économie que l'on étudie, en fonction de son degré d'intégration avec les marchés extérieurs. Il ne peut par exemple y avoir de modèle d'équilibre général calculable s'il n'existe pas de prix endogène dans le village ou la ville. On considère qu'à Muea, les prix de l'agriculture sont endogènes, autrement dit, que c'est la ville qui fixe le niveau des prix grâce à sa production agricole très importante et sa capacité d'approvisionnement régionale. Ensuite, il faut réunir l'ensemble des données quantitatives et qualitatives qui permettront de construire le modèle.

PARTIE II: La ville.

La comparaison de la situation de Muea à celle de Ndioum Walo au Sénégal montre que les systèmes d'enquêtes doivent s'adapter aux réalités villageoises et aux objectifs de recherche. A défaut de pouvoir connaître avec rigueur la situation précise au niveau micro-économique, on cherche surtout à évaluer la structure de la ville dans son ensemble. Plusieurs enquêtes ont été effectuées pour collecter l'ensemble des informations nécessaires. L'enquête auprès des ménages a permis d'interroger plus de 300 ménages et tous leurs membres actifs sur leurs activités et leur budget, ainsi que sur quelques aspects qualitatifs de leurs conditions de vie. L'enquête sur le marché a permis, entre autres, d'évaluer la production vivrière de la ville. L'enquête auprès des associations financières a permis d'évaluer le montant des sommes monétaires qui transitent dans les diverses formes d'épargne (Njangy, caisse d'épargne, et caisse de prévoyance). L'enquête auprès des activités de la ville a permis de décrire le fonctionnement de ces activités. Les entretiens ont servi à approfondir les connaissances sur la ville et son environnement.

L'économie de Muea s'intègre dans un processus historique dont la situation actuelle trouve son origine depuis l'époque coloniale. En effet, elle a hérité de cette époque d'une structure économique basée sur l'exploitation de grandes plantations qui ont entraîné une nouvelle organisation du travail, de nouvelles hiérarchies sociales et une nouvelle configuration des structures commerciales. Il faut ajouter à cet effet structurel, celui du nouvel environnement économique mondial, dont la crise récente, couplée à celle du pays, a considérablement appauvri la population. La ville de Muea parvient cependant à dégager d'importants revenus de l'exploitation agricole de ses terres très fertiles, malgré une conjoncture difficile (rareté de la

terre, causée en partie par la présence des grandes exploitations et la forte immigration, et la crise économique qui frappe l'économie nationale).

La comparaison de la situation de Muea à celle de Ndioum Walo au Sénégal montre que les systèmes d'enquêtes doivent s'adapter aux réalités villageoises et aux objectifs de recherche. A défaut de pouvoir connaître avec rigueur la situation précise au niveau micro-économique, on cherche surtout à évaluer la structure de la ville dans son ensemble. Plusieurs enquêtes ont été effectuées pour collecter l'ensemble des informations nécessaires. L'enquête auprès des ménages a permis d'interroger plus de 300 ménages et tous leurs membres actifs sur leurs activités et leur budget, ainsi que sur quelques aspects qualitatifs de leurs conditions de vie. L'enquête sur le marché a permis, entre autres, d'évaluer la production vivrière de la ville. L'enquête auprès des associations financières a permis d'évaluer le montant des sommes monétaires qui transitent dans les diverses formes d'épargne (Njangy, caisse d'épargne, et caisse de prévoyance). L'enquête auprès des activités de la ville a permis d'en décrire le fonctionnement. Les entretiens ont servi à approfondir les connaissances sur la ville et son environnement.

Les institutions de la ville sont constituées du gouvernement local et national, des ménages et de l'usine locale. Le gouvernement local est basé sur son conseil traditionnel et il perçoit ses ressources essentiellement à partir de la taxe du marché. Les ménages de la ville sont constitués d'un grand nombre d'ethnies différentes qui ont été regroupées selon la perception des habitants de la zone. La désagrégation des ménages a été faite sur la base des revenus pour le moment. L'usine est un élément totalement exogène à l'économie de la ville, à l'exception des deux ouvriers locaux qu'elle emploie.

Les facteurs de production sont constitués d'une terre fertile mais rare, d'une main-d'oeuvre locale agricole et urbaine, et d'une main-d'oeuvre familiale très importante. Le capital ne représente que la valeur de la location des terres ou des locaux pour le fonctionnement des activités.

Le coeur de l'économie de la ville est constitué de ses activités et de ses produits échangés. Le secteur agricole vivrier, avec 26 produits échangés sur la place du marché deux fois par semaine, constitue la source principale de revenus de la ville en générant un chiffre d'affaires de plus d'un milliard et demi de F CFA par an. Près de 2 000 commerçants échangent des marchandises à ces moments là, et le chiffre d'affaires du marché est de 30 millions de F CFA par jour « ouvrable ». L'agriculture d'exportation ou de rente est constituée du café et du

cacao, dont le produit de la vente rapporte 43 millions de F CFA par an environ. Les autres secteurs sont constitués par l'agriculture non-alimentaire (l'élevage, la production rurale non-agricole et le commerce vivrier), le secteur urbain, les services du gouvernement et les services des ménages. Les produits agricoles d'exportation (cacao et café) ne représentent que 2% du chiffre d'affaires des produits vivriers. L'élevage, avec un chiffre d'affaires annuel de 385 millions de F CFA environ, est une activité très rémunératrice pour les quelques éleveurs de la ville. La production rurale et le commerce vivrier représentent un chiffre d'affaires de 220 millions de F CFA par an.

Le secteur urbain est constitué du secteur manufacturier, du commerce non-agricole, des loisirs, du transport et des services urbains. C'est le secteur le plus important après le secteur agricole, avec un chiffre d'affaires de plus d'un milliard de F CFA par an. Les services du gouvernement sont constitués par l'éducation, l'énergie, la santé et le vétérinaire de la ville. Ils sont difficiles à appréhender car ils sont normalement du ressort du gouvernement national, mais comme les ménages doivent assurer une part croissante des frais de fonctionnement des services qui ne sont plus assurés dans de bonnes conditions, ils sont considérés comme des services locaux. En tout cas, tout ce que les ménages dépensent pour ce secteur (100 millions de F CFA par an) est directement affecté au compte du reste du Cameroun. Les services des ménages sont exclusivement constitués des versements de loyers entre les ménages (56% des ménages sont locataires).

Les associations financières de la ville sont au nombre de 63, et 56 d'entre-elles ont été interrogées sur leur organisation et leur fonctionnement. Elles absorbent plus de 400 millions de F CFA par an dans des Njangy, des caisses d'épargne ou des caisses de prévoyance. Une partie seulement de cette épargne est destinée à de l'investissement (moins de 10 pour cent).

Les échanges avec le reste du Cameroun sont constitués par des importations, des transferts monétaires à destination des villages d'origine des migrants ainsi que des impôts et taxes diverses auprès du gouvernement national.

Introduction : présentation de la ville et de son environnement.

La zone du mont Cameroun a hérité des grandes plantations agro-industrielles de l'époque coloniale et, de la période post-coloniale, de ses bouleversements politiques et macro-économiques. Nous allons présenter les éléments qui ont modelé la situation de la ville et de sa région et qui permettent de comprendre certaines évolutions actuelles¹. On peut déterminer deux grandes périodes utiles à la compréhension de la situation actuelle de la ville de Muea, (i) la période coloniale et l'héritage structurel des grandes plantations de la part des Allemands, et (ii) la période post-coloniale et les impacts exogènes de la politique et de l'environnement économique national et international sur le pays et la zone anglophone.

A. L'héritage allemand de la période coloniale, de 1884 à 1960.

Le navigateur Fernando Poo découvrit le Cameroun en 1472 et il lui donna son nom actuel². L'exploitation commença alors sous la forme de l'économie de traite. Cela dura plusieurs centaines d'années et, bien que la traite fût progressivement abolie vers la moitié du dix-neuvième siècle, elle continua encore sous une forme plus ou moins officielle jusqu'à la fin du siècle. Entre 1854 et 1884, le Cameroun fit l'objet d'une course-poursuite commerciale entre différentes firmes anglaises et allemandes, que ces derniers remportèrent en 1884. A cette date, la conférence de Berlin établit un consensus sur le partage économique de la colonie afin d'éviter tout dérapage conflictuel entre les puissances coloniales. L'Allemagne put alors commencer à partir de cette date la conquête et l'exploitation économique du pays. Elle ne s'étendit que sur une trentaine d'année mais elle marqua profondément, entre autres, la zone du mont Cameroun.

La période coloniale allemande s'est étendue de 1884 à 1916, date à laquelle ils furent expulsés du Cameroun par les forces françaises et anglaises. Ce sont des motifs économiques qui ont dicté les mesures politiques et sociales imposées aux populations. Cette période s'est traduit par (i) la mise en place imposée d'un nouveau système d'exploitation agricole au détriment des populations locales et de leurs propres systèmes, (ii) un démantèlement subtil des structures traditionnelles des pouvoirs locaux et (iii) des bouleversements dans la structure sociale des populations du mont Cameroun, les Bakweri notamment.

¹ Pour une étude détaillée de l'évolution de l'histoire du Cameroun, on pourra se référer à la vaste littérature qui lui est accordée, en particulier aux ouvrages de Bayart (1979), Gaillard (1989), etc.

² Le mot Cameroun vient de « rios dos camarones », par la quantité considérable de crevettes que l'explorateur découvrit dans l'embouchure du fleuve Wouri.

1) Une exploitation économique basée sur de grandes exploitations agricoles.

Les Allemands s'appliquèrent à organiser un système rigoureux de grandes plantations agricoles, en particulier autour du mont Cameroun, où les terres sont très fertiles³. Des cultures d'exportation ont été imposées sur place, en particulier la culture de la banane, de l'huile de palme, du caoutchoucs, et surtout du cacao, bien que son exploitation ait été progressivement abandonnée pour des raisons climatiques locales⁴. Ce système agro-industriel a été lourd de conséquences pour la population :

1. *Une cassure dans la nature des économies pratiquées.* On a remplacé un système traditionnel de cultures vivrières par un système agro-industriel de grande envergure tourné vers l'exportation et non pas orienté vers l'intérêt des populations locales. Malgré la démonstration de l'efficacité des systèmes de petites exploitations par rapport aux grandes exploitations au Cameroun, elles n'ont jamais pu profiter pleinement des politiques de collaboration avec les grandes exploitations. Par ailleurs, un biais en faveur des grandes plantations a toujours existé par la suite (Konings P., 1993).
2. *Une modification de la structure des facteurs de production,* en particulier au niveau de la main-d'oeuvre et du système foncier. Les besoins importants en main-d'oeuvre des Allemands ont été remplis soit par du travail pénal, soit par des migrations régionales de travail plus ou moins forcées. Après mûres réflexions, l'esclavage n'a pas été pratiqué pour des raisons de productivité principalement (Clarence-Smith, 1993 :200). Au niveau foncier, la surface nécessaire à la mise en place des grandes exploitations a entraîné une politique d'expropriation de la terre, appartenant aux populations locales, souvent par la force, parfois par l'achat auprès des chefs de villages⁵. Des arrangements ont été conclus par la suite mais ils ont été mineurs, et presque jamais au profit des petits exploitants, tant pour des raisons économiques que politiques. En règle générale, ce sont les grands exploitants privés issus de l'élite locale qui ont profité du nouveau système (Konings P., 1993).
3. *L'établissement d'un réseau de communications et d'échanges.* Le développement par les Allemands, des infrastructures routières, ferroviaires et portuaires a posé les bases de

³ Jesko von Puttkamer met en place les grandes exploitations au mont Cameroun en 1888 en commençant par acheter des terres aux chefs de villages (Clarence-Smith W.G., 1993:191).

⁴ Le climat autour du mont Cameroun est trop humide pour une exploitation optimale du cacao.

⁵ Des traités ont été conclus entre 1884 et 1885 avec les Bakweri, mais cela n'a pas empêché des rebellions de leur part. Elles se sont traduites par la mort d'un officier allemand en 1891 (Clarence-Smith W.G., 1993:192).

l'organisation des échanges commerciaux actuels dans la zone anglophone. Un atout de la ville de Muea réside d'ailleurs dans sa position privilégiée sur la route nationale de Limbe (anciennement Victoria) et Kumba, plus précisément entre Mile 17 et Mile 18. La ville dispose aussi d'une deuxième route carrossable qui passe à travers des plantations, qui représentent en réalité l'ancienne voie de sortie de Buea vers Kumba.

La modification de l'environnement économique de la zone du mont Cameroun n'a été possible que par l'emploi de la force dans bien des cas et surtout au démantèlement progressif de l'autonomie des structures de commandement traditionnels qui s'est prolongé jusque vers la fin des années 60. Les grandes exploitations ont toujours été sur le devant de la scène et on peut dire qu'elles traduisent le désintérêt du gouvernement envers les paysans.

2) Les conséquences directes : les prémices du démantèlement des pouvoirs locaux.

Une répression féroce a succédé à la conquête militaire du pays pour pacifier le pays et pérenniser les nouvelles structures économiques imposées aux populations. La pacification totale autour du mont Cameroun ne fut accomplie qu'en 1894⁶. Bien qu'il puisse paraître inutile, inopportun ou délicat de souligner l'existence de ces répressions, elles accompagnent pourtant l'histoire du Cameroun jusqu'à la période contemporaine, en particulier à l'Ouest du pays. Par ailleurs, on en ressent les effets encore imprégnés dans la population âgée dans la zone du mont Cameroun, où l'immigration de travail s'est accompagnée d'une migration de réfugiés. Ces répressions ont été d'autant plus sévères dès le début de la colonisation à cause de (i) la résistance naturelle, et souvent héroïque, d'une multitude de tribus face à l'envahisseur⁷, (ii) de leur organisation politique très bien élaborée issue de leurs empires, et qui leur permettait de s'unir en de grands groupes puissants et coordonnés⁸, (iii) d'un refus d'une modification de la structure de leurs économies et, plus généralement, de leur mode de vie. Les conséquences de ces répressions ont été :

1. *Une modification progressive de l'espace urbain.* Ce ne sont pas les routes qui sont allées vers les villages mais le contraire. Les villages majeurs insoumis, détruits dans un premier

⁶ L'Allemagne n'accordait que très peu de ressources aux soldats allemands en opération dans les colonies (Clarence-Smith W.G., 1993:195).

⁷ Lire par exemple les récits de Curt von Morgen rédigés en 1893 (Fleury S., 1982).

⁸ C'est le cas en particulier des Tikar, de la société Bamileke sur les hauts-plateaux, du royaume Bamoun à Fouban.

temps lors de la conquête coloniale, furent par la suite déplacés de force vers les axes routiers afin de mieux les contrôler. Les Bakweri ont ainsi été expulsés puis regroupés dans des réserves en 1896 (Clarence-Smith W.G., 1993 :198).

2. *Une modification des structures de commandement traditionnels.* Les autorités centrales ont commencé une amorce de démantèlement des structures traditionnelles du pouvoir local par une dépendance financière progressive des chefferies auprès de l'administration coloniale et gouvernementale, et non plus auprès du peuple. Les liens matériels entre la population et les autorités traditionnelles ont été rompus. Cela a entraîné une perte de démocratisation et une accumulation de richesses du pouvoir local au détriment de la population. L'objectif des autorités centrales était d'obtenir un meilleur contrôle de celle-ci par l'intermédiaire des chefs traditionnels.
3. *Une population encore profondément affectée et prudente.* Bien que cela soit difficilement quantifiable, les effets de la violence se ressentent encore aujourd'hui auprès des populations de l'Ouest du Cameroun. Cela se traduit par des stratégies économiques et politiques très discrètes (Gaillard P., 1989: 62-63).

Le pouvoir local a été progressivement rendu dépendant du pouvoir central, tout en conservant toute son autorité traditionnelle. Les populations perdent leurs repères dans l'économie locale et nationale.

3) Les conséquences indirectes : la modification des structures sociales dans la zone du mont Cameroun.

Les structures sociales fondamentales (mais pas forcément les comportements) des tribus furent démantelées ou modifiées puis reconstituées sous une forme plus « adaptée » au contrôle des puissances coloniales :

1. *Perte de souveraineté Bakweri dans la zone du mont Cameroun.* Les Bakweri sont un peuple de chasseurs et non d'agriculteurs bien qu'ils aient démontré leurs capacités dans ce domaine⁹. Parqués dans des réserves par les Allemands dans un premier temps, ils ont progressivement récupéré une partie de leurs terres mais ils n'ont jamais retrouvé leur situation initiale. Les activités qu'ils pratiquaient, telles que l'élevage, la chasse, la culture de raphia et d'huile de palme, ont été affectées par les contraintes qu'ils ont subies (Clarence-Smith

⁹ C'est le cas du « banana boom » en 1953 (Geshières P., 1995:187).

W.G., 1993 :198). Entre temps, les immigrés avaient pris une place économique de choix dans la nouvelle organisation du travail imposée par les grandes exploitations puisqu'ils représentaient l'essentiel de la main-d'oeuvre employée dans la zone¹⁰.

2. *Problèmes d'intégration.* L'immigration de main-d'oeuvre amorcée sous l'initiative des grandes exploitations a augmenté la population de la zone du mont Cameroun. Cela a entraîné une réduction de l'importance relative de la population Bakweri dans la zone, et des écarts de niveau de vie entre des détenteurs de terres qui rechignent à travailler sur de grandes exploitations (les Bakweri). Les immigrés profitent pleinement de la nouvelle organisation du travail. Cette situation a tout naturellement entraîné des frictions entre les communautés autochtones et allogènes (Courade, 1982)¹¹. Plus récemment, on assiste à des conflits inter-générationnels entre jeunes et vieux, les premiers reprochant aux seconds un favoritisme familial, des conflits de genre (les femmes veulent garder leurs propres exploitations afin de pouvoir cultiver des cultures vivrières) etc.
3. *Prolétarianisation d'une partie de la population et répartition inégale des moyens de production.* L'exploitation des grandes plantations a entraîné un afflux d'immigrés qui n'avaient pour vivre que les revenus de leur travail, et ils ne détenaient aucune part des moyens de production. Evidemment, les travailleurs ont progressivement développé des activités agricoles ou non-agricoles annexes au fur et à mesure de l'évolution politique et économique de la zone, mais cela a créé un environnement constitué de propriétaires terriens et de locataires (fermage et métayage). A Muea en 1995, 42% de la population est propriétaire de la terre.

La période coloniale allemande a entraîné un changement profond dans la structure de l'environnement économique, politique et social de la zone du mont Cameroun. Lorsque les Anglais et les Français ont pris sous mandat les territoires allemands au Cameroun en 1916, ils ont poursuivi la politique de grandes exploitations amorcée par les allemands¹². La création

¹⁰ Les Bakossi et les Ewondo s'installent dans la zone au début du siècle. Les Douala, premiers pionniers de la culture du cacao au Cameroun dès 1884, utilisent de la main-d'oeuvre originaire des Grassfields (Clarence-Smith W.G., 1993:195-208).

¹¹ Rappelons les définitions suivantes: une personne est *autochtone* (« native », dans le langage local) si elle est originaire du pays où elle habite, une personne est *allochtone* (« stranger ») si elle n'est pas originaire du pays où elle habite, enfin, une personne est *allogène* (« native stranger ») si elle ne prend qu'une part secondaire à la constitution de sa population.

¹² Les Britanniques étaient responsables de la zone anglophone. Leur action se distingue toutefois de leurs prédécesseurs germaniques par leur politique moins vigoureuse à l'égard des populations locales. Ils conservent toute-

de la Cameroons Development Corporation (CDC) en 1946 est l'aboutissement de la logique des grandes exploitations agricoles de la zone du mont Cameroun installée par les Allemands. La CDC possède aujourd'hui 40 000 hectares cultivés, et 60 000 hectares en réserve pour des expansions futures. Elle dispose aussi de 21 domaines et sa production concerne principalement le caoutchoucs, l'huile de palme, le thé et les bananes. Cette entreprise emploie, en 1993, 15 000 personnes et 1 500 saisonniers (Konings, 1993: 220).

A cet héritage structurel colonial encore en vigueur aujourd'hui, s'est greffé un environnement macro-économique et politique post-colonial qui a aggravé la situation des populations de la zone du mont Cameroun.

B. La période post-coloniale, de 1960 à nos jours.

La nouvelle constitution de 1954 reconnaît une autonomie au Cameroun Méridional dans le cadre de la fédération du Nigeria. Entre 1969 et 1972, La zone anglophone s'est progressivement rattachée au Cameroun sous la forme d'une fédération au Cameroun dans le cadre de l'unité nationale. Le Cameroun a acquis son indépendance le premier janvier 1960. Les enjeux politiques ont alors pris le dessus dans la conduite du pays et de son économie.

1) La poursuite des répressions dans les provinces de l'Ouest.

Si l'on compare cette période à celle de l'ère coloniale, on peut presque dire que dans l'Ouest du pays la zone anglophone perd l'initiative politique au profit de la zone Ouest en pays Bamileke. La zone en subit pourtant certaines de ses conséquences économiques, sociales et politiques, surtout en terme de migrations, puisqu'elle sert de terre de refuge pour une partie de la population. Au niveau politique, les structures se sont progressivement orientées vers l'instauration d'un parti unique, l'Union Camerounaise, tandis que la succession de rebellions et de répressions s'est prolongée jusqu'en 1976, date de la dernière grande vague d'arrestations (à Douala). Au niveau économique, la montée des déséquilibres financiers a entraîné un endettement croissant et une accumulation des arriérés intérieurs et extérieurs qui a rendu nécessaire des politiques d'austérité très sévères. La situation intérieure s'est de surcroît aggravée par une modification des bénéficiaires des redistributions étatiques. Les réseaux Bamileke et Foulbé-Haoussa ont adopté une réaction violente ; la vague de protestations a

fois l'idée des grandes plantations pour ne pas perdre le contrôle de la terre au profit des Bakweri (Konings, 1993: 220).

conduit aux « villes mortes » de 1991 (désobéissance civique, manifestations, refus de payer l'impôt, grèves et violences).

2) Une croissance artificielle et une crise larvée.

Le modèle économique camerounais se partage en deux grandes périodes, une période de grande croissance grâce à l'afflux de revenus issus de l'extraction de pétrole, et une période de grande récession aggravée par une mauvaise gestion des ressources pétrolières.

A partir de l'indépendance, le pays profite d'une croissance où les équilibres financiers sont respectés ainsi que des ressources pétrolières découvertes en 1977. La croissance est de +4% par an en moyenne de 1960 à 1975 (CERED/FORUM et DIAL/ORSTOM, 1995:30). De nombreuses entreprises publiques sont créées lors de cette période. La structure des quatre grands secteurs (agriculture, industrie extractive, manufacturière et services) est stable. L'agriculture représentait 30% du PIB, l'industrie 20% et le tertiaire 50% (DIAL, 1991). Le café et le cacao représentaient plus de la moitié des exportations jusqu'en 1976.

La croissance est renforcée par l'afflux des revenus issus de l'extraction du pétrole, des prix aux producteurs élevés et d'un environnement économique international favorable. La crise qui touche le Cameroun en 1985 s'explique par (i) des causes directes au niveau des prix des matières premières et des taux de change défavorables et (ii) des causes indirectes au niveau de la gestion politique de la croissance.

Les causes directes de la crise sont économiques et se traduisent par (i) la baisse brutale des prix des matières premières aux producteurs sur la scène internationale et (ii) l'appréciation du F CFA par rapport au dollars. Ces deux facteurs réduisent la compétitivité des produits nationaux. La valeur des exportations est considérablement réduite.

Les causes profondes de la crise trouvent leur origine dans une mauvaise gestion politique qui entraîne une mésaccumulation des ressources longues. La mauvaise gestion politique se traduit par un contexte neutralisant ou ralentissant les réformes, des compromis politiques privilégiant les équilibres régionaux et des logiques rentières peu compatibles avec une accumulation productive. Cette mauvaise gestion politique a de lourdes conséquences sur l'économie du pays. En effet, cette gestion provoque (i) la croissance de la dette (secteur public) et (ii) les arriérés (secteur financier), qui sont les deux principaux vecteurs de la crise. Les conséquences vont s'étendre sur l'ensemble des indicateurs de l'économie (CERED/FORUM et DIAL/ORSTOM, 1995:10 et 32). Par ailleurs, les effets néfastes des

ressources issues de l'extraction du pétrole se poursuivent pendant plusieurs années malgré la détérioration économique au niveau international et national. Les ressources en pétrole ont entraîné une forte croissance économique mais, sans pour autant connaître les principaux effets du syndrome hollandais, le Cameroun n'a pas su profiter de ces ressources pour assurer son avenir économique. Les dysfonctionnements du système ont été éclipsés par l'afflux de ressources pétrolières qui permettent de maintenir des niveaux de dépenses publiques anormalement élevés. Le pays a atteint un niveau de développement artificiel établi finalement sur une base sensible et vulnérable auprès de la conjoncture internationale (taux de change volatile des matières premières et demande inélastique des produits agricoles). En effet, les dépenses des institutions publiques en particulier sont maintenues à des niveaux élevés. Malgré des signes de détérioration de sa situation, le Cameroun n'adoptera les Programmes d'Ajustements Structurels que très tard par rapport aux autres pays et surtout par rapport à sa situation économique réelle.

Les conséquences directes de la crise sur l'économie sont la réduction des dépenses de la fonction publique, et la contraction de toute l'économie en général, le PIB baissant de 30% entre 1985 et 1993¹³.

La conséquence indirecte de la crise est la dévaluation du F CFA au mois janvier 1994 qui allège le poids de la dette du pays et relance certains secteurs d'activité mais qui réduit considérablement le revenu réel des habitants. *Les causes de long terme* de la dévaluation (applicables d'ailleurs à l'ensemble des pays de la zone Francs) sont (i) le renforcement de la concurrence internationale, (ii) une surévaluation du F CFA par rapport au dollars, (iii) une chute des prix des matières premières, (iv) les déséquilibres économiques et les déficits des balances des paiements, et (v) une mésallocation de l'aide publique. *Les causes de court terme* sont les déficits budgétaires et la réduction des exportations qui découle de la surévaluation du F CFA sur le marché des changes. *Les conséquences économiques* théoriques de la dévaluation sont (i) une amélioration des échanges commerciaux, (ii) des gains de compétitivité, et

¹³ Les recettes budgétaires pétrolières de 390 milliards de F CFA en 1985/86 sont tombées en 1992/93 à 110 milliards de F CFA et à moins de 70 milliards en 1993/94. Les recettes pétrolières représentaient en 1984/85, avec 722 milliards de F CFA, 66% des recettes totales d'exportations. En 1992/93, elles s'élevaient à 209 milliards de F CFA. Les recettes d'exportations ont chuté de 25% entre 1985 et 1991. Le ratio d'exportation sur PIB marchand de 28% en 1984/85 est tombé de 22% fin 1993 soit un taux deux fois plus faible que celui de la Côte d'Ivoire. A la veille de la dévaluation, observe une forte déflation entre 1989 et 1993, un déficit du solde budgétaire global qui est de 8% environ du PIB en 1992/93, et une dette intérieure estimée à plus de 1000 milliards de F CFA dont 400 milliards de F CFA contractée auprès du système bancaire (CERED/FORUM et DIAL/ORSTOM, 1995:12 et 32).

(iii) une industrialisation par substitution des importations, dans la mesure où le potentiel existe (Parrot L., 1994).

Le Cameroun s'est adapté tardivement à la conjoncture défavorable de l'économie mondiale et le choc auprès des populations n'en a été que plus brutal.

3) Une population considérablement appauvrie.

On peut dire que l'effet principal de la crise, dont la dévaluation a été l'aboutissement d'un processus de régulation nécessaire, a été un appauvrissement de la population. Rappelons que les conséquences sociales d'une dévaluation sont (i) une baisse du pouvoir d'achat sur les produits importés, (ii) une baisse des salaires dans la fonction publique, et (iii) une hausse relative des revenus des agriculteurs.

L'appauvrissement de la population est d'autant plus brutal que les infrastructures publiques ont considérablement réduit leurs dépenses et que de nombreux services ne sont plus assurés dans des conditions satisfaisantes. Le revenu des ménages par tête a baissé de 60% et ce sont les ménages du secteur public qui sont les plus touchés, tandis que les ménages du secteur informel ont mieux absorbé le choc. En règle générale, tous les indicateurs sociaux ont diminué depuis le début des années 90. La déscolarisation a été élevée et les services du secteur de la santé n'ont plus été dans la possibilité d'assurer correctement leurs fonctions.

La baisse des revenus est intervenue après une chute du pouvoir d'achat depuis 1986. La zone anglophone a été particulièrement affectée, avec des salaires de fonctionnaires divisés par huit depuis le début de la crise en 1985. Les secrétaires possédant le baccalauréat sont rémunérées à 30 000 F CFA par mois à l'université et les serveuses touchent 20 000 F CFA par mois seulement. Le salaire quotidien minimum, à partir duquel il est plus rentable d'exercer une activité commerciale informelle dans la zone du mont Cameroun, est de mille F CFA environ¹⁴. Cette situation est aggravée par le fait que la zone anglophone se sente marginalisée bien qu'elle utilise une langue d'échanges comme le Pidgin (mélange d'Haoussa et d'Anglais). Elle accuse les francophones de gouverner le Cameroun comme leur pays exclusif, accusation accentuée depuis le régime Biya (Derrick J., 1991).

Le secteur informel est le principal créateur d'emplois, dont on retrouve à Muea les principales caractéristiques. Cependant, le secteur informel est aussi soumis à une très forte concu-

¹⁴ Sources: entretiens personnels.

rence qui entraîne une insuffisance de débouchés et de nombreuses barrières à l'entrée qui sont parfois violentes.

Bien entendu, les conséquences de la crise sont variables en fonction des différents groupes sociaux. En pays Bamileke par exemple, les méthodes de dévolution des terres et de la place de la chefferie dans la régulation socio-politique se sont modifiées. Les deux tiers des exploitations sont aujourd'hui partagées entre les dépendants alors que traditionnellement l'héritage unique et le droit d'aînesse dominaient. La société hiérarchisée et inégalitaire tend à s'individualiser (Courade, 1994). En pays Beti, la cacaoyère demeure à la fois la base d'une culture de rente mais également le fondement du patrimoine. Les comportements de gestion de père de famille deviennent: marquer ses terres, faire face aux obligations sociales, et léguer un capital. Les revenus réels des planteurs ont augmenté de près de 50% en 1993/94; ils stagneraient en 1994/95 s'ils supportent la taxation et progresseraient de près de 50% dans le cas contraire (CERED/FORUM et DIAL/ORSTOM, 1995: 18 et 30).

C. Ecologie de la province du Sud-Ouest.

1) Les données physiques.

Le Cameroun est un pays de 480 000 kilomètres carrés à la géographie très contrastée. Le Cameroun méridional, humide et forestier, comprend une plaine côtière et un ensemble de collines et de plateaux coupés de profondes vallées. Le mont Cameroun (4072 m) est le point culminant d'un axe montagneux orienté Sud-Ouest/Nord-Est qui reçoit de fortes précipitations (plus de 5 000 mm par an).¹⁵ Le Cameroun méridional est la région la plus peuplée de l'Etat. On y récolte le manioc, le taro, la patate, mais aussi le cacao, le café, les bananes, les plantations d'hévéas, de palmiers à huile etc. Le Cameroun central, plus sec (la saison sèche dure de cinq à sept mois) est couvert de forêts denses dans le Sud, puis de forêts claires, enfin de savanes arborées dans le Nord. Cette région peu peuplée est limitée au Nord par la chaîne de l'Adamaoua (1 339 m). Le Cameroun septentrional entre l'Adamaoua et le Tchad comprend le fossé d'effondrement où se trouvent les plaines de la Bénoué, dominées au Nord par les monts du Mandara. Le pays est relativement aride (1000 à 500 mm de pluies) et la savane parsemée d'épineux. On pratique l'élevage bovin et la culture du coton.

¹⁵ L'altitude exacte du mont Cameroun varie selon les sources, de 4 070 à 4 100 mètres d'altitude. Rappelons que le mont Cameroun est un volcan en activité qui a provoqué quatre éruptions, en 1909, 1922, 1959, et 1982 (Zogning A., 1988: 195).

C'est un pays qui connaît une forte croissance démographique (de l'ordre de 3,0% par an) et une urbanisation accélérée (42,4% de taux d'urbanisation)¹⁶. Près de 45% de la population a moins de 15 ans. L'indice synthétique de fécondité est passé de 6,5 enfants par femmes en 1978 à 5,8 en 1991. Les régions sont très inégalement peuplées. Les densités varient entre 100 habitants par kilomètre carré pour la province de l'Ouest et 4,7 pour celle de l'Est. On constate un changement important de la répartition spatiale de la population avec un accroissement des migrations rural/rural (notamment des zones cotonnières) lié à la recherche de nouvelles terres, aux changements des systèmes de production agricole et au développement des zones d'approvisionnement des villes et avec vraisemblablement un ralentissement voire une inversion des flux zones rurales/villes et un temps de présence plus réduit en ville. En milieu urbain, le rapport de dépendance (population de moins de 15 ans et de plus de 65 ans sur la population de 15 à 65 ans) est resté constant entre 1976 et 1987 (respectivement 0,81 et 0,84) alors qu'il est passé en milieu rural de 0,94 à 1,09. Il est de 2,0 à l'Ouest.

¹⁶ Source: CERED/FORUM et DIAL/ORSTOM, 1995: 9.

La région du Sud-Ouest s'étend de l'océan Atlantique, entre Douala et le Nigeria, jusqu'aux collines du Sud des plateaux des provinces du Nord-Ouest et de l'Ouest, sur une superficie totale de 24 720 kilomètres carrés. La population y était estimée à 620 515 habitants en 1976, soit 25 habitants au kilomètre carré (Almy et Besong, 1990: 5). La densité démographique dans le canton de Muea était de 77 habitants au kilomètre carré en 1974 (Courade, 1974: 65). La ville de Kumba est le centre commercial et industriel de la province, Buea en est la capitale administrative et il y a une ceinture industrielle en croissance qui se situe le long de la route qui va de Tiko à Limbe¹⁷. La province est divisée en départements (« division », en Anglais) : Manyu au Nord (Mamfe chef-lieu de département, et les arrondissements d'Eyumojock, Fontem, et Akwaya), Ndian à l'Ouest (Mundemba chef-lieu de département, Bamusso, Ekondo Titi, et deux arrondissements supplémentaires), Meme au centre (Kumba chef-lieu de département, et les arrondissements de Tombel, Nguti et Bangem), et Fako au Sud (Buea chef-lieu de département, et les arrondissements de Limbe, Tiko et Muyuka). Des cours d'eau et un relief accidenté dans l'ensemble de la province rendent les transports difficiles. Les fleuves principaux sont le Manyu, le Meme, et le Ndian, qui ont donné leur nom aux trois départements du Nord.

Le département de Fako est nommé ainsi par le Mont Fako, plus connu sous le nom de mont Cameroun, le volcan le plus haut de toute l'Afrique de l'Ouest en atteignant 4072 mètres d'altitude. Les autres plateaux de la région sont les collines de la frontière Ndian/Meme, dont le point culminant atteint 1788 mètres d'altitude au mont Rata, 2050 mètres au mont Koupe, et 2396 mètres au mont Manengouba, le long de la frontière avec la province du Littoral (départements de Tombel et Bangem). A l'Ouest, les plateaux du département de Fontem atteignent en un point 2 711 mètres d'altitude. Cependant, la province est essentiellement constituée de plaines ; ainsi en 1990, 86% des terres habitables (non occupée par des marécages, ou des montagnes rocailleuses) et 79% des agriculteurs se situent sous une altitude de 800 mètres (Almy et Besong, 1990: 6). En 1987, les enquêtes du centre de recherche d'Ekona ont estimé à 10 970 le nombre de ménages de producteurs de cultures vivrières, soit 80 000 personnes, auxquelles il faut rajouter environ 50 000 personnes rattachées à des activités principales non-agricoles: activités urbaines et petits potagers (Almy et Besong, 1987: 4).

¹⁷ La ville de Buea fut, en 1901, la capitale du Cameroun jusqu'à ce que l'éruption de 1909 n'entraîne la perte et le transfert de ce statut au profit de Yaoundé.

Photo n° 1: Sauvez les questionnaires! (Muea, août 1995).



Muea est située entre 600 et 700 mètres d'altitude sur les flancs du mont Cameroun. La zone est l'une des plus pluvieuses au monde avec une moyenne de 4 à 5000 mm d'eau de pluie par an, et il pleut même continuellement dans une localité de la zone (plus de 11 000 mm d'eau de pluie par an). Bien que l'activité de la ville soit un peu ralentie au plus fort de la saison des pluies, vers le mois d'août, les habitants continuent à vaquer à leurs occupations quotidiennes. Ces conditions de travail ont cependant rendu très difficile la collecte des informations et l'un de nos soucis majeurs était de maintenir les questionnaires des enquêtes à l'abri des intempéries.

Le climat de la zone du mont Cameroun est causé par la nébulosité et la pluviosité liées à l'énorme masse du mont Cameroun, situé à proximité de la mer, au fond du golfe de Guinée, où convergent les vents de la mousson atlantique. L'océan fournit d'énormes quantités d'humidité qui sont immédiatement contraintes à une brutale ascension; ce qui déclenche d'énormes condensations sur le massif montagneux (Zogning A., 1988:197). Les précipitations sont unimodales, des mois de mars-avril jusqu'à octobre-décembre. Elles commencent en général doucement, elles peuvent s'interrompre durant plusieurs semaines, puis atteindre un pic de juillet à septembre ou octobre. Lors de la saison des grandes pluies, les torrents coulent des montagnes et de nombreux cours d'eau deviennent impraticables, bloquant ainsi l'accès à de nombreuses exploitations agricoles voire quelques arrondissements.¹⁸ Les quantités absolues d'eau de pluie varient énormément et les départements de Fako et de Meme

¹⁸ En 1982, on a observé 84 jours de pluie sur une période de 100 jours (du 13 juin au 20 septembre), soit une moyenne de 17 jours de pluie sur 20 (Zogning A., 1988: 198).

obtiennent la meilleure répartition. La côte Ouest et la majeure partie de Ndian reçoivent les plus fortes précipitations. Ekondo Titi reçoit une très forte concentration de pluie en une très courte période, et Manyu possède une saison des pluies qui se produit plus tard que le reste des départements (Almy et Besong, 1990: 6). Sous régime de mousson, le ciel de Buea est constamment couvert, le maximum est atteint de juillet à septembre, et il peut y avoir une insolation nulle pendant deux à trois mois consécutifs.¹⁹

La température moyenne est de 23 degrés centigrades, et le taux d'humidité relatif varie entre 76% et 89% (Almy et Besong, 1990: 6). Les températures sont les plus élevées dans les départements de Mamfe, Eyumojock et Muyuka ; tandis qu'elles sont les plus basses sur les flancs du mont Cameroun (plus faibles même que des localités situées à des altitudes comparables, à l'intérieur des terres). La zone volcanique de Fako se définit comme étant celle se situant à l'intérieur d'une ceinture de brouillard pendant les deux ou trois mois que dure la grande saison des pluies, ce qui réduit considérablement la luminosité ambiante.

Le sol est granitique pour 31% des exploitations agricoles et 65% des terres habitables, sédimentaire et sablonneux pour 11% et 6% respectivement, volcanique ancien pour 34% et 19%, et volcanique récent pour 24% et 10%. Il existe cependant de grandes variations dans ces chiffres et il manque de nombreuses données pour la majeure partie de la province (Almy et Besong, 1990: 8). Les sols volcaniques récents sont en général très riches, bien que l'on ait observé des carences dans la composition des sols dans les zones à culture intensive. Ces sols sont très sensibles aux sécheresses.

La province du Sud-Ouest se partage entre deux régions écologiques nationales, la forêt humide du littoral et une partie des hauts-plateaux. Un total de six zones ont été définies, à partir d'un total de 23 sous-zones (dont 12 zones ont été éliminées à cause de leur faible importance commerciale et agricole). Les six zones ainsi définies sont : la zone volcanique inférieure (sa propre sous-zone), le couloir de Kumba (couloir de Kumba plus les sous-zones de Supe), Sands (Sands I et Ekondo Titi), Mamfe (Mamfe Ouest, Mamfe forêt et Eyumojock), savane des plateaux (plateaux de Manyu et Bangem) et la forêt des montagnes (zone volcanique supérieure, Koupe et Rumpi)²⁰.

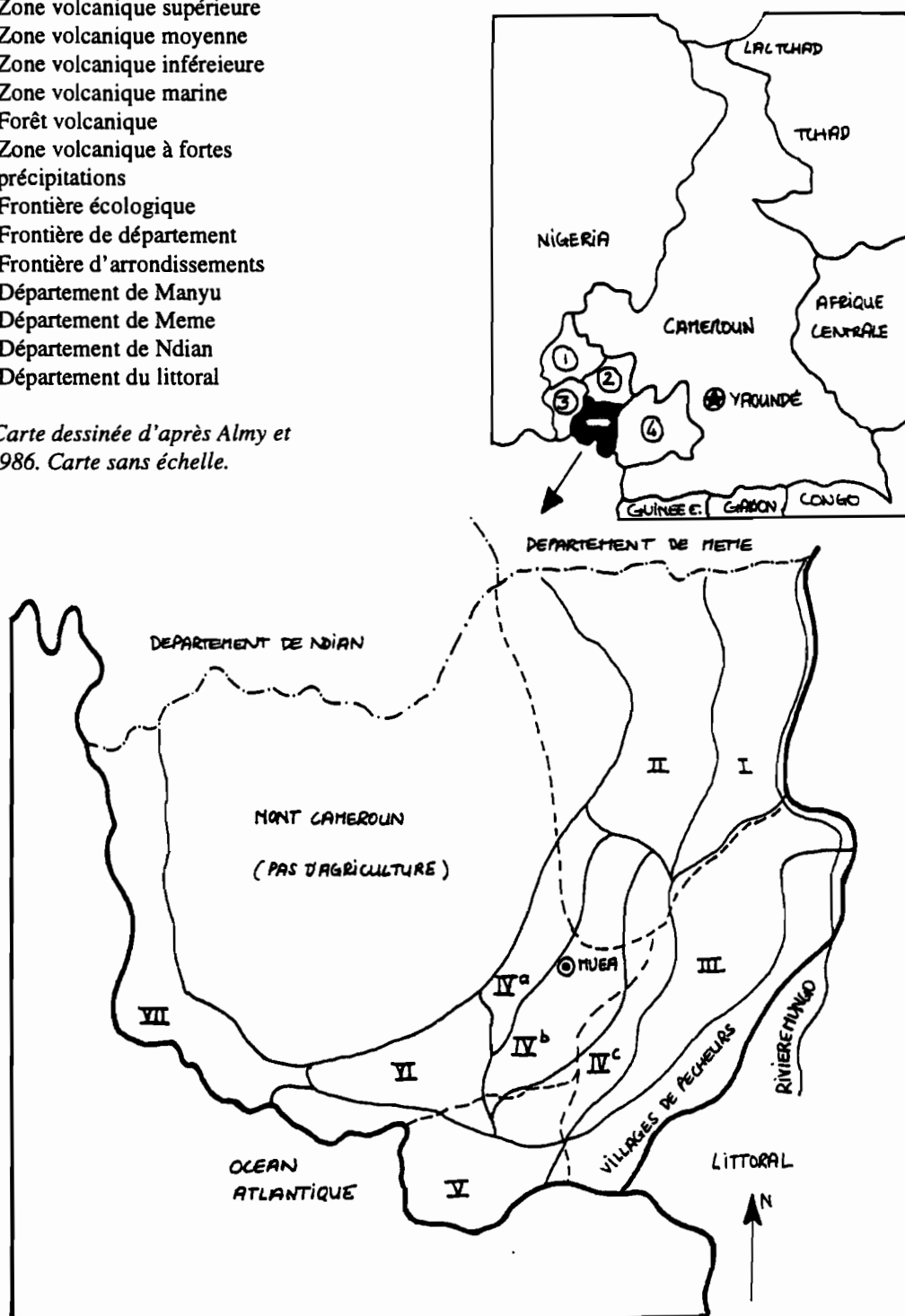
¹⁹ La durée d'insolation varie en général entre six et quinze heures entre les mois de juillet et septembre. En 1982 cependant, l'insolation s'est élevée à 4,6 heures au poste de Tole Tea, enregistrée sur deux jours, sur un total de 92, soit 90 jours consécutifs sans la moindre insolation. Le centre d'Ekona, plus proche de la ville de Muea, enregistrerait lors de la même période une insolation de 6,4 heures (Zogning A., 1988: 198).

²⁰ Almy et Besong, 1990: 8.

Carte 2 : Ecologie du département de Fako (Muea, août 1995).

- I Sable poreux
- II Forêt volcanique (étranger)
- III Sable sujet aux inondations
- IVa Zone volcanique supérieure
- IVb Zone volcanique moyenne
- IVc Zone volcanique inférieure
- V Zone volcanique marine
- VI Forêt volcanique
- VII Zone volcanique à fortes précipitations
- — — Frontière écologique
- - - - Frontière de département
- · · · · Frontière d'arrondissements
- 1 Département de Manyu
- 2 Département de Meme
- 3 Département de Ndian
- 4 Département du littoral

Source : Carte dessinée d'après Almy et Besong, 1986. Carte sans échelle.



La ville de Muea est située entre la zone volcanique inférieure (Fako) et la zone volcanique supérieure (Fako et Meme), à une altitude comprise entre 600 et 700 mètres (la ceinture de brouillard), sur le flanc Sud du mont Cameroun. La zone volcanique inférieure couvre une large superficie puisqu'elle s'étend de la ceinture de brouillard du volcan jusqu'à Tiko, Limbe et Bonjongo (4,1% de la superficie totale de la province contre 1,5% pour la zone volcanique supérieure). La plus grande variété de produits agricoles et de cultures intensives s'étend depuis Mile 14 jusqu'à Muea.

2) Les infrastructures commerciales de la zone.

Bien que la plupart des agriculteurs de la province du Sud-Ouest commercialisent une partie de leur production, il existe de grandes variations sur la distance à devoir parcourir avant de pouvoir l'écouler, en fonction des lieux et des produits agricoles considérés. La nature des échanges dépend ainsi beaucoup de la nature des infrastructures disponibles, ce qui crée des coûts de transaction variables et souvent élevés. Les marchés les plus petits n'ont lieu qu'une fois par semaine et ils sont principalement fréquentés par les villageois, qui s'achètent entre eux les produits agricoles qu'ils n'ont pas produit cette année ou qu'il n'ont pas récolté pendant la semaine. Un villageois, parfois une personne extérieure au village, se rendra à un marché de plus grande taille pour se procurer des produits rares au village afin de les revendre au marché local. Les villages des régions qui ont un surplus particulièrement élevé pour un produit donné reçoivent des commerçants spécialisés à leurs marchés. Ils y achètent un sac ou un chargement de camionnette de ce produit afin de le revendre dans les grandes villes de la province, à Douala et au-delà. De telles régions disposent de la route principale qui passe par Kumba entre Tombel et Bekora/Mbonge, et la route de Fako depuis Kumba, en passant par Muyuka, Muea jusqu'à Mutengene. Les marchés des pêcheurs des plages d'Ekondo Titi et de Mudeka reçoivent aussi un grand nombre de commerçants, qui achètent les poissons et permettent aux pêcheurs locaux de s'approvisionner avec des produits de l'agriculture. Une grande partie de Ndian, et la totalité de Manyu, n'ont que des marchés spécialisés, à cause de la nature des routes et, en particulier à Ndian, à cause du faible niveau de la production.

Photo n° 2: L'agglomération semi-urbaine de Muea (août 1995).



Cette photographie met bien en évidence l'importance de la seule route qui traverse la ville et des taxis qui assurent la liaison entre les différentes villes de la région. Il y a 51 chauffeurs de taxis à Muea. Les infrastructures rudimentaires du marché se trouvent à droite et on y distingue les échoppes vides. On peut aussi remarquer quelques activités urbaines. On distingue à l'arrière plan le début des champs et de la forêt, mais la ville s'étend bien au-delà.

La ville de Muea est très bien placée au croisement de deux routes, la première se dirigeant vers le nord, en passant par Kumba, et l'autre se dirigeant vers l'Est, en passant par Douala. Cette position favorable lui permet d'écouler les énormes surplus de sa production vivrière et de diversifier ses échanges grâce à l'afflux de commerçants. La ville est entourée d'une série de bourgades qui se situent dans un rayon de cinq kilomètres du centre de Muea, ce qui favorise l'exploitation de son centre commercial et de ses autres structures sociales et commerciales²¹.

²¹ Nous retrouvons dans un rayon de cinq kilomètres: Bomaka (Mile 17) et sa clinique privée, son hôtel, ses maisons résidentielles modernes, son petit marché quotidien de vivres frais; Lissoka et son ancien centre missionnaire; Molyko-Buea et ses établissements scolaires et son université, ses restaurants et ses terrains de sport; Musaka (Mile 18) et ses palmeraies, son petit marché quotidien de vivres frais; Ekona et son centre de recherche, son hôpital, son club privé à l'Anglaise; Bolifamba (Mile 16) et son école, son petit marché et son école pour aveugles; et enfin Bokova et son collège.

3) L'organisation villageoise de la province.

Les communautés villageoises s'étendent de cinq à plusieurs milliers de maisons, plus de cinquante en général. Leur organisation est souvent complexe et informelle. L'étude du centre de recherche agricole d'Ekona recensait au moins une quarantaine de groupes ethniques (dialectes) dans la province, dont 18 groupes ethniques indigènes (Almy et Besong, 1990). La plupart des agriculteurs vivent dans des villages qui regroupent plusieurs ethnies différentes et des confessions religieuses différentes (43% de catholiques sur l'ensemble de la province et 35% de presbytériens). Les coopératives sont perçues comme des outils de commercialisation des cultures d'exportation, plutôt que comme des activités de groupe. La crise économique a considérablement réduit l'activité de celles-ci dans la zone (Alary, 1996: 47-48). La coopérative de Muea ne fonctionne pas non plus dans de bonnes conditions à cause du manque de fonds.

La ville de Muea se trouve le long de la route goudronnée qui relie Buea à Ekona dans la Muea Agricultural Extension Zone (MAEZ)²². Elle est située dans une zone mixte constituée de plantations de bananes et de maïs de la CDC et d'exploitations agricoles privées. Plusieurs dizaines de personnes de la ville de Muea travaillent à la CDC. La partie Sud de la ville (i.e., l'Ouest géographique) se trouve face au mont Cameroun. Comme la fertilité décroît au fur et à mesure que l'on se dirige vers le sommet à partir d'ici, la plupart des champs se concentrent de l'autre côté, au Nord de la ville (l'Est géographique). La population de la ville de Muea s'élève à 7 500 individus répartis dans 1 505 ménages²³.

La **Carte 3** représente la ville de Muea très schématiquement car il n'existe malheureusement pas de carte à cette échelle et les dernières photos aériennes datent des années cinquante. Son intérêt est de situer le marché par rapport à la ville. Comme on peut le constater, le marché est situé à l'entrée de la ville, en bordure de route, et il s'étend en profondeur dans la ville (100 x

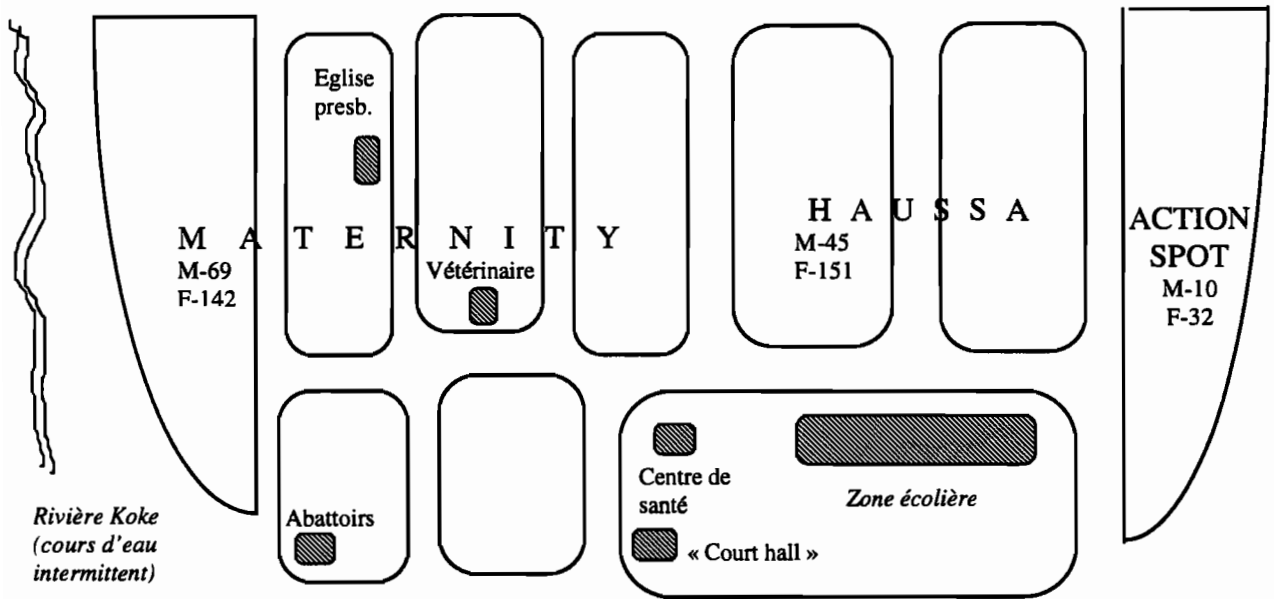
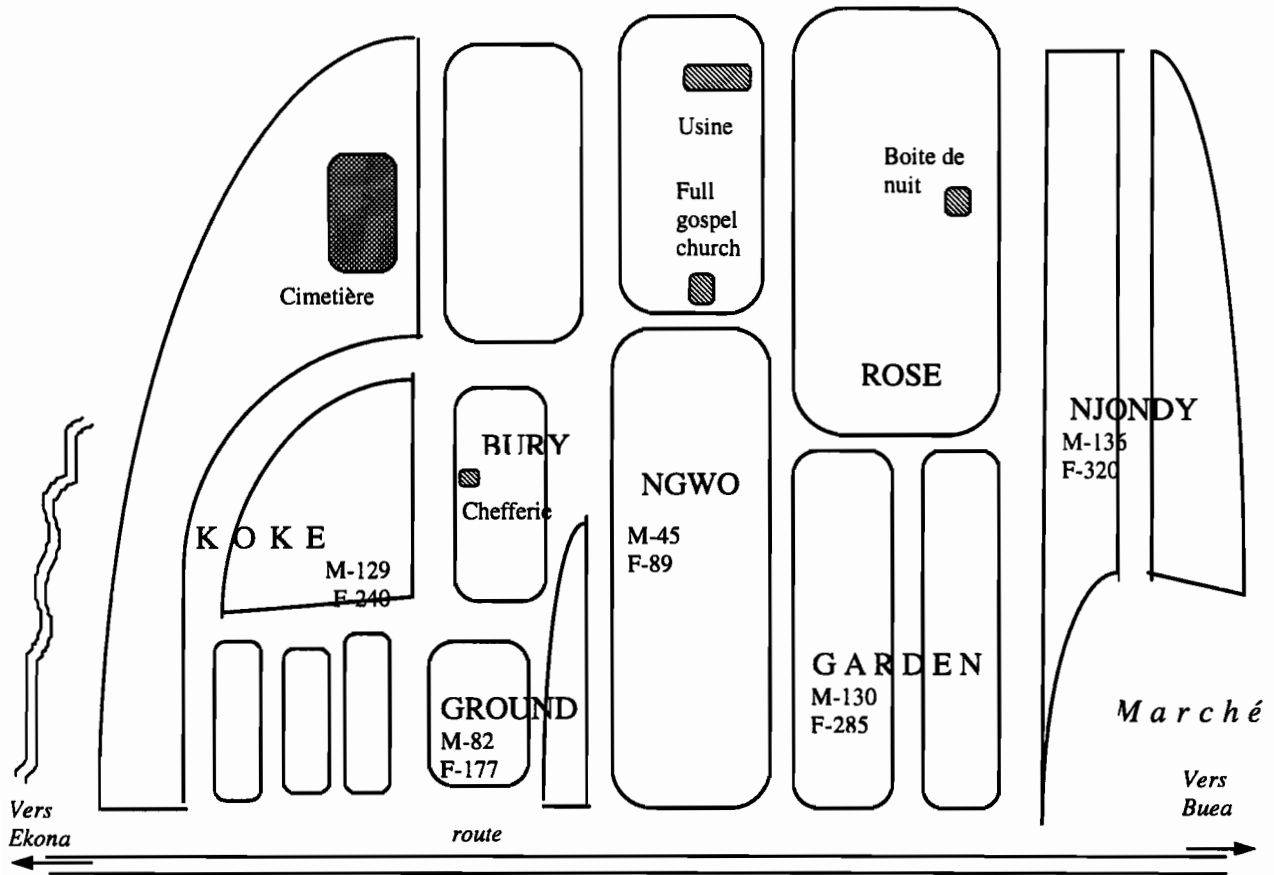
²² Il ne faut pas confondre Muea la ville (Muea Town), avec Muea, le canton qui regroupe une multitude de petites localités: Bokova Lower, Bokova Upper, Bokwae Lower, bokwae Upper, Bolifamba Lower, Bolifamba Upper, Bomaka, Bonduma, Bwiteva, Bwitingi, Ekande, Evili, Kombo, Maumu Lower, Maumu Upper, Molyko, Mosaka, Muangai, Muea Lower, Woanda, Wokpei, Wokulu, Liongo, Lysoka (qui se décompose en sous-localités), Wonya Imali, Wonyamavio, Wonya Mokumba, et Woteva (Courade, 1981-82: 386-87).

²³ Ce sont des chiffres déduits de l'enquête du mois d'août auprès des ménages et du recensement de la ville accompli à la même période. Selon le recensement général de la population et de l'habitat de 1976, le canton de Muea aurait 5 313 habitants, mais les résultats ne seraient pas fiables (Courade, 1981-82, 388). Selon le recensement de 1987, le canton de Muea serait passé à 10 774 ménages répartis dans 2 426 ménages, soit un doublement de la population. Mais il faut garder à l'esprit que les résultats sont à considérer avec « précaution », de l'aveu même de certains statisticiens de Yaoundé. La ville de Muea n'aurait eu, à cette époque, qu'un seul ménage et trois habitants...

200 mètres environ). Pendant les jours de marché, la route est congestionnée par toutes sortes de moyens de transport qui servent à la circulation des commerçants (étrangers) et des marchandises.

Carte 3 : Plan schématique de la ville de Muea, avec ses quartiers, ses rues et quelques éléments principaux (Parrot, Muea, août 1995).

Zone agricole (CDC + exploitations locales)



Zone face au mont Cameroun (CDC + exploitations locales)

Notes - Un centimètre vaut 50 mètres environ. Chaque quartier possède les données suivantes: M - (nombre de maisons) et F - (nombre de familles).

La ville est divisée en huit quartiers. Leur nom fait parfois référence à l'origine ethnique de la majorité de ses habitants (quartiers Ngwo ou Haussa) ou, par exemple, à leur fonction principale (quartier Maternity). Il est bien entendu impossible de situer la totalité des localités de la ville. Cependant, certaines localités importantes ont été placées, telles que la chefferie dans le quartier Bury Ground, le cimetière dans le quartier Koke, l'usine etc. Plusieurs églises ont aussi été placées au Nord et au Sud de la ville. Il est intéressant de remarquer que cette carte a été dessinée à partir d'une description faite par un habitant de la ville et que celui-ci a lui-même indiqué l'emplacement de lieux qui lui paraissaient significatifs dans la ville. Plusieurs boîtes de nuit ont ainsi été nommées mais seule l'une d'elle a été dessinée ici. Les activités principales ont été citées: le vétérinaire, les abattoirs, le centre de santé, le « court hall » et la zone écolière. La zone écolière regroupe quatre centres scolaires différents.

Photo n° 3: Une architecture diversifiée (Muea, août 1995).



Les collines à l'arrière plan déterminent les limites de la ville. Bien que 88,42% des maisons soient en bois et en ciment (« semi-permanent »), certaines d'entre elles (7,40%) sont entièrement construites en ciment (« permanent »), et d'autres (4,18%) sont construites en bois et en tôle (« temporal structure »). Muea est située dans une zone légèrement dénivellée. La coulée de laves de 1959 s'est arrêtée à Ekona Lelu, dix kilomètres plus au Nord.

Les villages de la zone sont officiellement contrôlés par des chefs qui obtiennent le pouvoir par la voie de l'héritage. Ils sont entourés d'un conseil de chefs de quartier (« quarter heads ») qui sont choisis pour représenter à la fois le voisinage géographique et les groupes ethniques

principaux. Une grande partie de l'autorité légale se trouve hors du village et la plupart des chefs ont une faible marge de manoeuvre autre que prendre acte et rendre compte des directives et de l'assistance du gouvernement.

D. Histoire de la ville.

La ville de Muea, aussi connue sous le nom de Upper Muea (en Bakweri, « muele molelu »), a été fondée par un chasseur du nom de Nakanga Ngale qui était de la tribu Bomboko, dans les montagnes²⁴. Il est arrivé sur un site voisin de l'actuel site de la ville, il y a 200 ans mais c'est en 1946 que la CDC a déplacé l'emplacement de la ville à l'endroit actuel. Ce chasseur était attiré par la terre et les animaux et il s'est installé à proximité de la rivière Koke. Il y avait à l'époque des antilopes, des singes, des porcs-épics, et des buffles, disparus aujourd'hui. Le mot Muea provient du mot Bakweri « mea » qui signifie « intestins ». Le chasseur Nakanga Ngale, après avoir tué des animaux, leur retirait les intestins et il les exposait au soleil pour les faire sécher, à proximité de la rivière Koke. Et les personnes qui cherchaient sa hutte se faisaient indiquer le chemin par la formule suivante « la wondo in Mea » (« hutte où se trouvent les intestins »). Ils n'avaient ensuite qu'à suivre le cours de la rivière pour le rencontrer. Les chasseurs se sont rapidement demandés pourquoi ils devaient aller aussi loin pour rejoindre la hutte et ils se sont donc décidés à migrer à Muea, il y a environ 200 ans, pour s'y installer.²⁵

Le nom de Muea se trouve aussi dans le calendrier des Bakweri. La journée du jeudi est connue comme étant « Muea Elwa-ya ». Muea signifie donc aussi « jeudi », jour de marché. Il n'y avait pas à l'époque de marché le dimanche. Le marché du dimanche n'a pris sa véritable ampleur que lorsque que le dimanche a été décrété jour férié par l'état. Les gens se sont mis rapidement à fréquenter la ville et son marché pour acheter de la viande et des produits des cultures vivrières. Malgré la grande fréquentation de la ville à des fins commerciales, peu de projets de développement ont été élaborés par rapport à d'autres villes telles que Limbe. Limbe est une ville réputée comme un endroit où étaient envoyés les gens accusés de sorcellerie. En Bakweri, on dit « fow », ce qui veut dire « loin ». Limbe s'est développée sous l'impulsion des occidentaux et des autres peuples de l'Afrique qui venaient là pour la pêche : Nigériens, Ghanéens, équatoriaux, Guinéens, Togolais. D'un autre côté, Buea a dû se développer à cause de

²⁴ Résultat de l'entretien du 30 août 1995 obtenu auprès du chef de la ville. C'est une histoire de la ville, selon les sources de Courade, ce chasseur s'appelait Eye Nje (Courade, 1974: 55).

²⁵ Il existe un village particulier à côté de Muea qui s'appelle Lower Muea (« Muea Mo-Mbenge »), connu aussi sous le nom de Muea Town. Il a été créé par d'autres chasseurs. C'est un village distinct de Upper Muea qui a été

son rôle administratif. Muea est donc restée une ville relativement primitive, sans changements notables. Il n'y a pas eu de développement particulier à l'exception de l'agriculture et, peut-être, de l'éducation.

Photo n° 4: Muea après la pluie (août 1995).



Des conditions de vie très difficiles. Malgré la présence d'un cimetière dans la ville, les habitants ont tendance à enterrer leurs morts sous leur maison, afin d'empêcher d'éventuelles expulsions.

L'usine Maggi s'est implantée en 1994 sous l'impulsion du chef du village. En temps normal, deux personnes de la ville sont employées par l'usine. Des investissements sont d'ailleurs nécessaires à ce niveau. La « Swiss Association for Technical Aid » a construit en 1972 le système d'eau potable de la ville en collaboration avec la communauté camerounaise de développement et la population de Muea.

créé pour une seule raison : la renommée. Tous les descendants des Bakweri de ce village proviennent de l'ethnie Bomboko.

Chapitre I: La conception des systèmes d'information.

Plusieurs catégories d'enquêtes se sont révélées nécessaires pour pouvoir collecter toutes les informations nécessaires à l'élaboration de la MCS de la ville dans la zone anglophone¹. La construction d'une MCS de village ou de ville implique nécessairement une couverture totale de l'ensemble des activités et des agents qui interviennent dans son économie. Les différentes enquêtes qui ont donc été menées ont répondu à un double objectif : recueillir le plus grand nombre d'informations qualitatives et quantitatives sur la ville à tous les niveaux et croiser des résultats par des enquêtes différentes. Ainsi, c'est l'enquête auprès des ménages qui a permis de collecter le plus grand nombre d'informations mais il a fallu faire une enquête sur les associations financières en parallèle pour collecter des informations détaillées sur les 63 associations qui se trouvent dans la ville.

A. *Les leçons de Ndioum Walo (août 93).*

Les enquêtes accomplies à Muea ont largement bénéficié de l'expérience acquise au Sénégal, lors d'une enquête moins ambitieuse menée dans un village. Le stage accompli pendant deux mois et demi (du premier juillet au 15 septembre 1993) dans le village de Ndioum Walo dans la vallée du fleuve Sénégal, s'est inséré dans un vaste projet de recherche interdisciplinaire sur les moyens de valoriser les aménagements hydroagricoles réalisés dans la vallée du fleuve Sénégal (Projet commun aux Départements « Eaux Continentales » et « Milieux et Activités Agricoles » de l'ORSTOM)². Le stage de terrain a été effectué pendant un mois à Ndioum Walo, un petit village rural de 210 ménages au total. L'objectif de ce stage, et donc de l'enquête, était de déterminer le rôle des transferts migratoires dans l'économie des ménages du village (Parrot L., 1994)³.

¹ Tous les stades de la collecte de l'information ont été accomplis en utilisant la langue anglaise.

² Ce stage a donné lieu à un rapport de DEA en 1994, « L'impact de la dévaluation du F CFA sur le développement rural et les migrations, une étude prospective: le cas de Ndioum Walo au Sénégal », IEDES, Paris I.

³ Le village de Ndioum Walo faisait partie d'un échantillon de douze villages dans le département de Podor (arrondissement de Thillé-Boubacar et de Ndioum) qui s'inscrivaient dans un cadre d'étude socio-démographique mise sur pied en 1991 par Papa Demba Diouf, démographe à la Direction de la Prévision et de la Statistique à Dakar, et Christophe Z. Guilmoto, démographe à l'ORSTOM. Le but de cette étude était de mesurer l'effet que les changements récents ont sur les migrations régionales, et notamment de savoir si le développement des cultures irriguées a ralenti ou au contraire favorisé l'émigration des habitants du Fouta.

Photo n° 5 : Ndioum Walo, au Sénégal (juillet 1993).



Ndioum walo a fait l'objet d'une enquête en 1993. Bien que l'on puisse qualifier Muea et Ndioum Walo de villages, ils n'ont presque rien en commun. Ndioum Walo (2500 habitants) est situé dans une zone semi-aride dotée de vastes périmètres irrigués et c'est un village qui fait appel aux migrations du travail pour équilibrer son budget. Muea a 7 500 habitants environ et plus de 1 500 ménages.

Les enquêtes, à Ndioum Walo, ont été dirigées personnellement avec l'aide d'un enquêteur-interprète. Un total de 66 ménages ont été interrogés et toutes les analyses ont été effectuées sur le logiciel Excel 5. Le questionnaire était rudimentaire mais suffisamment précis pour les données financières demandées. Il a évolué dans sa structure tout au long des entretiens, au fur et à mesure que des questions pertinentes plus ou moins liées à l'aspect financier apparaissaient. L'expérience de la recherche de terrain à Ndioum Walo, associée d'ailleurs à huit années passées en Algérie et au Sénégal, a permis d'acquérir une bonne expérience de la réalité du terrain et de dégager certaines leçons qui ont été précieuses par la suite lors du déroulement des enquêtes à Muea, au Cameroun.

Les objectifs des questionnaires à Muea étaient d'obtenir en priorité toutes les informations possibles sur la structure économique de la ville avec des contraintes de temps et de coûts. Le déroulement des enquêtes au Sénégal avait mis en évidence les points suivants :

1. Bien définir les objectifs à atteindre, puis simplifier les opérations et les questionnaires.

2. Bien connaître les moyens logistiques et techniques et les responsabilités dont on dispose pour optimiser la planification des enquêtes. Ainsi, le questionnaire destiné pour l'enquête auprès des ménages a été élaboré pour être entièrement compatible avec le logiciel d'analyse ARIEL.
3. Faire des opérations simultanées sur le marché, les associations, les activités etc. Les avantages sont la rapidité et les possibilités de comparaison des résultats, mais cela nécessite un personnel nombreux et le contrôle est difficile.
4. Apprendre à déléguer et à gérer.

Les enquêtes menées au Sénégal ont surtout permis de mettre en évidence des problèmes qui ont pu être anticipés par la suite sur le terrain à Muea, en particulier la simplicité du questionnaire, l'élimination des détails inutiles et surtout l'adéquation du questionnaire à la réalité du terrain.

B. La stratégie d'approche.

La ville de Muea a été choisie pour faire l'objet d'une enquête à la fois pour des raisons économiques, sociales, et politiques. La ville de Muea est un pôle régional au niveau de l'agriculture vivrière. Ses importants volumes de production et la diversité de ses produits cultivés ont entraîné le développement de son marché par un afflux de commerçants venant parfois de très loin pour s'approvisionner. Il est donc intéressant, de pouvoir essayer de déterminer l'influence régionale de la ville dans ce domaine. Par ailleurs, la ville est très cosmopolite et elle présente ainsi une richesse pour les investigations sur le secteur informel, les associations financières, et les rôles des différentes catégories de la population dans l'économie de la ville. Enfin, le consentement du chef du village pour l'étude de sa ville a fait l'objet l'objet d'une longue période de « négociations ». L'orientation du choix de la ville et l'excellente coopération des autorités locales ont aussi été facilités par l'intérêt que portait la Mission Française de Coopération dans le développement de son marché et de ses structures scolaires bien avant mon arrivée⁴.

La stratégie d'approche s'est effectuée en trois temps, (i) une détermination précise des objectifs que devaient remplir les enquêtes, (ii) une connaissance des moyens politiques, financiers,

⁴Rappelons que la Mission Française de Coopération y a déjà construit deux écoles.

et temporels mis à notre disposition, et (iii) l'élaboration de la stratégie de collecte de l'information.

1) Les objectifs des enquêtes, les choix de structure.

Les objectifs des enquêtes menées dans la ville sont d'abord méso-économiques et ils consistent à différencier les ménages, à rechercher des indicateurs agrégés (macro-économiques) de la ville et à analyser les comportements des ménages (micro-économiques).

Photo n° 6 : Cours d'une concession à Ndioum Walo, au Sénégal (juillet 1993).



Il n'y a pas d'eau courante dans ce village et l'électricité, installée récemment, ne concerne qu'une très faible minorité de ménages. En revanche, 63% de la population de Muea possède l'électricité et 90% a accès à des robinets publics.

Les objectifs sont multiples ; il s'agit avant tout de déterminer des données globales sur tout la ville, mais celles ci doivent pouvoir être différenciées en fonction des différents acteurs. Il faut connaître certaines caractéristiques particulières des populations étudiées pour pouvoir expliquer certains comportements.

Il y a trois objectifs directs:

1. Il faut déterminer l'organisation monétaire de la ville dans son ensemble (origine et destination des flux monétaires entre les différents acteurs de l'économie de Muea : ménages, activités urbaines privées et publiques, activités rurales, et toutes autres activités). Il s'agit,

en particulier, de savoir si les flux monétaires proviennent ou se dirigent vers la ville (local), ou au contraire proviennent ou se dirigent vers le Reste du Cameroun.

2. Il faut évaluer le montant des flux monétaires en termes absolus qui circulent dans la ville. Ces résultats seront agrégés dans une matrice de comptabilité sociale élaborée à l'échelle de la ville.
3. Il faut définir les interactions et des comportements qui peuvent exister entre les différents acteurs de la ville (relations de genre, relations inter-ethniques etc.) en fonction de modifications de leur environnement de travail. Cet objectif est important car il permet d'affiner des hypothèses de réaction de la population face à des perturbations de l'organisation de la ville.

Les Objectifs indirects sont les suivants :

1. Il est important de déterminer les outils macro-économiques ou structurels qui ont un impact sur les économies semi-urbaines du type de Muea (étude de l'impact des différentes mesures macro-économiques au niveau local : politiques de prix, politiques d'intrants et d'extrants, politiques de crédit, etc.).
2. La capacité de développement des économies semi-urbaines du type de Muea doit être évaluée. On peut utiliser pour cela les résultats au niveau de l'accumulation des richesses et des investissements locaux.
3. Il est intéressant aussi d'étudier le montant et la destination des transferts monétaires des migrants en direction de leur village d'origine. L'étude des flux financiers dans la ville en général.

Les choix de degré dans la structure de l'information ont été dictés par la nature des informations à recueillir. La structure de l'information est de degrés trois : national (0), ménage, ménage-produit, ménage-personne-produit.

Gestion de l'incertitude

La stratégie des enquêtes a été d'optimiser la collecte d'information sous des contraintes de temps (un mois pour la collecte) et de coûts (25 000 FF de budget total pour un séjour de six mois au Cameroun). Les opérations ont donc été simplifiées partout là où cela s'est révélé possible. Par ailleurs, des solutions alternatives ont dû être constamment prévues face à un environnement de travail totalement incertain. On peut illustrer cette gestion de l'incertitude par l'exemple de l'impression des questionnaires. Il était prévu d'imprimer (gratuitement) les 300 questionnaires (soit 3 000 pages environ) quelques jours avant le démarrage du premier passage, à la reprographie de l'université de Buea. Cette machine fonctionnait parfaitement mais, évidemment, elle est tombée en panne après seulement quelques copies imprimées le jour de l'impression car il n'y avait plus d'alcool à l'intérieur. L'alcool a été trouvé et le réservoir à nouveau rempli. La machine s'est à nouveau arrêtée, mais, cette fois-ci parce qu'il n'y avait plus d'encre. De l'encre a été trouvée, et l'impression est repartie. Une dizaine de copies n'étaient pas sorties que tout s'arrêtait dans l'université à cause d'une panne de courant localisée précisément au département dans lequel la machine se trouvait. Il a donc fallu transporter une machine de près d'une centaine de kilos sur une centaine de mètres, dans la cafétéria de l'université, là où le courant fonctionnait encore. A la fin de la matinée, la machine reposait sur une table dans la cantine et il n'y avait plus qu'à lancer l'impression à nouveau. Mais cette fois-ci, c'est la pompe qui s'est cassée. Il a donc fallu abandonner l'usage de cette machine et se reporter d'urgence sur une autre photocopieuse dans l'université, mais c'était payant. Tout cela s'était déroulé en une matinée, mais nous savions qu'il y avait deux photocopieuses à Buea en état de fonctionner (ou plutôt, susceptibles de tomber en panne), et une autre à l'université. Seuls les questionnaires nécessaires à la couverture du premier passage ont donc été photocopiés ; le reste a dû être fait plus tard à Yaoundé.

2) Les contraintes politiques, financières, et temporelles.

La ville de Muea a largement contribué aux enquêtes puisque la moitié des enquêteurs étaient des habitants de la ville. Les enquêteurs locaux ont été d'une aide précieuse puisqu'ils ont permis de rencontrer les ménages dans les meilleures conditions et de faciliter la collecte de l'information grâce à leur connaissance privilégiée de la ville, de ses quartiers et de ses habitants.

Il est important d'être bien introduit et accepté par la population à étudier car il suffit qu'un seul individu refuse de répondre aux questions et c'est toute la population qui refuse catégoriquement de répondre, d'autant plus que les enquêtes menées sont financières et ne sont finalement l'oeuvre que d'un étudiant. La phase de sensibilisation a cependant été facilitée par sa cohérence. En effet, ma recherche s'inscrivait dans le cadre d'une amélioration des infrastructures du marché envisagée par la Mission de Coopération Française. Elle avait par ailleurs déjà construit deux écoles dans la ville. J'étais donc là pour déterminer, entre-autre, les impacts d'une amélioration des infrastructures du marché sur les ménages de la ville. Le fait que des élections locales se préparaient pour le mois d'octobre a aussi facilité les opérations. Les femmes du marché ont été informées de la nature des enquêtes lors d'une séance du conseil traditionnel, sous la direction du chef du village et moi-même. La mise à disposition d'un aide compétent de la part du chef du village, a aussi facilité le suivi et la transmission des informations dans la ville. Les habitants étaient constamment au courant de l'état de la recher-

che. Le chef du village est directement intervenu auprès de la population par l'intermédiaire du conseil traditionnel, des travailleurs communautaires, et du « town cryer ».

La sensibilisation des villageois et de la région a débuté peu de temps avant le début des opérations de collecte d'information. Une émission de radio a été retransmise en direct par le maire, le chef du village et moi-même puis diffusée plusieurs fois dans la semaine. La télévision nationale a fait un reportage sur le marché et les enquêtes, le 10 août 1995. Les élus locaux ont ainsi apporté un large soutien à la réussite des enquêtes.

Texte de l'intervention prononcée à la radio camerounaise le 3 août 95 :

« The goal of this research is to provide a complete description of the monetary structure of an entire town (monetary inflows and outflows in the town) in view to better understand its organization and impacts of income variations. The Mission Française de Coopération, which has already built two schools in the town, is now interested in improving the market facilities. This research should provide the Mission with the best description as possible of the organization of the town and its market. This will help to find out the best way of building the market facilities. This research is also to be sent to international organizations in order to better allocate any eventual support project or financial help to the people. »

« For a better understanding of the organization of the town, the entire town will have to be studied. It means that households, shopkeepers, government workers, credit associations (tontines for example), salaried workers, private companies, the town government, farmers (etc.) will be asked about their various earnings and expenses. »

« Different surveys will be needed to grasp all this information. Not all of the households will have to be interviewed in order to have an accurate idea of their overall earnings and expenses. But unlike households, all the other actors (credit associations, administration, private companies for example) will have to be (because they are less numerous). The surveys will concern mainly monetary questions. For example, information will be asked to the households about their various earnings and expenses and savings. Some other minor questions will also be asked about their education, migrations habits and housing/working facilities. Companies, and traders will be asked about their financial inflows and outflows, their capital stocks etc... The administration will be asked about all its expenses (government services) and earnings (taxes). »

« Of course, this project research is highly confidential. Not only because its a survey, but because of the highly sensitive nature of the information that it is supposed to collect. All answers are anonymous. Households will be identified by numbers, not by name. ORSTOM and the Mission Française de Coopération guarantee the highly confidential nature of this research. The final results concern the whole town, not the individuals. No names will appear anywhere on paper. Even the name of the town can be omitted at the authorities request . »

« The results or even the progress of this research can be presented to the people of the town and its authorities at their request in order to clarify some confidential aspects or any kind of problem. The surveys should start at the beginning of this summer and last for several months. People should feel free to ask any questions or comments about this research ».

Une journaliste a été affectée au suivi des enquêtes sur le terrain. Cela s'est traduit par de petits bulletins d'information radiophoniques locaux et nationaux au moins une fois par semaine et pour chaque événement majeur (explications des objectifs de l'enquête, calendrier des opérations, résultats des pré-enquêtes). Les émissions locales sont devenues quotidiennes (elles étaient même diffusées plusieurs fois par jour) la semaine précédent le début du premier passage.

L'université de Buea a permis de fournir une partie du personnel de terrain, et certains de ses professeurs ont apporté leur soutien au travail effectué à Muea, sous la forme d'entretiens, de rapports spécifiques ou de soutien logistique. Les délégations provinciales de Buea, le centre de recherche agricole d'Ekona, et les autorités administratives ont permis d'avoir accès à des documents administratifs ou techniques.

Budget salarial des deux passages de l'enquête auprès des ménages effectués en août 1995 (en F CFA).

1^{er} passage :		2^e passage :	
9 enquêteurs x 12 500 =	112 500	9 enquêteurs x 20 000 =	180 000
11 guides x 10 000 =	110 000	11 guides x 17 500 =	192 500
2 contrôleurs x 15 000 =	30 000	2 contrôleurs x 20 000 =	40 000
Primes	52 000	Primes	5 000
TOTAL	304 500	Transport 9 x 750 =	6 750
		TOTAL	424 250

Note - Les salaires pour l'enquête auprès des ménages ont coûté au total 700 000 F CFA environ, soit le tiers environ du budget total alloué pour le séjour au Cameroun du 25 avril au 19 septembre 1995.

Le budget total effectif disponible du séjour au Cameroun s'est élevé à 25 000 FF, hors billet d'avion. Le logement a constitué un coût fixe important dans la zone. Il y avait trois possibilités de logement à Buea. Le campus de l'université, la location d'une maison et une chambre à l'Alliance Franco-Camerounaise de Buea. Si des économies peuvent être recherchées dans l'organisation du travail, le cadre de travail doit en revanche être le meilleur possible. C'est l'Alliance Franco-Camerounaise qui a été choisie, bien que le coût de la location soit élevé ; mais c'est le seul endroit qui était le mieux préparé aux fréquentes coupures de courant de la zone, qui avait un cadre de travail relativement calme et bien équipé en eau courante, téléphone etc. Les enquêtes n'auraient jamais pu être terminées dans les délais ailleurs qu'à l'Alliance Franco-Camerounaise.

Figure 7 : Agenda sur le terrain.

<i>Mai</i>			<i>Juin</i>			<i>Juillet</i>					<i>Août</i>					<i>Sept</i>							
18	22	24	1	7	14	15	5	12	14	15	21	27	31	1	2	3	7	17	23	26	31	3	Départ
Arrivée Buea			Séjour Yaoundé			Yaoundé					Embauche enquêteurs et guides												
Brouillon questionnaire			Introduction par le Chef auprès des assoc. de femmes			Test ménage					Formation par les contrôleurs					Enquêtes associations							
Recensement sur Excel 5			Début de la monographie sur le village								Enquête pilote												
											Formation par le chef du village												
											Echantillonnage et affectations												
											1 ^{ere} phase enquête mén.					2 ^e phase enquête ménage							
											Enregistrement des données de l'enquête ménage sur Ariel												
											Enquête du marché de Muea (Excel 5)												
											Entretiens activités de Muea												
											Couverture médiatique radio + TV												

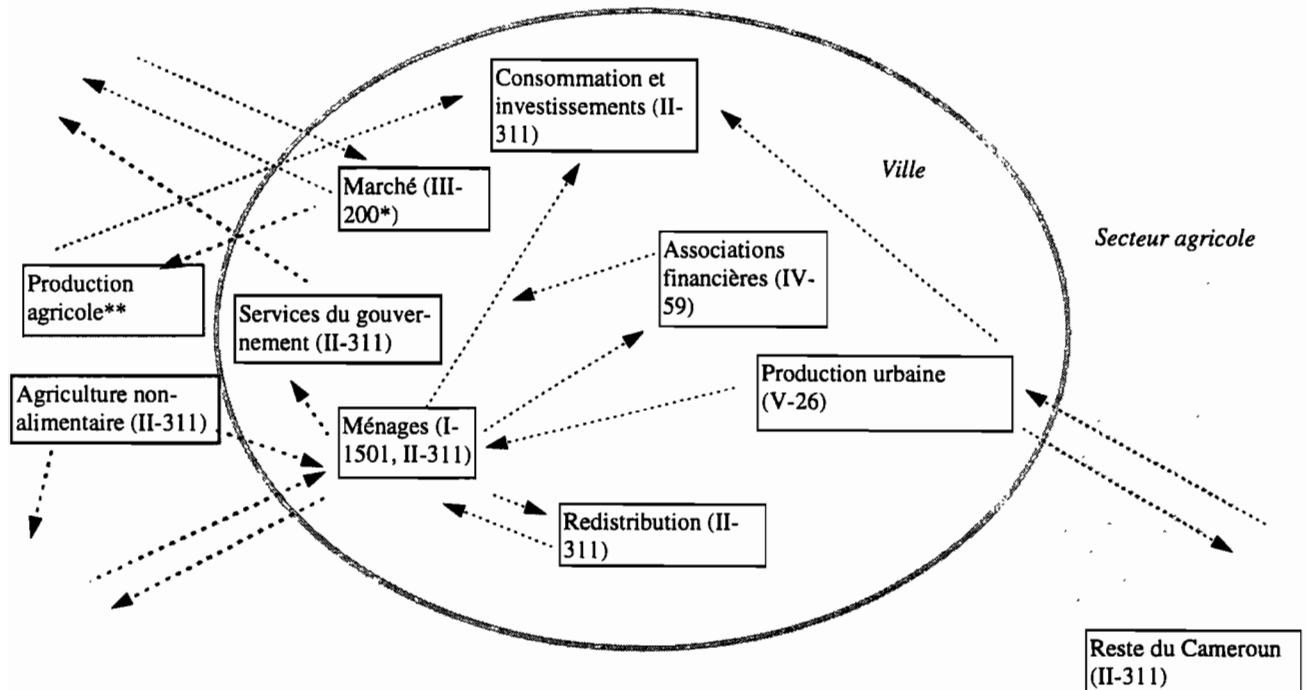
Le séjour total au Cameroun s'est étendu du 25 avril au 19 septembre 1995. Cependant, la Figure 7 ne montre que l'agenda dans la zone anglophone, qui s'étend du 18 mai au 3 septembre, ponctué par quelques séjours dans la capitale. Les enquêtes se sont étendues sur une période d'un mois seulement et le maximum d'opérations a été réalisé jusqu'au dernier jour. Cela a été rendu possible grâce à l'emploi d'un nombre important d'enquêteurs et de la simplicité des procédures de collecte. De nombreuses opérations se sont déroulées simultanément. La préparation du questionnaire auprès des ménages a duré plus de deux mois.

3) La stratégie de collecte.

Il est très rare que l'on puisse se contenter d'un seul passage pour la collecte de données. En effet, malgré toute l'attention accordée à l'exhaustivité des questionnaires, il est presque certain que certains aspects de la réalité du terrain ne correspondent pas à ce dont on s'attendait. En général, on effectue alors un deuxième passage pour corriger ou compléter les données précédemment recueillies. A Muea, ce problème a dû être appréhendé et corrigé très vite, dans la mesure du possible, car un éventuel retour sur le terrain n'était pas prévu. C'est dans ce cadre d'incertitude que des enquêtes complémentaires ciblées sur le marché et les associations financières ont été élaborées⁵. Les risques d'erreurs de toutes sortes ont donc été minimisés (*i*) par une étude approfondie de la réalité du terrain pendant les mois qui ont précédé les enquêtes (logement sur place), (*ii*) par une enquête auprès d'un grand nombre de ménages, (*iii*) par des questionnaires simples mais exhaustifs, et (*iv*) par des enquêtes complémentaires ciblées. Les enquêtes complémentaires ciblées ont permis de croiser et de mieux évaluer les données à l'échelle de la ville. Elles ont été privilégiées par rapport à l'enquête auprès des ménages à chaque fois qu'il y avait la possibilité de faire un choix et dès que les résultats étaient plus réalistes.

⁵ Surtout en ce qui concerne les associations financières de la ville. L'enquête du marché faisait de toute manière l'objet d'une étude pour le compte de la Mission de Coopération.

Figure 8 : Intégration des enquêtes dans l'économie de la ville (Parrot, Muea, août 1995).



Note - Les flèches représentent des flux financiers.

Légende : (I) = recensement ; (II) = enquête auprès des ménages, (III) = enquête sur le marché, (IV) = enquête auprès des associations financières, (V) = entretiens auprès des activités urbaines. Le nombre d'observations est indiqué après la nature de l'enquête.

* Un total de 200 commerçants environ étaient interrogés sur les 48 produits échangés sur la place du marché pour chacun des huit passages complets effectués (11 au total).

** Enquête sur le marché pour la production vivrière et enquête auprès des ménages pour la production de cultures d'exportation.

La Figure 8 montre l'ensemble des enquêtes mises en oeuvre pour réunir le plus grand nombre d'informations sur la structure économique et sociale de la ville. L'enquête auprès des ménages a couvert la plupart des comptes : les activités (à l'exception de l'agriculture vivrière), les produits, les institutions (ménages), les facteurs et le reste du Cameroun. L'enquête sur les associations financières a couvert le compte de capital. L'enquête sur le marché a couvert une partie du compte des activités, celui de l'agriculture vivrière. L'enquête sur les activités de la ville n'a pas un impact direct sur les comptes de la matrice, mais elle sert néanmoins à améliorer la compréhension du fonctionnement de l'économie dans la ville.

C. La préparation de l'enquête auprès des ménages de la ville (311 ménages).

L'enquête auprès des ménages a mobilisé le plus d'effort et d'énergie et c'est pour cette raison qu'elle est étudiée à part. Un recensement préliminaire a été effectué afin de disposer d'une base de sondage fiable et de la possibilité, ensuite, d'agréger les résultats à l'ensemble de la

population pour les besoins de la matrice de comptabilité sociale. Pendant ce temps, le questionnaire a été conçu directement sur place afin de bien correspondre à la réalité du terrain et plusieurs versions ont dû être faites pour aboutir finalement à la version finale. Un grand nombre d'enquêteurs ont été mobilisés afin de couvrir l'ensemble de l'échantillon dans les délais fixés à cause des coûts fixes importants.

1) Le recensement de la ville.

La constitution d'une base de sondage s'est vite révélée nécessaire lorsqu'il est apparu qu'il serait impossible d'interroger l'ensemble de la population de la ville⁶. Le recensement général de la population de la ville a été accompli relativement tôt, le 7 juin 1995, deux mois avant l'enquête sur les ménages. Dès que le « town cryer » de la ville eut prévenu la population, une équipe de 11 personnes couvrit l'opération en deux jours auprès de l'ensemble des ménages de la ville. L'élaboration de la base de sondage est relativement simplifiée puisque c'est la ville dans son ensemble qui faisait l'objet de l'enquête. L'ensemble des maisons, réparties dans huit quartiers, a été recensé (Unités Collectives d'Habitation, UCH), ainsi que tous les ménages qui s'y trouvaient. Les objectifs étaient (i) d'identifier chaque maison en inscrivant sur sa porte les initiales de son quartier et un numéro d'identification et (ii) de reporter sur un questionnaire, le nom et prénom du chef de ménage, son sexe, son ethnie, et son activité principale.

Chaque maison de la ville a été repérée et identifiée, ainsi que les ménages résidant à l'intérieur. Les informations suivantes ont été recueillies auprès de chaque chef de ménage : nom, prénom, sexe, lieu de naissance, ethnie, et activité. L'ethnie d'appartenance du chef de ménage a été déterminée à posteriori à cause de la complexité des problèmes qu'elle soulève⁷. La question relative à l'activité du chef de ménage a fait apparaître la pluri-activité exercée par ces derniers, avec souvent le concours de l'ensemble de la famille (l'agriculture notamment). La majeure partie des ménages exerce ainsi des activités agricoles (agriculture vivrières et agriculture de rente), ainsi qu'une ou plusieurs activités urbaines qui vont de l'activité informelle à la fonction publique.

⁶ Cette ville, tout comme de nombreux villages (le village de Muyuka, à côté, par exemple), ne s'étend que sur quelques centaines de mètres le long de la route, avec une cinquantaine de maisons visibles de part et d'autre. Par contre, il s'étend loin dans les terres. La première estimation du nombre de ménages à Muea était de 200 au grand maximum. Il s'est avéré qu'il y avait 645 maisons et 1505 ménages (jusqu'à 18 ménages dans l'une d'elle).

⁷ Un total de 66 ethnies différentes ont été recensées dans la ville. Leur détermination, leur validité, leur regroupement est si complexe qu'une étude à part entière a dû être effectuée pour clarifier le problème des ethnies.

Le recensement général de la population permet de connaître avec précision le nombre de ménages à un moment précis ; et c'est extrêmement utile dans la construction de la matrice puisque l'on raisonne sur l'ensemble de la ville. Le recensement général présente par ailleurs deux avantages :

1. Il permet de croiser les informations de l'enquête auprès des ménages avec les siennes (les répartitions ethniques, les activités, le sexe des chefs de ménages etc.) au niveau de la ville ;
2. Il permet d'affiner la désagrégation du compte des ménages dans la MCS. La désagrégation actuelle est basée sur les revenus. C'est la méthode la plus simple mais on pourrait aussi effectuer une désagrégation par ethnie (une matrice culturelle), par statut dans l'emploi (employé ou patron), par sexe du chef de ménage, par catégorie socioprofessionnelle etc.

Lorsque le recensement général de la population a été accompli, l'échantillon a été déterminé directement à partir de la liste des ménages sans prendre en compte l'habitat ou tout autre critère de classification. Le nombre de ménages étant de 1505, un échantillon de 20% de ce total a été déterminé aléatoirement⁸. L'enquête sur les ménages s'est effectuée à partir de cet échantillon.

2) Les questionnaires de l'enquête auprès des ménages.

L'enquête auprès des ménages est celle qui a mobilisé le plus d'efforts et d'énergie. Un total de plus de 300 ménages devaient être interrogés dans un laps de temps très court. Les questionnaires ont été élaborés directement à partir de la réalité du terrain et du cadre de vie des ménages, le tout dans un souci de simplicité et d'exhaustivité. Le questionnaire de base ne fait que dix pages, mais il peut en faire plus en fonction du nombre d'actifs dans le ménage. Presque la totalité des résultats de la MCS proviennent de l'enquête ménage puisque les ménages sont les acteurs omniprésents de l'activité économique de la ville (toutes les activités urbaines et agricoles sont familiales, à l'exception de l'usine Maggi).

Le questionnaire final a été testé auprès d'un ménage le 12 juillet, et les tout derniers détails ont été corrigés ou améliorés. L'enquête pilote, effectuée par l'ensemble des enquêteurs, s'est déroulée quelques jours avant le début du premier passage, le premier août. Une réunion s'est tenue par la suite avec l'ensemble des enquêteurs et les derniers problèmes ont été relevés et

⁸ Un ménage sur cinq dans la liste puis détermination aléatoire par la suite.

corrigés. Lorsque le chef du village a fait son cours sur la collecte de l'information le deux août, les enquêteurs savaient déjà à quoi s'en tenir.

Pour chaque dépense ou revenu, on notait la fréquence et la date de la dernière transaction effectuée (mois et l'année). Ces informations permettent d'annualiser les résultats. La date de la dernière transaction effectuée permet de vérifier certaines réponses et d'inclure dans la matrice de comptabilité sociale les dépenses exceptionnelles dont la fréquence est variable et est incluse dans l'intervalle de temps annuel de la matrice.

Deux phases de collecte ont été déterminées pour couvrir les 311 ménages de l'échantillon. Les équipes devaient interroger un nombre minimum de ménages durant une période donnée et elles se sont organisées toutes seules pour rencontrer les ménages. Les calculs se sont établis sur la base d'un ménage par jour.

La définition retenue pour déterminer les ménages a été relativement simplifiée puisque l'on a considéré comme faisant partie d'un même ménage, toute personne habitant sous un même toit, mangeant dans la même cuisine et reconnaissant un même chef de ménage. Un seul passage a été accompli auprès des ménages ; il fallait en effet réduire la durée totale du recueil des données auprès des 300 ménages pour ne pas subir des biais dus à la rentrée de septembre, et aux déplacements des membres des ménages ou des ménages entiers⁹. Tous les membres actifs ont été interrogés.

La détermination de l'origine ou la destination (local ou RdC) de chaque revenu ou dépense a permis d'évaluer avec exactitude les flux monétaires qui sortent, qui rentrent, ou qui demeurent dans la ville. Cette méthode est nécessaire dans le cadre de la construction d'une MCS car elle permet de répartir avec exactitude les flux qui concernent ou non le compte du RdC.

Tout comme les résultats du marché, on peut s'interroger sur la validité des résultats étendus sur une période d'une année¹⁰. C'est pour tenir compte d'une annualisation des résultats que les questions ont été formulées en intégrant à la fois la fréquence des dépenses et surtout, la date de la dernière dépense effectuée. Ainsi, toutes les dépenses qui ont été effectuées en dehors de 1995, n'ont pas été retenues dans le calcul des résultats sur une année ; et en multipliant la fréquence des dépenses ou des revenus par leur montant correspondant, on peut espé-

⁹ Chaque ménage est consulté en une seule fois (sauf indisponibilité, bien sûr) mais il y a eu deux passages pour couvrir l'ensemble des ménages de l'échantillon.

¹⁰ Le problème ne se pose pas pour l'épargne des ménages car l'enquête des associations qui se substitue partiellement aux résultats de l'enquête auprès des ménages, porte sur une année.

rer recueillir une information globalement correcte. Au niveau de l'enquête auprès des ménages, les revenus dans leur ensemble représentent environ les deux tiers seulement des dépenses, mais il faut tenir compte de la sous-évaluation de la section sur l'épargne et du secteur de l'agriculture vivrière. C'est surtout au niveau agricole que les revenus ont été les plus difficiles à évaluer¹¹. L'évaluation s'est donc effectuée à partir de l'enquête sur le marché pour les produits vivriers (les produits de l'agriculture de rente ont pu être évalués directement étant donnée leur faible fréquence de récolte).

Les questionnaires ont été élaborés de la manière la plus concise possible. Les questions étaient ciblées dès que c'était possible et il n'y avait pas de questions ouvertes.

L'enquête auprès des ménages a tout d'abord consisté à élaborer les questionnaires après avoir bien étudié la réalité socio-économique de la ville. Le questionnaire destiné à collecter les informations auprès des ménages est composé de sept feuilles (« record sheets »). Chacune de ces feuilles concerne un domaine d'étude différent:

R1: Niveau ménage - Démographie des membres du ménage.

R2: Niveau ménage - Logement et données relatives au ménage dans son ensemble.

R3: Niveau ménage - Elevage.

R4: Niveau individu - Agriculture.

R5: Niveau individu - Activités non-agricoles.

R6: Niveau individu - Dépenses.

R7: Niveau individu - Divers, transferts monétaires et épargne.

L'élaboration des questionnaires a été conçue en fonction du logiciel ARIEL, qui fonctionne avec le système des « record sheets » et des niveaux ménage-individus. Nous avons donc des questionnaires (**R1**, **R2** et **R3**) de niveau ménage qui peuvent être remplis auprès de n'importe quel membre du ménage (en théorie); tandis que les questionnaires (**R4**, **R5**, **R6**, et **R7**) de niveau individu doivent impérativement être remplis auprès des individus concernés.

¹¹ Il faut tenir compte de l'effet-mémoire, de la fréquence élevée, et de la grande variété de produits différents vendus sur le marché tout au long de l'année. Une femme se souviendra ainsi plus facilement de sa récolte annuelle de tomates qu'elle aura vendue au mois de janvier que ses récoltes de légumes, plus fréquentes.

Figure 9: Feuille de codification (Muea, août 1995).

Demographics:				
Sex:	Kinship:	Education:	Village 19 = Since when are you living in the village? (last two digits of the year)	
Male = 1	Head = 1	Non = 1		
Female = 2	Spouse = 2	Primary = 2		
	Son/Daughter = 3	Secondary = 3		
	Other relative = 4	Highschool = 4		
	Guest = 5	University = 5		
	Servant = 6			
Reason (you came to the village)		Rmt (Remittances Sent)		
Economics = 1		Yes = 1		
Family = 2		No = 2		
Other = 3				
Housing and Household Data:				
Type of Structure:	Tenancy Status:	Electricity:	Type of Fuel for Ckg:	
Permanent = 1	Owned by Hshld = 1	Unavailable = 1	Wood = 1	
Semi Permanent = 2	Rented = 2	Collective Meter = 2	Gas = 2	
Temporal Structure = 3	Other = 4	Individual Meter = 3	Other = 3	
Water Source:	Garbage Disposal:	Type of wc:		
Public Tap = 1	Incineration = 1	Sewage System = 1		
In the Dwelling = 2	Buried = 2	Pit Latrine = 2		
Other = 3	Other = 3	None = 3		
Common Codification:				
From/To Whom:	Frequency:	Yes/No:	Date of Last...:	Quarters
Locals* = 1	Daily = 1	Yes = 1	<u>/MM/YY/</u>	AC=1 NG=5
RoC** = 2	Weekly = 2	No = 2		KO=2 NJ=6
	Monthly = 3			MA=3 RO=7
	Yearly = 4			BE=4 HA=8
	Variable = 5			
* Local, if the money comes from (Income) or goes to (Expense) someone <u>living inside</u> the village.				
** RoC, if the money comes from (Income) or goes to (Expense) someone <u>living outside</u> the village.				
Abbreviations:				
Amnt=Amount	RoC=Rest of Cameroon			
Inc=Income	Dpst= Deposit			
Xp=Expenditure				
Question to be asked at the end of the survey:				
What do you do with the money you don't spend?				
<i>Note:</i> Check the answer with the information the household has already given.				

La fiche de codification est retranscrite ici pour montrer le genre de simplification apportée au questionnaire. Il n'y a que les questions relatives aux données démographiques des membres du ménage et aux données relatives au logement qui ont impliqué une codification importante. En effet, les données concernant le budget sont construites sur un même principe: fréquence, date de la dernière transaction, montant et destination. La question relative aux sommes mo-

nétaires non dépensées permet de vérifier les réponses des individus du ménage; on suppose en effet que les ménages déclarent moins de dépenses à cause d'une mémoire « défailante »¹².

Feuille R1 - Démographie des membres du ménage, niveau ménage (Muea, août 1995).

ID	First Name	Sex	Kinship	Birthday (Age)	Education	Rmt	Ethny	Village 19	Location Before*	Reason*
N°1		/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_
N°2		/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_
N°3		/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_
N°4		/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_
N°5		/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_
N°6		/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_
N°7		/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_
N°8		/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_
N°9		/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_
N°10		/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_
N°11		/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_
N°12		/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_
N°13		/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_
N°14		/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_
N°15		/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_
N°16		/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_
N°17		/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_
N°18		/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_

*To be asked to head of Household only

	Village of Birth	Division of Birth	Mother Tongue
N°1(Head of Household)			

La feuille **R1** concerne les données démographiques de l'ensemble des membres du ménage. Elle est construite sur une base ordinaire (prénom, sexe, date de naissance etc.) adaptée à la réalité locale. Certaines questions ne concernent que le chef de ménage, en particulier si c'est un immigré. Les questions relatives à l'ethnie du chef du ménage sont utiles pour spécifier son ethnie en cas de doute, ou corriger une réponse initiale insatisfaisante. Bien que tous les membres du ménage aient été interrogés sur leur appartenance ethnique, seul le chef de ménage a fait l'objet d'une série de questions plus approfondies à ce sujet, afin de ne pas alourdir le questionnaire. Un total de 1 556 personnes réparties dans 311 ménages ont rempli cette feuille. Les Bakweri représentent 12,40% de la population totale et le quart des chefs de ménage de sexe féminin.

¹² L'évaluation du montant des dépenses d'un ménage est très importante car elles sont un indicateur du revenu permanent moyen, lequel, est lui-même un indicateur important de la consommation du ménage.

Feuille R1 (suite) - Démographie des membres du ménage, niveau ménage (Muea, août 1995).

ID	First Name	Activity n°1	Activity n°2	Activity n°3	Activity n°4
N°1		/	/	/	/
N°2		/	/	/	/
N°3		/	/	/	/
N°4		/	/	/	/
N°5		/	/	/	/
N°6		/	/	/	/
N°7		/	/	/	/
N°8		/	/	/	/
N°9		/	/	/	/
N°10		/	/	/	/
N°11		/	/	/	/
N°12		/	/	/	/
N°13		/	/	/	/
N°14		/	/	/	/
N°15		/	/	/	/
N°16		/	/	/	/
N°17		/	/	/	/
N°18		/	/	/	/

La suite de la feuille **R1** ne sert qu'à mettre en évidence toutes les activités exercées par les membres du ménage. Cette feuille est tout de même importante puisque c'est en fonction de la liste des personnes qui sont retranscrites dessus que seront remplies les feuilles destinées aux individus. Un total de 470 activités principales, 176 activités secondaires, et 23 activités (en troisième position) ont été déclarées (sur un total de quatre activités possibles pour un même individu). Plus de la moitié des chefs de ménage exerce l'agriculture vivrière, et plus de 10% d'entre eux l'agriculture de rente (café et cacao). Le reste de ces activités se répartit en 77 métiers différents. L'activité principale des chefs de ménage de sexe féminin est l'agriculture vivrière (70%), mais 5% d'entre elles pratiquent l'agriculture de rente.

Feuille R2 - Logement et données générales sur le ménage, niveau ménage (Muea, août 1995).

Housing:		Durables:		Quantity:		Quantity:	
Type of Structure	/ /	Push Truck	/ /	Radio:	/ /		
Tenancy Status	/ /	Bike	/ /	Refrigerator	/ /		
Housing Acquisitions Planned (Y/N)	/ /	Truck	/ /	Television	/ /		
Agricultural Land Owned (Y/N)	/ /	Gas Cooker	/ /	Sprayer	/ /		
Electricity	/ /	VCR	/ /	Motorbike	/ /		
Water Source	/ /	Car	/ /	Fan	/ /		
Garbage Disposal	/ /	Type of Fuel for Cooking	/ /				
Type of WC	/ /						
Number of Bedrooms	/ /						

Housing Incomes:				
Rents:	Rent #1 Received:	Rent #2 Received:	Rent #3 Received:	Rent #4 Received:
Frequency	/ /	/ /	/ /	/ /
Amount				
From	/ /	/ /	/ /	/ /
Date Last Rent	/ / /	/ / /	/ / /	/ / /
Last Inc Amnt				
House Sold (Amount)				
Date (year)	/ / /	/ / /		

Housing Expenditures:						
Charges:	Freq	Date Last Xp	Last Xp Amnt	To whom	Rent Paid:	
Electricity*	/ /	/ / /		/ /	Frequency	/ /
Fuel	/ /	/ / /		/ /	Amount	
Phone*	/ /	/ / /		/ /	From	/ /
Water	/ /	/ / /		/ /	Date Last Rent	/ / /
Other	/ /	/ / /		/ /	Last Xp Amnt	
Sub-Total						

* Once every Two Months: Freq = 6

Constructions Past 12 Months		
Materials	Cost	To Whom
Cement	/ /	/ /
Wood	/ /	/ /
Zinc	/ /	/ /
Sand	/ /	/ /
	/ /	/ /
	/ /	/ /
	/ /	/ /
	/ /	/ /
	/ /	/ /
Sub-Total	/ /	/ /

Notes (other rents, Xp or Inc):

Total Housing Related Incomes:	
Total Housing Related Expenditures:	
Total Housing Related Savings:	

La feuille R2 est de niveau « ménage », autrement dit, n'importe quel membre du ménage peut répondre (en théorie) à ces questions. En général, c'est le chef de ménage qui y répond, ou son épouse. Presque tous les ménages (88%) vivent dans des habitations en bois mais l'électricité est disponible pour 63% des ménages, sous des formes diverses (compteur individuel ou collectif). Un grand nombre (56%) de chefs de ménage est locataire de son logement et n'est que locataire de la terre (56%), ce qui s'explique par la grande quantité d'immigrés présents dans la ville. Un certain nombre de chefs de ménage (17%) envisage de construire ou d'acquérir un logement. Les conditions de vie sont assez difficiles à cause des conditions cli-

matiques, mais 90% des ménages a accès à des robinets publics, 90% dispose de latrine et 85% utilise le bois comme combustible pour la cuisine.

Le questionnaire met en évidence quelques données sur le patrimoine et l'équipement du ménage. Compte tenu de la taille de l'échantillon, on en déduit au niveau de la ville, une trentaine de voitures, plus de 360 pulvérisateurs, 45 réfrigérateurs, plus de 150 téléviseurs, 25 magnétoscopes (probablement pour les video clubs), et plus de 650 pousse-pousse. Les loyers constituent les ressources du ménage (et non des individus), 53 ménages louent au moins une pièce dans leur habitation, 30 en louent deux, 14 en louent trois, et 10 en louent quatre (il y a même un ménage qui a déclaré une cinquième location). Les dépenses des ménages sont essentiellement constituées par des charges diverses et le paiement d'un loyer. Les dépenses pour la construction représentent un total annuel de six millions de F CFA.

Feuille R3 - Elevage, niveau ménage (Muea, août 1995).

Livestock and Livestock's Self-Consumption:						
	Sheep	Pigs	Goats	Chicken	Ducks	Cows
Quantity Held:	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/
Livestock Self-Cons						
Frequency:	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/
Date Last Self-Cons	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/
Quantity:	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/
Livestock Incomes:						
Livestock Sales:	Sheep	Pigs	Goats	Chicken	Ducks	Cows
Frequency:	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/
Date of Last Sale:	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/
Last Quantity Sold:	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/
Last Income Received:						
From Whom:	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/
Livestocks Expenditures:						
Livestock Acquisitions:	Sheep	Pigs	Goats	Chicken	Ducks	Cows
Frequency	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/
Date Last Purchase:	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/
Quantity:	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/
Last Expense Amount						
To Whom:	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/
Other Expenditures (Specify):						
Description:						
Frequency:	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/
Date Last Purchase:	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/
Last Expense Amount						
To Whom	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/	/_/_/
Total Incomes for Household's Livestock:						
Total Expenditures for Household's Livestock:						

La feuille **R3** est de niveau ménage et fournit des informations sur la quantité d'animaux détenus, l'auto-consommation des ménages, les revenus issus de leur vente, les dépenses occasionnées par leur achat, et enfin, les frais annexes (en particulier en médicament et frais de vétérinaire). Un total de 93 ménages ont répondu à ce questionnaire. Selon les données de ce questionnaire, il y aurait au niveau de la ville, 150 cochons (400 selon le vétérinaire de la ville), 200 chèvres (300 selon le vétérinaire de la ville), et plus de 1 500 têtes de volaille (même résultats selon le vétérinaire). Aucune vache ni mouton n'a été cité par les ménages.

Feuille R4 (suite) - Agriculture, niveau individu (Muea, août 1995).

Cash Crops	Prod° Unit	Date Last Harvest	#U Prcd	#U Stock	#U Sold	Dst	Last P/U Sold	Last Inc Amnt
Cocoa	/_/ Bag	/_/ /_/ /	/_/	/_/	/_/	/_/	/_/	
Coffee	/_/ Bag	/_/ /_/ /	/_/	/_/	/_/	/_/	/_/	

Other Individual Agricultural Incomes**Land rent received**

Freq	Date last Inc	Last Inc Amnt	From whom	Other Incomes, Specify	Freq	Date last Inc	Last Inc Amnt	From whom
/_/	/_/ /_/ /		/_/	/_/	/_/	/_/ /_/ /		/_/
/_/	/_/ /_/ /		/_/	/_/	/_/	/_/ /_/ /		/_/

Agricultural Individual Expenditures:

Other, Labor Included	Freq	Date Last Xp	Last Xp Amnt	To whom	Notes (family or hired labor, kind of repairs etc.)
Paid Labor	/_/ /_/	/_/ /_/ /		/_/	
Matchet	/_/ /_/	/_/ /_/ /		/_/	
Hoe	/_/ /_/	/_/ /_/ /		/_/	
File	/_/ /_/	/_/ /_/ /		/_/	
Agricultural Repairs	/_/ /_/	/_/ /_/ /		/_/	
	/_/ /_/	/_/ /_/ /		/_/	

Fertilizers:

	Freq	Date last Xp	Last Xp Amnt	To whom	Land Rent Paid
Fertilizer (Salt)	/_/ /_/	/_/ /_/ /		/_/	
Fertilizers (20-10-10)	/_/ /_/	/_/ /_/ /		/_/	/_/ /_/ /
Insecticides	/_/ /_/	/_/ /_/ /		/_/	/_/ /_/ /
Fungicides	/_/ /_/	/_/ /_/ /		/_/	
Herbicides	/_/ /_/	/_/ /_/ /		/_/	
					Total Ind Agr Inc:
					Total Ind Agr Xp:

La feuille **R4** recueille les données sur les activités de l'agriculture, l'activité principale des habitants de la ville. Cette feuille concerne les individus, autrement dit, chaque personne du ménage qui obtient des revenus grâce à cette activité a été interrogée. Un total de 287 individus ont répondu à ce questionnaire. Les hommes ont, en général, déclaré leurs revenus pour l'agriculture vivrière et l'agriculture d'exportation tandis que les femmes n'étaient pas concernées par les cultures d'exportation. Il faut aussi reconnaître qu'une certaine confusion a parfois été observée dans le partage du travail, les hommes et les femmes travaillant souvent en équipe et les revenus de la vente n'étant pas toujours clairement distingués dans ce domaine. Le questionnaire est divisé en trois parties, *(i)* les revenus de l'agriculture vivrière et d'exportation, *(ii)* les revenus annexes de l'agriculture, et *(iii)* les dépenses de l'agriculture. Un total de 21 produits sont cultivés par les ménages. Les unités de mesure sont exprimées en unité locale.

En ce qui concerne l'agriculture vivrière, on a demandé le montant de la production, de l'autoconsommation, des déchets et des ressources issues de la vente. Malgré la précision des questions posées, la faible durée d'investigation et la quantité énorme de produits agricoles produits et commercialisés tout au long de l'année, n'ont pas permis une extrapolation sur une année. La période des enquêtes a été de trop courte durée pour appréhender correctement la totalité de la production annuelle des 21 produits vivriers exploités par la ville. Il a donc fallu accomplir l'enquête sur le marché pour mieux évaluer la production annuelle vivrière.

Les produits de l'agriculture d'exportation sont constitués par le café et le cacao. Contrairement aux produits vivriers, il n'y a de problème ici pour l'annualisation des résultats car les récoltes sont bien espacées. Les résultats sont donc pertinents à l'échelle de la ville. La structure des questions est identique à celle des produits vivriers à l'exception de l'absence de déchets (remplacés par du stockage).

Les revenus annexes de l'agriculture sont ceux des revenus de la location de la terre ou du travail salarié agricole.

Les dépenses de l'agriculture sont déterminées de façon précise. Il y a d'abord toutes les dépenses de matériel et d'entretien, les dépenses en engrais, puis les loyers de la terre. Il faut remarquer que si 56% des ménages ne sont pas propriétaires de la terre, seulement 38% payent un loyer pour elle. La différence consiste donc probablement en du métayage mais cela n'a pas été formellement vérifié.

Feuille R5 - Activités non-agricoles, niveau individu (Muea, août 1995).

Nature of the Activity:	Activity # ___/out of ___/	Activity # ___/		
Since When	/_/_/	Total Income		
Status:	/_/_/	Activity # ___/		
Incomes Resulting From this Activity:		Total Expenses		
Frequency:	/_/_/			
Wages/Salaries/Sales:				
From Whom	/_/_/			
Date Last Salary/Sale	/_/_/_/			
Last Income Received:				
Other Related Inc Earned*				
* Apprentices for example				
Expenditures Resulting From the Activity:				
Wages:				
Frequency:	/_/_/			
Last Payments:	/_/_/_/			
Last Total Wages Spent:				
To Whom:	/_/_/			
Equipment (Specify):	Freq	Date Last Xp	Last Xp Amnt	To whom
/_/_/	/_/_/	/_/_/_/		/_/_/
/_/_/	/_/_/	/_/_/_/		/_/_/
/_/_/	/_/_/	/_/_/_/		/_/_/
/_/_/	/_/_/	/_/_/_/		/_/_/
/_/_/	/_/_/	/_/_/_/		/_/_/
/_/_/	/_/_/	/_/_/_/		/_/_/
/_/_/	/_/_/	/_/_/_/		/_/_/
/_/_/	/_/_/	/_/_/_/		/_/_/
/_/_/	/_/_/	/_/_/_/		/_/_/
Activity Charges:	Freq	Date Last Xp	Last Xp Amnt	To whom
Electricity:	/_/_/	/_/_/	/_/_/_/	/_/_/
Water:	/_/_/	/_/_/	/_/_/_/	/_/_/
Gas:	/_/_/	/_/_/	/_/_/_/	/_/_/
Rent:	/_/_/	/_/_/	/_/_/_/	/_/_/
/_/_/	/_/_/	/_/_/_/		/_/_/
/_/_/	/_/_/	/_/_/_/		/_/_/
Activity Related Tax:	Freq	Date Last Xp	Last Xp Amnt	To whom
Licence	/_/_/	/_/_/	/_/_/_/	/_/_/
Market Ticket	/_/_/	/_/_/	/_/_/_/	/_/_/
/_/_/	/_/_/	/_/_/_/		/_/_/
Other (Specify):	Freq	Date Last Xp	Last Xp Amnt	To whom
/_/_/	/_/_/	/_/_/_/		/_/_/
/_/_/	/_/_/	/_/_/_/		/_/_/
/_/_/	/_/_/	/_/_/_/		/_/_/

La feuille **R5** concerne toutes les activités non-agricoles de la ville. C'est un questionnaire destiné aux individus des différents ménages de l'échantillon et 247 personnes y ont répondu. Extrêmement diversifié, le secteur non-agricole regroupe un total de 77 métiers différents déclarés par les personnes concernées. Le « petit trading » représente l'activité non-agricole la plus importante (13% du secteur), et la deuxième activité la plus importante est partagée à

égalité entre les métiers de chauffeur et d'enseignant, à 6%. Il n'est pas rare qu'un même individu participe à deux activités non-agricoles en même temps. Il y a quelques questions qualitatives, en particulier sur le statut (propriétaire ou employé) de la personne interrogée. Le tiers des personnes interrogées étaient des employés, tandis que le reste est principalement propriétaire. Le quart de ces activités emploie du personnel rémunéré, 8% d'entre elles règle ses factures d'électricité, et un cinquième d'entre elles paye un loyer. Les factures de gaz et d'eau sont négligeables.

Un intervalle de revenus a été demandé pour bien cerner le caractère régulier ou irrégulier des ressources, ou pour tenir compte d'éventuels effets saisonniers. Les apprentis constituent une source non négligeable de revenus. L'ensemble des dépenses diverses de ce questionnaire ont permis d'établir avec précision le tableau d'entrées-sortie de la matrice de comptabilité sociale de la ville.

La feuille **R6** établit l'ensemble des dépenses des individus des ménages. Presque toute la structure des dépenses des ménages de la matrice de comptabilité sociale a été construite sur la base de cette feuille. Un total de 451 personnes ont répondu à ce questionnaire. Peu de dépenses ont été omises. Les dépenses à caractère social ne sont en général que de simples transferts monétaires inter-ménages. Les dons pour le sport, et en particulier pour les équipes de football de chaque quartier, ne sont pas très élevés, mais la plupart des individus ne manquent pas d'y contribuer régulièrement.

Feuille R7 - Revenus divers, transferts monétaires et épargne, niveau individu (Muea, août 1995).

OTHER INCOMES:									
Description	Freq	Date Last Inc	Last Inc Rcvd	From	Description	Freq	Date Last Inc	Last Inc Rcvd	From
/_/_	/_/_	/_/_/		/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/		/_/_
/_/_	/_/_	/_/_/		/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/		/_/_
/_/_	/_/_	/_/_/		/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/		/_/_

MIGRATIONS: Remittances Sent Since Last 12 Months

	Recipient #1:	Recipient #2:	Total Rem.	
Where	/_/_	/_/_		
Recipient*	/_/_	/_/_		
Since When	/_/_/	/_/_/		
Frequency	/_/_	/_/_		
Amount Sent (min-max)				
Date Last Transfert:	/_/_/	/_/_/		
Last Amount Sent:				
Reason (Gifts, Illness...)	/_/_	/_/_		
			Total S	Total O.I

* Family = 1; RDF = 2; Other (specify) = 3

SAVINGS, PUBLIC & PRIVATE CREDIT

Savings, Public (specify)	Dpst Freq	Date Last Dpst	Last Dpst Amnt	Total Deposit	Date Last Loan	Loan Amount	i%
/_/_	/_/_	/_/_/			/_/_/		/_/_
/_/_	/_/_	/_/_/			/_/_/		/_/_
/_/_	/_/_	/_/_/			/_/_/		/_/_
/_/_	/_/_	/_/_/			/_/_/		/_/_
Sub-Total							
Njangi, Private (specify)	Dpst Freq	Date Last Dpst	Last Dpst Amnt	Date Last Amnt Rcvd	Last Amnt Received	i%	
/_/_	/_/_	/_/_/		/_/_/		/_/_	
/_/_	/_/_	/_/_/		/_/_/		/_/_	
/_/_	/_/_	/_/_/		/_/_/		/_/_	
/_/_	/_/_	/_/_/		/_/_/		/_/_	
Sub-Total							

La feuille **R7** regroupe des revenus annexes, le plus souvent des dons monétaires, les transferts monétaires aux villages d'origine, et la structure de l'épargne. C'est un questionnaire qui concerne les individus et 322 d'entre eux y ont répondu. Les revenus annexes des ménages sont principalement constitués par des dons, des cadeaux, ou des transferts monétaires. On les retrouve en tant qu'exportation sans contrepartie réelle dans la matrice de comptabilité sociale. La partie sur l'épargne n'a pas été retenue pour la construction de ce compte à cause de la réticence des individus à citer l'ensemble des associations financières auxquelles ils participent, de l'absence des caisses de prévoyance et d'une structure des questions qui ne permet pas d'évaluer un résultat annuel fiable. On a privilégié l'enquête accomplie auprès des associations financières.

3) Les choix dans la mise en place du personnel.

Paradoxalement, ce sont la faiblesse des moyens et les contraintes de temps qui ont nécessité l'utilisation d'un personnel nombreux. En effet, les coûts fixes, tels que la location du logement en particulier, étaient élevés. Par ailleurs, le caractère particulièrement délicat des informations à recueillir imposait une couverture rapide auprès des ménages pour ne pas subir les éventuels effets néfastes de refus de réponse qui auraient pu compromettre les opérations.

Les personnes embauchées pour la collecte de l'information étaient soit des étudiants de l'université de Buea recommandés par les deux contrôleurs du centre de la statistique, soit des personnes de la ville recommandées. Il n'y a pas eu de procédures de recrutement et de sélection particulières, seulement des recommandations ; mais la rémunération de certaines personnes dépendait aussi de la qualité du travail des autres. Ce système a été rendu possible grâce à des questionnaires conviviaux et à une organisation du travail légère (moyenne d'un questionnaire par jour à deux personnes).

Photo n° 7 : L'équipe de travail à la fin des enquêtes (août 1995).



Cette photographie réunit 14 des 22 enquêteurs, dont deux contrôleurs de la statistique, qui ont participé aux enquêtes du mois d'août. La moitié des enquêteurs est originaire de Muea et travaille en équipe avec une personne de l'extérieur. Ce sont pour la plupart, soit des étudiants de l'université de Buea, soit de jeunes diplômés au chômage (dont un instituteur). Ils ont rempli leurs fonctions avec succès malgré des conditions de travail très pénibles. Ils portaient un badge d'identification munis d'un tampon du chef du village.

Si la sélection n'a pas été aussi rigoureuse qu'elle aurait pu l'être en théorie, la préparation des enquêteurs a été importante. Les deux contrôleurs de la statistique ont accompli une précieuse séance de formation technique pendant toute une matinée afin de familiariser les enquêteurs amateurs aux concepts qui interviennent dans la collecte de données (définition du ménage par exemple). Le chef du village, ex-directeur de marketing d'une entreprise de fabrication de bière, a aussi organisé une séance de formation. Cette séance était moins technique que celle des deux contrôleurs de la statistique, mais elle a appris aux enquêteurs à appliquer les techniques d'enquêtes dans le contexte spécifique de la ville : savoir poser les questions grâce à leurs observations et à entretenir un dialogue informel avec les personnes interrogées.

Les équipes de travail ont été organisées de la manière suivante :

1. Onze enquêteurs-guides villageois. Ils sont chargés de la prise des rendez-vous avec les ménages de l'échantillon qui leur ont été affectés. Ce sont eux qui dialoguent avec les membres du ménage.

2. Onze enquêteurs (des étudiants) dont deux contrôleurs (enquêteurs du bureau de la statistique à Buea). Les enquêteurs (contrôleurs compris) sont responsables de la qualité des informations recueillies. Les contrôleurs sont, de plus, responsables du premier filtrage des questionnaires une fois qu'ils ont été remplis. Les contrôleurs décident si oui ou non l'équipe doit retourner auprès du ménage ou pas pour compléter le questionnaire ou corriger des erreurs ou des incohérences.
3. Un superviseur adjoint (un habitant de la ville). Il est responsable du recrutement des guides villageois et du déroulement des enquêtes annexes.

Des contrats de travail ont été élaborés sur place et ils ont permis de déterminer exactement les fonctions et les responsabilités de chacun, ainsi que le calcul de leur salaire. Les enquêteurs travaillent en groupe de deux personnes : une personne de la ville qui a la responsabilité d'arranger les rendez-vous avec les ménages et un étudiant extérieur qui a la responsabilité du remplissage des questionnaires. En général, le membre de la ville dialogue avec les membres de la famille tandis que l'étudiant retranscrit les données qui nous intéressent sur le questionnaire.

4) Le traitement informatique des données.

Les données ont été enregistrées sur un ordinateur portable au fur et à mesure que les questionnaires étaient déposés sur la table. Les premiers traitements des données ont ainsi pu être réalisés avant même la fin des opérations de terrains.

Il est bon de souligner l'importance dans le choix des logiciels de traitement et d'analyse de données. Le logiciel qui a été choisi est ARIEL. C'est un logiciel fabriqué au Chili et conçu pour des enquêtes en milieu rural. Il possède une gamme complète d'analyses. En tout cas, il est si convivial qu'il est assimilable en deux jours, il est frugal en mémoire et sa notice d'emploi ne fait que 200 pages.

D. Les informations complémentaires : enquêtes et entretiens.

Les enquêtes complémentaires sont constituées par l'enquête sur le marché, l'enquête auprès des associations financières, les entretiens sur les activités de la ville, et les entretiens divers. Ce sont des éléments complémentaires qui ont été indispensables à l'enquête auprès des ménages.

1) L'enquête sur le marché (11 passages).

L'enquête du marché s'est étendue sur une période d'un mois environ seulement, bien que l'idéal eût été de l'étendre sur l'ensemble d'une année. Les informations étaient recueillies pour chaque jour de marché (deux fois par semaine). Cette enquête a permis de déterminer la production de l'agriculture vivrière dont les montants, annualisés et pondérés par les résultats de l'enquête ménage, sont retranscrits dans la MCS.

Le fait de savoir si l'on peut annualiser les résultats qui résultent d'une enquête accomplie sur un mois pose un problème de validité statistique et un problème d'annualisation.

Le premier problème concerne celui de la validité statistique des méthodes des relevés sur la période. On peut supposer qu'il est correct à cause de la méthode de relevé (200 commerçants interrogés sur l'ensemble de la gamme des produits) et de la stabilité des résultats d'un jour de marché à l'autre (30 millions de F CFA par jour de marché environ)¹. Le deuxième problème posé est celui de l'annualisation d'un résultat qui porte sur un mois. Or, c'est un marché qui est certes saisonnier, mais dont l'activité ne cesse pas dans l'année et dont le mois d'août est même réputé comme étant un mois de faible activité à cause de la forte saison des pluies qui y sévit durant cette période². La stabilité des échanges sur la période d'enquête (30 millions de F CFA par jour de marché) et les autres caractéristiques du contexte de l'étude (fertilité des sols, récoltes à longueur d'année etc.) permettent donc de supposer que ce résultat peut être généralisé à l'ensemble de l'année.

2) L'enquête auprès des associations financières (56 associations).

L'enquête sur les associations financières s'est révélée nécessaire face à la complexité des réseaux d'épargne possibles dans la ville et le fait qu'un individu participe souvent à plusieurs associations (trois en général) et que chaque association puisse exercer jusqu'à trois activités différentes (Njangy épargne, et caisse de prévoyance). La ville regroupe 61 associations et 56 d'entre elles ont été interrogées sur leurs activités. L'enquête sur les associations financières

¹ Les calculs ont été effectués à partir de huit relevés complets sur un total de 11. Pour chaque jour de marché, 200 vendeurs environ étaient interrogés sur les 48 produits qui sont vendus sur la place et le chiffre d'affaires du marché révèle une stabilité autour de 30 millions de F CFA par jour de marché.

² Rappelons que Muea se situe dans une zone très fertile où les activités agricoles s'exercent en permanence. Les activités du marché ont pu s'exercer normalement au mois d'août, car, exceptionnellement, la pluie a relativement épargné la région (cela arrive une fois tous les dix ans environ, selon les chercheurs du centre de recherche agronomique d'Ekona).

révèle de grands écarts prévisibles avec les résultats de l'enquête auprès des ménages³. C'est pour cette raison qu'elle a été privilégiée par rapport à l'enquête auprès des ménages.

3) Les enquêtes sur les activités de la ville (24 activités).

Un total de 51 types d'activités différentes ont été recensées dans la ville et sur ce total, 24 d'entre-elles ont pu être couvertes⁴. L'objectif de l'enquête sur les activités était de recueillir, au cours d'un entretien avec le responsable de cette activité, des informations descriptives et historiques générales, des indications relatives à la structure financière, le patrimoine, les fluctuations de l'activité en fonction des jours ordinaires, des jours de marché et des jours de fête ; et l'opinion du responsable sur l'aménagement du marché.

Les résultats de l'enquête des activités sont pour le moment descriptifs et elles n'ont pas été prises en compte dans la construction de la MCS. Elles pourront cependant être utilisées pour vérifier la cohérence de certains résultats et en expliquer d'autres obtenus à la suite des simulations du modèle.

4) Les entretiens.

Une étude sur la société de la ville a été obtenue auprès d'un professeur de l'université de Buea et des entretiens divers avec le maire, le chef du village, et des chercheurs ont été réalisés pendant toute la durée du séjour. Tous ces entretiens sont très utiles pour avoir un aperçu relativement clair de la ville et de son environnement. Ils étaient souvent établis de manière informelle, parfois élaborés plus rigoureusement. Les entretiens ont été particulièrement importants pour la conception des questionnaires des enquêtes, en particulier pour faire la maquette de l'enquête auprès des ménages.

E. Conclusion : les leçons de Muea.

Les résultats des enquêtes effectuées à Muea sont à replacer dans un contexte temporel et financier limité. Les questionnaires ont donc été conçus et dessinés dans un souci de simplicité et de rigueur. Le questionnaire relatif aux ménages était de loin le plus important de tous. Il a été non seulement dessiné de manière simple mais surtout dans un format compatible avec le

³ Les ménages n'ont apparemment pas déclaré l'ensemble des associations auxquels ils participaient. A titre d'exemple, l'enquête auprès des ménages fait apparaître environ 100 millions de F CFA de recettes provenant des Njangy, tandis que l'enquête sur les associations financières fait apparaître des recettes comprises entre 130 et 190 millions de F CFA par an.

⁴ C'est le manque de temps qui a empêché la couverture totale de l'ensemble des types d'activité du village.

logiciel qui lui était destiné, ARIEL. Ces deux aspects ont permis un gain de temps considérable.

Tableau 3 : Synthèse des procédures de collecte de l'information (Muea, août 1995).

Enquête	Cible	Base de sondage	Population totale	Echantillon (couverture)	Nombre de passages	Analyse
<i>Ménages</i>	Ménage*	oui	1501	311 (20%)	1**	ARIEL
<i>Marché</i>	Commerçants	oui	1844***	200 (10%)	11	Excel 5
<i>Associations</i>	Président	oui	61	56 (90%)	1	Excel 5
<i>Activités</i>	Propriétaire	oui	51	24 (47%)	1	Description

Note - Tirage aléatoire pour l'enquête auprès des ménages et du marché. Il n'y a pas eu de tirage aléatoire « pur » pour les deux autres enquêtes à cause du manque de temps.

* Des questionnaires individuels étaient destinés à tous les actifs du ménage.

** La procédure de collecte s'est effectuée en deux passages, mais espacés de seulement six jours.

*** Il y avait 1 844 commerçants en moyenne pour chaque jour de marché.

Le **Tableau 3** compare les différentes procédures de collecte de l'information sur le terrain. Toutes les enquêtes ont une base de sondage, ce qui est impératif si l'on cherche à obtenir une vision à l'échelle de la ville. Les enquêtes sur les associations financières et les activités auraient dû couvrir l'ensemble de la population totale, mais cela n'a malheureusement pas pu être le cas à cause des contraintes de temps. Bien que ce soit l'enquête sur le marché qui possède le taux de couverture le plus faible, elle révèle des résultats très stables. Seuls des passages répétés auprès du marché ont été réellement impératifs.

Les enquêtes accomplies à Muea ont confirmé la nécessité d'avoir des objectifs de recherche très clairs et précis, l'importance d'une gestion financière rigoureuse, et l'importance de l'établissement de contrats précis pour le management des enquêteurs.

Reproduction du guide de lecture du questionnaire de l'enquête auprès des ménages remis à tous les enquêteurs :
« Guidelines for the Survey »
Purpose of the Survey :

The purpose of this survey is to measure incomes, expenses and savings of households. Some additional qualitative information is also required in the questionnaire but it remains basically a monetary survey.

General Structure of the Survey :

The questionnaire is composed of 7 record sheets (written on top right of each sheet) : **R1, R2, R3, R4, R5, R6** and **R7**. Each record sheet concerns a different area of study as shown below :

R1 : Household : DEMOGRAPHICS OF HOUSEHOLD MEMBERS

R2 : Household : HOUSING AND HOUSEHOLD'S DATA

R3 : Household : LIVESTOCK

R4 : Individuals : AGRICULTURE

R5 : Individuals : NON AGRICULTURAL ACTIVITIES

R6 : Individuals : EXPENSES

R7 : Individuals : OTHER, REMITTANCES, AND SAVINGS

The first 3 records concern data at household level (**R1, R2, R3**). This is why « Household » is written after the record number. The last 4 records concern data at individual level (**R4, R5, R6, R7**).

A record sheet with « household » written after means that this record can be answered by any member of the family (the head of the family usually) because the data required concerns the household in general and not the individuals. One person in the family can thus theoretically answer for all demographic, housing and livestock data.

A record sheet with « individual » written on it means that this record can be answered only by the individual concerned.

The identification number for the household record sheets looks like this and it can be filled in advance :

Q _/_-**HO** _/_/_/_-**Ho** _/_/_

Q= Quarter number. It ranges from 1 to 8 as explained in the codification sheet.

HO= House number. Each house in the town has already a number written on its door. This number is to be written here.

Ho= Household number. Each house may have more than one family living inside (especially renters) so we have to differentiate them. This number will be available from the survey done in June.

The identification number for the individual record sheet looks like this :

Q _/_-**HO** _/_/_/_-**Ho** _/_/_-**Id** _/_/_

Id= Individual Identification number. This number is directly obtained from the demographic record sheet. As shown on the record sheet, **ID** ranges from 1 to 18.

The identification number is identical to the household record sheet except that it has to identify the individuals surveyed.

For example : **Q 5-HO 023-Ho 02-Id 01**

The record sheet with this identification number on it means that :

This sheet concerns the individual number 01 from the demographic list (**R1**)

who is living in the second household (02)

which is situated in house number 023 (written on the door of the house)

which itself is located in quarter 5 (NG, for Ngow according to the codification sheet).

Sequence of Action :

As a general rule the questions must follow the order of the record sheets, i.e., from **R1** to **R7**.

Household level data is easy to collect from one person. At the individual level, however, only individuals earning and spending money will be interviewed. The activity section of **R1** shows the individuals who have at least one remunerated activity (it can range from 1 to 4). The activity section is very important because it shows the persons who will have to be individually interviewed.

In any case, a person with at least one remunerated activity will have to answer to record sheets **R6** and **R7** (expenses and other (...), respectively). If for example, 3 individuals have at least one activity, there will be 3 record sheets **R6** and **R7** filled (one for each individual).

And depending on the nature of his or her activity (agricultural or non agricultural activities), record sheets **R4** and **R5** will be filled. For example, if a person has 3 activities : Farmer Food Crop, Farmer Cash Crop and Trader ; record sheet **R4** will be filled also with record sheet **R5**. In the rare case of an individual with more than two major non agricultural activities, additionnal **R5** record sheets should be added.

As a rule of thumb, start with **R1**, **R2**, and **R3** with the head of the family for example. Then, for each individual having at least one remunerated activity, proceed with **R4**, **R5**, **R6**, **R7**.

Collecting the data :

Qualitative data was simplified as much as possible. The codification sheet helps you to fill the code areas. Not all answers are coded on the codification sheet (« Location Before» in record sheet R1 for example). So leave these uncoded areas blank for now.

Either for income or expense questions, recording procedures follow the same format :

Frequency	Date of Last Expense/Income	Last Expense/Income Amount	To/From Whom
-----------	-----------------------------	----------------------------	--------------

Try as much as possible to get a frequency different from « variable ».

Date of Late Expense/Income is particularly relevant especially in case of a variable frequency.

Do not fill the Total and Sub-total cells.

Toward the end of the survey (at the « Savings, Public & Private Credit » section), ask the individual « what do you do with the incomes you don't spend » and see if his/her answer matches with the Saving section. If it doesn't, correct it.

Chapitre II: Les institutions.

A. Le gouvernement local et national.

Il n'a pas été possible d'obtenir les comptes financiers du conseil traditionnel, siège du gouvernement local, mais on sait que les revenus sont constitués essentiellement par les recettes de la location de locaux et de points de ventes dans le marché de la ville. Les recettes s'élèvent à près de quatre millions de F CFA par an, que versent les commerçants auprès du conseil traditionnel, au titre de la taxe de marché. Les dépenses (dont une partie non négligeable doit concerner les boissons et les repas) n'ont pas pu être déterminées rigoureusement et le compte a été équilibré par une accumulation de même montant.

Il n'est pas très facile de distinguer avec précision les services assurés par le gouvernement local de la ville de ceux assurés par le gouvernement national. En effet, si le conseil traditionnel constitue la clef de voûte de l'autorité villageoise locale, certains services, qui sont normalement de la compétence de l'autorité nationale, sont partiellement pris en charge par le gouvernement local. Il s'agit des secteurs de l'éducation, de l'énergie (eau, gaz et électricité), des services vétérinaires, et de la santé. Les ménages sont dans l'obligation de prendre en charge des dépenses qui ne sont plus assurées par l'Etat (salaires des enseignants) ou que l'Etat ne perçoit pas (factures d'électricité).

Photo n° 8 : Le chef du village en tenue traditionnelle, dans son palais (Muea, août 1995).



Cet ex-directeur du marketing d'une entreprise de bière a dû abandonner ses fonctions professionnelles pour répondre à ses devoirs traditionnels. Il a été investi de ses pouvoirs en mars 1994 à la suite d'une grande cérémonie officielle. Pendant toute la matinée du 2 août 1995, dans son palais et devant les 23 enquêteurs, il a assuré un cours de formation interactif passionnant sur l'art du comportement de l'enquêteur auprès des ménages de Muea.

Muea fait partie de la sous-préfecture de Buea, dans le département de Fako. Le mois d'août 1995 préparait les élections du mois d'octobre pour la désignation d'un nouveau maire et c'est un facteur qui a permis de faciliter le déroulement des enquêtes. Il existe deux catégories d'autorité dans la ville, une autorité administrative et une autorité traditionnelle.

La commune à laquelle la ville de Muea appartient est Buea, au sein de laquelle la ville participe aux réunions du conseil par le biais d'un conseiller municipal¹. La ville de Muea possède aussi un chef traditionnel qui lui confère une organisation coutumière et qui la rend plus autonome envers Buea. Les habitants de Muea eux-mêmes reconnaissent au chef traditionnel un pouvoir autonome de celui de Buea. En revanche, la plupart des Bakweri de Buea semblent plutôt faire croire que le chef de Muea dépend de celui de Buea². Il existe différents degrés dans la structure hiérarchique des pouvoirs. Elle s'établit de la manière suivante, par ordre décroissant : (i) le maire de Buea, (ii) les « second class chiefs » (le chef du village), (iii) les « chief counselors » (les conseillers du chef, représentés par des natifs des villages), (iv) les « quarter heads » (les chefs de quartier, ils sont parfois conseillers mais ce n'est pas une généralité), (v) les « family heads » ou « tribal heads » (chefs de famille), et enfin (vi) toute la population villageoise.

Muea est une ville qui grandit, non pas par sa force propre, mais par la pression des allogènes favorisés par le déséquilibre des tribus dans les plantations environnantes de la CDC. En effet, il y a toujours eu peu de Bakweri parmi les employés recrutés dans ces plantations. Ainsi, s'il devait y avoir un problème à Muea, ce serait un problème de garantie de leadership moderne et non traditionnel entre les allogènes majoritaires et les autochtones minoritaires. Il s'agira de définir le pouvoir réel qu'exerce son chef traditionnel sur les habitants de Muea. Jusqu'à présent, il n'y a pas de graves confrontations entre les deux groupes ; sans doute est-on en train de vivre un changement ou un développement progressif qui n'est ni radical ni abrupt. Les terrains sont souvent vendus à ceux qui en deviennent les nouveaux propriétaires, et sans recourir au bail. Et les habitants non-autochtones provenaient souvent des plantations, d'où ils se connaissaient déjà.

Une société hétérogène est par définition toujours formée de groupes différents, les uns s'implantant avant les autres, plus nombreux que les autres, plus riches, plus importants etc. C'est le cas de Muea. Les Bakweri sont un groupe autochtone minoritaire. Les deux autres groupes sont les Ibo, commerçants nigériens qui ne sont pas très nombreux, mais entrepreneurs, et les Grassfields.

Les Grassfields ont ici été divisés en deux sous-groupes, ceux du Nord-Ouest qui sont tous pratiquement anglophones, et ceux de l'Ouest - les Bamileke - qui sont en partie anglophones

¹ Son conseiller municipal a d'ailleurs été au moins une fois adjoint au maire.

et en partie francophones. Au niveau global, il y a donc les anglophones majoritaires et les francophones minoritaires. Cependant, les divisions sont peu ressenties grâce à l'usage de la langue de contact qu'est le « Pidgin English ». Au niveau local, il y a la multitude de tribus recouvertes par les noms d'ethnies que sont les Grassfields (Ouest et Nord-Ouest), les Bami-leke (Ouest), et les Bamenda (Nord-Ouest). Le fait que ces ethnies aient un nom « parapluie » commun renforce la solidarité de façade et rend automatiquement leur majorité écrasante.

A cette majorité, il faut rajouter la présence des Ibo. La coexistence de ces deux groupes, dont l'activité principale et de retraite est le commerce, suivi de l'agriculture, est établie sur la base d'une entente commerciale. A l'opposé de ces deux groupes, les Bakweri paraissent sédentaires, plutôt bureaucrates et ils traînent une auréole de paresse lorsqu'il s'agit du travail de la terre. C'est pour cela que Muea, qui est le centre commercial de l'arrondissement de Buea, semble en avoir exclu les Bakweri. Ils sont donc souvent en position d'acheteurs et rarement en celle de vendeurs. On peut opposer à cette « générosité » des hôtes l'égoïsme en matière d'investissement des « étrangers » qui redéployent dans leurs villages d'origine les profits tirés de l'exploitation de leurs comptoirs et champs à Muea.

On pourrait logiquement s'attendre à ce que l'opposition entre acheteurs-autochtones-« sons of the soils »-minoritaires et vendeurs-allogènes-« étrangers »-majoritaires ne dégénère en conflit déséquilibré. Ce n'est pas le cas car l'unité de la majorité est fragile et c'est la minorité qui est finalement la mieux placée pour jouer le rôle d'arbitre, sans doute parce qu'elle est la moins entreprenante, la plus sédentaire et finalement celle qui a le moins à perdre. Les Grassfields et les Ibo refusent cependant de prouver leur intégration complète dans la ville ; ils rentrent dans leur village d'origine³ pour enterrer leurs défunts, ils rejettent les pratiques traditionnelles locales (même s'ils parlent parfois le langage des Bakweri), ils continuent à prêcher un complexe de supériorité en diffusant les aspects péjoratifs des coutumes des Bakweri.

La ville de Muea est donc une ville cosmopolite, un lieu commun où l'union est effective dans la diversité ; lesquelles union et diversité sont fonctions des limites des lingua-franca existants, des propriétés terriennes et commerciales, de la couverture administrative commune, et du respect des traditions particulières. L'équilibre politique entre ces différentes communautés est soutenu par des accords non-écrits mais connus de tous et de chacun. On reconnaît le droit des autochtones qui vendent les terres, et que l'on respecte généralement jusqu'à leur décès -

² Le chef de Buea n'a pourtant pas le droit de nommer le chef de Muea.

respect moins accentué vis à vis de leurs successeurs. Déjà, l'avènement du titre foncier modifie quelque peu les relations autrefois ouvertement cordiales entre le vendeur (encore vivant) et l'acheteur.

Les « chief counselors » constituent l'entourage du chef du village et ils sont choisis pour leur sagesse, leur popularité, leur respectabilité et leur âge. Ils servent de conseillers auprès du chef du village. Ils ne sont pas forcément les personnes les plus riches de la ville. Ils accomplissent les actes de justice et les règlements de conflits au sujet de terrains. La ville de Muea est constituée de 26 chefs de familles placés sous l'autorité du chef du village et ils constituent le conseil traditionnel. Représentants des différents groupes ethniques et géographiques présents dans la ville, ils ont à la tête un responsable qui est nommé par le chef du village et qui peut être remplacé s'il ne travaille par en accord avec lui. De la même manière que fonctionnent les autres villages de la province, le chef obtient le pouvoir par la voie de l'héritage et, tout comme les autres, son autonomie est relativement limitée par rapport aux directives du gouvernement. L'actuel chef du village a été investi de ses pouvoirs en mars 1994, à la suite d'une grande cérémonie traditionnelle et officielle.

Tableau 4 : Liste de 19 chefs de tribus* de la ville de Muea (sur un total de 26).

1. Bakweri	6. Bamundo	11. Nwa	16. Yaounde
2. Barondo	7. Banua	12. Oshe	17. Bassa
3. Mbo	8. Metah	13 Ngie	18. Nigeria (étrangers) ;
4. Bakossi	9. Wum (Aghem) ;	14 Honkan (baffi) ;	19. Ghanéens (étrangers) ;
5. Bayangi	10. Mankon	15 Mbounda	

* On les appelle « tribal heads » ou « family heads » dans la zone.

Le nombre des chefs de tribus peut varier avec la situation économique et politique de la ville. Leur nombre est ainsi passé de 14 chefs de tribus en 1985, à 26 en août 1995, grâce à l'afflux d'immigrés. Le conseil traditionnel s'occupe de tous les faits qui ne peuvent pas être directement résolus par le chef du village. Dans le cas où le chef peut s'en occuper, il s'entoure de sages pour s'occuper du dossier. Il le transmet à la section administrative appropriée le cas échéant.

³ Le village d'origine est entendu ici comme celui de leurs ancêtres.

Schéma du parcours des procédures :

FAMILLE → Conseil Traditionnel ↔ CHEF DU VILLAGE

Le conseil traditionnel se réunit tous les jeudi de la semaine. Voici la liste de tous les litiges qui peuvent faire l'objet d'un jugement de la part du Conseil : mariages et divorces (la réconciliation des couples est réussie une fois sur cent), dettes et hypothèques sur maisons/fermes, franchissement de limites de parcelles, mauvais comportement, situation d'hygiène, projets de développement, faits sociaux et culturels. Les divorces concernent une grande majorité de jeunes et la demande provient en particulier des filles. Celles-ci reprochent à leurs époux une mauvaise prise en charge de leur personne et de leurs enfants, ce qui peut aboutir, dans certains cas, à la prostitution. Il y a eu dix divorces de prononcés depuis le début de l'année. Les requêtes provenaient de cinq jeunes filles mais elles n'ont pas été acceptées par le chef du village qui recherche des réconciliations à l'amiable. Les problèmes d'endettement se résolvent en général par des accords sur les délais de paiement.

La délinquance

On observe une augmentation importante de la délinquance et cela affecte, selon le chef du village la majorité des habitants de la ville. On observe depuis quelque temps un changement du comportement des individus, surtout au niveau de la discipline. Les actions de violence de la part de la population (mouvements de foule, « bastonnade ») concernent en général les voleurs des autres villages⁴. C'est un phénomène inexistant à Muea car ce n'est pas permis par le chef du village, mais un individu s'est quand même fait poignardé sur le bord de la route pour le vol d'une cuisinière, lors des enquêtes du mois d'août. La flagellation en public est autorisée. Lors des litiges qui aboutissent devant le conseil traditionnel, les amendes s'élèvent à 500 F CFA deux fois. Une fois pour le Conseil et une fois au gagnant qui est alors chargé d'offrir des boissons...

- Extrait d'un entretien avec le chef du village, le 30 août 1995.

Tous les litiges ne sont pas résolus devant le chef du village. Le conseil traditionnel s'occupe en général du problème et tente de le résoudre directement ; mais l'intervention du chef du village est parfois nécessaire pour départager les parties. Voici un exemple de contentieux que le chef du village a dû résoudre :

⁴ Signalons que la « bastonnade » est un phénomène social bien réel. Si toute la population participe, c'est pour diluer la responsabilité de chaque individu dans la masse. C'est un thème si riche qu'il fait actuellement l'objet d'une étude dans le cadre de la perception de la pauvreté à Douala, de la part de Gilles Séraphin.

En mai-juin 1995, deux personnes de Musaka ont été accusées d'avoir détruit des récoltes de cultures vivrières et d'avoir empoisonné les cochons domestiques d'un agriculteur. Ce cas a été rapporté à la police, sans résultat, mais ce n'est que beaucoup plus tard que c'est parvenu devant le conseil traditionnel. Le conseil a tenté de résoudre le litige mais les membres de ce conseil n'ont pas pu se mettre d'accord entre eux. Le conseil a donc fait appel au chef du village qui a finalement déterminé un coupable. Les deux parties ont finalement dû acheter à boire à tout le monde. Une réconciliation a été faite et un cochon a été sacrifié en cet honneur⁵.

Les mouvements politiques sont aussi relativement nombreux dans cette ville qui est très engagé. Il y a le CPDM (Cameroonian People Democratic Movement), le SDF (Social Democratic Fund), l'UPC (Union du Peuple Camerounais). Ces partis sont indépendants mais ils doivent malgré tout rendre compte en priorité devant le chef du village.

⁵ Signalons à titre de curiosité que chez les Bakweri, la manière habituelle pour les étrangers d'obtenir de la terre était de tuer un cochon pour les villageois.

B. Les ménages : l'embrouillamini des ethnies.

Le compte des ménages est le compte le plus important à étudier dans une matrice de comptabilité sociale surtout dans le cas des pays en développement où la distribution des revenus aux ménages est liée à la lutte contre la pauvreté⁶. Une clarification au niveau des ethnies a été jugée nécessaire même si ce facteur ne rentrera pas forcément en compte dans la désagrégation du compte des ménages.

La province du Sud-Ouest regroupe un grand nombre d'immigrés qui sont pour la plupart originaires de la province du Nord-Ouest. En 1990, les immigrés représentaient 16% de la population rurale totale et plus de la moitié de la population de la zone volcanique inférieure. Les immigrés de la province de l'Ouest arrivent en deuxième position, en représentant 8% de la population totale. Les habitants des plateaux (Nord-Ouest et Ouest) représentaient ainsi 62% des agriculteurs de la zone volcanique inférieure et 39% de ceux du couloir de Kumba (Almy et Besong, 1990 : 11). Les étrangers ont commencé à s'installer au Sud de la province au début du siècle, attirés ou poussés à travailler dans les plantations des colons. Une fois sur place, ils se sont rendu compte que la terre était meilleure et plus vaste que chez eux, et ils ont commencé à faire venir leurs familles et à acheter des terrains. De nos jours encore, les travailleurs de la CDC épargnent pour pouvoir acheter la terre auprès des autochtones et ils s'installent de manière permanente. Il n'y a que quelques villages qui résistent à la tentation de vendre la terre, et dans quelques uns d'entre eux dans les zones volcaniques inférieures et supérieures, il n'existe plus de terres du domaine public.

1) Les problèmes conceptuels

Le Cameroun est fréquemment comparé à une Afrique en miniature en raison de la diversité étonnante de ses paysages qui résument un peu l'ensemble de l'Afrique. On peut dire la même chose en ce qui concerne sa population qui est très hétérogène, depuis les populations de savane au nord d'origine soudanaise, jusqu'aux populations des forêts d'origine bantoue dans la partie sud. Il y a globalement 200 groupes ethniques au total répartis sur l'ensemble du territoire et l'échantillon des ménages de Muea laisse ainsi apparaître la présence de 66 tribus ou ethnies différentes. Ce nombre élevé d'ethnies ne peut être laissé tel quel, surtout lorsque le compte le plus intéressant d'une MCS est celui des ménages et même si, comme nous venons

de le dire plus haut, le facteur ethnique ne rentre pas directement en compte dans la désagrégation de ce compte.

Le problème des ethnies a été perçu dès la phase du recensement général de la population de la ville. La notion même d'ethnie n'est pas claire pour les habitants et l'on s'est retrouvé rapidement avec des noms de villages, de villes, d'arrondissement en guise ethnies. Ce n'est que grâce au complément d'information recueillis sur les lieux de naissance (village et département) et la langue maternelle que les corrections ont pu être apportées.

Lors des enquêtes sur le terrain, une clarification détaillée des termes employés a donc été nécessaire car les notions mêmes de tribus ou d'ethnies posent deux types de problèmes :

1. Les tentatives de regroupement des ethnies en grands groupes ne sont pas évidentes car certaines distinctions ou certains rapprochements varient en fonction des sources de référence ;

2. Malgré une histoire relativement récente, le Cameroun a vu se brasser une multitude de peuples à l'intérieur de ses frontières nationales. Tout au long de son histoire, et plus particulièrement durant ces dernières décennies, la croissance de la population sur des territoires restreints a entraîné des migrations importantes et d'importants brassages de population, en particulier en pays Bamileke et dans la zone anglophone. Et Muea se situe à l'intersection de l'un de ces mouvements de population, d'autant plus que le Nigeria n'est pas très éloigné de la ville (une soixantaine de kilomètres) et que la présence des Ibo, aussi discrète soit elle, n'en est pas moins importante.

Le nombre élevé des peuplades du Cameroun et les tentatives de regroupement imposent une définition précise des termes employés à chaque niveau de l'analyse, sinon, la confusion s'installe rapidement et l'information recueillie perd de sa crédibilité. Le mot ethnie apparaît déjà sur les cartes géographiques du Cameroun allemand en 1906, et il traduit un ensemble de villages ou de tribus ou de familles. Cette information est relativement incomplète et insuffisante. On peut citer deux définitions de l'ethnie (Breton R., 1992) :

1. Une définition étroite. Au sens strict ethnie peut désigner un groupe d'individus partageant la même langue maternelle. Cette définition est trop limitée pour différencier les différentes ethnies présentes dans la ville.

⁶ Cette partie sur les ethnies s'inspire en grande partie d'un travail accompli à ma demande par un professeur de

2. Une définition large. Au sens large, l'ethnie est définie comme un groupe d'individus liés par un complexe de caractères communs - anthropologiques, linguistiques, politico-historiques, etc.- dont l'association constitue un système propre, une structure essentiellement culturelle : une culture.

La définition de l'ethnie est très délicate car il existe plusieurs niveaux de regroupement et l'emploi de mots tels que « tribus », « horde », ou « peuplade » ont une connotation péjorative malgré un sens sociologique et historique précis. Par ailleurs, une ethnie n'est pas forcément statique, elle est dynamique, elle s'adapte à son environnement, parfois elle disparaît en s'assimilant à un autre groupe. Il est évident que certaines distinctions ethniques n'auront plus d'intérêt ou de sens dans un lieu d'immigration intensif comme c'est le cas à Muea, où les personnes cohabitent avec des objectifs à peu près identiques. C'est donc pour répondre à ce souci de réalité que les démarches de regroupement des ethnies se sont basées en priorité sur la réalité locale.

Le questionnaire de l'enquête auprès des ménages comportait trois questions à poser au chef du ménage, en plus de celle concernant directement son appartenance ethnique, afin de déterminer le plus précisément possible son ethnie d'origine. Il s'agissait de connaître (i) son village d'origine, (ii) son département de naissance (« division » en anglais), et (iii) sa langue maternelle.

Malgré ces questions supplémentaires posées au chef du ménage, le doute a persisté dans certains cas. Pour être vraiment rigoureux, voilà comment les questions auraient dû être posées :

Influence(s) culturelle(s)				Langue(s) parlée(s)				
Village d'origine	Canton	Département	Arrondissement	Lieu de naissance	Langue maternelle	Pidgin (cocher)	Anglais (cocher)	Français (cocher)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)

La définition finalement retenue pour caractériser les ethnies a combiné les critères linguistiques et culturels précédemment cités. Cependant, il faut rappeler que la désagrégation des ethnies a fait l'objet d'un choix directement déterminé en fonction des perceptions sur le terrain et non par rapport à une référence particulière (les références ne s'accordent d'ailleurs pas systématiquement). Ce qui va suivre constitue donc une version du partage ethnique mais les

divergences par rapport à des travaux de référence seront indiquées à chaque fois que cela sera possible.

2) Une ville cosmopolite...

La population de la ville a été classifiée ainsi : Grassfields, Grassfields-Bamileke, Sawa, les Fang ont été regroupés avec les étrangers à cause de leur faible nombre. Comme les Grassfields représentent une large frange de la population de la ville, ils ont été distingués entre eux par la création de deux sous-groupes. Par ailleurs, les Grassfields du Nord-Ouest sont pratiquement tous anglophones, et ceux de l'Ouest - les Bamileke - sont en partie anglophones et en partie francophones⁷. Les Sawa regroupent les Bakweri et d'autres tribus. Tout le reste a été regroupé parmi les Fang et les étrangers. Le détail de la répartition des ethnies est la suivante :

(a) *Les Grassfields.*

Le mot Grassfields (on dit aussi Ngrassfields) provient du mot anglais « grassfield » et caractérise les peuplades des zones Ouest, Nord-Ouest, et d'une partie de la zone Sud-Ouest du Cameroun (montagne et savane). L'ethnie associée est celle des Bamileke qui se situe principalement dans la zone ouest du pays. Les Grassfields représentent à eux seuls 70% de la population totale de la ville et ils se différencient aussi pour des raisons linguistiques. C'est pour ces deux raisons qu'ils ont été subdivisés en deux groupes distincts afin d'affiner les analyses au niveau social.

Les Grassfields se subdivisent en deux sous-groupes à cause de leur grand nombre dans la population totale de la ville et d'une différenciation linguistique. Nous avons donc les Grassfields-Bamileke et les autres Grassfields (Bamoun et Bamenda). Ils regroupent les ethnies de la manière suivante :

⁷ On peut associer aux Grassfields de l'Ouest, les Bangwa de Lebialem qui sont aussi anglophones. En ce qui concerne les Bamileke anglophones, ils sont souvent qualifiés de « onzième province ». En effet, le Cameroun n'a que dix provinces et être de la onzième province signifie que l'on est plus ou moins rejeté par sa province d'origine et par sa province d'adoption - le Sud-Ouest.

Tableau 5: Répartition ethnique des Bamileke dans la ville (Muea, août 1995).

Grassfields Bamileke	Grassfields	
Bamileke	Bamoun	Bamenda
Bacha	Boum/Voute	Bali
Bafang	Mbam	Bati
Bafoussam	Tikar	Ejagham ^b
Bangangte		Kom
Bangwa etc.		Lamso = Banso
Banya		Libum = Wimbum ^c
Befang ^a		Menemo = Metta
Dschang		Moghamo = Batibo = Ngwaw = Ngie ^d
Mbouda		Mungaka
Mundani		Ngemba
		Tikar ^e
		Widikum
		Wum = Aghem ^f

^a A rattacher aux Bamenda selon Courade, 1974,

^b Les Ejagham sont inclus dans le groupe de Bamenda et non dans celui des Sawa (Bantoides de la forêt) selon Courade, 1974,

^c Il faut y rattacher aussi les Nsungli selon Courade (1975), mais elles sont affectées au département de Nkambe selon Durupt et al. (1969 : 1-5),

^d Distinct selon Courade, 1974,

^e Les Tikar sont représentés à la fois sous les Bamoun et les Bamenda car ils regroupent en fait les départements de Bamenda, Wum et Nkambe (Durupt et al., 1969 : 1-47),

^f Les Aghem font partie du département de Wum (Durupt et al., 1969 : 1-5),

Les Grassfields se caractérisent par la meilleure distribution nationale de la population. Surnommés souvent péjorativement les « envahisseurs », ils sont d'une immigration facile et dont l'une des causes est leur espace de vie très réduit dans les provinces d'origine : Ouest (Bamileke, Bamoun), Nord-Ouest (Bamenda), Sud-Ouest (Bangwa), centre (Mbam), Adamaoua (Boum, Tikar). Ils sont généralement autonomes et ils pratiquent généralement dans ce sens « l'auto-emploi ». C'est un peuple très scolarisé de manière générale et qui se tient très bien informé sur l'environnement national et international. Cela explique leur succès dans le commerce. A l'échelle de la ville, leur niveau scolaire au niveau de tous les membres de la famille n'est pas plus élevé que les autres ethnies mais celui des chefs de ménages Bamileke est supérieur aux autres en ce qui concerne les niveaux d'éducation du secondaire et du lycée. C'est une ethnie de polygamie facile et l'exogamie est courante. Les chefs de ménages de sexe féminin sont les moins représentés dans la ville chez les Grassfields et les Bamileke (22% et 16% du total respectivement). Leur structure sociale est connue comme étant très bien hiérarchisée et structurée autour des chefferies traditionnelles. Les palais sont fixes et l'on devient chef par succession.

Les Grassfields ont la réputation d'être entreprenant et créatifs tout en demeurant néanmoins traditionalistes. Ils s'orientent généralement vers l'agriculture, l'élevage ou le commerce. Ce

sont les chefs de ménage Bamileke qui déclarent envoyer le plus de transferts monétaires hors de la ville (83% des chefs de ménages de l'échantillon).

(b) *Les Sawa.*

Les Sawa ont été répartis en trois groupes, les Sawa proprement dits (S), les Sawa-Fang (SF) de la forêt et les Sawa de la côte et de la montagne (SC).

Les autochtones de Muea sont les Bakweri et ils font partie du groupe ethnique Sawa. Les Bakweri représentent 14,01% de la population totale de la ville (sur un total de 24,1% que constitue la représentation Sawa). Cette ethnie s'étend géographiquement le long des côtes, sur le bord des mers et dans la forêt. Ils sont connus comme chasseurs ou pêcheurs. Les Sawa se subdivisent en trois sous-groupes de la manière suivante :

Tableau 6: Répartition ethnique du groupe Sawa dans la ville (Muea, août 1995).

Douala-Sawa (côtes)	Bassa (forêt et côtes)	Bayang (côte et montagne)
Bafaw	Bakoko	Bayang
Bakossi ^a	Yabassi	Keyang
Bakweri ^b		
Bassossi		
Krio		
Mbo ^c		
Oroko (Bakundu, Balondo)		

^a Les Bakossi font partie des Lundu-Mbo selon l'Atlas du Cameroun, p.33;

^b Les Bakweri sont distincts des Douala selon Courade, 1974;

^c Les Mbo font partie des Lundu-Mbo selon l'Atlas du Cameroun, p.33.

La société Sawa est une société plus ou moins acéphale dont les chefferies ne possèdent pas de palais fixes. C'est un peuple qui a adopté la religion chrétienne dès le début de la colonisation. La scolarisation est en recul mais ils ont pourtant de très bons résultats au niveau de la ville et des chefs de ménages, surtout pour les diplômés universitaires (2,7%, score le plus élevé de tous). Leur niveau scolaire est même supérieur aux Grassfields et Grassfields-Bamileke pour le primaire et supérieur aux Grassfields pour le secondaire. Les Sawa ne sont pas un groupe numériquement très important si on les compare aux autres groupes ethniques. Les migrations de leur part sont réduites. Ils ne s'entendent pas forcément très bien avec les peuples de l'intérieur et ils sont parfois en proie à des luttes traditionnelles.

Les Sawa pratiquent la pêche, la musique et ils se trouvent en nombre relativement important dans les postes de l'administration. Politiquement on peut observer une tendance vers le libéralisme. Ils cultivent le manioc (miondo, garri, water foo-foo, kum-kum etc.). Les Sawa envoient le moins de transferts monétaires hors de la ville, par rapport aux autres ethnies (52%

des chefs de ménages interrogés). Et comme on pourrait s'y attendre, il n'y a que 37% des chefs de ménages Sawa qui déclarent s'être installés dans la ville pour des raisons économiques. Les Sawa ont le plus de chefs de ménage de sexe féminin, en particulier chez les Bakweri, où 22% des chefs de ménage de sexe féminin sont représentés par des femmes Bakweri.

(c) *Les Pahouins (Fang et Fang-Béti).*

Les Pahouins regroupent les Fang et les Béti. Nous avons aussi rattaché les étrangers aux Fang. Ils ont été regroupés avec l'ethnie Fang à cause de leur faible représentation dans la ville. Regroupés sous l'ethnie Fang, ils ne représentent que près de 7% de la population de la ville (les ressortissants du Nigeria participant à hauteur de 4% du total).

Voici comment se répartissent les différentes tribus qui font partie de l'ethnie Fang :

Tableau 7: Répartition ethnique des groupes Fang et Béti de la ville (Muea, août 1995).

FANG	BETI
Pygmées	Ewondo
Kaka	Bulu
	Eton
	Manguissa
	Sanaga*

* Ethnie qui regroupe les Yambassa.

Ce sont des chasseurs de la forêt qui se distinguent par leur art dramatique (la littérature). Ils s'orientent actuellement vers la bureaucratie. Tout comme chez les Sawa, c'est un groupe ethnique plus ou moins acéphale dont la chefferie est sans palais fixe. Les migrations y sont réduites et, encore une fois, comme chez les Sawa, ils sont en proie à des luttes traditionnelles. Le stéréotype ordinaire des membres de cette ethnie est le « chop-broke-pot », qui signifie « culture sans grenier ». Ils cultivent le manioc (bobolo, kum-kum etc.).

(d) *Les Peuls.*

Les peuls regroupent les Foulbé, les Fulani, et les Aku. Il faut souligner que c'est le deuxième groupe le plus distribué au Cameroun après les Grassfields mais leur nombre est très faible dans la ville (de l'ordre de quelques ménages seulement). C'est pour cette raison qu'ils ont été rattachés aux Fang. Tous comme l'ont été les Sao et les Haussa.

Ils se retrouvent au nord du Cameroun, dans les steppes et les contrées semi-arides. Leurs ressources là-bas proviennent essentiellement des revenus de l'élevage. Ce sont des nomades de confession musulmane qui se caractérisent par une tendance vers le commandement. Ils se

distinguent par des traits physiques particuliers (grands, élancés et minces) et des vêtements typiques (gandoura). Ils consomment traditionnellement des produits laitiers, des céréales et des fritures. Ils sont sous-scolarisés si on compare les peuls aux autres ethnies. Ils sont de polygamie facile mais, contrairement aux Grassfields, l'exogamie est limitée.

(e) *Les Sao.*

Cette ethnie n'est pas représentée dans la ville. L'ethnie Sao regroupe des peuples de montagnards qui vivent sur des territoires semi-arides. Les Sao pratiquent indifféremment l'agriculture (coton, riziculture, arachide), la pêche et l'élevage. Ils sont en proie à des luttes traditionnelles et ils sont en lutte armée contre l'islam. C'est un peuple de païens de plus en plus converti au catholicisme. Ils sont sous scolarisés (surtout dans l'extrême nord du pays). On peut distinguer trois groupes principaux qui composent cette ethnie :

GROUPE 1	GROUPE 2	GROUPE 3
Massa	Mudang	Kotoko
Kirdi	Toupouri	Arabes Choa
Mousgoun	Giziga	

(f) *Les Ibo, Ibibio (Nigeria).*

Les Nigériens ont été rattachés aux Fang car ils ne représentent qu'un peu plus de 4% de la population des chefs de ménages de la ville et un peu moins de 5% au niveau de tous les individus de l'échantillon. Leur niveau de scolarité est très faible mais c'est évidemment l'appât du gain qui les a attirés dans la ville (raisons économiques pour 70% d'entre eux environ, score le plus élevé pour cette catégorie).

Tableau 8 : Regroupement des ethnies de l'échantillon des ménages de la ville (Muea, 1995).

#	Ethnie	Groupe Eth.	Province	Regroupement définitif*	#	Ethnie	Groupe Eth	Province	Regroupement définitif*
1	Aghem	G	NO	G	36	Fulani	CP	N	F
2	Bacha	GB	O	GB	37	Haussa	H	F	F
3	Bafang	GB	O	GB	38	Ibibio	I	F	F
4	Bafia	SF	SO	S	39	Ibo	I	F	F
5	Bafmen	SC	CS	S	40	Ikwe	SC	SO	S
6	Bafoussam	GB	O	GB	41	Keyang	SF	SO	S
7	Bafut	G	NO	G	42	Kom	G	NO	G
8	Bafwum	GB	GB	GB	43	Mbembe	G	NO	G
9	Bakossi	SC	SO	S	44	Mbo	SC	SO	S
10	Bakundu	SC	SO	S	45	Mbouda	GB	O	GB
11	Bakweri	SC	SO	S	46	Menemo	G	NO	G
12	Bali	G	NO	G	47	Metta	G	NO	G
13	Balondo	SC	SO	S	48	Mmen	G	NO	G
14	Bamenda	G	NO	G	49	Modele	G	NO	G
15	Bamileke	GB	O	GB	50	Moghamo	G	NO	G
16	Bamo	G	NO	G	51	Mundani	G	NO	G
17	Bamubu	G	NO	G	52	Ngemba	G	NO	G
18	Bamw	SC	CS	S	53	Ngie	SC	SO	S
19	Banb	G	NO	G	54	Ngo	G	NO	G
20	Bangangté	GB	O	GB	55	Njal	G	NO	G
21	Bangwa	G	NO	G	56	Nkambe	G	NO	G
22	Banja	GB	O	GB	57	Nkol	F	CS	F
23	Banso	G	NO	G	58	Noni	G	NO	G
24	Banumbu	G	NO	G	59	Nton	G	NO	G
25	Banyang	G	NO	G	60	Oku	G	NO	G
26	Barombi	G	NO	G	61	Oshi	G	NO	G
27	Bayang	SF	SO	S	62	Weh	G	NO	G
28	Befang	GB	O	GB	63	Widikum	G	NO	G
29	Bikom	G	NO	G	64	Wimbum	G	NO	G
30	Dschang	GB	O	GB	65	Wum	G	NO	G
31	Ejagham	G	NO	G	66	Yamba	G	NO	G
32	Esu	G	NO	G					
33	Eton	FB	CS	F					
34	Ewondo	FB	CS	F					
35	Fang	F	CS	F					

Notes - La colonne des ethnies regroupe des données brutes. Il existe donc vraisemblablement des erreurs de transcription ou des noms de localités telles que « Bamw » ou « Bafoussam » par exemple. Elles ont cependant été corrigées grâce aux informations complémentaires recueillies auprès des ménages.

N = Nord, O = Ouest, SO = Sud-Ouest, CS = Centre Sud,

G = Grassfields, GB = Grassfields-Bamileke,

S = Sawa,

F = Fang et étrangers,

CP = Peuls,

Le regroupement définitif correspond aux besoins de l'enquête et non aux besoins de classification ethnique. Ainsi, il faut lire pour les Ibo et les Ibibio, « Fang et étrangers » sous le label F. Les ethnies en petit nombre ont en effet été regroupées.

Le **Tableau 8** montre les différentes réponses qui ont été données pour déterminer les ethnies.

Le regroupement définitif en quatre groupes prend en considération la réponse du chef de ménage, mais aussi son village d'origine, son département de naissance et sa langue maternelle.

La réponse du chef de ménage est indiquée dans la première colonne et on remarque que c'est assez chaotique dans la précision des réponses, de l'orthographe et de la confusion ville et

ethnie. Les trois autres éléments n'ont pas été retranscrits mais ils ont permis de déterminer la province et le regroupement définitif des ethnies.

3) ... mais qui présente les caractéristiques d'une ville dynamique.

Après avoir décrit rapidement les particularités propres à chacun des grands groupes ethniques du Cameroun, nous pouvons maintenant faire une analyse transversale par domaine. Les quelques tableaux suivants nous montrent qu'il n'y a pas à ce niveau de grandes différences fondamentales entre les ethnies. C'est un constat prévisible car Muea est une ville dynamique qui tire ses principales ressources de l'agriculture et du commerce des produits de l'agriculture par le biais de son marché. On peut y gagner sa vie correctement en exploitant les richesses agricoles de la ville et de ses environs mais il faut travailler sans relâche dans des conditions difficiles. Il apparaît ainsi que seules les personnes les plus entreprenantes restent dans la ville. C'est d'ailleurs pour des raisons économiques que la grande majorité des chefs de ménages déclarent s'être installés dans la ville.

Tableau 9 : Quelques caractéristiques des ménages de la ville, classés par ethnie (Muea, août 1995).

	Grassfields	Grassfields Bamileke	Sawa	Etrangers et Fang	Ensemble
% de la population totale (N = 1556)	53,6	16,0	23,46 (12,4%) ^a	6,94 (4,76%) ^b	100,00
% des chefs de ménage (N = 307)	55,05	14,01	24,10 (14,01) ^a	6,84 ^b (4,23) ^b	100,00
Chefs de ménage de sexe féminin (en %)	22,49	16,28	31,08	23,81	23,78
Age moyen du chef de ménage	37	44	42	45	40
Présence au village depuis 19..	80	71	71	69	76
Envois de fonds hors du village (% des chefs de ménage, N = 307)	72,78	83,72	52,70	66,67	69,06

^a Bakweri.

^b Ibo (Nigeria).

Le **Tableau 9** donne rapidement les grands traits de la population de la ville qui est classée selon les quatre grandes catégories. Les autochtones Bakweri sont minoritaires dans la ville en ne représentant que le quart de la population. En revanche, la présence des Grassfields est si importante qu'il a fallu subdiviser ce groupe pour équilibrer les représentations. Les proportions des ethnies dans la ville sont relativement identiques selon que l'on considère les chefs de ménage uniquement ou la population entière de l'échantillon. Le nombre moyen

d'individus présents dans chaque ménage est de cinq environ⁸. C'est un chiffre très faible qui est très surprenant dans un contexte africain. On peut néanmoins le justifier par la nature de la ville. En effet, la ville est constituée d'immigrants qui travaillent pour envoyer de l'argent à leur village d'origine (entre autres), à l'inverse des villages ruraux classiques. Ces immigrants sont souvent célibataires et cela a probablement fait chuter les moyennes, d'ailleurs les écarts types sont compris entre trois et quatre.

L'âge moyen des chefs de ménage est relativement bas. Les chefs de ménage Grassfields sont les plus jeunes (37 ans) et leur présence dans la ville ne date que des années quatre-vingts.

Tableau 10 : Niveau d'éducation de la population totale de l'échantillon (N = 1 556).

Education	Non	Primaire	Secondaire	Lycée	Université	INVALIDE		
ETHNIES							TOTAL	STATISTIQUE
1 GRASSFIELDS	220	458	118	26	5	7	834	FREQUENCE
	26.38	54.92	14.15	3.12	0.60	0.84	100.00	P LIGNE
	57.44	57.04	40.41	47.27	45.45	58.33	53.60	P COLONNE
2 GRASSFIELDS BAMILEKE	63	111	63	10	2	--	249	FREQUENCE
	25.30	44.58	25.30	4.02	0.80		100.00	P LIGNE
	16.45	13.82	21.58	18.18	18.18		16.00	P COLONNE
3 SAWA	76	177	88	16	4	4	365	FREQUENCE
	20.82	48.49	24.11	4.38	1.10	1.10	100.00	P LIGNE
	19.84	22.04	30.14	29.09	36.36	33.33	23.46	P COLONNE
4 FANG ET ETRANGER	24	57	23	3	--	1	108	FREQUENCE
	22.22	52.78	21.30	2.78		0.93	100.00	P LIGNE
	6.27	7.10	7.88	5.45		8.33	6.94	P COLONNE
TOTAL	383	803	292	55	11	12	1 556	FREQUENCE
	24.61	51.61	18.77	3.53	0.71	0.77	100.00	P LIGNE
	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	P COLONNE

Les chefs de ménage de sexe féminin sont bien représentés et elles représentent le tiers de la population des chefs de ménage Sawa. La ville est pourvue de quatre écoles primaires et de deux écoles secondaires. Le **Tableau 10** (population totale) et le **Tableau 11** (chefs de ménages uniquement) nous donnent des précisions sur le niveau scolaire des ménages de la ville. Nous voyons ainsi apparaître que :

⁸ La taille des ménages exerçant une activité agricole était de huit personnes environ en 1987 (Almy et besong, 1987: 4).

Tableau 12 : Motivation de l'installation dans la ville du chef de ménage.

ETHNIES	Economiques	Familiales	Autres	INVALIDE	TOTAL	STATISTIQUE
1 GRASSFIELDS	114	37	15	3	169	FREQUEN
	67.46	21.89	8.88	1.78	100.00	P LIGNE
	61.96	43.02	55.56	30.00	55.05	P COLONN
2 GRASSFIELDS BAMILEKE	27	11	3	2	43	FREQUEN
	62.79	25.58	6.98	4.65	100.00	P LIGNE
	14.67	12.79	11.11	20.00	14.01	P COLONN
3 SAWA	28	33	9	4	74	FREQUEN
	37.84	44.59	12.16	5.41	100.00	P LIGNE
	15.22	38.37	33.33	40.00	24.10	P COLONN
4 FANG ET ETRANGER	15	5	--	1	21	FREQUEN
	71.43	23.81		4.76	100.00	P LIGNE
	8.15	5.81		10.00	6.84	P COLONN
TOTAL	184	86	27	10	307	FREQUEN
	59.93	28.01	8.79	3.26	100.00	P LIGNE
	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	P COLONN

Le **Tableau 12** montre les motivations qui ont poussé les chefs de ménages à venir s'installer dans la ville. La moyenne générale est de 60% environ pour ceux qui ont déclaré être venus pour des raisons économiques. Les Fang et étrangers arrivent en première place pour cette raison avec un total de 71%. Comme l'on pourrait s'y attendre, les autochtones (Sawa, dont Bakweri), déclarent plutôt être motivés pour des raisons familiales.

Tableau 13 : Revenus et dépenses totales selon l'origine ethnique du chef de ménage.

ETHNIES	REVENU TOTAL	DEPENSE TOTALE	STATIS
1 GRASSFIELDS	112 814 434	145 613 325	SOMME
	705 090.21	877 188.70	MOYENNE
	1 639 188.58	1 191 512.43	ECARTYPE
2 GRASSFIELDS BA MILEKE	21 395 728	43 228 798	SOMME
	521 847.02	1 054 360.93	MOYENNE
	575 621.80	899 021.24	ECARTYPE
3 SAWA	58 981 925	72 998 584	SOMME
	854 810.51	1 028 149.07	MOYENNE
	1 339 858.47	1 172 958.24	ECARTYPE
4 FANG ET ETRANGER	28 697 710	32 311 854	SOMME
	1 510 405.79	1 615 592.70	MOYENNE
	3 584 261.79	2 443 591.73	ECARTYPE
TOTAL	221 889 797	294 152 561	SOMME
	767 784.76	987 089.13	MOYENNE
	1 674 882.20	1 279 928.93	ECARTYPE

Le **Tableau 13** montre la répartition du revenu et des dépenses totales annualisées. Le déficit des revenus qui apparaît dans le tableau tient compte de la sous-estimation (relevée lors des enquêtes) des revenus des cultures vivrières en raison de la conception des questionnaires et surtout par la complexité de l'évaluation micro-économique étendue sur quelques semaines seulement. Les données sont cependant rééquilibrées dans la matrice de comptabilité sociale grâce aux données obtenues sur l'étude du marché de la ville.

Pour les besoins de l'analyse, les ménages de la ville ont été différenciés par niveau de revenu. Nous avons ainsi déterminé quatre catégories de ménages:

1. Les ménages très pauvres, qui représentent près de 20% de la population et dont les revenus annuels sont strictement inférieurs à 250 000 F CFA.
2. Les ménages pauvres, qui représentent près de 25% de la population et dont les revenus annuels sont compris entre 250 000 et 500 000 F CFA.
3. Les ménages intermédiaires (ou moyens), qui représentent un peu plus de 25% de la population et dont les revenus annuels sont compris entre 500 000 et un million de F CFA.
4. Les ménages riches, qui représentent près de 30% de la population de la ville et dont les revenus annuels sont supérieurs à un million de F CFA (jusqu'à 12 millions).

Les analyses barycentriques montrent que les ménages riches sont plutôt représentés par des étrangers et des Fang. Ils sont évidemment propriétaires de leur habitat mais celui n'est pas forcément entièrement en ciment. Les activités non-agricoles pratiquées par ces ménages riches sont principalement le transport (chauffeurs de taxi) l'élevage et le commerce urbain.

Les ménages à revenu intermédiaire sont engagés dans un grand nombre d'activités. Le commerce vivrier, les services urbains, et la production urbaine sont exercés par des chefs de ménage jeunes (entre 32 et 34 ans). Les chefs de ménage les plus âgés de cette catégorie sont des pensionnaires de retraite.

Les ménages pauvres et très pauvres exercent principalement des activités de production rurale et de main-d'oeuvre salariée.

L'âge, la possession de terres agricoles et le sexe du chef de ménage ne sont pas des critères de différenciation très significatifs. Les résultats concernant le statut de propriété sont conformes aux attentes: les propriétaires de logement sont riches et âgés (47 ans), tandis que les locataires sont jeunes (35 ans) et ils ont des revenus intermédiaires (moyens) et faibles (pauvres).

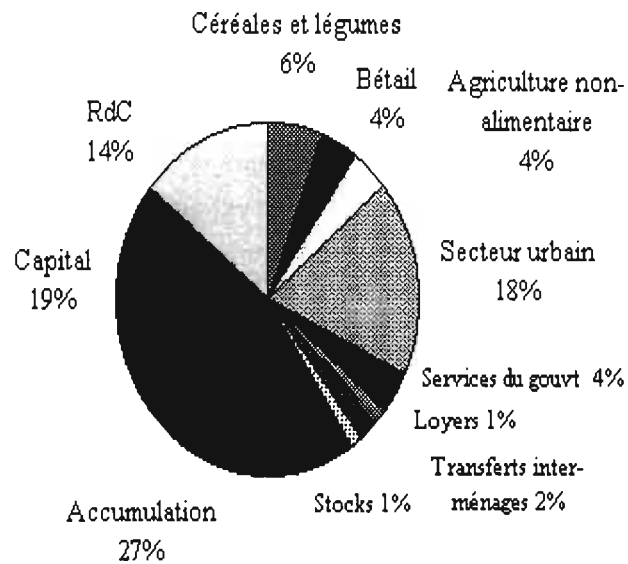
Tableau 14 : Compte des ménages (Muea, août 1995).

Ménages (en millions de F CFA)					
<i>Emplois</i>			<i>Ressources</i>		
Céréales et légumes	143,665	5,85%	Main d'oeuvre rurale	24,720	1,01%
Elevage	97,511	3,97%	Main d'oeuvre urbaine	46,389	1,89%
Production agricole	13,682	0,56%	Main d'oeuvre familiale	1 819,470	74,04%
Commerce agricole	93,117	3,79%	Location	14,049	0,57%
Matériaux de construction	6,945	0,28%			
Biens d'équipement	70,840	2,88%	Capital public	7,092	0,29%
Commerce non agricole	279,461	11,37%	Njangy	123,005	5,01%
Loisirs	28,062	1,14%	Epargne	255,000	10,38%
Transport	27,614	1,12%	Caisse de prévoyance	6,286	0,26%
Services urbains	39,834	1,62%			
Education	35,702	1,45%	Transferts	16,239	0,66%
Eau, gaz, électricité	31,235	1,27%	Gouvernement	121,315	4,94%
Santé	33,095	1,35%			
			Loyers	23,840	0,97%
Loyers	34,993	1,42%			
Capital public	48,000	1,95%			
Stocks	31,029	1,26%			
Accumulation (solde des ménages)	666,900	27,14%			
Njangy	160,000	6,51%			
Epargne	255,000	10,38%			
Caisses de prévoyance	6,286	0,26%			
Importations	223,704	9,10%			
Transferts	50,954	2,07%			
Impôts et taxes	79,702	3,24%			
Total	2 457,331	100,00%	Total	2 457,405	100,00%

Note - Les transferts monétaires inter-ménages ne sont pas inscrits ici, ce qui explique que le total du compte des ménages s'élève à 2 457 millions de F CFA et non 2 509 millions. En revanche, les dépôts financiers auprès des associations financières locales ont été inscrites en ressource et en emploi.

Le **Tableau 14** montre la structure des ressources et des emplois de l'ensemble des ménages. La main-d'oeuvre familiale, qui représente en quelque sorte l'excédent brut d'exploitation, participe pour près de 75% des ressources des ménages. Cela s'explique par une production importante et de très faibles consommations intermédiaires. L'accumulation des ménages représente près du tiers des emplois des ménages. Il ne s'agit pas d'une accumulation au sens productif du terme, mais plutôt d'une sorte d'épargne qui ne rentre pas dans les circuits informels ou formels. Elle est visiblement conservée ailleurs, sans doute chez les ménages, mais il n'y a pas de renseignements précis à ce sujet.

Figure 10 : Structure des dépenses de l'ensemble des ménages (Muea, août 1995).



La **Figure 10** montre la structure globale des dépenses des ménages. L'énorme accumulation mobilisée par les ménages représente des encaisses monétaires qui ne sont affectées ni dans les circuits financiers informels ni dans les circuits financiers formels. Elle traduit les énormes gains réalisés par la production agricole, le secteur vivrier en particulier. Les fuites monétaires à l'extérieur de la ville représentent 14% des dépenses, dont 8,91% pour l'importation de biens de consommation. La part des dépenses du secteur urbain est plus importante que celle du secteur agricole, ce qui est normal compte tenu de l'auto-consommation de produits vivriers. Bien que les dépenses d'éducation soient assez élevées, les services du gouvernement ne représentent que 4% des dépenses seulement.

Tableau 15 : Structure des comptes des dépenses des différentes catégories de ménages (Muea, août 1995).

	Ménages				TOTAL MENAGES
	très pauvres	pauvres	moyens	riches	
Céréales et légumes	3,34%	7,37%	5,55%	5,87%	5,72%
Agriculture de rente	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Total agr all	3,34%	7,37%	5,55%	5,87%	5,72%
Bétail	2,12%	5,05%	4,29%	3,78%	3,89%
Prod rur non agr	1,42%	1,19%	0,58%	0,24%	0,55%
Outillage agricole	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Commerce agricole	9,69%	8,13%	3,98%	1,67%	3,71%
Engrais	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Agr non all	11,12%	9,32%	4,56%	1,91%	4,26%
Matériaux de const	0,00%	0,01%	0,14%	0,44%	0,28%
Manuf. (biens d'éqt)	1,51%	4,31%	2,56%	2,85%	2,82%
Com non agr (alim)	5,02%	11,03%	8,83%	13,17%	11,14%
Loisirs	0,54%	2,18%	0,87%	1,10%	1,12%
Transport	0,83%	1,81%	1,43%	0,86%	1,10%
Services urbains	4,15%	3,48%	1,70%	0,71%	1,59%
Secteur urbain	12,05%	22,82%	15,53%	19,14%	18,04%
Education	0,75%	1,27%	1,13%	1,69%	1,42%
Eau, gaz, électricité	1,18%	2,33%	1,52%	0,92%	1,24%
Vétérinaire	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Santé	0,14%	0,92%	0,58%	1,91%	1,32%
Produits serv gouv	2,07%	4,52%	3,23%	4,52%	3,99%
Loyers	2,51%	4,18%	1,79%	0,47%	1,39%
Produits loyers	2,51%	4,18%	1,79%	0,47%	1,39%
TOTAL PRODUITS	33,20%	53,26%	34,96%	35,69%	37,29%
Ménages très pauvres	0,02%	0,08%	0,08%	0,07%	0,07%
Ménages pauvres	0,24%	0,83%	0,78%	0,77%	0,73%
Ménages moyens	0,08%	0,27%	0,25%	0,25%	0,23%
Ménages riches	0,34%	1,20%	1,12%	1,11%	1,05%
TOTAL MENAGES	0,68%	2,38%	2,22%	2,21%	2,09%
Stock	3,23%	2,71%	1,33%	0,56%	1,24%
Accumulation	56,88%	15,75%	33,53%	20,67%	26,57%
Capital public	0,21%	1,58%	1,69%	2,37%	1,91%
Njangy	0,71%	5,26%	5,63%	7,89%	6,38%
Epargne	1,14%	8,38%	8,98%	12,57%	10,16%
Caisses de prévoyance	0,03%	0,21%	0,22%	0,31%	0,25%
TOTAL CAPITAL	2,09%	15,42%	16,53%	23,13%	18,70%
RdC	2,96%	6,24%	5,95%	11,72%	8,91%
Transferts RdC	0,62%	1,62%	3,20%	1,87%	2,03%
Gouv't RdC	0,33%	2,62%	2,28%	4,15%	3,18%
TOTAL RdC	3,91%	10,48%	11,44%	17,74%	14,12%
TOTAL	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Note - les ratios totaux sont légèrement inférieurs à ceux du compte des ménages car nous y avons inclus les transferts inter-ménages.

Le **Tableau 15** montre la structure détaillée des comptes des différentes catégories de ménages dans la ville. Une remarque méthodologique s'impose ici au niveau comptable. Il existe deux possibilités pour illustrer le circuit de l'épargne des ménages: soit on considère qu'ils récupèrent en quelque sorte l'épargne qu'ils ont versée dans leurs associations financières (à la

fin de l'année) et dans ce cas le compte des ménages fait apparaître une ressource de la part de l'épargne, soit on suppose que c'est le compte du reste du Cameroun qui reçoit les dépôts en ressources. On suppose que le versement des contributions financières aux associations financières de la ville (Njangy, caisse d'épargne et caisse de prévoyance), constitue un emploi dans un premier temps puis une ressource des ménages, déduction faite des investissements auprès des Njangy. On considère en effet que les dépôts versés par les ménages leur reviennent directement s'ils n'ont pas effectué d'investissements. Une autre possibilité s'offre à nous pour affecter les ressources monétaires mobilisées par les ménages : le reste du Cameroun. Dans ce deuxième cas, on suppose que les sommes sont déposées dans des systèmes formels, mais cela ne correspond pas à la réalité, où les réseaux de financement échappent massivement au système formel. Chacune de ces deux méthodes possède au moins un inconvénient. Dans le premier cas, le niveau des ménages est artificiellement compté deux fois, ce qui augmente donc les encaisses monétaires. Dans le deuxième cas, le compte du reste du Cameroun est artificiellement augmenté, ce qui ne correspond pas à la réalité. Il faut donc garder à l'esprit qu'affecter les dépôts des ménages dans leur propre compte (comme un simple transfert monétaire) augmente artificiellement les encaisses monétaires. Cela a une conséquence directe sur l'accumulation des ménages qui atteint alors près de 30% en moyenne et plus de la moitié des dépenses des ménages très pauvres. Au contraire, si l'on affecte les dépôts des ménages directement dans le compte du reste du Cameroun, le compte des ménages s'en trouve réduit d'autant et l'accumulation ne représente plus que 13% environ du budget total des ménages.

Contrairement à ce que l'on aurait pu prévoir, il n'y a pas d'inégalités frappantes entre les différentes ethnies au niveau des richesses. Les niveaux d'éducation sont relativement identiques.

C. L'usine locale « Maggi ».

L'usine est située dans l'enceinte de la ville, à quelques mètres seulement de la bordure qui donne sur les champs. Elle est entourée d'un mur en ciment et la superficie totale doit être d'environ un hectare. L'usine est assez imposante par rapport à la ville. Un grand jardin est actuellement exploité par les employés de l'usine afin de produire quelques produits agricoles. Cette usine est toute récente et sa construction a été achevée en juillet 1995. Elle est opérationnelle depuis avril 95. Comme son nom l'indique, elle est chargée de la production de cubes bouillon.

Photo n° 9 : A l'orée de la forêt (Muea, août 1995).



A la limite du périmètre urbain de Muea, la végétation et les habitations cohabitent. On aperçoit à gauche le mur d'enceinte de l'usine de la ville (elle est chargée du conditionnement et de l'emballage de cubes bouillons).

Le choix du site s'explique par *(i)* sa proximité avec la ville de Douala, le grand pôle industriel du pays, à une soixantaine de kilomètres, *(ii)* le réseau routier qui passe de Muea à Douala est bitumé, ce qui est un atout très précieux dans cette région soumise à de fortes précipitations pendant la saison des pluies et *(iii)* le terrain a été acquis pour un prix avantageux si on le compare à ceux de Douala en ce moment.

La production était au mois d'août de 50 000 tablettes environ. Le potentiel de l'usine est de 150 000 tablettes. Le prix de vente des tablettes oscille entre 17 et 20 F CFA. La quasi-totalité de la vente est destinée aux commerçants, rien n'est écoulé dans la ville. L'usine emploie six personnes dont deux personnes en permanence. Il y a deux employés locaux embauchés à temps partiel dans l'usine. Le personnel est composé d'un directeur qui supervise un comptable et un responsable technique. Le directeur et le comptable sont tous les deux basés à Douala. En plus de ces trois personnes, un seul employé travaillait dans l'usine durant le mois d'août. La semaine de travail pour l'usine s'étend du lundi au vendredi.

L'usine ne produit pas la pâte qui est destinée à faire les cubes bouillons. Celle-ci se contente de la recevoir puis de concevoir par la suite le conditionnement et l'emballage. Le partenaire de cette usine est LIEBIG Bénélux, partenaire de l'usine en Belgique. La société LIEBIG approvisionne l'usine en pâte.

Les comptes financiers de l'usine n'ont pas pu être établis car tout le personnel (à l'exception d'un individu) était absent. La masse salariale peut néanmoins être évaluée à 300 000 F CFA par mois (le salaire du directeur n'est pas compris dans ce total). En ce qui concerne les charges, seule l'électricité a pu être évaluée : 150 000 F CFA par mois si l'on s'en réfère aux informations de l'employé. Afin de pouvoir intégrer l'usine dans la matrice de comptabilité sociale, on a supposé qu'elle produisait une moyenne de 100 000 tablettes vendues à 20 F CFA. Cela produit un chiffre d'affaires de 24 millions de F CFA par an. La totalité de la production est exportée. Les emplois sont constitués par les charges salariales, 3,6 millions de F CFA par an. Les consommations intermédiaires et la valeur ajoutée sont affectées directement au reste du Cameroun, l'usine se comportant comme un élément totalement exogène dans l'économie pour une valeur totale de 20,4 millions de F CFA.

La situation actuelle de l'usine est celle d'une entreprise qui fait face à la crise tant bien que mal et qui doit affronter de surcroît une très forte concurrence de la part des entreprises de grandes tailles qui sont installées depuis longtemps dans le pays. La production n'est pas à son maximum. Elle est peut-être due aux grandes vacances, au marasme économique, à la forte concurrence.

Chapitre III: Les facteurs de production.

A. Une terre fertile mais rare.

La production de la province du Sud-Ouest est répartie en deux secteurs, un secteur parastatal constitué de vastes plantations commerciales, et un secteur privé fragmenté en 65 000 petites exploitations en 1990, dont 90% avaient une superficie inférieure à 5 hectares (Almy et Besong, 1990). Les plantations produisent du caoutchouc, des bananes, de l'huile de palme et quelques une d'entre-elles produisent du poivre noir, le tout étant destiné à l'exportation. Ces plantations fournissent un emploi et des services sociaux pour une grande partie de la main-d'oeuvre rurale. Les petits exploitants agricoles produisent du café, du cacao, du plantain, du manioc, du maïs, des arachides, de l'huile de palme, des fruits etc. Tous ces produits sont aussi destinés à l'exportation mais seuls le café et le cacao sont officiellement reconnus comme des produits d'exportation.

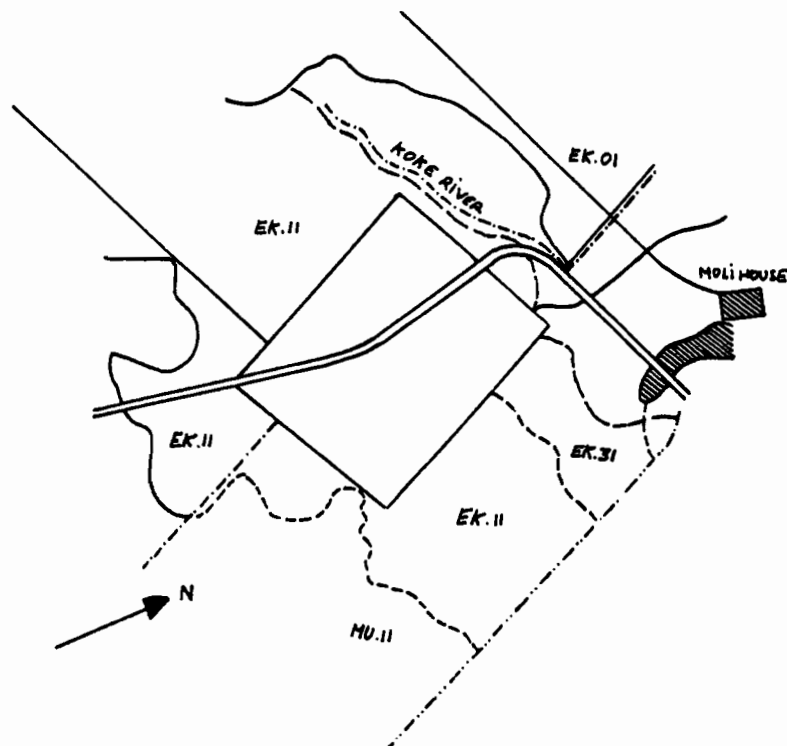
Photo n° 10 : Les exploitations agricoles de Muea (août 1995).



Il faut parfois plusieurs heures pour atteindre les exploitations agricoles. Celle où nous nous trouvons est à moins d'une heure de la ville. Bien que la photographie ne le montre pas explicitement, la zone est plutôt vallonnée. Je me trouve sur un champ en jachère. Mon frère, ingénieur en télécommunications, se trouve sur la limite du champ avec une cabosse de cacao dans une main et notre guide, armé d'une machette, se tient sur le chemin. Les grands arbres que l'on aperçoit servent de démarcation pour les champs. Plusieurs cultures sont cultivées simultanément dans la zone. On peut voir à l'arrière plan le mont Cameroun et sa « moustache » nuageuse.

La moitié de la population agricole de la province du Sud-Ouest, et c'est aussi le cas des agriculteurs de Muea, souffre d'une rareté de la terre engendrée par la proximité des grandes plantations et leur propre surexploitation de cultures arboricoles (café et cacao en premier lieu, caoutchoucs et huile de palme plus rarement). Cette rareté de la terre se traduit par une diminution des périodes de jachères, des problèmes de fertilité et des difficultés temporaires d'accès à la terre. Cela se produit précisément là où les activités agricoles et les marchés de produits vivriers sont les plus importants, en particulier à Muea. Sur l'ensemble de la région, 28% de la terre de la zone volcanique inférieure, 8% de « Sands », et 4% du corridor de Kumba, sont incorporés dans les grandes plantations. Ces chiffres excluent les grands planteurs privés de cacao, de caoutchouc et d'huile de palme, la plupart d'entre eux étant situés dans le couloir de Kumba, « Sands », et Mamfé (Almy et Besong, 1990 : 15).

Carte 4: Composition des sols de Muea, (1979).



Note : la carte est établie à partir d'une photographie aérienne de « Fairey Air Surveys », Londres 1955-1956.
 Source : Document obtenu auprès du Testing Liaison Unit - Ekona, PMB 25, Buea SWP.

Légende :

Route principale :
 Limite du domaine :

Limite des zones enquêtées :
 Rivières et frontières
 intermittentes :

Sections de sols :
 Sections de sols (établies à partir
 d'études de parcelles seulement) :
 Escarpement :



Lecture de la carte des sols :

Ek. - Ekona (terres sur des coulées de boue anciennes et argileuses).

Ek.01 : Pentés douces et élevées.

Ek.11 : Pentés douces et peu élevées.

Ek.31 : Pentés douces, peu élevées et rocailleuses.

Mu - Mussaka (terres sur des coulées de boues anciennes et argileuses).

Mu.11 : Pentés douces et peu élevées.

La Carte montre comment se décompose la qualité des sols de la zone qui entoure la ville de Muea. Ce sont des sols argileux, parfois rocailleux, situés dans une zone de coulée de boue plus ancienne. Les pentes des terrains sont douces, ce qui permet de limiter les effets de l'érosion.

La location de la terre s'effectue en général par un règlement monétaire annuel. En 1990, 77% des agriculteurs de la province étaient propriétaires de la terre qu'ils cultivaient ; mais à Muea, 57% des agriculteurs sont propriétaires de la terre, le reste de la population des agriculteurs la loue. Ce résultat s'explique par le très grand nombre d'immigrés présents dans la zone, les Grassfields en particulier, et la difficulté qu'ils trouvent à obtenir le droit d'utiliser des terres de plus en plus rares et difficiles à négocier ; mais 73% des Bamileke sont propriétaires de la

terre (13% de la population) contre 45% pour les autochtones (Sawa, dont Bakweri, 23% de la population). En 1990, une somme comprise entre 5 000 et 10 000 F CFA était versée au propriétaire pour l'exploitation pendant un an d'un terrain ordinaire, dont la superficie est généralement égale à un demi-hectare. En 1995, les loyers de la terre à Muea étaient du même montant, la dévaluation du franc CFA n'a pas entraîné d'augmentation à ce niveau. La plupart des agriculteurs louent la terre pour des périodes prolongées en revenant après la période de jachère. Le paiement du loyer, accompli lors des semailles, couvre aussi la période de jachère. Les terrains qui se situent à proximité des villages sont susceptibles d'avoir les taux de location les plus élevés.

Avant la crise, les grands planteurs de la zone louaient leur terre selon des arrangements bilatéraux ou sur gage. Aujourd'hui, la crise a sans doute considérablement entravé ces pratiques bien qu'aucune étude spécifique n'ait été accomplie sur ce point sur les exploitations de Muea. En ce qui concerne les arrangements bilatéraux, le locataire prend en charge la main-d'oeuvre pour entretenir les terrains de cacao, et il ne récolte que sa propre production vivrière, laissant le cacao au propriétaire. Dans le cas de la location sur gage, le locataire avance une grande somme d'argent au propriétaire et il reçoit en échange le plein usufruit de la terre jusqu'à ce que le prêt ait été remboursé, après un certain nombre d'années déterminées à l'avance. Des personnes âgées pouvaient donc utiliser la terre destinée au cacao pour se procurer des revenus sans travail à fournir, ou presque.

La terre est en général réclamée auprès d'un membre de la famille, d'une riche personne, ou du chef du village. Elle est souvent de qualité inférieure, et de petite superficie. Il faut aussi inclure « l'exploitation sauvage » des terres des plantations mises en jachère ou des terres du domaine public. Les ouvriers des plantations de la CDC à Muea, y cultivent souvent de petites parcelles de terrain, encourageant le risque de voir leurs récoltes détruite par la compagnie ; mais il faut remarquer que des arrangements à l'amiable sont généralement conclus (paiement d'un loyer), surtout dans la zone volcanique inférieure.

Il y avait, avant 1974, un système foncier particulier dans la zone anglophone¹. La terre appartenait au gouvernement local et non à ceux qui l'utilisaient. Il fallait une autorisation pour concevoir le moindre projet. Il n'y avait que les locataires sur les terres. Le gouvernement délivrait un « certificate of occupancy » pour répondre aux demandes d'autorisation

¹ Résultat d'un entretien portant sur le système foncier, le 21 juillet 1995.

d'investissements immobiliers ou agricoles et il était valable pendant 99 ans, mais en fait, l'initiative était découragée pour élaborer le moindre projet sur les terres. Ce n'est qu'en 1974 que la législation de la zone francophone est entrée en vigueur. Le gouvernement a alors libéralisé l'accès à la terre mais l'ancien système est resté ancré dans l'esprit des gens. Pour se procurer un terrain dans la zone anglophone, il faut en référer à la famille qui en est propriétaire et, pour pouvoir être propriétaire de la terre, il faut l'accord de tous les membres de la famille. En effet, il est très important de souligner que les terres n'appartiennent pas à un individu mais à une famille ; autrement dit, un membre de la famille peut accepter de vendre tandis que les autres refusent et cela est la source de nombreux conflits que dénoncent les immigrants de la zone. Mais cela n'est pas la seule source de problèmes puisque des conflits de voisinage peuvent se produire lors de l'attribution des terres ; les désaccords portent alors sur les superficies et les délimitations des parcelles.

Les parcelles de la province se situent à une cinquantaine de minutes de marche en moyenne depuis la maison. La ville de Muea, tout comme les zones les plus montagneuses et Mamfe, ont des durées de trajet plus élevées, jusqu'à deux ou trois heures de marche. Les hommes et les femmes se lèvent en général vers six heures du matin, partent pour les champs vers huit heures, et en reviennent vers cinq heures et demie de l'après-midi, cinq jours par semaine. Les jeudi et les dimanche sont réservés à la vente des produits sur la place du marché.

La plupart des agriculteurs de la province et de Muea vivent au-dessus du niveau de subsistance, grâce aux bénéfices issus de l'exploitation du café et du cacao jusqu'à la moitié des années quatre-vingts. Il n'y a pas de période de l'année où l'on ne peut pas récolter quelque chose et virtuellement tous les agriculteurs participent à des marchés agricoles. Avec la crise, ce sont les cultures dites vivrières qui ont pris la place du café et du cacao comme source principale de revenu des agriculteurs, avec aussi l'augmentation du secteur informel urbain. Les dépenses principales concernent les frais de scolarité, l'achat de médicaments, de vêtements, de bière et de produits manufacturés. De nombreux enfants ont quitté l'école pour aider leurs parents, mais ils sont encore nombreux à s'y rendre à Muea.

B. Le capital.

Le capital est ici soit celui du facteur terre, soit celui des activités urbaines. Ces deux éléments ont été regroupés dans la matrice de comptabilité sociale en un seul compte, le compte « location ». Il ne regroupe en effet que les dépenses réelles de location des exploitations agricoles et de la location des locaux pour l'exercice des différentes activités urbaines de la ville.

On suppose implicitement que le prix non-observable du facteur terre est assimilé au compte du travail familial, ainsi que le prix non-observable de l'utilisation du capital des activités urbaines.

C. *La main-d'oeuvre agricole et urbaine.*

1) **La main-d'oeuvre salariée rurale.**

Les coûts de préparation de la terre sont très importants dans la province et ils constituent la partie la plus pénible de l'activité agricole. Avant la crise, les agriculteurs dépensaient en moyenne 75 000 F CFA dans de la main-d'oeuvre rurale salariée jeune, masculine et n'exploitant pas de cultures de cacao, pour la préparation de la terre (Almy et Besong, 1990: 17). Dans les départements de Manyu, la main-d'oeuvre saisonnière était constituée de Nigériens et d'habitants des hauts-plateaux. Le travail en commun effectué par l'intermédiaire des Njangy était aussi pratiqué à Manyu ; ailleurs, il était payant.

Le travail qui est effectué par des personnes rémunérées est souvent identique au travail tournant des Njangy ; tout dépend de l'urgence du travail à accomplir. Les méthodes de travail en commun des Njangy sont jugées plus agréables même si elles ne sont pas forcément les plus efficaces. Les coûts de main-d'oeuvre, à la journée, sont moins élevés dans le système des Njangy que dans le système de la main-d'oeuvre rémunérée ordinaire, moyennant en contrepartie de la nourriture et des boissons ; d'autant plus que les groupes de Njangy effectuent rarement les tâches spécialisées et laborieuses pour lesquelles les rémunérations élevées sont destinées. A la suite de la crise, les deux systèmes ont réduit leur activité, les agriculteurs ne pouvant plus assurer aussi confortablement la nourriture et les salaires.

Tableau 16 : Compte de la main-d'oeuvre salariée rurale (Muea, Août 1995).

Emplois (millions de F CFA)			Ressources (millions de F CFA)		
		%			%
Ménages très pauvres	2,558	11,99	Agriculture vivrière	21,323	100
Ménages pauvres	1,889	8,86			
Ménages moyens	4,967	23,30			
Ménages riches	11,909	55,85			
Total	21,323	100 %	Total	21,323	100%

Les ressources de l'activité vivrière ont été directement affectées au compte des ménages et le **Tableau 16** nous indique comment elles se répartissent entre les différentes catégories de mé-

nage. Les ménages riches obtiennent plus de la moitié des ressources de la main-d'oeuvre salariée rurale.

Le tiers des ménages couvre des frais de main-d'oeuvre rurale utilisée pour le désherbage (deux fois par an), et les récoltes du café notamment. La main-d'oeuvre familiale est souvent couplée à de la main-d'oeuvre rémunérée. La plupart des ménages partagent les responsabilités en fonction du sexe. Les hommes sont généralement responsables de tout le ménage, ils sont responsables des cultures d'exportation et ils contrôlent le plantain et l'huile de palme. Les femmes s'occupent des produits vivriers et du reste.

Les hommes effectuent le désherbage et les semailles des cultures d'exportation souvent sans l'aide des femmes mais elles les aident pour les récoltes. Les femmes sont responsables des cultures vivrières. Elles s'occupent souvent seules ou en partie du désherbage bien que ce soit considéré comme une activité qui revient à l'homme. Il faut souligner que dans la zone de la ville de Muea, les hommes et les femmes coopèrent étroitement à cause de l'importance de la production, de la rareté de la terre et de l'importance des cultures vivrières.

La main-d'oeuvre salariée rurale, qui s'élève à 25 millions de F CFA environ par an, a été affectée à la production vivrière car il n'a pas été possible de distinguer la main-d'oeuvre en fonction des deux catégories de cultures (vivrières et d'exportation). Cette affectation a été accomplie tout en sachant que la valeur de la production vivrière est beaucoup plus importante que la production des cultures d'exportation (4% seulement de la valeur de la production vivrière). Les dépenses en main-d'oeuvre s'élèvent en moyenne à 20 000 F CFA mais les écarts sont très importants (entre 1000 et 390 000 F CFA selon les ménages).

Une grande partie de la main-d'oeuvre employée provient de la ville et seule une minorité de personnes est embauchée en dehors, ce qui peut s'expliquer soit par une réserve de main-d'oeuvre importante qui entraîne des taux de salaires relativement faibles sur place, soit par des coûts de transactions (transports et entretien) élevés par rapport aux autres villages et aux rémunérations. Certaines personnes vivent de ce genre d'activité que l'on qualifie dans la ville de « contract jobs », « jobber », « labourer » etc., soit une centaine de personnes au total dans la ville.

2) La main-d'oeuvre salariée urbaine.

La ville de Muea dispose de nombreuses activités urbaines qui s'inscrivent dans un contexte de pluri-activité de la part des ménages. L'enquête auprès des ménages a révélé une multitude

d'activités urbaines familiales différentes dans la ville et certains ménages exercent parfois plus d'une activité. On peut alors parler de « straddling », qui signifie littéralement « chevauchement » en Anglais. Cela traduit non seulement l'exercice simultané de plusieurs activités professionnelles, mais aussi la capacité de passer d'une activité à une autre dès que les seuils de rentabilité sont atteints. Cette stratégie correspond à un objectif d'expansion et elle semble être particulièrement développée chez les Ibos. Les entreprises sont toutes des entreprises familiales mais elles ne sont pas forcément des entreprises individuelles puisque près de 30% des salariés sont employés par un patron. Plus du tiers des activités urbaines (34%) emploie de la main-d'oeuvre salariée urbaine, pour un montant total de plus de 46 millions de F CFA par an. Ce sont des activités qui ont été créées en 1985 en moyenne.

Tableau 17 : Compte de la main-d'oeuvre salariée urbaine (Muea, août 1995)

Emplois (millions de F CFA)			Ressources (millions de F CFA)		
		%			%
Ménages très pauvres	1,614	3,77	Élevage	22,490	52,56
Ménages pauvres	3,380	7,90	Production rurale non-agricole	0,3	0,7
Ménages moyens	7,088	16,57	Commerce agricole	9,523	22,25
Ménages riches	30,707	71,76	Manufacture	6,309	14,74
			Commerce urbain	2,531	5,91
			Transport	1,632	3,81
			Services urbains	0,005	0,016
Total	42,789	100 %	Total	42,789	100%

C'est l'élevage qui utilise le plus de main-d'oeuvre salariée urbaine dans la ville de Muea, avec le commerce agricole et le secteur manufacturier ; les trois regroupent près de 90% de la totalité de la main-d'oeuvre urbaine (Tableau 17). On peut supposer que la main-d'oeuvre urbaine est une main-d'oeuvre qualifiée bien que le niveau d'étude n'ait pas un grand rapport avec l'activité exercée des individus. Ici aussi, les ménages riches récupèrent une très grande part de la main-d'oeuvre. La comparaison des deux tableaux nous montre que la main-d'oeuvre urbaine par rapport à la main-d'oeuvre rurale représente 14,11% des revenus pour les ménages très pauvres, 26,14% pour les ménages pauvres, 39,57% pour les ménages moyens et 69,16% pour les ménages riches.

D. Un excédent brut d'exploitation très élevé.

La production de la ville est très importante et comme elle ne consomme que très peu de consommations intermédiaires, cela entraîne une valeur ajoutée qui est énorme. La part de la valeur ajoutée dans la production de l'agriculture vivrière et l'agriculture d'exportation s'élève à 98,84%, à 81,37% pour le commerce urbain, 66,02% pour le commerce agricole et 55,68%

pour l'élevage. Cette valeur ajoutée, à laquelle on déduit la rémunération des salariés, demeure toujours très importante puisque la part du revenu du travail rémunéré (compte des facteurs) dans la valeur ajoutée est de 1,96% seulement pour l'agriculture vivrière, 0,90% pour le commerce urbain, 15,95% pour le commerce agricole et 16,58% pour l'élevage. Les impôts liés à la production sont faibles et ne modifient que légèrement ces chiffres.

Tableau 18 : Répartition du revenu des facteurs auprès des ménages, en millions de francs de F CFA (Muea, août 1995).

	Main-d'oeuvre			Total	Capital	Total facteurs
	rurale	urbaine	familiale			
Ménages très pauvres	2,964	1,749	218,255	222,867	0,530	223,397
Ménages pauvres	2,190	3,665	161,205	167,060	1,110	168,170
Ménages moyens	5,686	7,687	423,937	437,301	2,328	439,637
Ménages riches	13,806	33,89	1 016,174	1 063,269	10,081	1 073,350
Total	24,720	46,389	1 819,470	1 890,579	14,049	1 904,628

Note - Le total n'est pas exactement égal à la somme des nombres qui le compose à cause des arrondis. Par ailleurs, on inclut ici les facteurs « importés » depuis l'extérieur de la ville, ce qui a pour conséquence de donner des résultats légèrement supérieurs aux données qui ne concernent que la ville.

L'excédent brut d'exploitation annuel s'élève à 1,759 milliards de F CFA dans la ville et il s'élève à 1,890 milliards de F CFA si l'on inclut les facteurs « importés » sur l'année. On suppose qu'il rémunère la main-d'oeuvre familiale et la rémunération de la terre. Les ménages riches récupèrent plus de la moitié de la valeur ajoutée des facteurs. Les ménages pauvres semblent en récupérer moins que les ménages très pauvres mais la différence n'est sans doute pas significative.

Chapitre IV: Les activités et les produits.

L'enquête menée en 1964 au Cameroun occidental avait déjà permis de dresser un tableau descriptif très détaillé des secteurs d'activité et des métiers exercés par la population de la zone anglophone¹. Les tableaux qui vont suivre décrivent l'ensemble des activités de la ville qui ont été recensées.

Tableau 19 : Liste exhaustive des activités non-agricoles de la ville (Muea, août 1995).

Activités urbaines		Activités publiques	
Approvisionnement général	46	Abattoirs	1
Barbier	5	Centre de santé	1
Beignets	14	Centre vétérinaire	1
Boissons indigènes (Matango club)	34	Dépôt postal	1
Boite de nuit	2	Ecole d'infirmerie	1
Brochettes (« soya sellers »)	13	Ecoles primaires	4
Chauffeurs de bus	20	Lycées	2
Chauffeurs de camion	15	TOTAL	11
Club vidéo	2		
Coiffeur	6	Production urbaine	
Cordonnier	3	Broyeur	4
Discothèque	2	Boulangerie	1
Garage camion	4	Matériaux de construction	3
Garage général	4	Meubles en rotin	1
Grossiste (approvisionnement général)	2	TOTAL	9
Horloger	4		
Ingrédient (cultures vivrières)	9	Gouvernement villageois	
Kérosène	1	Conseil traditionnel	1
Laverie de voiture	1		
Libraire	3	Production rurale non-agricole :	
Médecine traditionnelle	14	Usine Maggi	1
Off licence (bar)	32	Four pour séchage du coton	5
Pharmacie	4	Menuiserie	10
Pièces détachées automobiles (moteur)	1	Tailleur (ateliers de confection)	9
Poissonnerie	2	Scierie	1
Produits chimiques (agriculture)	1	TOTAL	26
Réparateur de radio	3		
Réparation de pneus	2	Coopérative d'agriculteurs	1
Restaurant	13		
Studio photo	3		
Taxi	52		
TOTAL	322		

Le **Tableau 19** représente l'intégralité des activités qui sont exercées dans la ville, telles qu'elles ont été relevées indépendamment des enquêtes. La distinction entre le secteur d'activité (notion économique) et le métier (notion qualitative, voire sociale) n'était pas évidente face à la réalité du terrain et c'est pour cette raison que la nomenclature peut ne pas cor-

¹ Voir « La population du Cameroun occidental (résultats de l'enquête démographique de 1964) », Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères, INSEE, département de la Coopération, 1969, 3 tomes.

respondre exactement aux résultats obtenus par les enquêtes. La plupart des activités de ce tableau sont urbaines, à l'exception de la production rurale non-agricole. La liste des activités regroupe les comptes des services urbains et du commerce urbain. La liste de la production urbaine a été séparée du reste. La production urbaine peut être assimilée à de l'artisanat producteur. Il faut aussi souligner l'importance de l'éducation dans la ville qui se remarque par les nombreuses écoles et lycées présents dans la ville.²

² Ces institutions n'ont malheureusement pas pu être interrogées directement à cause des vacances scolaires.

Tableau 20 : Nomenclature détaillée des comptes non-agricoles par métier de la MCS de l'échantillon de l'enquête (Muea, août 1995).

Nomenclature MCS	ACTIVITES MENAGE	Nb	Nomenclature MCS	ACTIVITES MENAGE	Nb
Production rurale	Boissons traditionnelles	5	Transports^a	Chauffeurs	15
	Bière de maïs	1	Services urbains^b	Coiffeur	3
	Scierie	2		Electricien	1
Commerce vivrier	Vente de plantain	8	Soudeur	1	
	Petit commerce (petit trading)	33	Réparation de pneus	2	
Bétail	Vente de bananes	3	Electricien de moteurs	1	
	Vente de viande	3	Secrétaire (desktop p.)	1	
	Vente de viande de chèvre	1	Caissier	1	
	Vente de viande cuite	6	Réparateur de montres	3	
Production urbaine	Menuisier	10	Docteur traditionnel	3	
	Tailleur	9	Electricien	2	
	Entrepreneur en bâtiment	6	Mécanicien	2	
	Couturier	4	Peintre	1	
	Artisan	1	Barbier	1	
	Cordonnier	2	Main-d'oeuvre salariée^c	Ouvrier à la tâche (jobber)	7
	Boulangier	2	Manoeuvre (labourer)	9	
	Commerce urbain	Agent com. cacao-café	1	Tâcheron (« vehicule loading »)	1
		Commerce de nourriture	14	« Contract jobs »	2
		Com. d'huile de palme	10	Domestique	1
Alimentation générale		1	Services publics^d	Fonctionnaires	6
Herboriste		1	Enseignant	15	
Vente de nourriture cuite		9	Infirmière	1	
Vente de chaussures		1	Vétérinaire	1	
Restaurateur		1	Chercheur (centre Ekona)	3	
Vendeur (salesman)		1	Employé CDC	6	
Buyam sellam		5	Secrétaire	1	
Vendeur de glace		1			
Vendeur de poisson		1			
Libraire		1			
Vendeur de kérosène		2			
Bar (off-licence)		1			

Note - Ce tableau provient des résultats de l'enquête ménage qui a porté sur 311 ménages. Tous les secteurs économiques de la ville ne sont pas représentés ici ; il manque notamment les 63 associations financières et le secteur agricole alimentaire.

^a La rubrique des transports regroupe principalement les chauffeurs de taxi et de camion.

^b Contrairement à l'enquête de 1964 (tome II, p. 245), les réparateurs en tout genre n'ont pas été assimilés à de l'artisanat productif mais plutôt comme un service.

^c La main-d'oeuvre salariée correspond à la rubrique « manoeuvre » de l'enquête 1964 (tome II, p. 96). La matrice de la ville fait la distinction entre main-d'oeuvre agricole, main-d'oeuvre urbaine et main-d'oeuvre familiale.

^d L'échantillon de l'enquête ménage a fait apparaître 7 retraités qui touchent leur pension du gouvernement national.

Le **Tableau 20** présente la nomenclature détaillée des comptes par métier de la MCS, groupés par secteur d'activité. A chaque fois que cela a été possible, une distinction entre le secteur rural et le secteur urbain a été faite mais nous retrouvons sous une forme adaptée la nomen-

clature de l'enquête de 1964³. Le secteur agricole a été cependant plus fortement désagrégé, en séparant bien l'élevage du reste. Le secteur urbain se rapproche de la rubrique « petit commerce et artisanat » de l'enquête de 1964⁴. La plus grande partie des activités urbaines et rurales peuvent être assimilées à des activités informelles puisqu'elles ne tiennent pas de comptabilité officielle, ce qui ne les empêche pas de tenir de comptabilité très précise. Il n'y a que l'usine Maggi qui corresponde à une grande entreprise vraiment officielle dans la ville.

La nomenclature des secteurs d'activités adoptée pour la matrice de comptabilité sociale est la suivante :

1. L'agriculture vivrière et l'agriculture de rente ont été volontairement distingués de l'élevage et de la pêche. L'élevage constitue un secteur à part et la pêche est assimilée à un commerce urbain, puisque la ville ne pratique pas la pêche mais commercialise des poissons.
2. L'élevage concerne essentiellement celui du bétail (bovins).
3. L'agriculture non-alimentaire regroupe toutes les consommations intermédiaires du secteur agricole. Elle comprend : la production rurale non-agricole (scierie, boissons traditionnelles), l'outillage agricole, le commerce agricole et les engrais.
4. Le secteur urbain (petit commerce et artisanat). Il regroupe la production urbaine (l'artisanat producteur), le commerce urbain et les services urbains. Les loisirs et le transport ont été distingués des autres comptes à cause de leur importance dans les comptes de la ville.
5. Les services du gouvernement (ou secteur public) sont l'éducation, l'énergie (eau, gaz, électricité), le vétérinaire et le centre de santé.

Une rubrique supplémentaire a été introduite pour réunir les dépenses de loyers (des ménages ou des entreprises artisanales).

³ Les enquêtes dans la ville ont permis de toucher non seulement toutes les entreprises exerçant leur activité en un lieu fixe, y compris celles ayant une activité très limitée, mais aussi les entreprises qui n'ont pas forcément un lieu fixe (ni de siège social). Il s'agit notamment des entreprises de transport (chauffeurs de taxi et de camion), des artisans en bâtiments, les commerçants de bétail, les commerçants itinérants et les vendeurs au plateau.

⁴ La rubrique concerne les petits commerçants et toutes les activités de type artisanal. Les entreprises artisanales sont elles mêmes désagrégées en artisanat producteur (équivalent à la production urbaine dans la terminologie de la MCS), services et commerce. Voir, « La population du Cameroun occidental (résultats de l'enquête démographique de 1964) », op. cit., tome I, p. 126.

Toutes les données relatives à l'agriculture vivrière proviennent de l'enquête du marché de la ville. En revanche, les données sur l'agriculture de rente (café et cacao) proviennent de l'enquête sur les ménages puisqu'il était plus facile aux personnes interrogées de se souvenir de leurs dernières récoltes effectuées⁵.

Tableau 21 : Nomenclature des comptes de la matrice de comptabilité sociale de la ville (Muea, août 1995).

Agriculture alimentaire	Ménages très pauvres (0 à 250 000 F CFA / an)
Elevage	Ménages pauvres (250 000 à 500 000 F CFA / an)
Agriculture non-alimentaire	Ménages moyens (500 000 à 1 000 000 F CFA / an)
Secteur urbain	Ménages riches (1 000 000+ F CFA / an)
Services du gouvernement	TOTAL MENAGES
Autre	<hr/>
TOTAL ACTIVITES	Capital public
<hr/>	<i>Stock</i>
Agriculture alimentaire	<i>Accumulation</i>
Elevage	Njangy
Agriculture non-alimentaire	Epargne
Secteur urbain	Caisses de prévoyance
Services du gouvernement	TOTAL CAPITAL
Autre	<hr/>
TOTAL PRODUITS	RdC (Tableau entrées-soties)
<hr/>	Transferts RdC
Location de la terre	Gouvernement RdC
Main-d'oeuvre	TOTAL Reste du Cameroun (RdC)
TOTAL FACTEURS	<hr/>
<hr/>	
Taxe marché	
Usine maggi	

Notes - Le compte des branches (activités) et celui des produits ont la même désagrégation mais comme ils sont définis séparément, ils n'ont pas besoin d'avoir les mêmes définitions sectorielles.

Le **Tableau 21** reprend les différents comptes de la matrice de la ville. Il s'articule autour des comptes classiques d'une matrice de ce type : comptes d'activité, de produit, des facteurs, des ménages, du capital et du Reste du Cameroun (confondu avec le reste du monde). Ainsi que l'a été l'ensemble de la matrice, le compte des secteurs d'activité a été adapté à la réalité villageoise. Le secteur agricole a pu être distingué du secteur urbain. Le secteur agricole est constitué de l'agriculture alimentaire (vivrière et de rente), de l'élevage, et de l'agriculture non-alimentaire (activités annexes à l'agriculture). Les comptes en italique traduisent les soldes entre les emplois et les ressources des comptes de la matrice. Il s'agit des comptes de stock et d'accumulation dans le compte de capital et du compte de la main-d'oeuvre familiale dans le compte des facteurs (non visible sur la désagrégation ci-dessus). Certains comptes, tels que la taxe relative au marché de la ville et l'usine Maggi, ont été mis en évidence pour cibler les simulations de la modélisation.

⁵ La fréquence des récoltes pour le cacao ou le café est de l'ordre de plusieurs années.

A. Le secteur agricole vivrier : un marché régional dynamique.

L'économie agricole de la province du Sud-Ouest est équipée pour faire face aux pires crises économiques car c'est un système qui est basé sur la pluri-culture. Lorsqu'une sécheresse compromet les récoltes de gari et d'egusi, les cocoyams et le manioc sont toujours là. Si les récoltes de manioc sont détruites par des parasites, les autres produits agricoles sont là, et, bien que les agriculteurs aient observé une diminution du revenu de la part des cultures d'exportation, ils ont toujours de la nourriture à consommer et à vendre grâce à un système de culture polyvalent.

Photo n° 11 : La place du marché de Muea et les produits vivriers (août 1995).



Derrière le chaos apparent, l'ordre... et les femmes. Il y a 26 types de produits vivriers différents commercialisés deux fois par semaine sur la place du marché, et ils représentent environ 70 pour cent du chiffre d'affaires total du marché qui atteint en moyenne 30 millions de F CFA par jour de marché.

Les agriculteurs de la province du Sud-Ouest exploitent en général deux ou trois champs pour les cultures vivrières et un champ pour les cultures d'exportation. La taille des champs de cultures vivrières est en général assez réduite, de 0,3 à 0,6 hectares. Les champs sont exploités de manière plutôt intensive par rapport aux recommandations des centres de recherche agronomiques. Les agriculteurs débroussaillent en taillant les herbes, les broussailles ou les arbres et les résidus sont soit brûlés, soit abandonnés dans le champ, comme c'est le cas à Muea. Les périodes de jachère sont en réduction dans la plus grande partie de la province.

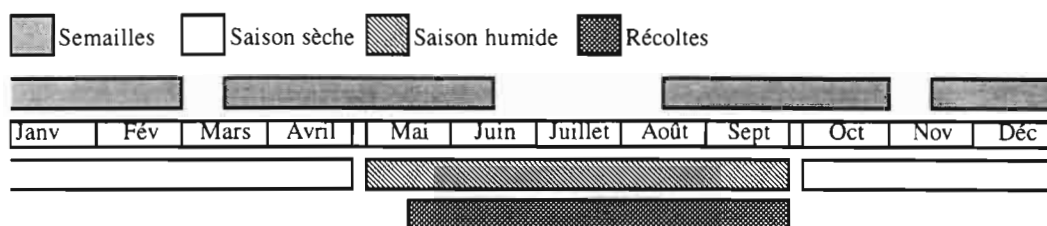
La ville de Muea est située à la frontière entre deux zones écologiques, la zone volcanique inférieure et la forêt de la montagne, mais elle semble avoir plutôt les caractéristiques de la deuxième. En effet, les agriculteurs de la ville disposent de meilleures conditions agricoles et climatiques, ce qui leur permet d'intensifier l'exploitation des parcelles qu'ils cultivent. La zone de la forêt de la montagne est une zone composée de trois montagnes distinctes, le mont Fako, le mont Koupe, et le mont Rumpis. Les pentes du sud du mont Fako (le mont Cameroun), sont constituées de coulées de la lave volcaniques récentes, et les agriculteurs qui s'y trouvent ont souvent de la famille qui participe au gouvernement local et au marché de Buea. La plupart des champs sont à l'ombre des arbres. On y plante des cocoyams et du plantain, des ignames ou du « country taro », en parallèle avec de petites parcelles pour d'autres produits dans des zones plus dégagées ou plus marécageuses. Les champs sont en général assez inclinés et cela les protège de l'érosion. Les arbustes, les arbres de petite taille et les mauvaises herbes sont taillés et abandonnés là où ils tombent, juste avant les semailles. Les cultures sont placées à intervalles assez réguliers, mais la présence des arbres, des ruisseaux, des rochers et des troncs d'arbres couchés sur le sol, entrave une organisation rigoureuse. Le désherbage est effectué deux fois par an, aux mois de novembre et de juin/juillet, par les agriculteurs de la ville, à l'aide de machette dans presque tous les cas. Il consiste souvent à tailler les mauvaises herbes et arracher les racines. Cette activité fait appel à de la main-d'oeuvre familiale et rurale. Les hommes s'en occupent le plus souvent mais ils coopèrent de plus en plus avec les femmes dans la zone.

Les agriculteurs de la zone volcanique inférieure exploitent moins de parcelles, souvent une ou deux, et un grand nombre d'entre eux n'ont pas de cultures d'exportation. La plupart des agriculteurs qui exploitent des cultures d'exportation pratiquent en général la monoculture. Les cultures vivrières sont aussi souvent des monocultures, ou alors une culture principale, du maïs, des cocoyams, du plantain ou des arachides, est exploitée et quelques cultures secondaires sont ajoutées. Le sol de cette zone est si poreux qu'il peut s'assécher en une ou deux semaines seulement. En 1990, les agriculteurs affectés par la sécheresse dans certaines parties de la zone, ont dû renouveler les semailles trois ou quatre fois entre les mois de mars et mai.

En revanche, la zone qui entoure la ville fait l'objet d'une exploitation presque continue des sols, ne laissant peu ou pas de place du tout pour les jachères. On pratique la pluri-culture et les rendements, très élevés, sont maintenus grâce à l'usage des engrais et à la déforestation.

La région se caractérise par une saison sèche qui s'étend de la fin du mois de décembre à la mi-mars, et une saison des pluies qui débute à cette période et qui prend fin vers les mois de novembre et de décembre. Presque toutes les semailles sont accomplies vers la mi-mars mais quelques cultures sont effectuées hors saison et il s'agit des bananes, du café, du plantain et, parfois, des cocoyams. Les agriculteurs profitent de la saison sèche pour préparer la terre.

Figure 11 : Schéma simplifié du calendrier culturel de la zone de Muea (août 1995).



Source : Entretiens avec les agriculteurs de la zone.

La ville de Muea produit une très grande variété de produits agricoles qui maintiennent son activité presque de manière constante tout au long de l'année. La plus grande partie des produits vivriers sont vendus sur le marché régional de la ville tandis que le circuit commercial des cultures d'exportation est totalement différent puisqu'il s'effectue auprès des coopératives locales.

Tableau 22 : Compte d'activité de l'agriculture vivrière dans la ville, en millions de F CFA (Muea, août 1995).

Activités - Agriculture vivrière:					
Emplois			Ressources:		
Location de la terre	3,350	0,29%	Total ventes domestiques	278,550	24,21%
Main d'oeuvre salariée rurale	21,323	1,85%	Ménages très pauvres	8,217	
Main d'oeuvre familiale	1 121,774	97,50%	Ménages pauvres	26,462	
Outillage agricole	4,104	0,36%	Ménages moyens	59,610	
			Ménages riches	184,233	
			Total exportations	872,000	75,79%
			Ménages très pauvres	35,578	
			Ménages pauvres	65,138	
			Ménages moyens	305,287	
			Ménages riches	465,997	
Total	1 150,550	100,00%	Total	1 150,550	100,00%

Le montant des ventes de produits vivriers de la ville s'élève à plus d'un milliard de F CFA sur une année, et les trois-quarts environ de la production est exportée. Près de 80% de la production totale en produits vivriers écoulés sur le marché provient de Muea, et près de 60% des commerçants sont originaires de Muea. On suppose que la production est écoulee uniquement lors des jours de marché. Les données de l'enquête sur le marché permettent de déterminer

avec assez de précision la proportion des produits, des commerçants et des acheteurs originaires de Muea. Les ménages riches récoltent des profits de l'agriculture vivrière, qui sont supérieurs à la somme des autres catégories de ménages réunis. Les consommations intermédiaires et les coûts d'exploitation sont si faibles que l'excédent brut d'exploitation atteint 98% du montant des emplois.

Tableau 23 : Compte de produits de l'agriculture vivrière de la ville (Muea, août 1995).

Produits - Agriculture vivrière:					
<i>Emplois</i>			<i>Ressources:</i>		
Ventes domestiques	278,550	99,60%	Élevage	51,290	18,34%
Importations	1,123	0,40%	Production rurale non-agr	3,900	1,39%
			Commerce agricole	21,549	7,71%
			Commerce urbain	57,768	20,66%
			Services urbains	1,500	0,54%
			Consommation des ménages	143,665	51,37%
			Ménages très pauvres	8,017	
			Ménages pauvres	21,126	
			Ménages moyens	32,469	
			Ménages riches	82,054	
			Stocks	0,000	0,00%
Total	279,673	100,00%	Total	279,673	100,00%

Les ménages consomment 51% de la production vendue dans la ville, et les importations en produits vivriers sont très faibles. L'élevage et les commerces urbains (restauration par exemple) représentent environ à eux deux 40% de la consommation de produits (20% pour chacun d'eux). La consommation élevée des ménages riches peut s'expliquer par une auto-consommation réduite et des habitudes alimentaires orientées vers des produits « haut de gamme ».

1) Méthodologie de l'enquête sur le marché.

Non seulement les ménages de la ville de Muea produisent et commercialisent 26 produits vivriers différents, mais aussi la production est continue tout au long de l'année grâce à la fertilité de ses sols. Il est donc presque impossible pour un agriculteur de se souvenir de la fréquence et des montants de sa production vendue. Une enquête sur le marché a été élaborée au lieu de faire appel à la mémoire des ménages pour tenter de construire les comptes de leur production, ce qui s'est révélé impossible par une enquête budget-consommation étendue sur un mois seulement. Le problème a donc été pris à l'envers, au lieu de partir des comptes individuels des agriculteurs pour reconstituer la production totale annuelle, on a calculé la structure de la production sur un mois, sachant que les caractéristiques agricoles de la ville l'autorisaient (peu ou pas de variations saisonnières, production constante dans l'année etc.).

Les résultats de l'enquête sur le marché ont d'ailleurs confirmé la stabilité du niveau des échanges dans la ville à une trentaine de millions de F CFA par jour de marché.

L'enquête sur le marché de Muea s'est déroulée pendant toute la durée du mois d'août et s'est étendue sur l'ensemble des produits échangés, soit 48 produits. Les relevés ont été effectués pour chaque jour de marché, autrement dit, deux fois par semaine, les jeudi et dimanche. Il y a eu au total 11 relevés entre le 27 juillet et le 30 août. Pour chaque jour de marché et pour chaque produit échangé (près d'une cinquantaine de produits au total), deux enquêteurs dénombreaient le nombre total de vendeurs présents pour chaque produit commercialisé⁶. Ensuite, sur un échantillon restreint de quelques commerçants par produit, on relevait :

1. La date de leur dernier marché effectué. Il s'agissait la plupart du temps du dernier jour de marché ;
2. L'origine géographique des produits vendus par le commerçant ;
3. L'origine géographique du commerçant ;
4. La quantité de produit vendue au cours du dernier marché. Les mesures ont été effectuées directement en unités locales, elles n'ont pas été converties en kilogrammes. Les unités employées étaient du type (cuvette, seau, sac, pousse-pousse, tas etc.) ;
5. Le prix unitaire ;
6. Le revenu total dégagé de la vente de ces produits par le commerçant.

Des relevés parallèles ont par ailleurs été accompli au niveau des acheteurs pour plusieurs produits. Pour chaque acheteur, il lui était demandé :

1. Le nom du produit acheté aujourd'hui ;
2. L'origine géographique de l'acheteur ;
3. Le montant total de ses dépenses effectuées pour le produit en question.

Comme pour les vendeurs, des échantillons restreints d'acheteurs ont été constitués, mais il est plus difficile de couvrir correctement les acheteurs que les vendeurs dans de telles conditions d'échanges. Cependant, pour chaque jour de marché, et sur l'ensemble des produits,

⁶ Les vendeurs étaient interrogés sur leur jour de marché précédent afin d'obtenir des données complètes. C'était en général le dernier marché ou l'avant dernier tout au plus. Au contraire, les acheteurs étaient interrogés sur le jour de marché actuel.

quatre vendeurs en moyenne étaient interrogés pour chaque activité. Cela porte donc à environ 200 le nombre de commerçants interrogés par jour de marché. Si l'échantillon est trop faible pour chaque activité prise individuellement (4 en moyenne), les extrapolations pour chaque produit commencent à devenir pertinentes sur toute la période de l'enquête.

Le point faible de cette étude est la très faible durée d'investigation. Les résultats ont pourtant été extrapolés sur une année afin de pouvoir être intégrés dans la matrice de comptabilité sociale de la ville. Cette opération a été jugée acceptable compte tenu de la stabilité du chiffre d'affaires du marché et des informations complémentaires sur les capacités productives et commerciales de la région (faible variation saisonnière et activité commerciale continue). Il existe certes deux points où le chiffre d'affaires est supérieur de 50% aux prévisions mais, si on le prend en compte, on obtient une moyenne de 32 millions de F CFA par jour, et si on les élimine la moyenne est de 28 millions, les écarts sont donc faibles. En revanche, comme cela a été expliqué ci-dessus, malgré ces limites, on peut admettre que les résultats obtenus sont valables sur trois niveaux pour les produits :

1. La totalité des produits échangés. On procède alors par agrégation des produits pour chaque jour de marché ;
2. La durée de la période de l'enquête. Les données sont fiables sur toute la durée de la période d'observation pour chaque produit ;
3. Les données de l'enquête sur le marché sont aussi valables pour les données quantitatives à cause des faibles variations de prix ou de quantité.

Les données de cette enquête ont été combinées avec celles de l'enquête auprès des ménages pour établir les comptes de la ville. L'enquête marché est très utile pour évaluer le montant des transactions commerciales à l'échelle de toute la ville. Malgré la courte période d'investigation, entre 8 et 11 séries de collecte de données ont pu être effectuées (en fonction de la nature des informations recherchées), et ils donnent une image assez précise des échanges dans la ville. L'enquête auprès des ménages est utile pour des renseignements qualitatifs, mais elle est inadéquate pour obtenir des renseignements plus globaux.

2) Présentation du marché de Muea.

Bien que la plupart des agriculteurs de la province du Sud-Ouest commercialisent une grande partie de leur production agricole, il existe de grandes variations en fonction des localités, des

produits considérés et de la distance à parcourir pour les vendre. En cela, le marché de Muea dispose d'une situation privilégiée puisqu'il est situé dans une zone très fertile, produisant une grande variété de produits agricoles, et les coûts de transport sont quasiment nuls, mais ce n'est pas le seul marché de la région. En effet, le département de Fako est un exportateur important de produits agricoles destinés à la consommation urbaine des grandes villes telles que Douala et au-delà. En 1990, ces produits agricoles étaient constitués principalement de manioc (« cassava gari »), de maïs vert (destiné à être grillé au feu), des ignames de la saison des pluies, des légumes, de l'okra, des patates douces, des tomates de la saison sèche, des agrumes, et des papayes (Almy S.W., Besong M.T., et Bakia B., 1988-90). Les plus gros marchés étaient, à cette époque, à Limbe et Tiko dont la clientèle est urbaine, et Muea. Le marché de Muea est bihebdomadaire, il attire un grand nombre de consommateurs et de commerçants de Fako, Kumba et Douala, qui viennent acheter de grandes quantités de produit. Les commerçants se rendent aussi aux marchés de Muyuka, Yoke et Malende afin de se procurer du manioc (« cassava gari ») et des racines ; tandis que les marchés situés le long de la route depuis Yoke jusqu'à Mbalangi, à Mémé, vendent des racines destinées à la transformation. Les marchés de petites tailles autour des arrondissements de Buea et de Tiko vendent des produits de base auprès des véhicules de passage et des habitants des villages voisins. La proximité des marchés permet aux agriculteurs de rapporter leur production chez eux et de réessayer à nouveau le lendemain, ce qui leur permet d'éviter les variations de prix que l'on peut rencontrer à Ndian.

Le marché de la ville

Le marché de Muea était le seul marché de la zone en 1932. Tous les autres points de ventes n'étaient que des endroits occasionnels où les gens se rencontraient et échangeaient leurs produits. Les principaux jours de marché se déroulaient le dimanche. La ville de Muea était réputée pour ses chasseurs qui vendaient de la viande séchée ; Buea vient de « Buea-Buea » (« beaucoup » d'animaux, de miel, de feu utilisé pour les abeilles) et l'occupation principale des natifs était la chasse, l'apiculture, et l'agriculture accessoirement. Muea est vite devenue un centre commercial. La ville s'est mise rapidement à accueillir des gens qui venaient du nord du Cameroun (route Cameroun). L'agriculture et le commerce se sont rapidement développés. Buea était aussi appréciée des fonctionnaires de Douala comme un lieu de repos. L'essor des localités qui sont proches de Buea n'a jamais pu lui faire ombre grâce à ses terres fertiles et sa position intéressante de carrefour. La CDC a abandonné la culture de la banane (c'est la société Delmonty qui s'en charge actuellement) pour s'occuper du caoutchouc, et de l'huile de palme. La terre a toujours été rare dans cette région. Autrefois, les trois quarts des terres du département de Fako (Tiko, Limbe, Buea) étaient des plantations allemandes.

Le marché permet aujourd'hui de faire rentrer beaucoup d'argent et pour un montant supérieur aux autres marchés du même type. En général, il est difficile de collecter l'argent mais la construction du marché de Muea a pour objectif de faciliter cela. La construction de structures pour les échanges va engendrer des locations à des marchands comme c'est le cas à Tiko (le seul endroit qui possède un marché organisé). La production agricole du marché de Muea est saisonnière (3 saisons pour le maïs et 6 saisons pour les haricots [beans]).

- Résultats de l'entretien obtenu auprès du maire de Buea, le 28 août 1995.

Presque toute la production de maïs et d'okra, ainsi qu'une partie des fruits et du gari, est vendue à des commerçants le long des routes qui attendent au bout des routes agricoles principales, ou qui transmettent des commandes à des agents commissionnés pour préparer un chargement de gari pour une livraison. Les prix le long des routes sont très faibles et les épis de maïs se vendaient, en 1990, au tiers du prix normal, en pleine saison au mois de juillet (Almy S.W., Besong M.T., et Bakia B., 1988-90 : 7). Les prix pratiqués pour les agents étaient identiques à ceux des marchés locaux. Les grains de maïs séchés sont aussi transportés depuis la zone de Muea jusqu'à Bamenda, lors de la période creuse qui anticipe la récolte.

La prépondérance du marché de Muea remonte à l'activité des Allemands au début du siècle. C'est à cette époque que les premières voies de communication avec l'intérieur ont été construites ; et c'est par Muea qu'est passée la première route qui reliait le littoral aux terres de l'intérieur. Les échanges commerciaux ont donc suivi cette voie dans un premier temps. Depuis, le réseau routier s'est étoffé mais il demeure que Muea a conservé cette position privilégiée dans l'organisation des échanges de la région.

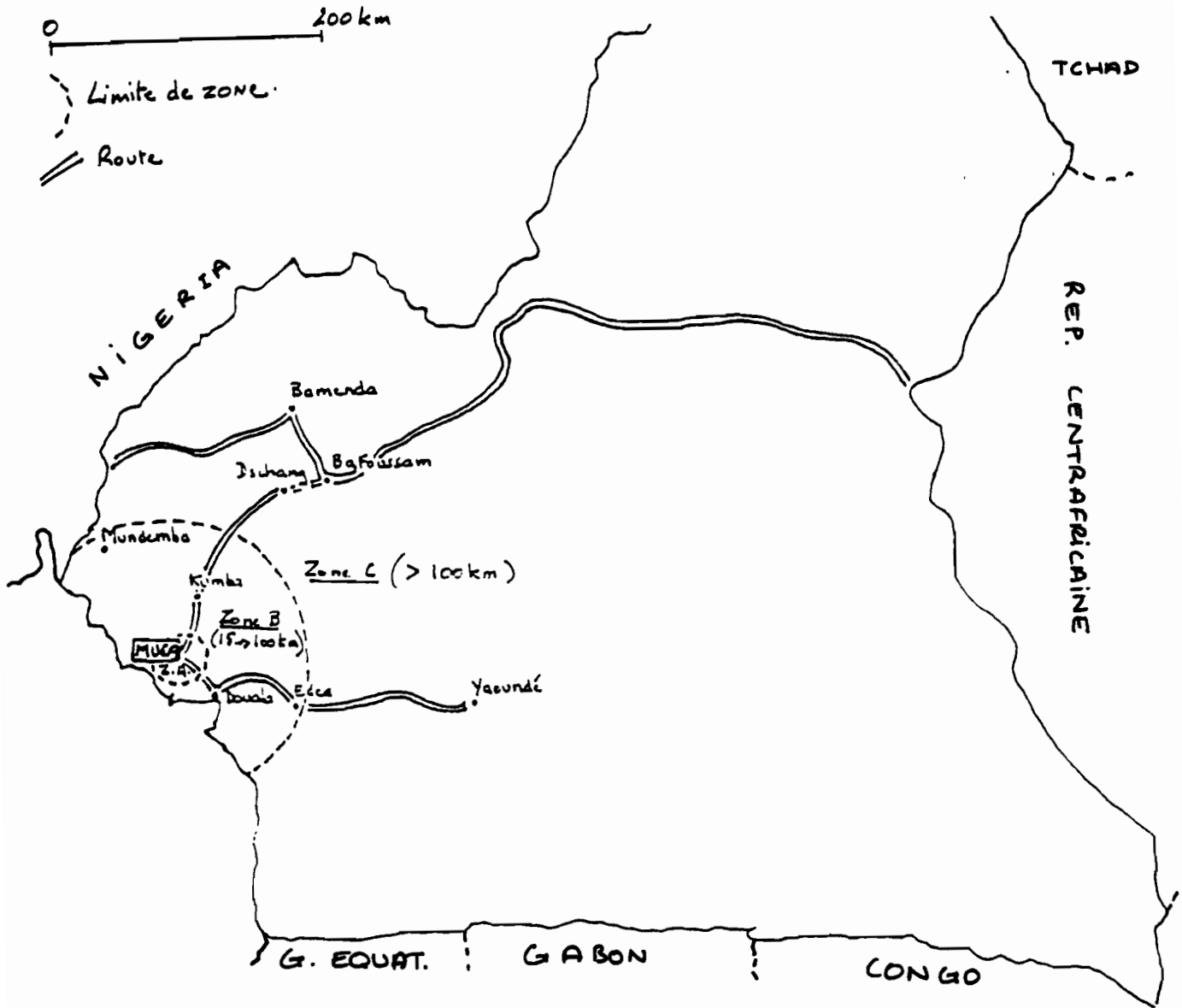
Le marché vend une grande variété de produits agricoles et non-agricoles à des grossistes, des citadins, des ouvriers agricoles des plantations, et à des agriculteurs. Les rapports de 1990 indiquent que le dimanche était la journée d'activité principale du marché tandis que celle du jeudi, non prise en compte dans leurs calculs, était mineure (Almy S.W., Besong M.T., et Bakia B., 1988-90 : 7). Aujourd'hui, l'activité commerciale est d'égale importance lors de ces deux journées et elle s'est étendue à la veille de ces journées, pendant lesquelles les commer-

çants pressés de vendre rencontrent ceux qui sont pressés d'acheter. La plupart des agriculteurs de la ville de Muea arrivent au marché à partir de cinq heures du matin. Ils vendent leurs produits à moitié prix et ils repartent chez eux après avoir acheté les produits dont ils ont besoin. En 1990, le marché de Muea est l'un des plus chers de la province, mais les écarts de prix n'étaient que de 3% en 1989-90. Le maïs vert et les cocoyams sont parmi les plus chers ; le maïs sec (qui provient souvent de la province du Nord-Ouest), les ignames et les arachides sont relativement bon marché. Le marché attire beaucoup de véhicules, des camionnettes et des bus de transport de passagers depuis des zones qui vont jusqu'à Douala et au-delà.

(a) Situation du marché sur le plan national, régional et local.

Le marché de Muea est situé dans le département de Fako, dans la zone anglophone, à une soixantaine de kilomètres de la frontière avec le Nigeria. Situé à l'entrée de la ville, il s'y intègre complètement selon un schéma organisé. Trois cartes permettent de situer le marché de Muea à différents niveaux : (i) un niveau national et régional qui met en relief la situation de carrefour du marché entre différentes régions du Cameroun ; (ii) un niveau villageois qui situe le marché dans la ville de Muea ; (iii) un niveau « marché » qui dresse le schéma du marché tel qu'il l'était lors du mois d'août 1995.

Carte 5 : Situation du marché au niveau régional et international (Parrot, Muea, août 1995).



La **Carte 5** situe le marché dans le contexte national et régional. Cette carte ne représente qu'une sélection de quelques localités significatives telles que Douala, Yaoundé ou Bamenda. A l'exception de Yaoundé, qui n'est pas un partenaire commercial très important pour le marché de Muea, toutes les autres localités représentées ont des échanges importants sur la place du marché de Muea. Toutes les localités qui interviennent dans les activités du marché, en tant que fournisseurs de produits commerciaux ou en tant qu'acheteurs, ne sont pas représentées car il y en a plus d'une cinquantaine. Seules les villes les plus importantes pour le marché sont représentées ainsi que celles qui sont éloignées. Trois zones géographiques A, B et C sont délimitées sur cette carte. Ces zones se répartissent toutes les localités du Cameroun et d'ailleurs (Nigéria en particulier) en fonction de leur éloignement par rapport au marché.

Le réseau routier dessiné sur la carte met en évidence les connexions qui relient les différentes localités principales qui interviennent dans les échanges commerciaux du marché. Muea est à l'intersection de trois axes routiers qui relient au moins trois zones géographiques du Cameroun : (i) l'Ouest, (ii) le Sud-Ouest et le Littoral, et (iii) le Centre (Yaoundé). Par ailleurs, le marché de Muea est relié à la route transafricaine représentée sur la carte et qui traverse le pays d'Est en Ouest (de la République Centrafricaine jusqu'au Nigeria). Le réseau routier ainsi tracé et la disposition des localités elles-mêmes fait apparaître deux axes d'échanges principaux :

1. Un axe Nord-sud qui recouvre l'ouest du Cameroun ainsi que le Sud-Ouest et le littoral. Pour schématiser, cet axe s'étend de Bamenda à Limbe ;
2. Un axe Est-Ouest qui s'étend de Muea, Douala jusqu'à Edea et plus loin jusqu'à Yaoundé.

Il faut remarquer aussi que les commerçants utilisent aussi les transports en commun (autobus, mini van, taxi brousse). Ce procédé est rendu possible grâce à la qualité des routes.

Tableau 24 : Liste des localités, classées par zone, intervenant dans l'activité du marché (Muea, août 1995).

Zone A (< 15 km)		Zone B (15 → 100 km)	Zone C (> 100km)	Zone non loc*
Bokaka	Lissoka	Bakundu	Bafoussam	<i>Baham</i>
Bokwai	Mamu	Banga	Bamenda	<i>Banso</i>
Bolifamba	Mile 16	Bova	Dschang	<i>Bokoko</i>
Bomaka	Mile 17	Douala	Foumbot	<i>Bokova</i>
Bonakanda	Mile 18	Edea	Nigeria	<i>Issimbi</i>
Bonduma	Modeka	Kumba	Yaoundé	<i>Mahutu</i>
Bota	Molyko	Malende		<i>Mbouda</i>
Buea	Mondoni	Mundembe		<i>Mpondo</i>
Bwitingui	Muea	Munyenge		<i>Nwanga</i>
Ekata	Mussaka			<i>Souza</i>
Ekona	Mutengene			
Fako	Muyuka			
Great Soppo	Tiko			
Limbe	Yoke			

NOTE - Les localités retranscrites en caractère gras sont les plus importantes en terme de source de revenu dans leur zone. La ville de Douala représente à elle seule 90% des revenus dégagés à l'actif de la zone B.

*Zone non loc = zone des lieux non localisés sur la carte du Cameroun. D'un poids relativement modeste par rapport à l'ensemble des zones, ils seront arbitrairement affectés à la zone A (la plus importante).

Le **Tableau 24** présente le détail de toutes les localités qui interviennent dans les activités du marché que ce soit comme lieu d'origine des commerçants ou des produits échangés. La zone A regroupe Muea, quelques autres villes de taille moyenne et une multitude de localités de moindre importance. Certaines localités n'ont pas pu être localisées sur les cartes. D'importance marginale, elles ont été arbitrairement affectées à la zone A. Les villes de Douala et Bamenda constituent des pôles d'échange majeurs au sein de leur zone respective.

En résumé, le marché de Muea dispose d'une situation intéressante, en effet :

1. Le marché est à un carrefour des voies de communication terrestres entre plusieurs régions importantes (Ouest, Sud-Ouest, Littoral, Centre), ce qui facilite les échanges grâce à une réduction des distances à parcourir ;
2. Le réseau routier est de bonne qualité. C'est un élément important pour une zone dont les saisons des pluies sont très importantes ;
3. Le marché de Muea est proche du Nigeria. Cette situation facilite les échanges transfrontaliers entre les deux pays.
4. Muea est situé dans une zone agricole très fertile, ce qui explique l'importance de la production agricole destinée à la commercialisation.

Il existe trois cas de figure en général, qui vont du meilleur au pire, pour effectuer la vente des produits : (i) l'occupation d'un local en ciment, (ii) l'occupation d'un local en bois, et (iii) le commerce à même le sol⁷.

Le premier cas de figure consiste à occuper une construction en ciment. Là, les vendeurs ne sont pas taxés mais ils sont alors soit propriétaire soit locataire et les prix varient énormément. La majeure partie des constructions en dur représentées sur la carte du marché abrite des commerces. C'est le textile et l'approvisionnement général qui s'y trouvent le plus souvent. On peut estimer que moins de 10% des commerçants peuvent utiliser de telles infrastructures.

Le deuxième cas de figure voit disparaître le ciment et pour ne laisser qu'un étal en bois en plein air muni d'une légère protection en tôle ondulée contre les intempéries. Les pieds sont dans la boue mais la tête est au sec. La taxe à payer est variable et oscille entre 300 et 600 F CFA par semaine pour avoir le droit d'utiliser ces étales. C'est là que sont vendus tous les autres produits de l'agriculture périssables (l'arachide « sec » par exemple) et une grande partie de tous les autres produits. On peut évaluer à 50/50 la proportion des vendeurs qui vendent dans ces conditions et celles qui vont suivre (troisième cas de figure).

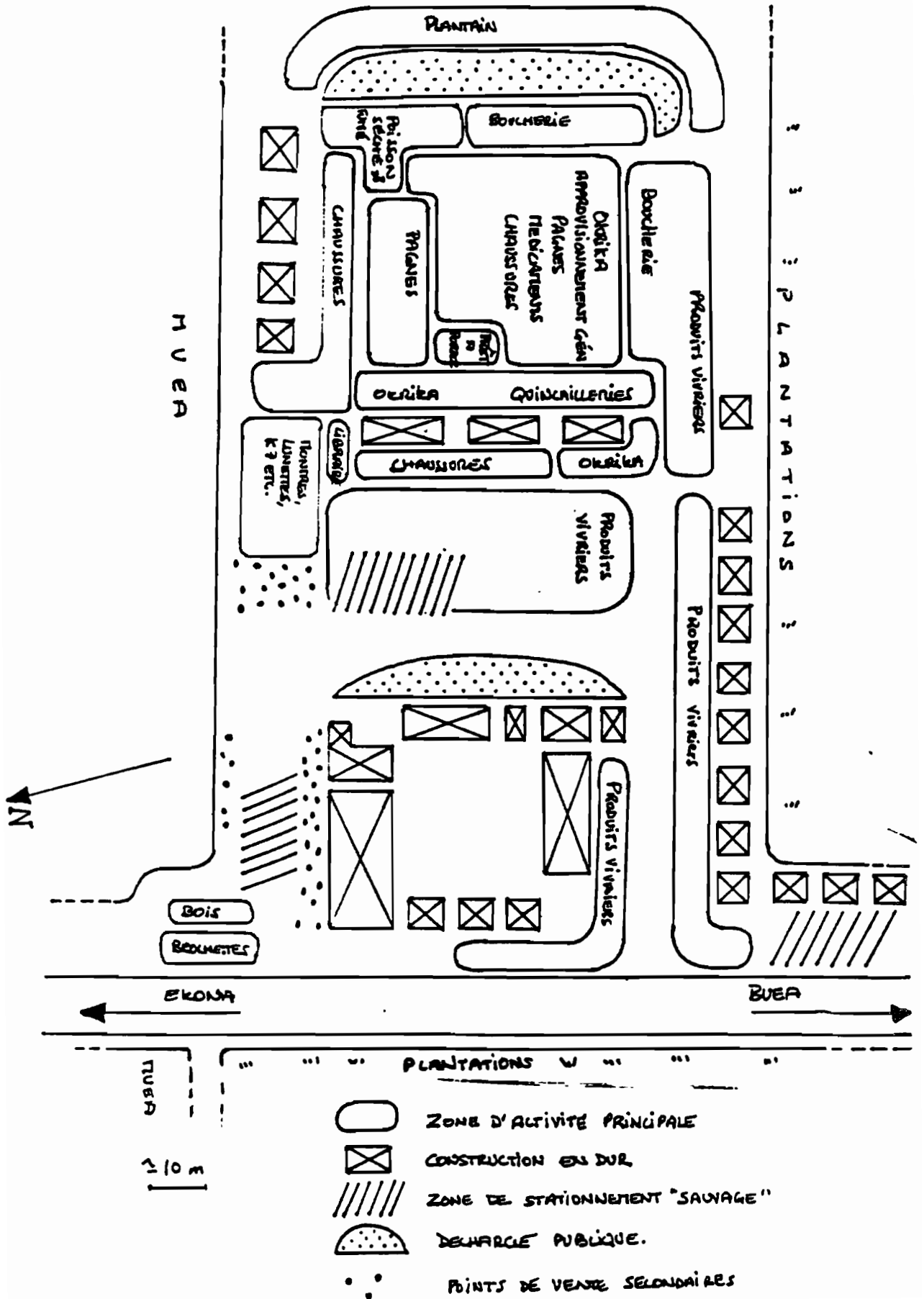
Le dernier cas de figure pour vendre la marchandise est le contact direct avec la nature. Il s'agit alors d'être à même le sol (en terre) sur une natte en plastique. Il n'existe aucune protection contre la pluie à part la natte en plastique que la vendeuse rabat sur sa tête avec une main s'il pleut. Il faut savoir que le mois d'août est le mois le plus pluvieux d'une région déjà réputée pour son record de précipitations au monde. Le sol est constamment un borbier et les activités commerciales sont rocambolesques. C'est pourtant le procédé habituel des femmes qui vendent les produits vivriers au détail. Une taxe de 25 F CFA est nécessaire pour avoir l'autorisation de vendre les produits. C'est presque toute la production agricole (plus d'un millier de commerçants) qui est vendue dans ces conditions et c'est le fait des femmes en général.

La Carte 6 montre la configuration schématique du marché à l'échelle de la ville. Le marché est situé juste à l'entrée de la ville, en bordure de route. Comme nous le montre la carte, le marché est ceinturé par des plantations d'un côté et la ville de l'autre. En ce qui concerne la

⁷ Les marchands ambulants, les colporteurs, et les véhicules qui servent d'entrepôt ambulant peuvent être considérés comme des activités mobiles par définition. Ils ne sont ainsi, en général, pas taxés. Les vendeurs de brochettes s'associent entre eux pour louer un petit terrain (100 mètres carrés environ) et y exercer leur activité; mais ce n'est propre qu'aux vendeurs de brochettes.

disposition des produits commercialisés, cette carte est valable au moins pour le mois d'août. Au-delà de cette période, si la configuration générale demeure identique, les effets saisonniers des productions agricoles (diminution de la production agricole du maïs ou de l'igname vers la fin juillet par exemple) et des autres produits affectent la configuration de certaines parties du marché. Il y a aussi le cas du plantain par exemple qui est représenté en raison de son importance bien que ce ne soit pas sa saison. Le mois de septembre a vu aussi apparaître un grand nombre de libraires qui préparaient la rentrée scolaire.

Carte 6 : Plan schématique du marché de Muea (Parrot, Muea, août 1995).



La totalité des produits présents sur le marché de Muea a fait l'objet d'une enquête. Cela représente près d'une cinquantaine de produits relevés par jour de marché. Tous ces produits rentrent dans l'une des catégories suivantes qui ont servi à agréger les résultats : (i) produits de l'agriculture, (ii) produits de la pêche, (iii) produits de l'élevage, (iv) produits manufacturés et services, (v) et textile.

Tableau 25 : Liste des produits échangés sur le marché (Muea, août 1995).

Produits de l'agriculture (N=26)	Produits manufacturés et services (N=12)	Produits de l'élevage (N=5)	Textile (N=3)	Produits de la pêche (N=2)
Achu	Approvisionnement général	Cuir	Okrika	Poisson frais
Ingredients, piment sec	Beignets	Oeufs	Pagnes	Poisson fumé
Arachides fraîches	Chaussures	Porc	Prêt à porter	
Arachides locales	Cordonnier	Viande de vache		
Arachides sèches, riz, haricots				
Bananes	Fongicides	Volaille		
Bananes mûres	Libraires			
Canne à sucre	Médecine traditionnelle			
Cassava (Manioc)	Médicaments			
Cola	Montres, K7, lunettes			
Couscous de manioc	Quincaillerie			
Gari-Egusi	Restauration			
Huile de palme	Savon de coco			
Ignames				
Macabo				
Maïs				
Noix de cola				
Oignon, Njansang, gingembre				
Orange, raisins				
Papaye				
Plantains				
Pomme de terre				
Prise				
Prûnes				
Taro congo				
Vivres frais				
Water foo-foo				

Le **Tableau 25** montre comment la répartition des produits échangés sur la place du marché s'est déroulée. Les produits de l'agriculture sont les plus nombreux. Les produits manufacturés et les services regroupent une multitude d'activités disparates qui vont du cordonnier à la préparation de beignets. La gamme des produits de l'élevage et de la pêche est moins étendue, mais ce sont des activités lucratives.

(b) Organisation des échanges commerciaux.

Le marché de Muea a lieu deux fois par semaine, le jeudi et le dimanche. Il existe aussi des pré-marchés qui se tiennent la veille de ces journées, c'est-à-dire le mercredi soir et le samedi soir. Ces jours de pré-marché débutent tard dans l'après-midi, vers 16 ou 17 heures, et ils se déroulent à l'autre extrémité de Muea. Les premières transactions ont lieu à ce moment là. En général, les prix y sont plus faibles car la demande en produit est moins importante que le lendemain, jour de marché ; et certains vendeurs préfèrent être certains de vendre la veille ce qu'ils ne sont pas sûrs de vendre le lendemain, quitte à baisser pour cela les prix. Des commerçants achètent en gros pour revendre ensuite en petite quantité le lendemain. Les données récoltées pour le mois d'août ne permettent pas de déterminer si, durant la semaine, c'est le marché du jeudi ou du dimanche qui est le plus important. En tout cas, elles ne confirment pas l'idée selon laquelle c'est le dimanche le jour où l'activité est la plus importante (dans la limite des données disponibles).

Plusieurs activités sont monopolisées par des groupes ethniques. Les vendeurs de brochettes sont tous originaires de Wum (Grassfields de Bamenda : Aghem, Esu, Weh et Ngwo, plus rare). Les libraires nigériens sont très agressifs car ils sont très compétitifs en terme de prix sur les ouvrages. Ils le sont encore plus sur les ouvrages scolaires en période de rentrée grâce apparemment à un bon réseau d'informateurs à un haut niveau du gouvernement. Cela leur permet d'approvisionner le marché à l'avance avec les ouvrages scolaires sélectionnés officiellement pour la rentrée. Les boutiques de prêt-à-porter, de pagnes et d'Okrika sont aussi la spécialité des Nigériens.

Eléments de politique dans la ville de Muea

On peut déterminer deux blocs dans la ville : les autochtones (Bakweri) et les allogènes composés en grande partie par des Grassfields. Au stade actuel de l'orientation du développement de la ville, les enjeux politiques prennent de plus en plus d'importance et ils se ressentent dans les discours des deux camps. Les allogènes ont un poids économique qu'on ne peut négliger ; ils sont ici pour travailler la terre dont ils sont devenus propriétaire ou locataire. Par ailleurs, ils sont nombreux désormais dans la ville, et ils représentent actuellement un contre-pouvoir non négligeable dans la région. Ils peuvent faire basculer la balance, mais puisqu'ils ne peuvent placer un allogène au pouvoir, un autochtone peut être soutenu s'il répond à leurs intérêts. D'un autre côté, des négociations sont entreprises pour prendre en compte les revendications de la population allogène (par exemple, sur l'arrêt du procédé de la vente simultanée d'une même parcelle de terre à plusieurs acheteurs).

Les allogènes ont un poids politique qui est renforcé par leur dynamisme économique, mais ils ne forment pas pour autant un bloc homogène et unifié. On peut déterminer des clivages sur trois niveaux au moins : (i) au niveau international (Camerounais et Nigériens par exemple), (ii) au niveau national (autochtones et allogènes), et (iii) au niveau intra-ethnique (de part la multiplicité des divisions et subdivisions ethniques et tribales). A cela s'ajoute quand même une prudence de la part des Grassfields aux désirs d'expansion qui date de l'expérience passée. Des liens complémentaires sont donc tissés entre le pouvoir politique, autochtone et stable, et le pouvoir économique, de plus en plus entre les mains des allogènes. Cela arrange les allogènes, toujours attachés à leur esprit d'indépendance face à l'autorité gouvernementale, et les autochtones qui conservent le pouvoir politique entre leurs mains et qui bénéficient quand même de certains avantages même si les produits des investissements sont dans leur grande majorité renvoyés dans le village d'origine des allogènes.

Des rapports antérieurs indiquent que Muea était le plus grand marché agricole de Fako (Almy, Besong et Bakia, 1988-90). Il était classé à l'époque (1988-1990) comme marché de grande taille (200 vendeurs au moins). Aujourd'hui, le marché a en moyenne plus de 1 800 vendeurs recensés à chaque jour de marché. Par rapport à tous les marchés étudiés de la région du Sud-Ouest (un échantillon de 12 marchés au total), il n'y avait que le marché de Fiango qui était classé aussi comme marché de grande taille. Tous les autres étaient de moindre importance. Le marché était bihebdomadaire mais le dimanche distançait de beaucoup le jeudi en terme d'activité. Par rapport aux autres marchés étudiés de la région (Mudeka et Yoke), c'était le plus important. Mudeka est un port de pêche de taille moyenne et le marché de Yoke, bien que quotidien, n'attirait que peu d'acheteurs.

3) Analyse des résultats.

(a) Un Chiffre d'affaires annuel de 3,120 milliards de F CFA et près de 2000 commerçants par jour.

L'évaluation du nombre de commerçants a été assez facile à évaluer, puisque tous les commerçants présents étaient recensés, au moment où l'activité du marché était la plus importante, vers onze heures du matin. Une moyenne de 2 000 commerçants environ sont présents chaque jour de marché. Il a fallu en revanche procéder par échantillonnage pour évaluer le chiffre d'affaires du marché. Pour chacun des cinquante produits échangés sur la place du marché,

une moyenne de quatre commerçants étaient interrogés, soit un total de 200 personnes interrogées par jour de marché. Les résultats qui en résultent font apparaître une bonne stabilité autour de 30 millions de F CFA, à l'exception de deux points « aberrants » à 45 millions environ, et qui correspondent au début de la médiatisation intensive de l'enquête ménage par la radio, la télévision et les politiques de la ville de Buea. Si l'on prend en compte ces deux points, la moyenne est de 32 millions de F CFA par jour de marché et de 28 millions s'ils ne sont pas pris en compte. Un chiffre d'affaires estimé à 30 millions de F CFA peut être considéré comme raisonnable.

Le chiffre d'affaires annuel du marché est calculé sur la base d'un jour de marché, multiplié par 104, qui représente le nombre de semaines dans l'année multipliée par le nombre de jour de marché par semaine, soit 3,120 milliards de F CFA. Le chiffre d'affaires journalier est calculé à partir du revenu total dégagé par l'ensemble des produits.

A partir du chiffre d'affaires annuel du marché, deux méthodes ont été utilisées pour déterminer le montant de la production vivrière de la ville vendue localement et exportée. La première méthode utilise les résultats de l'enquête du marché et elle se décompose de la manière suivante :

Chiffres d'affaires de la ville	= Chiffre d'affaires annuel (3,120 milliards)	x Part en produits vivriers (0,7)	x Part en produits vivriers de Muea (0,9)	x Part des commerçants de Muea (0,8)	x Part des acheteurs de Muea (0,3)
---------------------------------	---	-----------------------------------	---	--------------------------------------	------------------------------------

Le coefficient de la part des commerçants de Muea dans le chiffre d'affaires est de 0,8 pour les produits vivriers *uniquement*. Le chiffre d'affaires total de la ville en produits vivriers est de 1,572 milliards de F CFA. Si l'on pondère ce résultat par la part des acheteurs de la ville (30%), on obtient une production vendue localement qui s'élève à 471,74 millions de F CFA et une production exportée de 1,101 milliards de F CFA environ (1-0,3).

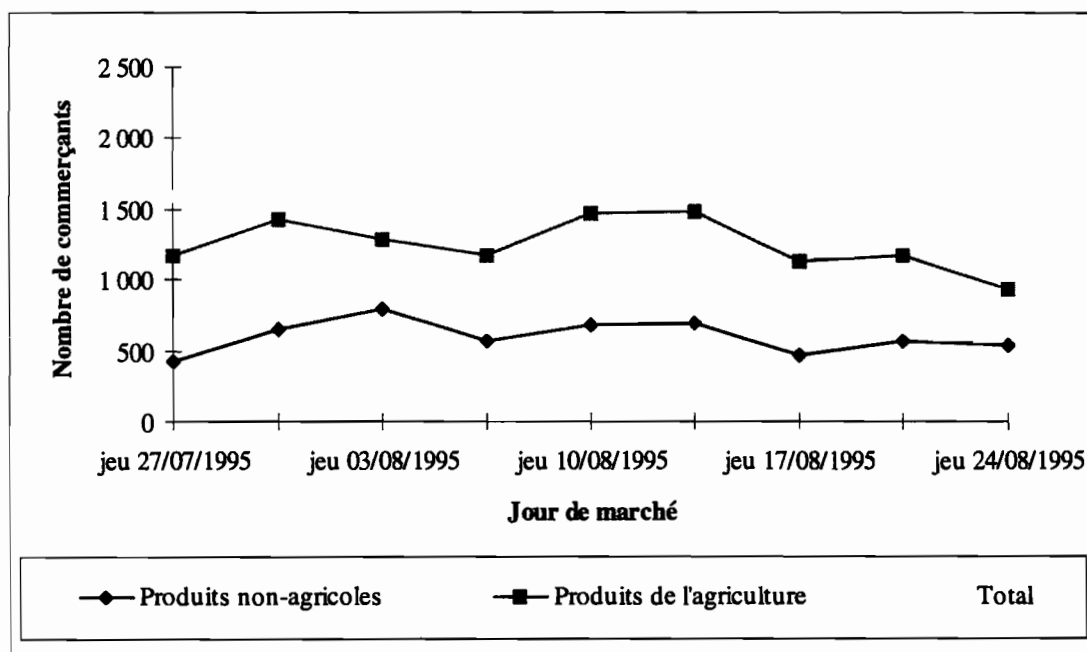
La seconde méthode, plus proche de la réalité mais moins rigoureuse a été finalement retenue. Elle part du fait qu'il n'y a pas de stockage possible pour les produits vivriers à cause des conditions climatiques. Le montant des ventes a donc été déterminé indirectement à partir de la consommation totale de la ville en produits vivriers, 278 millions de F CFA environ. On a ensuite supposé que 80% (au lieu de 69%) de la production était exportée. Le chiffre d'affaires annuel (3,120 milliards de F FCA), est donc pondéré de la manière suivante :

Chiffres d'affaires de la ville = Chiffre d'affaires annuel (3,120 milliards) x Part en produits vivriers (0,7) x Part des commerçants de Muea (0,5) x Part des acheteurs de Muea (0,2)

La part des commerçants dans le chiffres d'affaires de Muea est de 0,5 pour l'ensemble des produits échangés sur le marché. Le chiffre d'affaires total de la ville est donc de 1,092 milliards de F CFA, soit un résultat inférieur de 36% à celui de la première méthode. La production vendue localement est donc évaluée à 218 millions de F CFA à laquelle on a rajouté un excédent de consommation locale de 60 millions de F CFA environ, ce qui porte le total final à 278 millions de F CFA. Les exportations sont évaluées à 872 millions de F CFA⁸.

La production vendue localement varie du simple au double (15% du total dans le premier cas et 7% dans le second cas) en fonction des deux méthodes. Les résultats, en utilisant les valeurs médianes minimum et maximum, font apparaître une meilleure approximation par la première méthode, entre 13 et 15% ; tandis que la seconde méthode possède un intervalle plus large, entre 8,7 et 27%. Malgré tout, le choix a été fait d'utiliser les résultats de la seconde méthode pour obéir au montant de la consommation réelle et à l'absence de stocks.

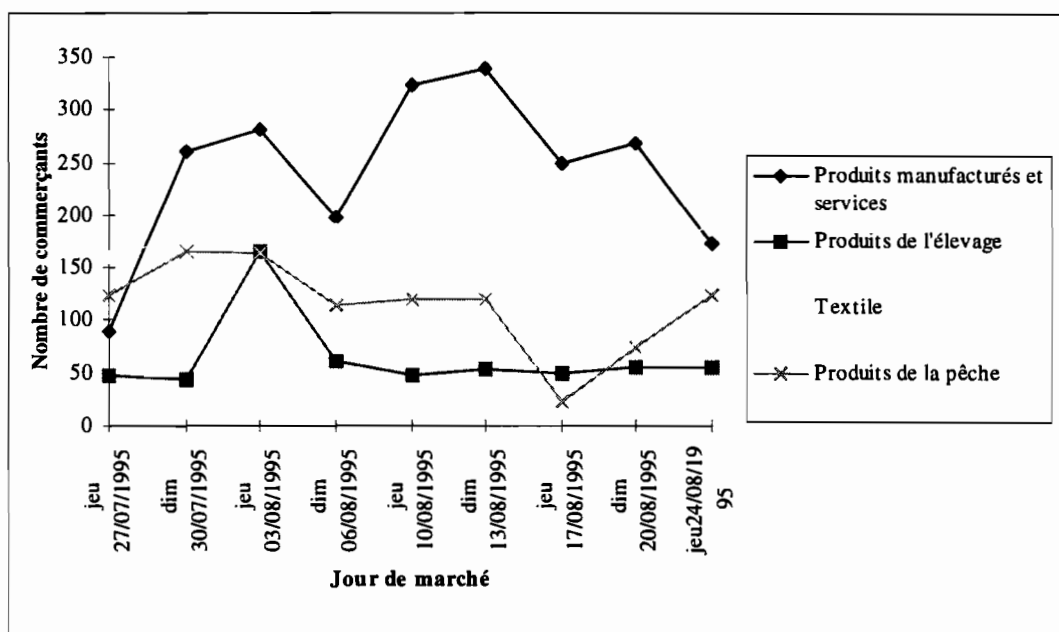
Figure 12 : Nombre de commerçants par catégorie de produits (Muea, août 1995).



⁸ L'excédent de consommation locale correspond à un rééquilibrage comptable auprès des activités agricoles non-alimentaires. On suppose qu'il n'y a pas de stockage possible compte tenu des conditions climatiques. Les activités agricoles non-alimentaires consomment donc l'intégralité de la production.

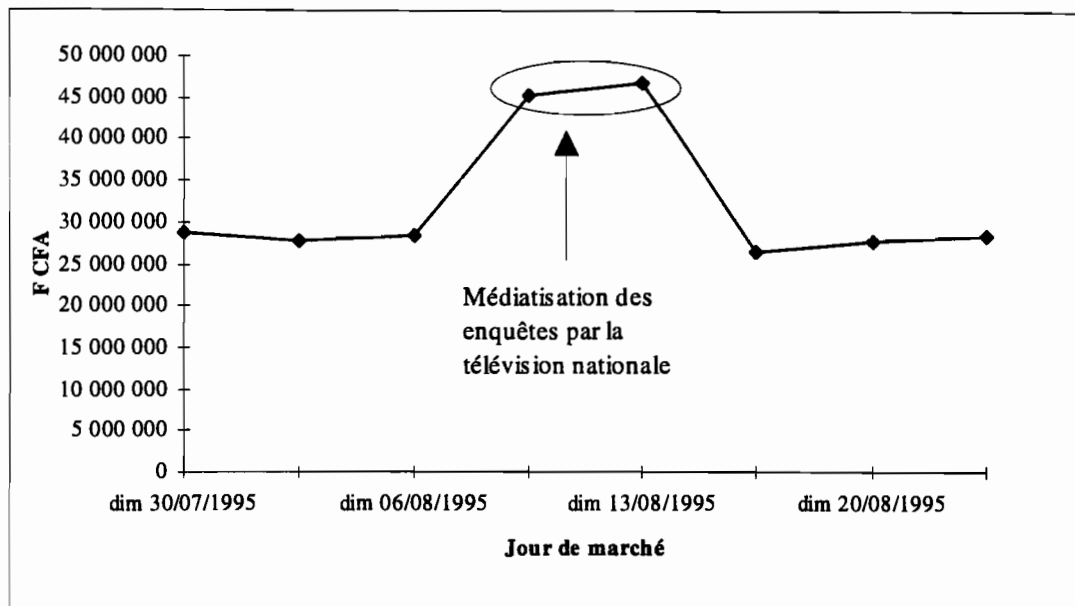
Deux figures ont été dessinées pour illustrer la fréquentation du marché de Muea. Le premier graphique (Figure 12) compare la fréquentation du marché pendant le mois d'août pour les produits du marché. Ils ont été pour cela agrégés en deux groupes (produits de l'agriculture et produits non-agricoles) afin de faciliter la lecture des courbes. Le graphique qui en résulte fait apparaître une prépondérance de la fréquentation liée aux activités agricoles et des tendances sensiblement identiques dans l'évolution du nombre de commerçants.

Figure 13 : Nombre de commerçants par catégorie de produit non-agricole (Muea, août 1995).



Le second graphique (Figure 13), destiné à illustrer la fréquentation du marché, dissocie la catégorie des produits non-agricoles qui a été utilisée dans la première figure. La catégorie des produits non-agricoles regroupe en effet quatre éléments : les produits manufacturés et services, les produits de l'élevage, les produits de la pêche et le textile. La Figure 13 est donc identique à la précédente, à cela près qu'au lieu de faire apparaître les similitudes de tendances globales, elle désagrège la catégorie « produits non-agricoles » pour affiner son analyse. Elle fait apparaître (i) la prépondérance des activités liées à l'agriculture par rapport aux autres, (ii) une légère prépondérance des produits manufacturés et services par rapport aux trois autres activités et (iii) une relative stabilité des produits non-agricoles tout au long du mois.

Figure 14 : Chiffre d'affaires total du marché de Muea (Muea, août 1995).



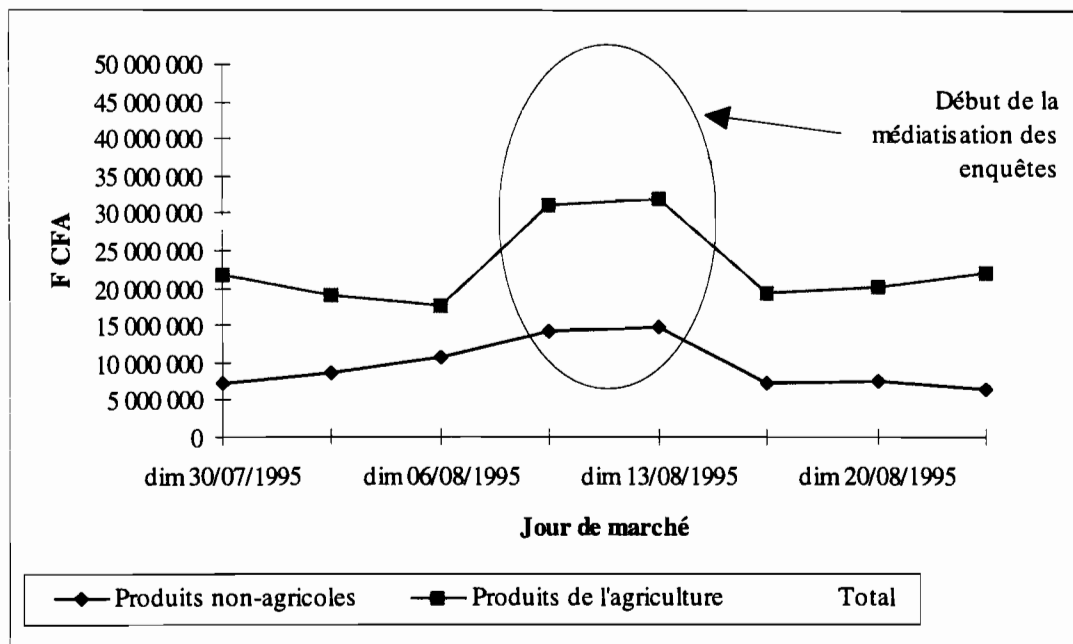
La Figure 14 met en évidence deux éléments :

1. Les revenus oscillent entre 30 et 50 millions de F CFA environ (si l'on prend en compte les deux pics au milieu de la période) ;
2. Il existe une relative stabilité des revenus.

On remarque qu'il n'y a apparemment pas de différenciation entre les jeudi et les dimanche contrairement à ce qu'on aurait pu penser⁹. Le pic pour le jeudi 10 et le dimanche 13 août 1995 s'explique vraisemblablement par un afflux d'acheteurs attirés par la médiatisation des enquêtes tout au long du mois d'août. La télévision nationale a d'ailleurs accompli un reportage sur ce sujet le 10 août 1995. Cependant, peut-être que le pic s'inscrit dans un cycle plus long (une fois par mois) pour lequel le milieu de chaque mois représente le ou les grands jours d'échange, mais les données sont insuffisantes pour le vérifier. En tout cas, le nombre de vendeurs demeure à peu près constant sur toute la période, ce qui impliquerait une intensification des échanges. Une lecture attentive du chiffre d'affaires de différents produits montre un doublement du chiffre d'affaires pour plusieurs produits, dont celui des vendeurs de chaussures, qui passe de 2% à 4% du chiffre d'affaires total, les arachides sèches qui passent de 10% à 20% du chiffre d'affaires et l'okrika (textile) qui double aussi de 4% à 8%.

⁹ Il est généralement admis que les dimanche génèrent une activité plus importante pour le marché car c'est le jour de congé des fonctionnaires de Douala (20% des acheteurs présents au marché). Ils en profitent alors pour venir s'approvisionner au marché.

Figure 15 : Revenus dégagés par catégorie de produit (Muea, août 1995).



La Figure 15 compare l'évolution du revenu entre les deux catégories de produits : produits de l'agriculture et produits non-agricoles. Il apparaît que :

1. Les deux courbes suivent les mêmes tendances tout au long du mois d'août ;
2. Les revenus oscillent entre 5 et 15 millions de F CFA par jour de marché pour les produits non-agricoles et entre 15 et 35 millions par jour de marché pour les produits de l'agriculture.

Deux points « aberrants » apparaissent le 10 et le 13 août et ils correspondent au début de la médiatisation des enquêtes mais la relation de cause à effet n'est pas démontrée. D'autres hypothèses peuvent être valables (paye des fonctionnaires de Douala) mais il faudrait des séries plus longues pour pouvoir les vérifier.

Tableau 26 : Part du revenu des groupes de produits dans le marché, en pourcentage du total (Muea, août 1995).

Somme Rev moyen	Produits Vendus					
	Produits de l'agriculture	Produits de l'élevage	Produits de la pêche	Produits manufacturés et services	Textile	Total
Date						
dim 30/07/1995	75,06%	4,37%	3,27%	12,31%	4,99%	100,00%
jeu 03/08/1995	68,81%	4,00%	6,20%	11,61%	9,37%	100,00%
dim 06/08/1995	62,55%	3,03%	9,73%	11,56%	13,12%	100,00%
jeu 10/08/1995	68,77%	1,91%	7,15%	12,16%	10,01%	100,00%
dim 13/08/1995	68,35%	2,26%	7,58%	11,17%	10,64%	100,00%
jeu 17/08/1995	73,17%	2,77%	1,49%	14,89%	7,68%	100,00%
dim 20/08/1995	73,10%	4,66%	3,12%	10,00%	9,11%	100,00%
jeu 24/08/1995	77,28%	3,57%	8,07%	5,43%	5,65%	100,00%
Total	70,56%	3,15%	6,07%	11,19%	9,03%	100,00%

Le Tableau 26 montre l'importance des produits vivriers dans le chiffre d'affaires du marché. Les activités de l'élevage sont très faibles au niveau global mais comme il n'y a que peu de commerçants dans cette branche d'activité par rapport aux autres, cela génère des revenus par commerçant très élevés.

(b) Analyse par origine géographique des commerçants et des produits.

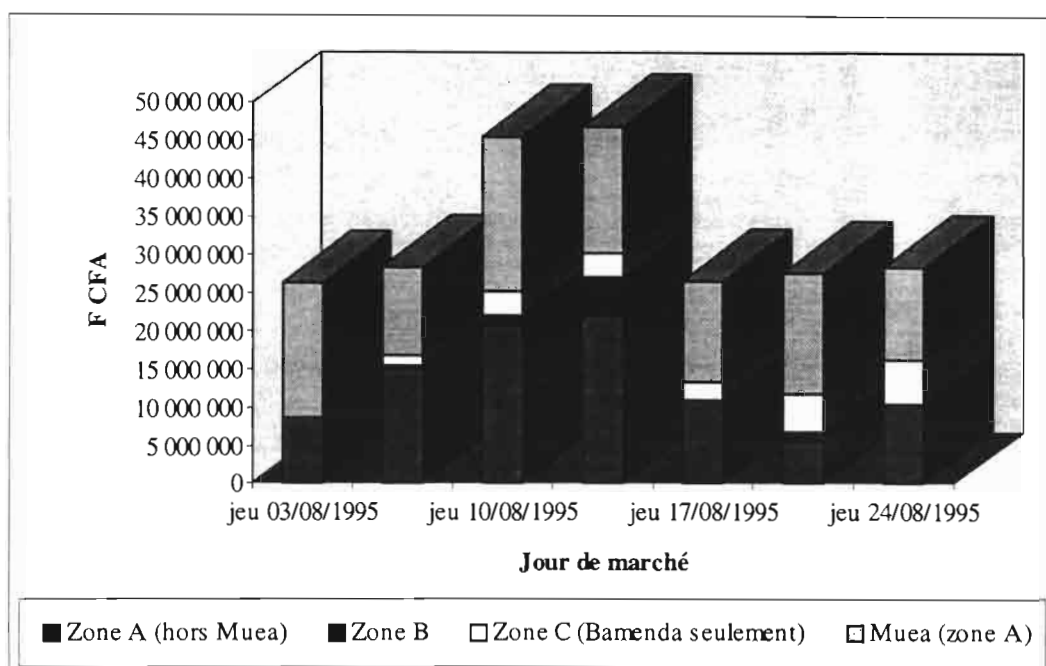
L'analyse par origine géographique est destinée à mettre en évidence le poids des différentes localités qui interviennent dans les activités du marché. Les origines géographiques ont été relevées pour tous les produits du marché qui étaient présents dans les échantillons et pour tous les commerçants interrogés. Etant donné que plus d'une cinquantaine de localités interviennent dans les activités du marché, elles ont été agrégées en zones géographiques sur la base arbitraire de la distance par rapport au marché (voir Tableau 24, p.176). Cela présente l'avantage de simplifier les représentations mais on y perd en précision. Cependant, les villes de Muea (zone A), Douala (zone B), et Bamenda (zone C) sont majoritaires dans leurs zones respectives.

Tableau 27 : Part des commerçants de Muea dans les échanges du marché (Muea, août 1995).

Origine Comrct	Muea					
Somme Rev moyen	Produits Vendus3		Produits Vendus			Total
Date	Produits de l'agriculture	Produits de l'élevage	Produits de la pêche	Produits manufacturés et services	Textile	Total
jeu 03/08/1995	66,78%	3,44%	0,00%	17,09%	12,69%	100,00%
dim 06/08/1995	77,27%	5,42%	0,00%	8,68%	8,63%	100,00%
jeu 10/08/1995	73,56%	3,17%	0,00%	2,93%	20,34%	100,00%
dim 13/08/1995	88,47%	5,17%	0,00%	3,67%	2,68%	100,00%
jeu 17/08/1995	91,42%	4,14%	0,00%	4,44%	0,00%	100,00%
dim 20/08/1995	85,43%	5,51%	0,00%	9,06%	0,00%	100,00%
jeu 24/08/1995	72,05%	4,47%	17,53%	5,95%	0,00%	100,00%
Total	78,90%	4,38%	2,00%	7,45%	7,27%	100,00%

Le tableau ci-dessus montre l'importance de la ville de Muea dans les échanges commerciaux du marché. Comme on pouvait s'y attendre, la production vivrière vendue par les agriculteurs de la ville représente une grande part des échanges de produits vivriers (80% environ). Les autres activités sont moins importantes pour la ville mais l'élevage demeure stable tout au long de la période d'enquête, tandis que les autres sont très variables. Une grande partie des commerçants de produits de l'agriculture sont originaires de Muea. Leur représentation est faible en ce qui concerne les produits de l'élevage et les produits manufacturés et services. Les produits de la pêche ne sont pas représentés par les commerçants de Muea, sauf en ce qui concerne un seul jour de marché, pour une raison inconnue.

Figure 16 : Revenu par origine des commerçants (Muea, août 1995).



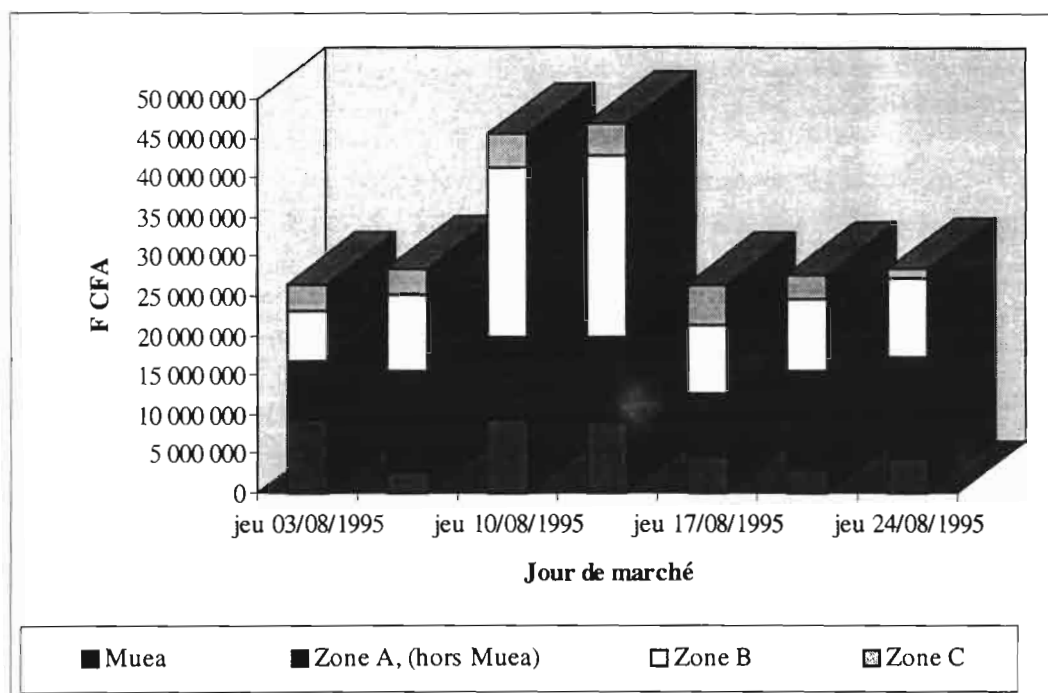
La Figure 16 représente le revenu par origine des commerçants. Il apparaît clairement que les vendeurs de la zone A sont majoritaires. Cela peut s'expliquer si l'on sait que 71% du revenu total dégagé par le marché est le fruit des ventes des produits de l'agriculture et que la majeure partie de ces produits provient de la ville de Muea et de ses environs.

Tableau 28 : Importance des produits originaires de Muea dans les échanges du marché (Muea, août 1995).

Origine Produits	Muea			
Somme Rev moyen	Produits Vendus3	Produits Vendus		
Date	Produits de l'agriculture	Produits de l'élevage	Produits manufacturés et services	Total
dim 30/07/1995	92,94%	0,00%	7,06%	100,00%
jeu 03/08/1995	92,71%	0,24%	7,05%	100,00%
dim 06/08/1995	90,81%	0,00%	9,19%	100,00%
jeu 10/08/1995	95,86%	0,00%	4,14%	100,00%
dim 13/08/1995	95,76%	0,00%	4,24%	100,00%
jeu 17/08/1995	86,96%	0,00%	13,04%	100,00%
dim 20/08/1995	86,10%	1,92%	11,98%	100,00%
jeu 24/08/1995	90,96%	0,00%	9,04%	100,00%
Total	92,70%	0,16%	7,14%	100,00%

La plupart des produits de l'agriculture sont originaires de Muea. Les produits de l'élevage sont très faiblement représentés, probablement sous-estimés, compte tenu des résultats de l'enquête auprès des ménages et de l'entretien avec le vétérinaire de la ville (voir le chapitre « L'élevage », p.203). La ville de Muea n'est pas uniquement une ville agricole mais elle participe aussi à la commercialisation de produits manufacturés et de services à hauteur de 7,14%.

Figure 17 : Revenu par origine des produits (Muea, août 1995).



La Figure 17 présente le revenu par origine géographique des produits de la même manière que la figure précédente. Si les vendeurs sont presque tous originaires de Muea, les produits vendus proviennent des zones A et B dans de mêmes proportions environ. La zone C et la zone non localisée sont moins représentées dans la part de revenus du marché. Ce graphique entraîne deux remarques :

1. Les vendeurs de Muea seraient des intermédiaires. Ils vendent des produits qui viennent d'ailleurs. Autrement dit, les vendeurs de Muea achètent des marchandises pour les revendre ensuite ;
2. Les produits que les vendeurs de Muea revendent proviennent de toutes les zones géographiques ; et surtout des zones A et B à parts presque égales.

On peut expliquer ce résultat par l'existence d'un pré-marché la veille de chaque jour de marché. C'est à ce moment là que des transactions préparent le marché du lendemain. Des commerçants originaires de Bamenda par exemple écoulent la veille leur marchandise, même à un prix plus faible, pour être sûrs d'en tirer un bénéfice. Ensuite, soit ils repartent, soit ils restent pour effectuer des achats à leur tour. Les commerçants de Muea qui ont acheté la marchandise ont ensuite le choix entre conserver la marchandise ou la revendre sur le marché¹⁰.

¹⁰ Seul le pré-marché du 27 août a fait l'objet d'une enquête complète.

(c) Analyse des produits les plus importants du marché de Muea.

Les produits de l'agriculture vivrière représentent l'activité la plus importante du marché de Muea. Pour être plus précis, le revenu relatif par catégorie de produit sur l'ensemble du mois d'août est le suivant :

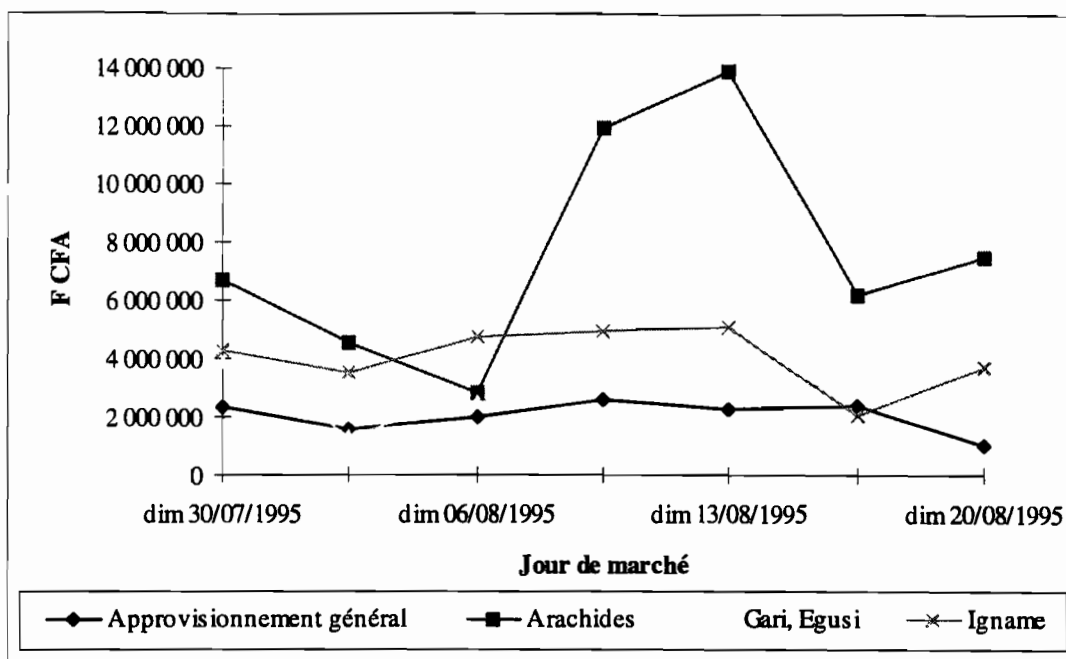
1. Produits de l'agriculture : 71% ;
2. Produits manufacturés et services : 11%
3. Textiles : 9%
4. Produits de la pêche : 6%
5. Produits de l'élevage : 3%.

Si l'on considère maintenant les produits pris individuellement et non agrégés par catégorie (revenu relatif par produit sur l'ensemble du mois d'août), on obtient alors la hiérarchie suivante pour l'ensemble des produits :

1. Arachides : 24% ;
2. Igname : 12% ;
3. Gari-Egusi : 9% ;
4. Okrika (textiles) : 6% ;
5. Approvisionnement général : 6%.

Il faut bien sûr conserver à l'esprit que ces résultats sont établis à partir des observations du mois d'août. Des variations sont susceptibles de se produire en fonctions des périodes de l'année et des produits mis en vente sur la place du marché.

Figure 18 : Revenus dégagés par les 4 produits les plus importants du marché (Muea, août 1995).



La Figure 18 retrace l'évolution du revenu dégagé tout au long du mois d'août pour les quatre produits les plus importants du marché : les arachides, les ignames, le Gari-Egusi et l'approvisionnement général (l'Okrika n'a pas été repris ici car la tendance est sensiblement la même que celle de l'approvisionnement général). Il apparaît que :

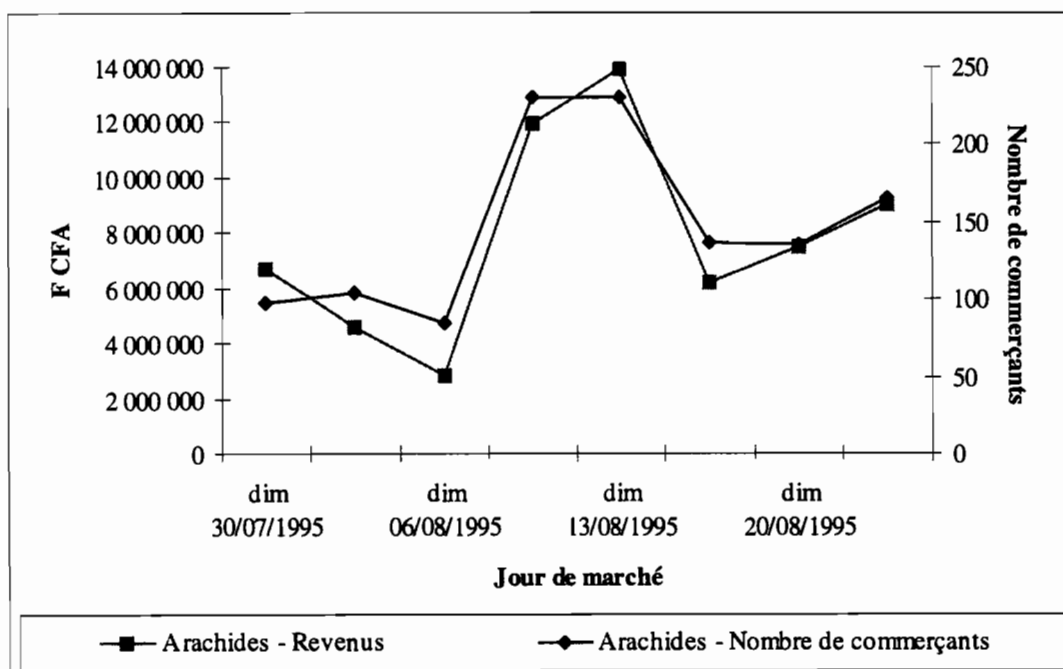
1. L'évolution du revenu dégagé par les arachides suit la même tendance générale tout au long du mois que celle du revenu total du marché ;
2. Bien que le graphique ne le montre pas clairement, l'évolution du revenu des ignames montre un produit agricole qui est en fin de saison vers la fin du mois d'août. Les récoltes des ignames se déroulent du mois de juin au mois d'août. On voit apparaître sur le graphique une diminution du revenu de ce produit au fur et à mesure que l'on avance dans le mois. Cela correspond à une diminution progressive de la production de ce produit ; ce qui ne l'empêche pas d'être quand même au deuxième rang des produits du marché en terme de revenu dégagé ;
3. Le Gari-Egusi suit une évolution relativement constante au cours du temps pendant le mois d'août ;
4. L'évolution suivie par l'activité « approvisionnement général » est relativement stable aussi mais diminue vers la fin du mois. Il n'y a pas d'explications pour expliquer ce phénomène.

Il aurait fallu collecter des données sur une plus longue période pour avancer des conclusions sur cette évolution.

(d) Analyse d'un produit agricole : les arachides¹¹.

Les arachides ne sont pas produites dans la ville de Muea mais ils représentent près de 25% du montant du chiffre d'affaires du marché bien qu'elles ne soient qu'une culture secondaire dans la province en ne représentant que 2% de la valeur monétaire et calorique totale (Almy et Besson, 1990 : 30). En revanche, ils sont produits sur 22% des terrains agricoles, en combinaison avec du maïs (dans 90% des cas), du manioc, des cocoyams ou du taro. La figure suivante retrace l'évolution sur le mois d'août du produit le plus important dans le marché : les arachides. Sous l'intitulé « arachide », nous avons regroupé les arachides sèches (13,06% du chiffre d'affaires du marché), les arachides fraîches (4,53% du chiffre d'affaires), et les arachides locales (6,50% du chiffre d'affaires).

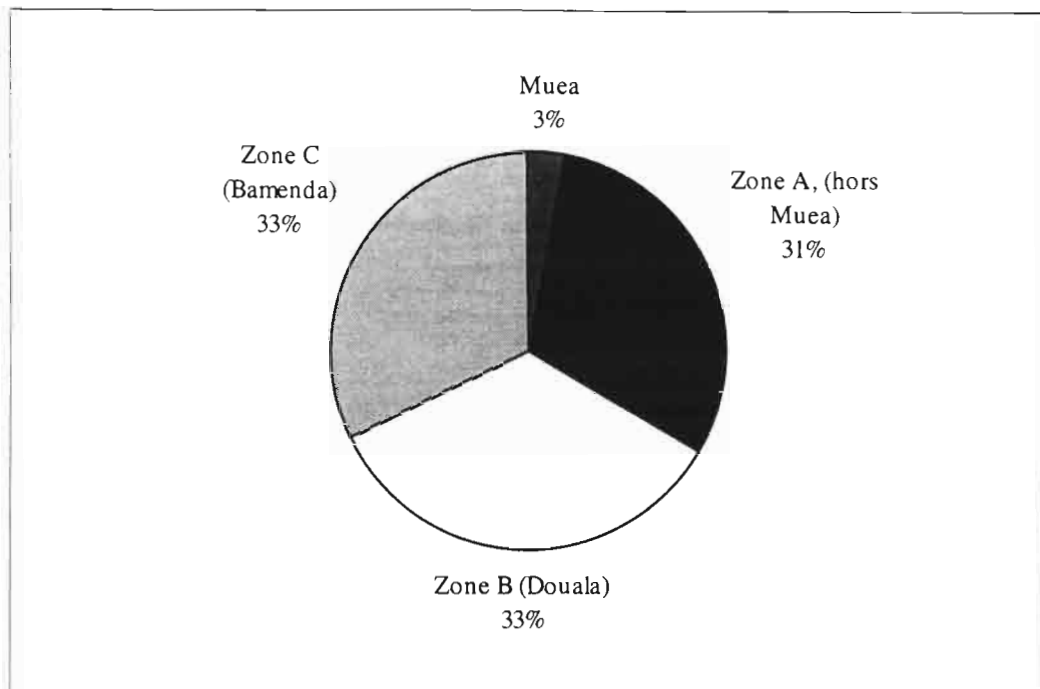
Figure 19 : Arachides - Nombre de commerçants et montant des ventes respectives (Muea, août 1995).



La Figure 19 indique le nombre de vendeurs d'arachides sur le mois et le montant des ventes respectif. Ce graphique met en évidence la relation qui existe entre le nombre de vendeurs et le revenu dégagé pour un produit. On en déduit que les transactions sont d'un montant équivalent entre les commerçants.

¹¹ La rubrique arachide regroupe les arachides secs, les arachides frais et les « planting groundnuts ».

Figure 20 : Origine géographique des arachides vendues sur le marché de Muea (Muea, août 1995).

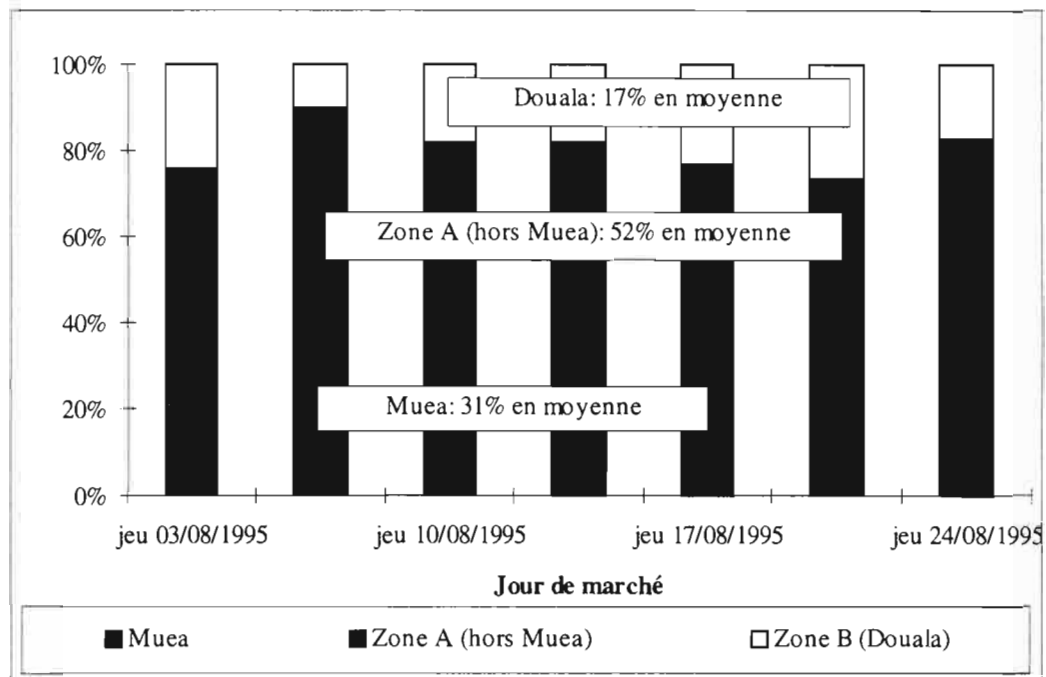


La Figure 20 indique la provenance des arachides vendues sur le marché de Muea. On remarque que Muea n'intervient que très faiblement dans la production d'arachides. Douala (zone B) et Bamenda (zone C) sont deux gros fournisseurs d'arachides qui choisissent d'écouler leur production sur le marché de Muea.

(e) Analyse des acheteurs.

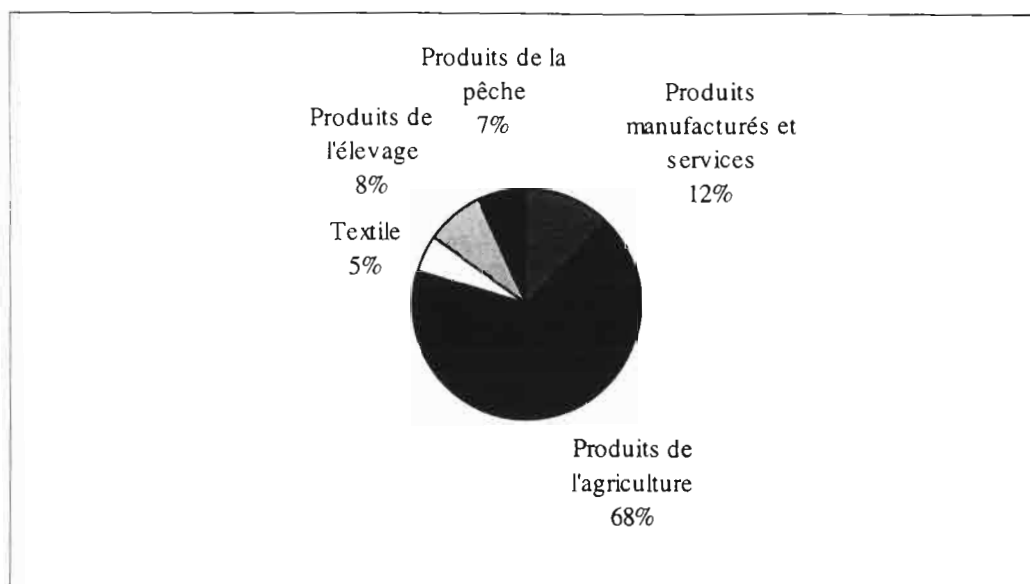
Les relevés qui concernaient les acheteurs se sont déroulés sur la période qui s'étend du 6 au 30 août 1995. Pour chaque jour de marché, quelques produits étaient choisis au hasard (une dizaine en général) et on interrogeait un échantillon d'acheteurs sur leur provenance géographique et le montant de leurs dépenses pour le produit en question. Il est impossible de compter le nombre total d'acheteurs par jour de marché.

Figure 21 : Origine des acheteurs du marché de Muea (Muea, août 1995).



La Figure 21 nous indique l'origine des acheteurs du marché de Muea. Quatre localités sont prépondérantes (à parts presque égales) dans l'origine des acheteurs : Muea, Buea (zone A), Mutengene (zone A) et Douala (zone B). La taille des échantillons est sans doute trop faible pour en tirer des conclusions hâtives mais en terme de zones, les zones A et B (Douala) se partagent l'origine géographique des acheteurs à hauteur de 80 et 20% respectivement.

Figure 22 : Produits achetés par les habitants de Muea (Muea, août 1995).



La Figure 22 indique pour tous les acheteurs de Muea, la proportion des produits qu'ils ont achetés sur le mois. Les produits de l'agriculture sont encore une fois prépondérants, avec en deuxième position les produits manufacturés et les services.

4) Conclusion.

Les enquêtes se sont déroulées sur une période d'un mois. Il y a eu au total 11 relevés qui ont été effectués. Il faut garder à l'esprit que la période d'enquête est courte. Cependant, les résultats peuvent être considérés comme fiables au niveau global (intégralité des produits du marché ou intégralité du mois d'août).

Le marché de Muea présente les caractéristiques suivantes :

1. C'est un marché à dominance agricole (71% des activités totales du marché). L'arachide, l'igname et le Gari-Egusi sont majoritaires dans la catégorie « produits de l'agriculture » ;
2. Le marché de Muea est situé au croisement de routes qui mettent en relation des régions économiques du Cameroun importantes. Le marché de Muea est par ailleurs proche du Nigeria ;
3. Le revenu moyen par jour de marché est de 30 millions de F CFA et le nombre de vendeurs est de 2 000 en moyenne ;

4. Presque tous les vendeurs sont originaires de Muea. Mais il faut considérer avec précaution ce résultat devant la réticence de nombreux vendeurs étrangers à divulguer des informations ;
5. L'origine géographique des produits est équitablement partagée par les zones A et B. La zone C est moins importante que les deux autres, à hauteur de 10% environ ;
6. Les localités qui interviennent le plus dans les activités du marché sont Muea (zone A), Douala (zone B) et Bamenda (zone C) ;
7. Muea produit essentiellement des produits de l'agriculture. C'est aussi le cas de Douala, même si c'est dans une proportion moindre. Les produits de l'agriculture représentent 38% des produits originaires de Douala. Les autres catégories de produits se partagent à parts sensiblement égales le reste des activités (20% par catégorie environ, hormis les produits de la pêche qui n'interviennent que pour 6% des activités). La moitié des produits de l'agriculture qui proviennent de Douala sont les arachides et le tiers sont les oignons et autres produits vivriers secondaires.

Le marché de Muea est le centre économique de la ville et le centre régional pour les cultures vivrières. Son chiffre d'affaires total est de plus de trois milliards de F CFA par an et la moitié de ce total concerne directement la ville de Muea.

5) Annexes : quelques chiffres.

Tableau 29 : Calendrier cultural et prix de vente de quelques produits agricoles de la ville (Muea, août 1995).

Produits	Semences	Récoltes	Production/semaine	Variations de prix par unité de poids	Variation de prix au marché (août 95)
Arachides (arachis hypogaea)	août sept	nov	10 seaux	3000/3500	
		déc	10 seaux	1800/2000	
		janv/fév	15 seaux	3500/4000	
Avocat		avril	4 sacs	2500/3500	
		mai/juin	5 sacs	1500/2500	
Banane	mai/juin	toute l'année	régime		600/1400
Cacao		mai/août	5 sacs		
		sept/nov	6 sacs		
Café		nov/mars	20 sacs par an	25000/35000*	
Canne à sucre					300/600
Haricots	spécial	spécial	spécial	spécial	
Ignames (dioscorea spp.)	déc/janv	juin/août	pousse-pousse		500/80000
Légumes	toute saison	janv/avril	100 tas	100/150	
		mai/déc	120 tas	50/100	50/100
Macabo	mars/mai	Mai/juin	cuvette		1500/3500
Maïs (zea mays)	mars/avril août/sept	déc (maïs vert)	2 pousse-pousse	5000/6000	
		janv/fév (sec)	15 seaux	1500/2000	
		mars/mai	10 seaux	2000/2500	
		juin	8 seaux	3500	1400/2000
Mangue		avril	4 cuvettes	2500/3500	
		mai	6 cuvettes	2500/3500	
		juin	7 cuvettes	1000/1500	
		juillet	4 cuvettes	800/2000	
Manioc (manihot esculenta)	toute saison	janv/avril	2 pousse-pousse	6500/8000	
		mai/juin	1 pousse-pousse	10000/12000	
		juillet/déc	2 pousse-pousse	4500/5000	200/8500
Njinja	mars/avril mai/juin	janv/fév	10 cuvettes	2000/2500	
		mars/avril	8 cuvettes	2500/3000	
		mai/juillet	6 cuvettes	3000/3500	
		août/sept	12 cuvettes	2500/3000	
		oct/déc	15 cuvettes	1300/1500	
Patates douces	mai sept/oct	sept	cuvette		1300/2500
		fév/mars			
Plantain (Musa spp.)		déc/mai	1 à 2 régimes	700	
		juin/nov	1 régime	700	800/10500
Prune		mai	4 seaux	2500/4000	
		juin	6 seaux	1000/2500	
		juillet/août	7 seaux	500/1500	700/2500
		sept	5 seaux	1500/2500	
		oct	3 seaux	2500/4000	
Sorgo	mars avril	mai/juin	2 cuvettes	700/1500	
		oct	4 cuvettes	1500/1800	
		nov/déc	3 cuvettes	1800/2000	
Taro (country coco ou achu)	avril/juillet	octobre	4 cuvettes	1000	
		novembre	6 cuvettes	1000	
		déc/fév	30 cuvettes	1500	
		mars/avril	16 cuvettes	1500	
Taro 1 (ibococo), marécages	sept/nov oct/déc	mai	7 cuvettes	1200/1600	
		juin	10 cuvettes	1200/1600	
Taro 2 (ibococo), « dry land »	mars/avril	juillet/déc	72 cuvettes	1500	800/1800
Tomates	sept octobre	janv/mars	6 cuvettes	1800/2000	
		déc/janv fév	12 cuvettes 8 cuvettes	3500/4000 1500/2500	

Note - Certaines données n'ont pas pu être relevées pour certains produits.

* Les sacs de café ne sont pas encore décortiqués lors de la récolte et ils ne sont pas pesés. Le prix des sacs de café décortiqué est de 25 à 35000 F CFA par sac, soit 750 F CFA par kilos.

Tableau 31 : Revenu par produit, en F CFA (Muea, août 1995).

Somme Revenu moyen		Date									Total
Produits Vendus3	Produits Vendus	dim 30/07/1995	jeu 03/08/1995	dim 06/08/1995	jeu 10/08/1995	dim 13/08/1995	jeu 17/08/1995	dim 20/08/1995	jeu 24/08/1995		
Produits de l'agriculture	Arachide frais	1 683 000	1 254 267	660 000	1 676 250	1 751 250	1 824 000	2 220 000	720 000	11 788 767	
	Arachide locale	0	1 280 000	697 500	2 874 000	2 700 000	1 925 000	2 915 000	4 536 000	16 927 500	
	Arachides sec, Riz, Haricots	5 002 667	2 029 625	1 457 800	7 392 000	9 450 000	2 485 000	2 402 500	3 762 500	33 982 092	
	Banane mûre	0	85 714	291 000	291 000	281 000	160 500	67 500	94 500	1 271 214	
	Bananes	138 050	47 700	87 450	93 600	96 200	58 050	51 700	32 850	605 600	
	Canne à Sucre	62 350	62 333	65 550	88 333	87 500	17 700	22 500	44 000	450 267	
	Cassava (manioc)	224 250	150 000	347 200	271 250	337 500	354 375	198 400	262 500	2 145 475	
	Cola	82 500	72 000	310 000	268 667	175 500	125 000	145 000	73 125	1 251 792	
	Gari, Egusi	3 870 000	1 375 000	2 547 400	3 300 000	3 360 000	2 947 500	2 415 000	3 087 000	22 901 900	
	Huile de Palme	1 068 750	1 478 588	1 147 500	1 282 500	1 282 500	1 290 375	476 160	1 260 000	9 286 373	
	Igname	4 270 833	3 487 375	4 750 000	4 950 000	5 100 000	2 039 375	3 705 625	2 613 750	30 916 958	
	Ingrédient Achu, Poivre sec	70 000	112 000	765 000	474 500	448 500	545 625	360 000	416 625	3 192 250	
	Légumes	420 750	867 986	256 250	333 000	212 625	330 000	306 667	342 188	3 069 465	
	Macabo	468 000	641 143	94 350	655 500	637 500	178 125	157 500	352 800	3 184 918	
	Maïs	552 250	387 600	579 600	697 500	585 000	387 400	294 000	276 000	3 759 350	
	Oignons, Njansang, Gingembre	840 000	554 556	641 250	2 002 500	1 623 600	1 920 000	1 140 000	2 190 000	10 911 906	
	Oranges, Raisins	0	0	0	0	1 800	8 000	53 625	37 500	100 925	
	Papaye	12 800	14 715	141 000	35 000	39 725	38 813	28 286	25 000	335 338	
	Patates	354 000	206 500	121 800	195 750	198 450	225 000	218 750	65 175	1 585 425	
	Plantains	278 200	915 000	316 750	675 000	650 000	372 000	356 250	412 500	3 975 700	
	Pomme de terre	77 000	189 875	82 800	193 200	165 200	199 800	75 000	54 000	1 036 875	
	Prise	0	100 000	133 333	148 500	88 000	63 750	10 000	51 250	594 833	
	Prunes	380 800	177 429	366 350	353 600	394 400	62 250	110 500	45 100	1 890 429	
	Taro Congo	884 250	2 155 120	1 038 800	1 956 900	1 453 300	928 200	1 142 375	555 750	10 116 695	
Vivres frais	304 000	1 199 796	435 275	808 500	635 250	722 000	1 182 750	427 500	5 715 071		
Water foo-foo	615 000	229 886	525 000	292 500	272 500	229 500	206 800	248 000	2 619 186		
Produits de l'élevage	Peau de vache	27 500	38 700	55 250	103 250	103 250	36 750	71 750	34 125	470 575	
	Porc	173 100	126 000	196 000	0	161 000	126 000	148 000	0	930 100	
	Viande de vache	935 000	467 500	437 500	640 000	700 000	420 000	665 000	550 000	4 815 000	
	Volaille	126 400	454 414	169 867	127 800	80 550	88 000	58 520	71 067	1 176 618	
	Oeufs	0	22 500	7 500	0	15 000	64 500	348 000	360 000	817 500	
Produits de la pêche	Poisson frais	291 667	218 900	308 750	175 313	155 625	286 875	139 500	138 500	1 715 129	
	Poisson fumé	652 500	1 500 000	2 470 000	3 080 000	3 396 250	109 500	726 000	2 156 250	14 090 500	
Produits manufacturés	Approvisionnement général	2 340 000	1 618 500	2 029 200	2 632 000	2 310 000	2 445 000	1 005 000	365 625	14 745 325	
	Beignets	475 000	416 500	180 000	225 000	200 000	170 625	225 000	69 375	1 961 500	
	Chaussures	612 000	765 000	526 500	1 920 000	1 845 000	562 500	721 000	364 000	7 316 000	
	Cordonnier	0	6 500	9 167	15 400	19 320	0	0	0	50 387	
	Fongicides	0	13 500	0	30 000	28 000	17 500	30 333	15 333	134 667	
	Libraires	25 500	40 500	94 500	48 125	77 000	222 500	169 625	227 500	905 250	
	Médecine traditionnelle	0	22 500	23 333	30 000	20 700	26 833	10 000	17 500	150 867	
	Médicaments	0	43 500	70 875	149 625	145 825	216 375	266 250	287 875	1 180 325	
	Montres, K7, lunettes	25 500	47 800	68 400	199 500	210 000	37 000	63 333	66 625	718 158	
	Quincaillerie	0	36 300	88 750	183 750	150 900	90 000	96 000	37 625	683 325	
	Restauration	73 500	110 688	138 000	103 250	104 440	118 500	122 400	36 667	807 444	
	Savon de Coco	0	97 500	71 250	0	121 875	47 500	63 750	56 925	458 800	
	Textile	Okrika	618 000	1 563 200	2 332 800	3 656 400	4 224 000	1 351 500	1 738 500	868 000	16 352 400
Pagnes		154 350	323 750	405 000	450 000	315 000	385 000	426 667	158 750	2 618 517	
Prêt à porter		666 500	711 233	1 008 000	450 000	446 250	304 000	360 000	581 000	4 526 983	
Total	28 855 967	27 719 191	28 549 600	45 528 963	46 859 285	26 563 796	27 716 516	28 448 354	260 241 671		

Tableau 32 : Nombre de commerçants et revenu total par jour de marché

Date	Données	Somme
30/07/1995	Somme Rev moyen	28 855 966,67
	Somme Nbre Comrct	2082
03/08/1995	Somme Rev moyen	27 719 191,44
	Somme Nbre Comrct	2088
06/08/1995	Somme Rev moyen	28 549 600
	Somme Nbre Comrct	1732
10/08/1995	Somme Rev moyen	45 528 962,5
	Somme Nbre Comrct	2 134
13/08/1995	Somme Rev moyen	46 859 285
	Somme Nbre Comrct	2 174
17/08/1995	Somme Rev moyen	26 563 795,83
	Somme Nbre Comrct	1 593
20/08/1995	Somme Rev moyen	27 716 515,71
	Somme Nbre Comrct	1 731
24/08/1995	Somme Rev moyen	28 448 354,17
	Somme Nbre Comrct	1 470
(vide)	Somme Rev moyen	112 500
	Somme Nbre Comrct	15
Total Somme Rev moyen (F CFA)		260 241 671,3

Caractéristiques significatives du marché et de son environnement (zone volcanique supérieure) - Données 1990 (Almy et Besong, 1990: 48):

Localisation : marché situé dans la zone volcanique supérieure du mont Cameroun (ceinture nuageuse) à une altitude de 600-700 m.

Importance de la zone volcanique supérieure (par rapport à toute la région du Sud Ouest) : 2,3% pour la production vivrière en termes économiques ; 1,2% en termes calorifiques ; 2,4% de la vente de produits vivriers ; 3,1% des agriculteurs ; 1,5% de la surface de la zone.

Ecologie : 700-1100 mètres d'altitude ; climat froid ; pluviométrie à 4500-5500 mm (minimum) de mars à octobre ; composition des sols : très rocailleux, mais aussi terre volcanique récente très riche, analyse sur un seul échantillon : N = 0,74 ; K = 0,97 ; carbone organique = 8,9% ; pH (H₂O) 5,8.

Cultures arboricoles : café (43% des agriculteurs, dans une minorité de zone de plantation).

Cultures vivrières : par valeur économique et calorifique, cocoyams et ignames.

Systèmes principaux de cultures vivrières : cocoyams et/ou plantain sous l'ombre des arbres ; ignames sur surfaces planes et plantain mêlé au café.

Commercialisation : petits marchés locaux avec un grand marché urbain à Buea et un marché régional à Muea.

B. Les autres secteurs de l'agriculture.

1) L'agriculture de rente : le café et le cacao.

Lors de l'enquête auprès des ménages, le compte de l'agriculture vivrière est le seul qui ait été sous-estimé en connaissance de cause pour des raisons pratiques. En effet, l'annualisation des budgets et la complexité de l'effet mémoire qui en aurait résulté n'a pas permis de mettre en évidence les fréquences des récoltes même si tous les produits de l'agriculture ont été couverts. C'est l'une des raisons pour laquelle l'enquête du marché a été effectuée, et ce sont plutôt les résultats de cette enquête qui seront utilisés. Le déficit des revenus sur un an, qui représente environ les deux tiers seulement des dépenses sur la même période, serait donc causé par cette sous-estimation. En revanche, le compte de l'agriculture d'exportation a été directement déterminé par l'enquête auprès des ménages.

Tableau 33 : Compte de l'agriculture d'exportation (Muea, août 1995).

Activité et produits - Agriculture de rente (en millions de F CFA):					
Emplois			Ressources:		
Main d'oeuvre familiale	34,703	75,64%	Exportations	14,325	31,22%
Engrais	9,079	19,79%	Stocks	31,552	68,78%
Importations	2,095	4,57%			
Total			Total		
	45,877	100,00%		45,877	100,00%

Les comptes de l'agriculture d'exportation, café et cacao confondus dans la ville, engendrent environ 43,782 millions de F CFA sur l'année, soit 2,08% du chiffre d'affaires total de la ville et 1,83% de la valeur ajoutée. La coopérative, qui reçoit la production, est assimilée au compte de stock auquel il faut soustraire le montant des importations pour obtenir le montant des ventes, soit 29 millions de F CFA environ. Les filières d'écoulement du café et du cacao passent par des coopératives et ne transitent donc pas par le marché de la ville. Les prix sont fixés à l'avance par les coopératives d'achat et seules les quantités produites sont susceptibles de varier.

On peut considérer les données de l'enquête auprès des ménages comme fiables puisque les récoltes n'ont lieu qu'une fois tous les trois ou quatre ans (pour le cacao en particulier) et qu'il est donc facile de les répertorier. L'agriculture de rente absorbe une grande partie des engrais et des fertilisants de la production agricole de la ville et c'est pour cette raison que les dépenses en engrais ont été affectées au compte des cultures d'exportation.

Les ménages riches représentent environ la moitié de la production vendue sur place et les deux tiers des exportations. La répartition est la suivante pour la production vendue sur place (29,456 millions de F CFA) : ménages très pauvres (2,54%), pauvres (18,88%), moyens (26,17%), et riches (52,39%). En ce qui concerne le montant des exportations (14,325 millions de F CFA), les ménages très pauvres ne sont pas représentés, les ménages pauvres représentent 2,95%, les ménages moyens 27,01%, les ménages riches 70,03%.

Le cacao ne constitue plus la source principale de revenus dans la ville de Muea. Cependant, elle demeure une valeur refuge pour les agriculteurs, car elle leur permet d'assurer la sécurité foncière remise en cause par une immigration soutenue (Alary, 1996 : 59-60 et 73).

2) L'élevage.

L'élevage est une activité relativement discrète dans la ville de Muea mais les résultats des enquêtes font apparaître son importance dans l'économie¹. Cette activité représente, avec 243,570 millions de F CFA par an de chiffres d'affaires, 11,59% du chiffre d'affaires total de la ville, 7,1% de la valeur ajoutée de la ville et elle participe à hauteur de 45,91% pour les consommations intermédiaires. Ce sont les vaches, les chèvres et les porcs qui constituent les sources de revenus les plus importantes. La production est contrôlée par quelques gros commerçants qui décident de la quantité et des prix à pratiquer sur le marché.

Il y avait dans la ville, lors des enquêtes du mois d'août 1995, 300 chèvres (caprins), une centaine de moutons (ovins) et 400 porcins. La volaille s'élève à plus de 1500 têtes et une exploitation de la ville en possède à elle seule 300. Il y a aussi une centaine de lapins mais ils sont rares à Muea ; ce chiffre provient d'un projet de « lapinerie » à Lysoka, localité rattachée à Muea, avec l'appui d'une ONG.

¹ Les données proviennent d'un long entretien qui s'est déroulé avec le vétérinaire du village. Il a exposé les résultats issus de ses propres observations sur le terrain et non celles provenant des documents officiels. Le document qui était utilisé par le vétérinaire s'intitule « Dry season report ».

Tableau 34 : Comptes des activités et des produits de l'élevage (Muea, août 1995).

Activités et produits - Elevage (en millions de F CFA):					
<i>Emplois</i>			<i>Ressources</i>		
Céréales et légumes	51,290	19,13%			
Elevage	43,800	16,34%	Elevage	43,800	16,34%
Biens d'équipement	9,682	3,61%	Commerce urbain	0,624	0,23%
Commerce non agricole	2,996	1,12%	Transport	0,913	0,34%
Eau, gaz, électricité	0,120	0,04%	Consommation des ménages	97,511	36,38%
Vétérinaire	0,066	0,02%	Ménages très pauvres	5,087	1,90%
			Ménages pauvres	14,459	5,39%
Location	0,990	0,37%	Ménages moyens	25,133	9,38%
Main salariée urbaine	22,490	8,39%	Ménages riches	52,833	19,71%
Main d'oeuvre familiale	111,172	41,47%			
			Exportations	99,330	37,06%
Taxe marché	0,965	0,36%	Stocks	25,871	9,65%
Importations	24,421	9,11%			
Impôts et taxes	0,058	0,02%			
Total	268,049	100,00%	Total	268,049	100,00%

La consommation des ménages et les exportations constituent la source principale de revenu de cette activité. La branche consomme aussi beaucoup de ses propres produits, que l'on retrouve d'ailleurs dans le compte des ressources. La part de la valeur ajoutée dans la production s'élève à 55,68% et, bien que ce résultat soit élevé, il ne place cette activité qu'au dernier rang, derrière l'agriculture, le commerce urbain et le commerce agricole. En revanche, la part du revenu du travail rémunéré dans la valeur ajoutée du secteur, place l'élevage au premier rang, avec un taux de 16,58%.

Les bovins constituent l'élément principal de l'élevage dans la ville. Un total de 47 vaches ont été abattues au mois d'août. Trois vaches sont tuées par jour de marché et il n'y a pas d'abattage le lundi ou vendredi, quand il reste de la viande des jours précédents. Une à deux vaches sont abattues pour chaque jour ordinaire. Il y a trois bouchers à Muea et chacun d'eux tue une vache en général. Chaque boucher génère au minimum un revenu de 20 000 F CFA par tête (10 000 F CFA est le super minimum), soit, pour un mois et pour 47 vaches, 470 000 F CFA². Les prix s'échelonnent, en fonction de la taille de l'animal, entre 115 000 et 300 000 F CFA. L'activité qui consiste à élever des vaches pour les revendre génère des profits relativement élevés puisqu'ils peuvent atteindre 60 000 F CFA par tête. Mais il faut aussi prendre en considération une augmentation des prix des médicaments³. L'élevage consomme beaucoup de

² De tous les bovins vendus aux habitants de Muea, 20% sont destinés aux vendeurs de brochette et 80% aux ménages.

³ C'est le cas par exemple de la Ivermectin, destinée à lutter contre les maladies sanguines, qui coûte 21 000 F CFA la bouteille. Les outils sont chers aussi: un forceps coûte 4 000 F CFA.

ses propres produits, tels que les aliments composés, et 16,34% de ses ressources sont constituées de produits de l'élevage.

Photo n° 12 : Les produits de l'élevage à l'intérieur du marché de Muea (août 1995).



La tête de ce qui semble être un boeuf est en train de se faire découper en petits morceaux. Les produits de l'élevage représentent trois pour cent du chiffre d'affaires du marché seulement, mais c'est une source de revenus considérable pour les quelques commerçants qui exercent cette activité..

Les abattages de vaches ont tendance à diminuer à cause de la politique d'augmentation du prix des animaux. Cette augmentation s'explique par une politique menée par les producteurs de vache au Nord et Nord-Ouest du Cameroun pour contrebalancer les effets de la dévaluation. Les éleveurs, regroupés en syndicats, ont décidé de réduire les quantités vendues afin de pouvoir augmenter les prix.

Les porcins représentent 30% du revenu dégagé par les ventes de viande sur le marché et ils arrivent en deuxième position en terme d'importance après les bovins. Les producteurs sont locaux et ils abattent 16 têtes chaque mois, et en général une par jour de marché⁴. Un porc abattu se vend 20 000 à 60 000 F CFA et le revenu minimum par bête s'élève à 7 000 F CFA. Le revenu mensuel minimum généré dans la ville s'élève donc à 112 000 F CFA. Ils sont vendus avec les os, ce qui génère un profit minimum de 10 000 F CFA.

Les chèvres arrivent en troisième position en terme d'importance de demande. Elles sont élevées dans la ville et 16 d'entre elles sont abattues mensuellement. Les trois-quarts de ces bêtes sont destinées à la vente auprès de la population de Muea et ce sont les vendeurs de brochette qui représentent l'intégralité de la clientèle. Le prix à l'achat d'une chèvre est compris entre 7 000 et 30 000 F CFA tandis que le prix à la vente d'une chèvre est compris entre 12 000 à 35 000 F CFA. Les profits espérés sont donc en général supérieurs à 5 000 F CFA

Les produits de la pêche représentent 6% du chiffre d'affaires du marché mais ce chiffre tombe à 2,12% si l'on ne considère que les commerçants originaires de la ville. Les activités de la pêche ont donc été rattachées à celle de l'élevage, à cause du faible montant de ses transactions. Elle génèrent tout de même un chiffre d'affaires, pour chaque jour de marché, de 200 000 F CFA pour la catégorie des poissons frais et 1,761 million de F CFA pour le poisson fumé.

⁴ Ils ne sont pas disposés aux côtés des vaches sur les étagères lors de la vente à cause des Haussa qui sont de religion musulmane.

Photo n° 13 : Les étals de poisson fumé à l'intérieur du marché de Muea (août 1995).



Les produits de la pêche représentent six pour cent du chiffre d'affaires du marché et les commerçantes (essentiellement des femmes) vont s'approvisionner à Limbe.

L'approvisionnement en poisson est satisfaisant et provient surtout de Limbe ainsi que d'autres localités afin de compenser la faible production de la saison pluvieuse qui est due à la mer agitée. En temps normal, 57 femmes vendent du poisson pendant les jours de marché. Elles sont originaires de Limbe, Tiko, et du reste du Cameroun essentiellement ; 80% des vendeuses de poisson proviennent du littoral et 20% proviennent de Muea. Chacune d'entre-elles vend 4 paniers (« baskets ») de poisson et la consommation (équivalent au montant des ventes), qui concerne directement Muea, représente environ 40% du total des ventes de poisson, pour chaque jour de marché. La vente s'effectue auprès des détaillants pour la plupart ; mais elle concerne aussi des grossistes pour les acheteurs en provenance du Reste du Cameroun. Ces 57 femmes vendent en moyenne 4 « baskets » de poisson par jour de marché, à 4000 F CFA par « basket » ; cela fait donc un total de 228 000 CFA récoltés en moyenne par jour de marché⁵. Par ailleurs, chaque vendeur paye 500 F CFA de taxe d'inspection par mois au vétérinaire (total 28 500 F CFA).

⁵ Signalons que l'enquête sur le marché fait apparaître une moyenne de recettes journalière similaire et qui s'élève à 214 391 F CFA.

Du poisson congelé est aussi commercialisé dans la ville et il s'agit en particulier du maquereau. Il y a quatre grands congélateurs à Muea qui sont la propriété d'habitants de la ville. Ils conservent en moyenne 300 kg de poisson chacun par mois ; soit un total de 1 200 kg auquel on rajoute 1 200 kg qui proviennent de l'extérieur, Tiko en particulier. La vente du poisson s'effectue au prix moyen de 600 F CFA le kg. Les revenus dégagés sont donc de 720 000 F CFA par mois pour les habitants de la ville et de la même somme pour les étrangers. Les dépenses qui résultent de cette activité sont négligeables, en particulier pour le transport ; le maximum de dépenses diverses atteint en général 5 à 10% du montant total des ventes de poisson. Les acheteurs sont en majorité des habitants de Muea. Cette activité n'a pas été enregistrée lors de l'enquête sur le marché, ni lors de l'enquête auprès des ménages ; et le manque de données précises sur sa répartition dans l'économie de la ville a entraîné sa mise à l'écart de l'économie.

Les éléments secondaires de l'élevage sont constitués par les moutons, la volaille et l'apiculture. Il y a une centaine de moutons dans la ville mais ils représentent un montant de transaction négligeable. Ils ne sont jamais abattus pour la vente dans la ville et seuls les musulmans en consomment⁶. La volaille fait rarement l'objet de transactions monétaires et elle est autoconsommée par les ménages dans la plupart des cas. En effet, il n'est pas intéressant pour les ménages d'acheter une poule à 1 500-4 000 F CFA pour nourrir toute la famille. La volaille est donc principalement exportée lorsqu'elle est commercialisée⁷. Le miel provient de Bamenda mais il n'est pas toujours très propre. Il y aussi du miel de Lysoka (plus récent) qui se fait à l'aide de conteneurs. C'est une activité d'avenir selon les dires du vétérinaire. Le miel est surtout destiné à l'exportation. Les achats se font à Limbe par des agents occidentaux et la marchandise part en direction de l'Europe. Des boîtes sont nécessaires pour l'exploitation des ruches et elles coûtent en moyenne 8 000 F CFA. Il est donc relativement facile et bon marché de commencer un élevage d'abeilles mais il faut tout de même un capital de départ. Des Njangy ont pour cela été développés entre le vétérinaire et d'autres personnes sur la base de 1 000 x 8 et une cagnotte de 8 000 F CFA.

Le revenu moyen du vétérinaire pour le mois d'août est de 50 000 F CFA. Ce revenu recouvre l'élevage, autrement dit : l'inspection de la marchandise (viande) quotidienne, un montant de 650 F CFA pour chaque animal abattu, l'inspection du marché (la volaille, le poisson) à raison

⁶ Selon une coutume traditionnelle, les Bakweri ne consomment pas de mouton.

⁷ La volaille est occasionnellement utilisée par les médecins traditionnels.

de 500 F CFA par vendeuse (lorsqu'il parvient à les obtenir), le contrôle des stocks (les sardines en boîtes par exemple, sur les étals des magasins d'approvisionnement général). Les magasins d'approvisionnement général doivent payer 12% de leur patente mensuellement auprès du vétérinaire mais ils refusent de payer. Le vétérinaire n'a aucun moyen pour pouvoir travailler : pas de bureau, pas de médicaments et il manque des politiques de vulgarisation auprès de la population. Il faut sensibiliser la population à l'élevage en tant que source de revenus.

3) La production rurale non-agricole.

La distinction entre la production rurale et la production urbaine n'est pas évidente. Ce compte regroupe finalement les biens alimentaires élaborés à partir de produits de l'agriculture et c'est le cas des cinq échoppes de boissons traditionnelles, de la fabrication de la bière de maïs et des deux scieries. Avec un chiffre d'affaires annuel de 9 millions de F CFA seulement, elle ne représente que 0,98% du chiffre d'affaires total et 0,24% de la valeur ajoutée de la ville.

Tableau 35 : Compte d'activités et de produits de la production rurale non-agricole (Muea, août 1995).

Activités et produits - Production rurale non agricole (en millions de F CFA)					
<i>Emplois</i>			<i>Ressources</i>		
Céréales et légumes	3,900	28,50%			
Biens d'équipement	0,645	4,72%	Ménages	13,682	100,00%
Location	0,036	0,26%			
Main d'oeuvre salariée urbaine	0,300	2,19%			
Main d'oeuvre familiale	4,165	30,44%			
Importations	4,636	33,88%			
Total	13,682	100,00%	Total	13,682	100,00%

Cette activité consomme beaucoup de produits vivriers dans son processus de production et les importations représentent environ le tiers des emplois de cette activité. La main-d'oeuvre familiale (l'excédent brut d'exploitation), représente aussi le tiers des emplois. Les ressources ont été attribuées aux exportations et aux ménages mais l'enquête ménage ne permet pas de déterminer la répartition du montant entre les différentes catégories de ménages ; chaque catégorie contribue donc pour le quart du montant.

Les boissons traditionnelles.

Les boissons traditionnelles fabriquées à Muea et vendues sur place sont le vin de palme, le vin de raphia, la bière de maïs, et de nombreuses versions du whisky dont le traditionnel harky. Le vin de palme et le raphia (mêmes ordres de grandeur et circuits identiques) représentent plus des deux tiers des boissons vendues dans ce genre de commerce. Les acheteurs sont principalement des gens de la ville, mais lors des jours du marché, ce sont les personnes extérieures à la ville qui sont majoritaires.

La personne interrogée, assez âgée, détenait une petite échoppe de boissons traditionnelle. Elle possédait un champ dont elle récoltait la majeure partie des produits nécessaires à l'élaboration de ses boissons traditionnelles. Elle se plaignait que son champ était constamment « visité ». Selon elle, le potentiel d'activité est stagnant. Les achats sont effectués à 75 F CFA et les ventes sont accomplies à 100 F CFA (saison pluvieuse/sèche). Le stock est de 50 litres par jour pendant 6 jours.

L'activité globale sur une année tourne autour de 30 à 40 litres (lors de la saison des pluies) et 60 à 70 litres (lors de la saison sèche). Les marges sont faibles dans ce genre d'activité et on ne fait souvent des profits que sur les litres accordés gratuitement par le fournisseur. En saison sèche, la commerçante reçoit 30 litres par jour pendant 6 jours, au prix de 100 F CFA au fournisseur, soit 18 000 F CFA de dépenses. Le 7^e jour, il y a un don de 50 litres sur un jour qui rapporte 5000 F CFA à la revente durant la semaine. Pour le harky, la commerçante met en vente 5 litres par semaine (1,5 litre lors des jours de marché) au prix de 900 F CFA à l'achat et 700 F CFA à la vente. Les bénéfices s'élèvent à 200 F CFA le litre.

Dans le cas d'une augmentation du potentiel de client elle envisage d'aller au marché. C'est une activité essentiellement exercée par les femmes. Les fournitures sont très importantes au début : 100 F CFA à l'achat et à la revente mais par la suite on reçoit des litres gratuits. Pour cette vendeuse, toute augmentation des conditions de vie au Cameroun se traduira par une augmentation des ventes et de la consommation. Les requêtes pour le marché concernent principalement les montants des locations. La location des hangars est jugée correcte à 16 000 F CFA par mois pour protéger les clients et les boissons contre les intempéries.

L'une des deux scieries utilise deux machines procurées avant la dévaluation pour six millions de F CFA et 150 000 F CFA, et elle emploie un employé dont le salaire est variable. Cette activité perçoit ses revenus du rabotage, du sciage, du moulage et de la vente de sciure de bois. Les revenus sont très variables en fonction des jours simples, des jours de marché et des jours de fête. Ils sont compris entre 1,103 millions de F CFA et 4,690 millions de F CFA par an mais il faut inclure un loyer mensuel de 7 000 F CFA et les factures d'électricité, entre 20 000 et 40 000 F CFA.

La production rurale non-agricole regroupe des activités artisanales (à l'exception des deux scieries) et informelles. Elles ont des coûts de transactions et elles sont très sensibles au pouvoir d'achat des clients potentiels. Les prix pratiqués sont ici très faibles et on pourrait même dire que ce sont des prix plancher. Toute augmentation de la demande aurait de fortes chances d'entraîner une augmentation du prix avant une augmentation en quantité. Mais l'offre est si élevée pour l'instant que les prix peuvent être considérés comme exogènes pour le moment.

4) Le commerce vivrier (ou agricole).

Le commerce vivrier regroupe les huit revendeurs de plantain, les trois revendeurs de bananes et les 33 petits commerces de produits agricoles (« petit trading ») de la ville. Cette activité

possède un chiffre d'affaires annuel de 90,420 millions de F CFA, soit 4,30% du chiffre d'affaires total de la ville. Avec 3,08% de la valeur ajoutée totale de la ville, elle constitue l'activité la plus importante du secteur agricole non-alimentaire.

Tableau 36 : Compte d'activités et de produits du commerce vivrier (Muea, août 1995).

Activités et produits - Commerce vivrier (en millions de F CFA)			
<i>Emplois</i>		<i>Ressources</i>	
Céréales et légumes	21,549	20,17%	
Biens d'équipement	9,026	8,45%	Exportations
Eau, gaz, électricité	0,153	0,14%	
			Ménages
Location	2,306	2,16%	93,117
Main d'oeuvre salariée urbaine	9,523	8,91%	87,16%
Main d'oeuvre familiale	46,641	43,66%	
Taxe marché	1,222	1,14%	
Importations	16,419	15,37%	
Total	106,839	100,00%	Total
			106,839
			100,00%

L'essentiel des ressources de cette activité provient des stocks car les dépenses des ménages concernent les produits vivriers (céréales et légumes) du compte de l'agriculture. La structure du commerce vivrier particulière a entraîné sa distinction des produits vivriers du compte de l'agriculture vivrière. Les ressources ont été attribuées aux exportations et aux ménages mais l'enquête auprès des ménages ne permet pas de déterminer la répartition du montant entre les différentes catégories de ménages ; chaque catégorie contribue donc pour le quart du montant.

C. Le secteur urbain.

Le secteur urbain représente une part importante de l'activité économique de la ville puisqu'il s'élève à 27,64% du chiffre d'affaires total de la ville et 26,35% de la valeur ajoutée totale. Ce secteur génère en effet 580,591 millions de F CFA par an de chiffre d'affaires, dont 500,118 millions de F CFA d'excédent brut d'exploitation (travail familial). Ce secteur regroupe le secteur manufacturier, le commerce urbain, les loisirs, les transports et les services urbains.

1) Le secteur manufacturier.

Le secteur manufacturier, que l'on peut assimiler à la production urbaine, n'est pas le secteur le plus important du secteur urbain ; il arrive derrière le commerce urbain et les transports. Il possède tout de même un chiffre d'affaires annuel de 68,554 millions de F CFA (3,26% du total) et un excédent brut très élevé puisqu'il atteint 64,789 millions de F CFA (3,41% du total). Ce secteur regroupe de nombreuses activités artisanales plus ou moins informelles : des

menuisiers, des tailleurs, des entrepreneurs en bâtiment, des couturiers, des artisans, des cor-donniers et des boulangeries.

Tableau 37 : Compte d'activités et de produits du secteur manufacturier (Muea, août 1995).

Activités et produits - Secteur manufacturier (en millions de F CFA)					
<i>Emplois</i>			<i>Ressources</i>		
			Consommation des activités	36,998	23,55%
Biens d'équipement	3,547	2,26%	Elevage	9,682	6,16%
Services urbains	0,010	0,01%	Production rurale non ag	0,645	0,41%
Eau, gaz, électricité	0,065	0,04%	Commerce agricole	9,026	5,74%
			Biens d'équipement	3,547	2,26%
Location	4,482	2,85%	Commerce urbain	5,923	3,77%
Main d'oeuvre salariée urbaine	6,309	4,02%	Transport	0,591	0,38%
Main d'oeuvre familiale	53,998	34,37%	Services urbains	7,584	4,83%
			Consommation des ménages	70,840	45,09%
Taxe marché	0,142	0,09%	Ménages très pauvres	3,633	2,31%
Importations	88,489	56,32%	Ménages pauvres	12,357	7,86%
Impôts et taxes	0,080	0,05%	Ménages moyens	14,965	9,52%
			Ménages riches	39,886	25,39%
			Exportations	49,284	31,37%
Total	157,123	100,00%	Total	157,123	100,00%

Le secteur manufacturier perçoit ses ressources auprès des activités de production de la ville, des ménages et des exportations. Plus de la moitié de ses dépenses concernent les importations de biens d'équipement à l'extérieur de la ville et un tiers des dépenses constitue de l'excédent brut d'exploitation. C'est un secteur qui utilise très peu de consommations inter-médiaires achetées dans la ville.

La ville possède 10 menuiseries et elles sont chargées de la fabrication de meubles divers pour leurs clients. Les clients sont de tout âge et proviennent essentiellement de Muea et de la région (Ekona, Molyko, Mile 16, Muyuka, Buea, Mbomaka). Le menuisier interrogé avait ouvert sa boutique en 1988 car c'était une activité intéressante à l'époque ; aujourd'hui, de nombreuses menuiseries ont dû fermer leur porte à cause de la crise. C'est une activité familiale qui fait vivre quatre membres de sa famille. Ils produisent des lits (vendus entre 13 000 et 45 000 F CFA), des placards (vendus entre 50 000 et 100 000 F CFA) et toutes sortes de meubles divers dont les prix peuvent atteindre 250 000 F CFA. La valeur de son équipement s'élève à 211 500 F CFA. Le coût de fabrication d'un lit vendu à 45 000 F CFA s'élève à 31 400 F CFA, soit 30% de bénéfice environ. Les revenus annuels de cette activité ont été évalués entre 690 600 F CFA et 1,11 millions de F CFA, en fonction des quantités et des prix de ventes de six produits différents. Par ailleurs, la menuiserie forme trois apprentis qui ont versé chacun

100 000 F CFA pour l'année afin de suivre une formation. La menuiserie assure leurs repas à raison de 1000 F CFA au total et par jour.

2) Le commerce non-agricole (ou urbain).

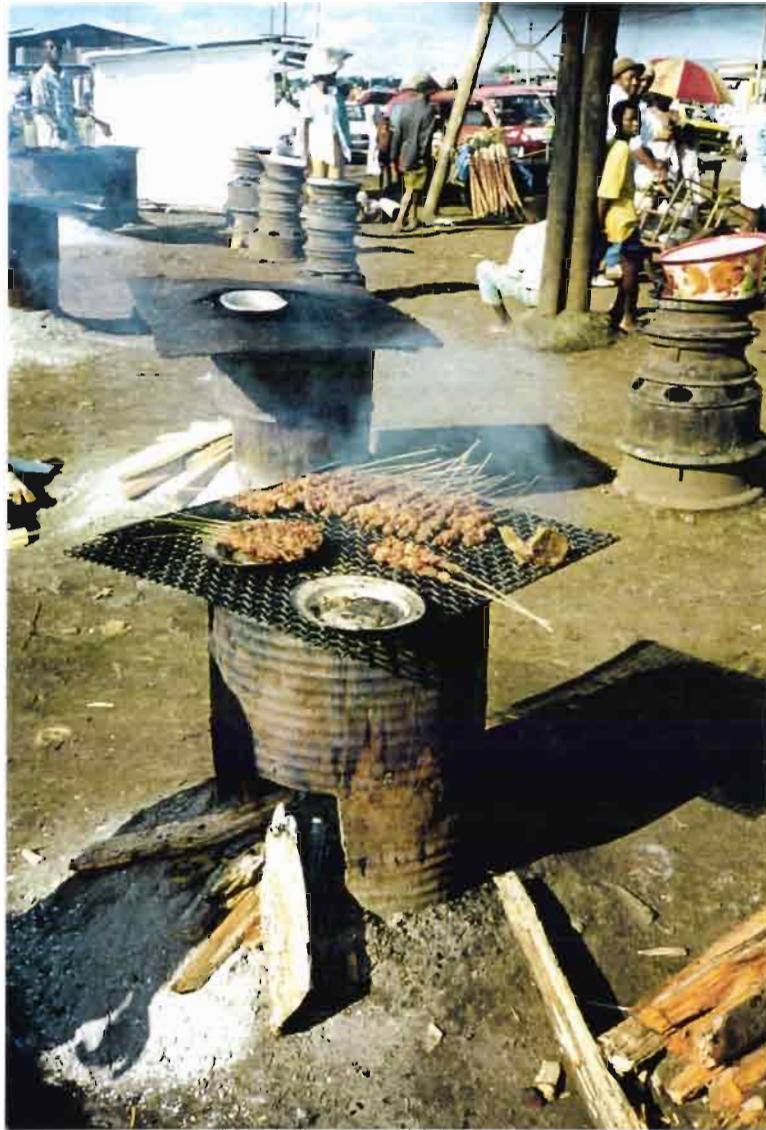
Le commerce non-agricole est une activité très importante dans la ville puisqu'elle arrive en troisième position dans l'économie lorsque l'on considère l'importance de sa valeur ajoutée. En effet, avec un chiffre d'affaires annuel de 345,542 millions de F CFA, soit 16% du total, elle génère 279,780 millions de F CFA (14,74% du total). La part de la valeur ajoutée dans la production est de 81,37%, en seconde position derrière l'agriculture. Il n'y a presque pas de travail rémunéré, en dehors du travail familial, puisqu'il s'élève à 0,90% seulement de sa valeur ajoutée. Le commerce non-agricole (ou urbain) regroupe de très nombreuses activités dont on pourrait distinguer les activités de vente à la sauvette et les activités disposant d'un fonds de commerce plus ou moins élaboré. Les activités les plus représentées sont le commerce de nourriture (70 points de vente), le commerce d'huile de palme (50 points de vente) et le commerce de nourriture cuite (40 points de vente).

Tableau 38 : Compte d'activités et de produits du commerce non-agricole (Muea, août 1995).

Activités et produits - Commerce non-agricole (en millions de F CFA)					
<i>Emplois</i>			<i>Ressources</i>		
Céréales et légumes	57,768	15,63%	Élevage	2,996	0,81%
Élevage	0,624	0,17%	Consommation des ménages	279,461	75,62%
Biens d'équipement	5,923	1,60%	Ménages très pauvres	12,050	3,26%
Transports	0,010	0,00%	Ménages pauvres	31,615	8,55%
Eau, gaz, électricité	0,044	0,01%	Ménages moyens	51,713	13,99%
Location	1,914	0,52%	Ménages riches	184,084	49,81%
Main d'oeuvre salariée urbaine	2,531	0,68%			
Main d'oeuvre familiale	275,336	74,50%			
Taxe marché	1,393	0,38%			
Importations	24,015	6,50%	Exportations	87,109	23,57%
Impôts et taxes	0,009	0,00%			
Total	369,565	100,00%	Total	369,566	100,00%

La consommation des ménages constitue l'essentiel des ressources de cette activité et le reste provient des exportations. L'élevage utilise les produits de cette activité pour se procurer certains produits alimentaires pour le bétail. C'est une activité à forte valeur ajoutée et comme la main-d'oeuvre salariée est plutôt faible dans ce secteur, elle dégage un important excédent brut d'exploitation.

Photo n° 14 : Les vendeurs de brochette de Muea (août 1995).



Appelés « soya sellers » dans la zone anglophone, les vendeurs de brochette de Muea sont réputés dans toute la région et ils font la fierté des habitants de la ville. Tout le savoir-faire est dans la composition des piments. Seuls les gens originaires de Wum sont autorisés à pratiquer cette activité.

Il y a 14 vendeuses de beignets et de plantains frit dans la ville. C'est une activité exercée généralement par les femmes en complément d'une activité rurale pour améliorer la situation financière du ménage. La personne interrogée a commencé cette activité en 1991, en plus de ses activités agricoles afin de couvrir les nécessités de sa famille. Actuellement, ce sont les revenus de l'agriculture qui soutiennent financièrement cette activité qui subit les effets de la crise et qui a vu disparaître de nombreux emplois. La friture est accomplie entre cinq heures et dix heures du matin. Les frais consistent en des dépenses pour l'alimentation (farine, huile, plantain, haricots et ingrédients), du combustible, et un loyer à régler pour occuper une zone

de 100 mètres carrés environ à proximité de la route. Les revenus sont compris entre 1,2 millions de F CFA et 2,45 millions de F CFA tandis que les dépenses atteignent 1,497 millions de F CFA. Cette activité rapporte donc au mieux 953 000 F CFA par an.

Les « soya sellers »

Les « soya sellers » sont des vendeurs de brochette à Muea et ils font la fierté de la ville. En effet, malgré une importance économique assez discrète, ils sont, selon les dires des habitants de la région, les plus célèbres du Cameroun par la qualité des produits vendus et par la position privilégiée de la ville dans le pays. Muea est en effet une sorte de carrefour de routes qui sont le passage obligé des voyageurs pour se rendre à leurs destinations dans les zones les plus importantes de l'ouest du pays. Il y en a 13 dans la ville et ce sont les gens de Wum qui sont réputés dans cette activité (Aghem, Esu, Weh, et Ngwo, plus rare). Les vendeurs de brochette distribuent directement les brochettes aux passagers des véhicules de transport qui font escale en ville.

Le vendeur de brochette interrogé a repris l'activité à son grand frère. Il s'est organisé avec d'autres vendeurs de brochette pour gérer un total de 6 fours répartis le long de la route. Il est clair que les frais d'équipement sont très faibles et cela se traduit par un faible intérêt pour les infrastructures du marché. C'est une activité facile, bien que la préparation du piment pour la viande nécessite un certain savoir-faire, et le capital de départ est assez faible. Les vendeurs se regroupent aussi pour louer un petit lopin de terre de 100 mètres carrés qui se situe à proximité de la route où circulent les véhicules de transports et leurs passagers affamés. Le capital de départ pour commencer ce genre d'activité est estimé à environ 30 000 F CFA. Les revenus minimums quotidiens sont situés entre 6 000 et 6 500 F CFA. Les dépenses quotidiennes elles aussi sont en grande partie absorbées par l'achat de viande de boeuf (foie, coeur, en plus de la viande normale), ou de chèvre (le mouton n'est pas consommé par les Bakweri). Le montant des dépenses s'élève à 5 000 F CFA par jour et il est réglé en fin de journée. Les dépenses annexes consistent en du bambou qui sert à fixer la viande : 200 F CFA pour 100 tiges de bambou chinois. Les autres frais consistent à voir le vétérinaire de temps en temps.

Les deux discothèques de la ville servent à la fois de boîte de nuit et de commerce. L'équipement électronique provient du Cameroun et du Nigeria⁸. Les ressources de cette activité proviennent de la vente de disques et de cassettes, de l'enregistrement de cassettes, mais surtout de leur boîte de nuit ; malheureusement les revenus sont très variables et il n'y a pas de données qui permettent d'évaluer correctement la fréquentation de ces endroits.

Il existe 46 boutiques d'approvisionnement général dans la ville. La boutique la plus importante a été ouverte en 1990 afin d'améliorer les conditions de vie du ménage et elle s'est progressivement développée. Le vendeur, qui est le frère du propriétaire, se rend à Douala, Kumba et Limbe une ou deux fois par mois pour acheter environ 500 000 F CFA de produits. Les ventes dépendent des jours simples (entre 20 000 F CFA et 50 000 F CFA de recettes) et des jours de marché (75 000 F CFA), et la moyenne de revenus est de 16,44 millions de F CFA par an. Si l'on suppose que l'approvisionnement est accompli deux fois par mois, que la patente de 23 100 F CFA par an est réglée, ainsi que les factures d'électricité de 4 825 F CFA tous les deux mois et les repas du vendeur (1 000 F CFA par jour), les bénéfices s'élèvent

⁸ Les discothèques, les bars et les night-clubs utilisent un permis A qui les autorise à ouvrir entre 8 heures et minuit.

alors à quatre millions de F CFA par an environ, ce qui rend cette activité assez intéressante. Les produits les plus couramment vendus sont les produits de beauté, les savons, l'huile d'arachide destinée aux vendeurs de brochettes, les conserves de tomates, le sucre et les cigarettes.

Sur les trois librairies que possède la ville de Muea, une seule est officiellement déclarée. Il y a deux types de librairies, celles qui vendent au détail (surtout pendant les rentrées scolaires) et celles qui vendent auprès de l'administration (matériel et fournitures de bureau). Le retard de la rentrée pour l'année 95-96 avait entraîné un retard des listes officielles des ouvrages scolaires à acheter. Par ailleurs, les Camerounais sont concurrencés par les Nigériens pour la vente des ouvrages anglophones. Le prix des ouvrages pour la rentrée en sixième d'un écolier s'élève à 53 000 F CFA et entre 4 000 et 7 000 F CFA pour les fournitures scolaires.

Photo n° 15 : Les activités urbaines de Muea (août 1995).



On peut voir un Off-Licence à gauche (une sorte de café) et le local d'un réparateur de voiture à droite. Il existe une multitude d'activités plus ou moins informelles dans la ville.

Les 32 Off-Licences, dont huit de grande taille, alimentent en bière les habitants de la ville⁹. L'intensité de l'activité des Off-Licences se réduit du fait de l'augmentation de la pauvreté et

⁹ Les Off-Licences utilisent un permis B qui les autorise à ouvrir entre 8 heures du matin et 20 heures du soir.

la diminution des revenus chez les habitants de la ville. Un Off-Licence a mis les clefs sous la porte apparemment à cause d'une mauvaise gestion de la part de ses propriétaires. Il est évident que le marché représente pour eux une aubaine qui permet de maintenir un bon niveau d'activité malgré la crise. Le montant des loyers est relativement modéré : 700 à 1 000 F CFA et la liste des taxes que les Off-Licences doivent régler sont la patente, la CRTV, la taxe du conseil traditionnel (« council tax »), la taxe sur boissons et la taxe sur les revenus, pour un montant annuel total de 40 000 C CFA. Les prix qui sont pratiqués dans l'Off-Licence qui a fait l'objet d'un entretien, sont modérés et une grande variété de produits sont vendus dans l'établissement. Les investissements sont difficiles à accomplir à cause de la crise et du manque de clients mais les banques sont de bons partenaires pour l'établissement interrogé. Les jours de grande activité sont les jours de vacances et les jours de marché (deux fois par semaine). La fréquence des livraisons est comprise entre 6 et 8 passages par mois. Les quantités sont les suivantes : Brasseries : 40 cageots pour une semaine, UCB : 6 cageots, à raison de 20 bouteilles par cageot et par semaine, Guinness : 12 cageots par semaine. Les prix des boissons sont très faibles comme nous le montre la liste suivante :

Prix des boissons proposées dans les Off-Licence (en F CFA)	
Brasseries du Cameroun	UCB
Castel : 325	King : 325
33 export : 325	Gold Fassl : 350
Mustig : 340	(Special pamplemousse : 225/150
Beaufort : 310	Guinness : 275/525
Sweet : 225/150	Satzenbrau : 350
Whiskey Black : 250 (small)	Goldharp : 375
Whiskey Black : 425 (big)	Malta Guinness : 260
	Guinness Shandy : 230/425

Les pharmacies de la ville sont au nombre de quatre. Elles sont toutes de petite taille (une dizaine de mètres carrés) et elles ont tendance à vendre les médicaments à l'unité. Celle qui a fait l'objet d'un entretien, est l'une des plus importantes de la ville. Le gérant de la pharmacie était jeune et tenait la boutique de son père, qui l'a créée en 1991, en se disant qu'il y a avait des gains à se faire avec cette activité. Selon les dires de la personne interrogée, n'importe qui peut exercer cette activité (moyennant le règlement d'une licence de 200 000 F CFA) en dehors des patentes ordinaires qui résultent naturellement de l'exercice d'une activité commerciale. Cette pharmacie a commencé à vendre des médicaments en très petites quantités pendant les jours de marché. Les fournisseurs se trouvent à Douala, Tiko, Limbe, et Kumba. Cela permet d'entraîner une certaine flexibilité dans les fournitures de médicaments.

Si le commerce de médicaments est rentable, il ne l'est qu'à la hauteur des ventes effectuées ; et comme les quantités vendues sont en général faibles (à l'unité), les profits sont du même ordre de grandeur. Il y a une cinquantaine de clients par jour qui viennent non seulement de Muea mais aussi de plus loin, depuis des villages plus reculés tels que Lysoka, Bova, ou Borkwai. Les revenus sont de 780 000 F CFA par mois au maximum (25 000 F CFA par jour ordinaire et 35 000 par jour de marché) et les dépenses pour l'achat de stocks de médicaments s'élèvent à 240 000 F CFA par mois (entre 50 000 et 120 000 F CFA toutes les deux semaines). Les bénéfices mensuels sont donc de 540 000 F CFA au maximum.

Les médicaments les plus vendus sont le Paraméthanol (fièvres et douleurs), l'arsenic (fièvres et douleurs), la nivaquine (paludisme), la quinine, la novaquine (douleurs). Les préservatifs sont vendus au prix de 50 F CFA et ils sont achetés indifféremment par des hommes ou des femmes. Chaque jour, 6 paquets de quatre sont vendus en moyenne. Les produits dont la date d'expiration parvient à échéance sont jetés à Douala. En revanche, Les médicaments qui proviennent de Kumba ou Limbe ne peuvent pas être renouvelés après la date d'expiration.

Le pharmacien observe, par la vente de médicaments, une augmentation des déclarations de douleurs de la part des agriculteurs, une augmentation des cas de fièvre jaune, une réduction de la demande en médicaments (ce qui entraîne des réductions de prix de 400 à 200 F CFA par exemple ; où alors des quantités vendues divisées par deux), et une augmentation de la demande en médicaments pour lutter contre les maladies vénériennes depuis la dévaluation de 1994. On observe aussi un passage des consultations auprès des docteurs traditionnels vers les méthodes de santé modernes attribué à l'échec des anciennes méthodes.

Les restaurants de la ville sont au nombre de 13, ils sont de taille assez réduite et c'est une activité essentiellement exercée par les femmes. Un restaurant sert en moyenne 30 repas par jour, à raison de 150 F CFA par repas, soit 4 500 F CFA de revenus par jour. Les dépenses sont destinées à couvrir les achats de riz, de tomates, et de poivre, soit 3 000 F CFA par jour et 12 000 F CFA par mois pour la location du local. Les bénéfices mensuels sont donc de 33 000 F CFA, location comprise.

3) Les loisirs.

Les loisirs sont une activité d'un poids économique mineur mais d'une grande importance sociale. Ils regroupent les dépenses de la chambre de vidéo de la ville, des restaurants, et des boîtes de nuit. Cela représente un chiffre d'affaires annuel total de 32,077 millions de F CFA,

soit 1,48% du total. L'essentiel de ses ressources proviennent des dépenses des ménages et de la consommation des personnes extérieures à la ville (exportations).

Tableau 39 : Compte des loisirs (Muea, août 1995).

Activités et produits - Loisirs (en millions de F FA)			
<i>Emplois</i>		<i>Ressources</i>	
Main d'oeuvre familiale	32,077 100,00%	Exportations	4,015 12,52%
		Consommation des ménages	28,062 87,48%
		Ménages très pauvres	1,302 4,06%
		Ménages pauvres	6,252 19,49%
		Ménages moyens	5,075 15,82%
		Ménages riches	15,434 48,11%
Total	32,077 100,00%	Total	32,077 100,00%

L'emploi des ressources de cette activité ont été directement assimilée à de l'excédent brut d'exploitation à cause du manque d'informations plus précises sur son affectation.

4) Le transport.

Le transport représente un chiffre d'affaires de 95,681 millions de F CFA, soit 4,42% du total. C'est aussi une activité à très forte valeur ajoutée (93,983 millions de F CFA, soit 4,95% du total), mais les dépenses sous-estiment probablement les frais d'entretien et le carburant. Le transport regroupe les moyens de transport à usage scolaire et les autres moyens de transport. Les moyens de transport à usage scolaire représentent un poids non négligeable dans le budget des ménages et l'économie de la ville. L'une des fonctions des Njangy et des caisses d'épargne est d'ailleurs destinée à rassembler des fonds pour assurer ces dépenses. Ils auraient pu constituer un élément distinct des autres moyens de transport mais le choix a été fait de les regrouper. Les autres moyens de transport sont constitués de taxis et de mini-vans principalement et il n'y a que deux camions dans la ville.

La ville abrite 52 chauffeurs de taxi et 15 chauffeurs de bus et de mini-van. La plupart d'entre eux s'occupent de la ligne Muea-Buea-Muea. Un grand nombre de chauffeurs de taxi est plutôt jeune. En fait, il semblerait qu'ils soient plutôt des employés au service d'un propriétaire. Mais le nombre de chauffeurs indépendants commence à augmenter avec la crise du travail. Les véhicules des particuliers sont rentabilisés au maximum.

Tableau 40 : Compte des transports (Muea, août 1995).

Activités et produits - Transport (en millions de F CFA)					
Emploi			Ressources		
Elevage	0,913	0,78%	Commerce urbain	0,010	0,01%
Biens d'équipement	0,591	0,51%	Consommation des ménages	27,614	23,75%
			Ménages très pauvres	1,991	1,71%
Main d'oeuvre salariée urbaine	1,632	1,40%	Ménages pauvres	5,188	4,46%
Main d'oeuvre familiale	92,351	79,44%	Ménages moyens	8,388	7,22%
			Ménages riches	12,047	10,36%
Taxe marché	0,195	0,17%			
			Stocks	10,604	9,12%
Importations	19,638	16,89%			
Impôts et taxes	0,940	0,81%	Exportations	78,031	67,12%
Total	116,259	100,00%		116,259	100,00%

Les chauffeurs obtiennent principalement leurs revenus à l'extérieur de la ville, les ménages ne représentant que 23,75% du total des ressources et les exportations 67,12%. Les produits importés sont constitués par les frais en carburant, en matériel, en main-d'oeuvre et en frais d'administration.

C'était une activité relativement intéressante qui a subi aussi le choc de la crise dans le sens où elle n'est plus aussi rentable qu'avant. Cela se traduit non pas par une réduction du nombre de taxis en circulation ou une augmentation de prix, mais plutôt par une augmentation du nombre de clients qui sont embarqués pour un trajet. Ainsi, les taxis pouvaient se contenter de n'embarquer, pendant les années 80, qu'une ou deux personnes dans leur véhicule ; mais aujourd'hui, ils n'hésitent plus à faire monter jusqu'à cinq passagers pour pouvoir continuer à être rentable. L'un des problèmes importants auxquels font face les chauffeurs de taxi actuellement est l'augmentation du prix du carburant qui pèse lourdement sur les comptes en fin de journée. De grandes grèves effectuées par une majorité de transporteurs privés (des taxis aux minibus) se sont d'ailleurs déroulées au mois d'août 1995 dans la région Ouest du Cameroun à la suite de l'annonce d'une nouvelle augmentation du prix des carburants. La réaction des chauffeurs de transport privés était d'autant plus virulente qu'ils étaient proches des exploitations pétrolières du littoral de la région de Douala. Les chauffeurs de taxi avaient beaucoup de mal à accepter des augmentations de prix dans des zones riches en pétrole. Ces augmentations de prix de l'essence ne peuvent pas se faire accompagner d'une augmentation de prix car ce seraient alors les clients qui n'auraient plus les moyens de payer le service. La crise se gère donc ici par des variations de quantité et non de prix.

Tableau 41 : Compte d'exploitation annuel ordinaire d'un chauffeur de taxi et de bus (Muea, août 1995).

Emplois	Taxi	Bus	Ressources	Taxi	Bus
Carburant	(8 000 à 9 000/j) 3 102 500	(25 000 à 27 000) 9 490 000	Revenus jours ordinaires	3 915 000	6 752 500
« Taxe policière »	(1 000 à 2 000/j) 547 500	(5 000 à 9 000) 2 555 000	Revenus jours de marché	884 000	
Vignette	15 000	15 000	Supplément revenu		5 858 500
<i>Patente</i>	<i>75 000</i>	<i>103 632</i>	Salaire	(18 000/mois) 216 000	(25 000/mois) 300 000
<i>Carte grise</i>	<i>50 000</i>	<i>21 000</i>			
<i>Carte bleue.</i>	<i>50 000</i>	<i>18 000</i>			
Assurance (catégorie 4).	20 000	90 000			
Frais de stationnement	(2 500/3 mois) 10 000	(7 000/3 mois) 28 000			
<i>Plaques d'immatriculation</i>	<i>7 000</i>	<i>7 000</i>			
« Tarif list ».	3 000	3 000			
<i>Boite de premiers secours 40 000</i>	<i>40 000</i>	<i>40 000</i>			
Alimentation (1000/j)	365 000	(2 000/j) 730 000			
<i>Excédent brut</i>	<i>952 000</i>				
Total annuel	5 015 000	12 911 500	Total annuel	5 015 000	12 911 000

Note - Les comptes en italiques, telle que la carte grise, sont considérées comme des immobilisations ; elles ne sont donc pas renouvelées chaque année.

^a Les revenus quotidiens des chauffeurs de bus sont compris entre 17 000 et 20 000 F CFA, carburant et « taxe policière » exclue.

Les prix pratiqués par les chauffeurs de taxi, au mois d'août 1995, sont très faibles et ce sont probablement des prix planchers au-dessous desquels il sera très difficile pour eux de descendre. Mais toute augmentation du pouvoir d'achat du consommateur entraînerait probablement une augmentation de prix et une réduction du nombre de passagers dans le véhicule. Le revenu dégagé par une journée de travail s'élève à environ 10 000 F CFA. Le carburant est pris en charge par les clients.

Tarifs de quelques trajets pour les taxis : (départ de Muea)	Muea - brigade - Molyko	125 F CFA	
	Clerck's quarter (Bongo square)	150 F CFA	
	Buea Town (Buea hospital)	200 F CFA	
	Bokwango	250 F CFA	
Tarifs de quelques trajets pour les bus :	Kumba - Douala	1 800 F CFA	
	Kumba - Muea	1 000 F CFA	
	Douala - Muea	1 000 F CFA	
	Kumba - Mutengene	1 200 F CFA	
	Douala - Mutengene	800 C CFA	
	Douala - Muea	1 200 F CFA	
Revenus des taxis	journée simple	min. 13 000 F CFA	max. 17 000 C CFA
	Jour de marché	min. 8 000 F CFA	max. 9 000 F CFA
	Vacances nationales (20 mai, 11 février, Noël, nouvel an) :	min. 10 000 F CFA	max. 12 000 F CFA

5) Les services urbains.

Les services urbains sont constitués d'un grand nombre d'activités différentes mais leur poids dans l'économie de la ville est faible. Si certaines de ces activités peuvent paraître assez rudimentaires (réparateurs de pneus, caissier), d'autres sont plus organisées et possèdent un petit fonds de commerce (coiffeur, studio photo). Cette activité regroupe aussi les médecins traditionnels. Le chiffre d'affaires est de 38,738 millions de F CFA, soit 1,79% du total, et 1,55% de la valeur ajoutée.

Tableau 42 : Compte d'activités et de produits des services urbains (Muea, août 1995).

Activités et produits - Services urbains (en millions de F CFA)					
Emplois			Ressources		
Céréales et légumes	1,500	2,77%	Biens d'équipement	0,010	0,02%
Biens d'équipement	7,584	14,02%	Services urbains	0,090	0,17%
Services urbains	0,090	0,17%			
Eau, gaz, électricité	0,075	0,14%			
Location	0,971	1,79%	Ménages	39,834	73,63%
Main d'oeuvre salariée urbaine	0,005	0,01%			
Main d'oeuvre familiale	28,513	52,71%			
Importations	14,410	26,64%	Exportations	14,165	26,18%
Impôts et taxes	0,951	1,76%			
Total	54,099	100,00%	Total	54,099	100,00%

Les ménages de la ville constituent l'essentiel des ressources des services urbains de la ville l'enquête auprès des ménages ne permet pas de déterminer la répartition du montant entre les différentes catégories de ménages ; chaque catégorie contribue donc pour le quart du montant total. Le reste est exporté hors de la ville et une partie des revenus provient du secteur manufacturier (les biens d'équipement). L'excédent brut d'exploitation est assez élevé puisqu'il

représente plus de la moitié du total des emplois. Les importations et les dépenses pour des biens d'équipement représentent aussi une grande partie des emplois de cette activité.

Les docteurs traditionnels

La ville de Muea abrite 14 docteurs traditionnels qui semblent ne pas exercer d'activité complémentaire. Le docteur qui a fait l'objet d'un entretien, a commencé son activité à la suite d'une « révélation », en 1990. Il s'occupe des maux et des douleurs, des crampes d'estomac, des maux de tête, et bien sûr, de sorcellerie. Tout ce qui touche de près ou de loin la sorcellerie est profondément ancrée dans l'esprit des individus. Même les personnes les plus sceptiques reconnaîtront qu'elles ont été le témoin de choses étranges et inexplicables, comme par exemple la paralysie de certaines parties du corps d'une victime quelques années plus tard, sans explication médicale, après une action « mauvaise » de sa part. N'importe qui peut être ensorcelé, mais si l'on est innocent, le sortilège ne fonctionnera pas. Les sortilèges ne traversent ni la mer, ni les frontières, d'où des fuites à l'étranger. Les bagues peuvent aider à l'immortalité pendant une certaine période (10 à 99 ans), mais la mort est, à terme, de toute manière inéluctable. Les Nigériens, qui arrivent de leur pays par les voies de l'océan, jettent parfois des morceaux d'écorces d'arbre dans les flots lorsque leurs pirogues sont prises dans des remous à la surface de l'eau. Parfois c'est une bague qu'il faut jeter, et son porteur avec, si ce dernier est « réticent ».

Les ingrédients de ce docteur traditionnel proviennent de Bamenda et ils sont principalement constitués de poulets et d'écorces d'arbres. Lors de chaque passage dans cette ville, il se procure les produits dont il a besoin pour une valeur de 50 000 F CFA. Les tarifs déclarés sont faibles (500 F CFA) mais il précise que les clients décident du montant qu'ils lui remettent. Sa clientèle semble être assez pauvre et le consulte avant de devoir se rendre au centre de santé et dans les pharmacies de la ville. Le principal intérêt que ce docteur traditionnel admet, pour l'amélioration des infrastructures du marché de la ville, est une augmentation sur le marché du nombre de poulets et de produits provenant de Bamenda. Ce docteur traditionnel est locataire (3 000 F CFA par mois), ses frais d'alimentation s'élèvent à 5 000 F CFA par semaine et les dépenses de loisir, à 1 500 F CFA par semaine.

Il existe six salons de coiffure dans la ville. En ce qui concerne les hommes, les tarifs sont de 300 F CFA pour les adultes et 200 F CFA pour les enfants. Les salons de coiffures possèdent en général une tondeuse électrique et des ciseaux (de 40 000 F CFA à 55 000 F CFA au total), un grand miroir (15 000 F CFA), et une chaise rotative (12 000 F CFA). Les frais sont simples et ils consistent en des factures d'électricité (3 000 F CFA tous les deux mois), la nourriture (750 F CFA par jour) et le paiement d'un loyer (3 000 F CFA par mois). La fréquentation du salon de coiffure est de 6 à 8 clients par jour simple, et de 10 à 15 clients lors des jours de marché. Les revenus sont donc de 900 000 F CFA par an environ (10 clients à 250 F CFA la coupe) et les dépenses s'élèvent à 600 000 F CFA environ, soit un bénéfice annuel de 300 000 F CFA. Les tarifs pour la clientèle féminine sont plus élevés (de 1 000 à 2 000 F CFA), mais l'équipement est plus important (produits de beauté, sècheuse à 120 000 F CFA, etc.). La fréquentation est plus faible pendant les jours simples (une à deux clientes par jour seulement), mais elle augmente lors des jours de marché (7 à 10 clientes), et surtout lors des veilles de fête (15 à 20 clientes). Les factures d'électricité sont plus élevées (de 18 000 F CFA à 25 000 F CFA) ainsi que la location (12 000 F CFA).

D. Les services du gouvernement.

Les services du gouvernement sont constitués par l'éducation (sept écoles et lycées), l'énergie (eau, gaz, électricité), le vétérinaire de la ville, et le centre de santé.

Tableau 43 : Compte d'activités et de produits des services du gouvernement (Muea, août 1995).

Activités et produits - Services du gouvernement (en millions de F CFA)					
Emplois			Ressources		
Gouvernement	100,555	100,00%	Consommation activité	0,523	0,52%
Education	35,702	35,51%	Eau, gaz, électricité	0,457	0,45%
Eau, gaz, électricité	31,692	31,52%	Vétérinaire	0,066	0,07%
Vétérinaire	0,066	0,07%	Consommation ménages	100,032	99,48%
Santé	33,095	32,91%	Ménages très pauvres	4,965	4,94%
			Ménages pauvres	12,947	12,88%
			Ménages moyens	18,935	18,83%
			Ménages riches	63,184	62,84%
Total	100,555	100,00%	Total	100,554	100,00%

Les services du gouvernement perçoivent presque toutes leurs ressources des ménages et elles vont directement alimenter un compte du gouvernement national. En effet, il n'y a pas de données pour déterminer le niveau et la répartition des dépenses de ces services.

Le développement du système scolaire tel qu'il existe actuellement dans la ville est récent. Au début, il n'y avait qu'une école gouvernementale créée dans les années 30. En 1995, il y avait sept écoles et lycées qui accueilleraient plusieurs milliers d'élèves de la ville mais aussi des environs. Les frais d'éducation, ou « d'écolage » dans le jargon local, sont très élevés et ils se répartissent en moyens de transport, frais d'inscription, matériel et fournitures scolaires, uniformes. Les Njangy et les caisses d'épargne sont d'ailleurs destinées, en partie, à assumer les dépenses d'éducation.

Liste des écoles de la ville (Muea, août 1995).

1960 : Ecole catholique (government native authority : catholic mission)

1987 : government bilingual primary school (GBPS, la Mission Française de Coopération a construit 6 classes)

1990 : government bilingual secondary school (GBSS, construite avec les efforts concertés du chef et de la population)

1992 : government bilingual nursery school (GBNS, pas encore achevée : la responsabilité de la construction doit revenir au chef du village, au Parents Teacher Association ainsi qu'au gouvernement - 3,25 hectares de terres sont réservées à ce projet dans la ville.

Home Economic Center. En projet depuis les années 50 dans le cadre de la GBPS en même temps que le Domestic Science Center. C'est une structure incomplète dont la construction proprement dite n'a commencé qu'en 1994.

De nombreux enfants sont obligés d'arrêter les études après le primaire à cause des dépenses de scolarité très élevées. Ceci n'est pourtant pas le cas pour tous les établissements ; ce sera le

cas en particulier de la « government bilingual secondary school », qui verra la fréquentation de son établissement augmenter dans les 5 ou 10 ans à venir.

Photo n° 16 : Le centre de santé de la ville (Muea, août 1995).



Malgré un désengagement de l'Etat, les infirmières et leur responsable, au centre, continuent à assurer leurs fonctions auprès des patients, en réduisant les coûts au maximum et en demandant une petite participation financière de leur part.

Le centre de santé remonte aux années 40 et il est destiné tout particulièrement aux consultations d'ordre général. Il y a huit personnes qui travaillent dans ce centre en temps normal mais au mois d'août 1995, il ne restait plus qu'un gardien et deux infirmières pour assurer son fonctionnement. Le centre ne dispose que de très peu d'équipement, le gouvernement assurait les fournitures au début mais depuis qu'il s'est désengagé, le centre de santé doit faire appel à la communauté pour de l'aide, et aux pharmacies aux alentours pour les fournitures. Les maladies les plus courantes sont le paludisme, les rhumes et les infections parasitaires par des vers de cayor. Les principaux médicaments vendus sont ceux qui traitent le paludisme (malaria), les rhumes et les diarrhées; le paludisme étant très fréquent dans la zone.

Il y a donc un problème de locaux qui sont en nombre insuffisants pour accueillir tous les patients qui viennent de partout et parfois d'assez loin (Buea, Ekona, Douala) pour des raisons de coûts (inférieurs à ceux pratiqués dans les villes de plus grande taille) et des raisons familiales. En moyenne, 25 à 40 naissances ont lieu par mois dans ce centre. Toutes les personnes

qui viennent dans ce centre pour accoucher ne sont pas forcément de la ville. Les consultations générales sont effectuées les lundi et mardi. Le mercredi est destiné à la consultation des enfants. Les enfants doivent régler 300 F CFA par consultation, pendant 5 ans ; 500 F CFA pour les mères lors de la première visite, et 100 F CFA par adulte avant la remise de médicaments et, s'ils reviennent en retard, 100 F CFA après 10 jours.

Tableau 44 : Fréquentation hebdomadaire du centre de santé (Muea, août 1995).

Semaine femmes :	33	39	27	34	60	41	35	35	20	Moyenne : 36
Semaine enfants	26	25	38	30	24	35	33	38		Moyenne : 31,13

Les dépenses sont constituées en salaires et équipement ; elles sont supérieures aux revenus qui sont assurés en grande partie par les ventes de médicaments. Le montant de dépenses au 1/1/8 s'élevait 17 100 F CFA pour le coton et 15 000 F CFA pour la main-d'oeuvre. La FBCF était de 368 390 F CFA pour le mois d'août 1995. Les bénéficiaires représentent 10 à 20% des dépenses. La pharmacie du centre de santé est approvisionnée tous les trois mois en médicaments. Le règlement s'effectue en différé chaque semaine par la vente des médicaments pour un montant qui varie entre 50 000 F CFA et 100 000 F CFA.

E. Les services des ménages : les loyers.

Les services des ménages sont constitués d'un seul compte, celui des loyers, qui constituent un flux inter-ménage. Malgré leur faible chiffre d'affaires annuel, qui s'élève à 42,581 millions de F CFA, soit 1,97% du total, les frais de location concernent un nombre très important de ménages puisque 56% d'entre eux sont locataires.

Tableau 45 : Compte d'activités et de produits des loyers (Muea, août 1995).

Activités et produits - Loyers (en millions de F CFA)					
<i>Emplois</i>			<i>Ressources</i>		
Main d'oeuvre familiale	18,741	42,46%	Consommation des ménages	34,993	79,27%
Ressources des ménages	23,840	54,01%	Ménages très pauvres	6,030	13,66%
Ménages très pauvres	0,150	0,34%	Ménages pauvres	11,970	27,12%
Ménages pauvres	2,370	5,37%	Ménages moyens	10,453	23,68%
Ménages moyens	5,750	13,03%	Ménages riches	6,540	14,82%
Ménages riches	15,570	35,27%			
Importations	1,560	3,53%	Exportations	9,149	20,73%
Total	44,141	100,00%	Total	44,142	100,00%

Il est fréquent que des ménages louent plusieurs pièces de leur maison à des locataires. Certains ménages louent ainsi des chambres jusqu'à quatre, voire cinq personnes ou familles dif-

férentes. La moyenne des loyers se situe en général autour de 4 000 F CFA et les plus faibles montants s'élèvent à 1 000 F CFA.

Chapitre V: Le capital et l'épargne : les associations financières.

L'étude des associations financières de Muea est importante puisqu'elles traduisent en quelque sorte le niveau d'épargne des ménages et la part des investissements¹. Cette épargne représente 20% de la valeur ajoutée de la production de la ville. Trois chiffres ont ainsi été retenus dans les comptes annuels de la MCS : celui des Njangy (160 millions de F CFA), celui des caisses d'épargne (255 millions de F CFA), et celui des caisses de prévoyance (7 millions de F CFA). Ces résultats globaux ont été désagrégés pour les différentes catégories de ménages avec l'aide des résultats de l'enquête ménage.

Tableau 46 : Compte du capital (Muea, août 1995).

Capital (en millions de F CFA)					
<i>Emplois</i>			<i>Ressources</i>		
Ménages	391,383	83,40%	Dépôts des ménages	469,286	100,00%
RdC	0,080	0,02%	Ménages très pauvres	5,023	1,07%
Gouvernement	40,908	8,72%	Ménages pauvres	44,172	9,41%
			Ménages moyens	96,747	20,62%
Investissement	36,915	7,87%	Ménages riches	323,345	68,90%
Total	469,286	100,00%	Total	469,286	100,00%

Les ménages constituent les dépôts dans le compte de capital, dans les systèmes financiers formels et surtout informels. Les emplois du compte sont établis sous la forme des investissements des activités dans le secteur manufacturier et d'un transfert au ménage du montant déposé, comme s'il s'agissait d'un simple flux financier destiné ensuite à couvrir des dépenses pour des biens de consommation courante. Il faut remarquer que le montant des investissements est déduit des Njangy bien que les enquêtes ne permettent pas de déterminer exactement leur origine financière. Il y a un déficit négligeable en faveur du reste du Cameroun qui correspond simplement aux arrondis des calculs.

Seules les dépenses pour les biens d'équipement du secteur urbain ont été considérées comme de l'investissement. La prospérité des agriculteurs de la province du Sud-Ouest et de Muea est essentiellement basée sur les opportunités que fournissent une terre très fertile et des précipitations presque continues. Il n'est pas évident de bien définir ce qui relève de l'investissement en Afrique de ce que l'on peut assimiler à de la consommation simple ou intermédiaire. La formation brute de capital fixe (i.e., l'investissement matériel) représente la valeur des biens

¹ Tous les tableaux ainsi que l'ensemble des figures sont issus directement des données des enquêtes menées au mois d'août 1995 à Muea. Nous nous sommes limités à l'étude des associations financières de la ville. Il n'y a pas eu d'étude exhaustive sur d'éventuelles associations « non-financières », et les associations plus ou moins sérieuses n'ont pas été retenues (pas de livre de compte, pas d'objectif précis etc.).

durables acquis par les unités de production pour être utilisés pendant au moins un an. Ces biens peuvent être immeubles (logements, bâtiments, ouvrages de génie civil, etc.) ou meubles (matériels de transport, machines, etc.). Dans la ville de Muea, les seules constructions de biens immeubles sont destinées à l'usage familial avant tout et non à un usage spécifiquement productif, mais de nombreuses activités informelles s'y intègrent et profitent des aménagements ainsi construits pour maintenir de bonnes conditions de travail². Cependant, les dépenses pour des matériaux de construction tels que les achats pour du ciment, du bois, du zinc et du sable n'ont pas été assimilées à des dépenses pour investissement. De toute manière, le montant total de ces « investissements » est relativement faible puisqu'il ne s'élève qu'à un peu moins de sept millions de F CFA par an.

En revanche, les enquêtes qui ont porté sur l'année 1995 ont relevé des dépenses pour des biens d'équipement lors de cette période. La ville ne possède que deux camions bien qu'il y ait 20 chauffeurs de bus et 15 chauffeurs de camions ; et le parc automobile est essentiellement à l'usage des 52 chauffeurs de taxi de la ville, dont une trentaine sont propriétaires de leur véhicule. Les investissements proviennent des activités urbaines et non-agricoles : élevage, production rurale non-agricole, commerce agricole, manufacture, commerce urbain, transports et services urbains. Ces activités utilisent des biens d'équipement pour l'amélioration ou l'entretien de leur activité pour une valeur annuelle de près de 37 millions de F CFA. Les ménages « consomment » des biens d'équipement pour un peu plus de 70 millions de F CFA, mais cela n'a pas été assimilé à de l'investissement.

En ce qui concerne les biens et services incorporés aux terrains pour les rendre productifs (irrigation, plantation...), il est difficile de savoir si c'est pour les rendre plus productifs ou seulement pour maintenir des rendements constants. Les montants sont faibles en volume même si la plupart des agriculteurs dépensent pour ces biens et services ; et ces dépenses sont renouvelées chaque année, ce qui peut conforter l'hypothèse selon laquelle les dépenses sont effectuées pour maintenir des rendements constants dans la zone de Muea. La ville dispose de 675 pousse-pousses et 325 pulvérisateurs, mais il n'y a pas de tronçonneuses³. La plupart des villages de la région ont quelques agriculteurs qui possèdent des pulvérisateurs destinés à répandre les insecticides sur les plants de cacao, mais seulement une poignée disposent de tron-

² La rubrique « construction » est d'ailleurs intégrée au questionnaire portant sur le logement.

³ Le nombre de pousse-pousses et de pulvérisateurs a été déterminé à partir de l'échantillon de l'enquête sur les ménages et multiplié par le nombre total de ménages dans la ville.

çonneuses. Même les outils les plus simples tels que les houes ou les machettes sont difficiles à remplacer dans de nombreuses zones à cause de mauvais réseaux de distributions. Les agriculteurs de Muea parviennent cependant à remplacer régulièrement leur équipement de base agricole, mais ni ces dépenses d'équipement agricole, ni les dépenses en engrais n'ont été considérées comme de l'investissement, puisqu'elles sont renouvelées chaque année et qu'elles ne visent pas finalement à améliorer la productivité des terres. Ces dépenses sont considérées comme des consommations intermédiaires (quatre millions de F CFA pour l'outillage agricole par an et 9 millions de F CFA pour les engrais).

Si l'on considère que la variation du cheptel adulte de souche (animaux laitiers ou reproducteurs) et de trait est de l'investissement, alors la ville de Muea n'investit pas dans ce domaine. L'élevage génère pourtant près de 250 millions de F CFA de chiffre d'affaires dans l'année, mais la plupart des animaux sont destinés à accroître le patrimoine ou à servir de nourriture.

Tableau 47 : Répartition des revenus du capital au près des ménages, en millions de F CFA (Muea, août 1995).

	Capital public		Capital privé						Total Capital	
			Njangy		Epargne		Prévoyance			
Ménages très pauvres	0,110	1,55%	1,914	1,56%	3,953	1,55%	1,571	25,00%	7,549	1,93%
Ménages pauvres	1,044	14,72%	18,108	14,72%	37,540	14,72%	1,571	25,00%	58,263	14,89%
Ménages moyens	2,051	28,92%	35,572	28,92%	73,753	28,92%	1,571	25,00%	112,948	28,86%
Ménages riches	3,887	54,80%	67,412	54,80%	139,754	54,81%	1,571	25,00%	212,624	54,33%
TOTAL	7,092	100,00%	123,005	100,00%	255,000	100,00%	6,286	100,00%	391,383	100,00%

Note - La répartition des revenus des caisses de prévoyance auprès des ménages a été accomplie sur une base égalitaire à cause du manque d'information de la part des enquêtes. Par ailleurs, on suppose que les ménages récupèrent à la fin de l'année la totalité du solde de leurs comptes dans les caisses de prévoyance.

L'enquête auprès des ménages a permis de déterminer la part des dépôts des Njangy qui revenaient aux différentes catégories de ménages. Ces résultats ont ensuite été étendus à ceux de l'épargne et du capital public. En revanche, comme il n'y a pas de renseignements sur la répartition des flux financiers des caisses de prévoyance en fonction des différentes catégories de ménages, l'ensemble des flux est répartis de manière équivalente. Le montant total de 391 millions de F CFA environ représente ce que perçoivent les ménages après avoir accomplis leurs investissements par l'intermédiaire de leurs activités urbaines dans le compte des activités de la ville.

Les associations financières représentent un regroupement de personnes qui se réunissent dans un but déterminé. Ce terme englobe les notions de tontines et de Njangy. Parler d'association plutôt que de Njangy permet de replacer les Njangy au même niveau que les autres activités

exercées et d'insister sur l'importance sociale et culturelle de celles-ci dans la ville. En effet, les habitants de Muea parlent d'associations et non pas de Njangy ou tontine pour qualifier leurs réseaux informels de financement et d'épargne⁴. Cela ne veut pas dire que l'organisation financière y soit peu développée, bien au contraire, elle est rigoureusement déterminée par une organisation précise et des règlements écrits. La littérature place les Njangy au centre des associations, en établissant un lien plus ou moins clair avec l'existence possible (mais non systématique) d'activités financières annexes telles que les caisses d'épargne et les caisses de prévoyance. L'hypothèse implicite est que toutes les associations financières ont un Njangy / tontine . Certes, la plupart de ces associations financières ont une tontine mais ce n'est pas toujours le cas. Certaines d'entre elles ne disposent que d'une caisse d'épargne et/ou de prévoyance et on ne peut plus parler de tontine pour les définir. Il existe à ce niveau un amalgame entre Njangy / tontine (activité financière précise) et association (activité sociale).

Les associations financières étudiées ici s'intègrent dans ce que l'on peut appeler la finance informelle et que l'on peut définir comme un « continuum de transactions diverses » (Adams et Fitchett, 1994 : 14). La finance informelle se caractérise par :

1. Son omniprésence dans les pays à faibles revenus ;
2. Sa complexité ;
3. La finance informelle ne s'évanouit pas quand les marchés financiers prospèrent ;
4. C'est une opportunité d'épargne ;
5. Les taux d'intérêt sont en général élevés à cause des risques ;
6. C'est la principale technique d'épargne des pays pauvres ;
7. Elle permet une meilleure allocation des ressources (« je profite, donc je prête ») ;
8. La finance informelle et la finance formelle ont des rôles complémentaires.

⁴ Les Njangy et les tontines sont synonymes, le premier terme étant la traduction anglaise du second. C'est le terme Njangy qui sera adopté ici. Njangy, Njangi, Djangui, Ndangui etc. : l'orthographe de ce mot est variable. La première orthographe a été retenue car c'est celle qui est communément employée dans la zone du mont Cameroun.

La finance informelle est largement répandue dans les pays pauvres et sa popularité peut s'étendre jusque dans les pays du Nord⁵.

A. Les associations financières au Cameroun.

Entre 1985 et 1986 près de la moitié de la population du Cameroun participe à au moins une tontine (Sandretto et Tiani, 1993 ; Marcomer, 1985) et on a évalué que celles-ci génèrent en Afrique centrale des sommes comprises entre 200 et 300 milliards de F CFA par an (Alibert, 1989)⁶. Les associations de financement au Cameroun sont très dynamiques, très nombreuses et profondément enracinées dans la société (Henry, Tchente et Guillerme, 1991). Cela peut s'expliquer par (i) des raisons historiques, avec une certaine forme de tradition d'accumulation privée sous la forme de Njangy / tontines, déjà en vigueur au 19^e siècle, (ii) par des raisons externes, les carences actuelles d'un système financier formel, (iii) par des raisons internes, une organisation efficace et (iv) une capacité d'adaptation (ou de survie) très rapide par rapport aux modifications de l'environnement économique.

1) Un phénomène ancien et culturel.

Les tontines existent depuis le 19^e siècle au Cameroun et elles font partie intégrante d'une organisation monopolistique des échanges commerciaux plus ancienne encore (Rowlands, 1993 : 80). Elles existaient alors sous des formes monétaires et non monétaires et on pouvait en distinguer trois catégories (Gueymard, 1984 : 47 - 48) :

1. Les sociétés de travail en commun dans lesquelles chaque individu participe à tour de rôle au travail au champ en échange de nourriture et de boissons ;
2. Les sociétés de crédit mutuels dans lesquelles chaque individu contribue avec des biens matériels et une personne bénéficie de l'ensemble des apports ;

⁵ On peut ainsi la retrouver sous des formes adaptées à Washington au sein du FMI sous forme d'Association Rotative d'Épargne et de Crédit (Adams et Fitchett, 1994 : 26) où à l'hôpital Pitié-Salpêtrière à Paris, parmi certaines catégories de praticiens.

⁶ Voir aussi: *Études et statistiques*, 1988, « La mobilisation de l'épargne en milieu rural: l'expérience des pays membres de la BEAC », n°156, pp. 333-339. En ce qui concerne les taux de participations moyens, voir aussi: *Marchés tropicaux*, 1987, « Cameroun - Les tontines: mobilisation de l'épargne mais frein aux investissements », n°2182, pp. 2334-2335.

3. Les tontines monétaires quand les espèces monétaires étaient les cauris et elles servaient à la dot des femmes ou à l'achat de biens coutumiers ou de prestige⁷. Elles sont à l'origine des tontines financières actuelles.

Les associations de Muea étaient initialement constituées par les étrangers qui désiraient se regrouper. Les objectifs de ces associations, pas forcément financières, étaient alors relativement limités puisqu'elles étaient destinées à assurer un enterrement correct et à faire tourner les activités de labour. L'orientation des fonctions des associations s'est progressivement modifiée avec l'apparition de la monnaie scripturale dans les circuits économiques des villages.

Les tontines ne constituent donc pas un phénomène récent purement conjoncturel. Principal outils de mobilisation de l'épargne dans les zones rurales (Gillis *et al.*, 1990 : 338 ; Gueymard, 1984), elles sont profondément enracinées dans l'organisation sociale des peuples du Cameroun, surtout dans les régions de l'ouest et du Sud-Ouest.

Le système informel financier s'est développé (*i*) pour des raisons extérieures, en répondant à des besoins qui ne pouvaient plus être satisfaits auprès du système financier formel et (*ii*) pour des raisons internes, surtout à cause de ses services parfaitement adaptés à la demande des intéressés.

2) Les faiblesses du système bancaire formel.

Loin de s'affaiblir, les tontines se sont multipliées et adaptées avec les déficiences du système bancaire formel (Sandretto et Tiani, 1993 ; Courade, 1994 ; Gentil *et al.*, 1993 ; Godeau, 1993, Pondi, 1995)⁸. Disposant pourtant de tous les atouts pour réussir, le système bancaire camerounais a accumulé les pertes pour des raisons économiques (mauvaise gestion), politiques (pressions du gouvernement), voire sociales (tribalisme). La rente pétrolière, loin d'améliorer cette situation, l'a entretenu et même aggravée jusqu'à la chute des prix des produits d'exportations qui débute en 1985 (pétrole, café, cacao). Pour freiner l'accumulation des pertes, les banques ont placé leurs fonds sur les marchés financiers internationaux au détriment des crédits destinés aux entreprises nationales et des liquidités disponibles pour

⁷ Les cauris sont des coquillage du groupe des porcelaines, qui a servi longtemps de monnaie à diverses populations primitives de l'Afrique noire et d'Asie.

⁸ On parle d'ailleurs d'argent chaud (système financier informel) et d'argent froid (système financier formel) pour distinguer les différentes pratiques de financement et d'épargne (Bedard, 1986).

l'économie du pays, ce qui a entraîné une détérioration structurelle de l'activité économique générale.

A partir de 1985, la rente pétrolière ne pouvait plus réduire les déficits accumulés par les banques nationales. La chute du cours des prix des produits d'exportation du Cameroun (pétrole, café, cacao) qui commence en 1985 et qui s'accélère à partir de 1987, met à jour les dysfonctionnements du système bancaire. Les mesures d'austérité financières à tous les niveaux des rouages de l'économie sont alors nécessaires et acculent de nombreuses banques à la faillite à partir de 1989.

3) L'efficacité des associations.

Les tontines n'ont pas attendu la faillite du système financier formel pour se développer car le système bancaire était de toute manière très prudent pour investir en milieu rural et inadapté aux besoins d'une grande partie de la population (Bedart, Pickett et Mahon, 1986 ; Sandretto et Tiani, 1993 : 20 ; Lobato, 1988 ; Alibert, 1989 ; Pondi, 1995 ; Gentil, Fournier et Doligez, 1993)⁹. Par ailleurs, les tontines disposent de nombreux avantages (Adams et Fitchett, 1994 : 31-33 ; Chrétien *et al.*, 1985 : 147-151) :

1. Les services offerts sont plus variés que le système formel (elles créent des produits au sens bancaire du terme) ;
2. C'est un système fondé sur la solidarité, la discipline (l'emprunt est un privilège et non un droit, ainsi que l'illustrent des modalités d'adhésions très sévères), mais aussi et surtout, c'est un système fondé sur une pression de contrôle social très forte ;
3. L'épargne volontaire du système financier informel, qui repose sur des fonds locaux, fonctionne mieux que le système financier formel qui repose sur des fonds étrangers ;
4. Il existe une réciprocité fréquente des rôles entre emprunteurs et prêteurs, ce qui entraîne une flexibilité des flux ;
5. Les coûts de transactions sont peu élevés par rapport au système financier formel.

Il semblerait aussi que l'activité des associations ait augmenté depuis la crise des villes mortes en 1990 et le recul du système bancaire national. Les villageois se sont alors regroupés pour

⁹ Voir aussi Etudes et statistiques, 1988, « La mobilisation de l'épargne en milieu rural: l'expérience des pays membres de la BEAC », n° 156, pp. 333 - 339.

faire face aux déficiences de l'Etat en développant des réseaux financiers mais aussi des réseaux d'activité sociale (tournois inter-quartiers par exemple).

4) L'ajustement des tontines à la crise.

L'un des avantages des tontines est qu'elles correspondent exactement aux besoins des membres qui la composent, mais l'inconvénient est que sa viabilité dépend aussi directement de la situation financière de ses membres. La crise économique qui a touché le Cameroun à la fin des années 80 a affecté les couches urbaines de la population et surtout les couches rurales à cause d'une baisse de revenus non seulement liée à la chute du cours des prix des produits d'exportation (café et cacao) mais aussi à la réduction des transferts monétaires des migrants vers la campagne. Même les tontines ont subi de près ou de loin les effets de la crise avec une augmentation des défaillances des membres, voire des tontines elles-mêmes, phénomène d'ordinaire très rare et très grave pour ce genre d'activité (Foko, 1993 : 360).

La situation financière des participants s'étant modifiée, le fonctionnement des tontines s'est donc adapté au nouveau contexte économique par des changements de stratégie d'épargne et des renforcements des outils de contrôle :

1. Les participations croisées à plusieurs associations ont augmenté afin de réduire les risques de défaillance de l'association et de rembourser des emprunts auprès d'autres associations (Foko, 1993 : 363) ;
2. Certaines personnes se sont orientées vers d'autres voies d'épargne et de financement. Il s'est produit un regain d'intérêt pour les caisses populaires qui sont des coopératives d'épargne et de crédit légales car enregistrées auprès du ministère de l'agriculture (Foko, 1993 : 363) ;
3. Les critères de sélection de nouveaux membres sont devenus plus sévères avec désormais l'engagement obligatoire d'un garant (ou « parrain ») auprès du candidat (Janin, 1993, Henry, Tchente et Guillerme, 1991 : 55-58).
4. Certaines associations de Muea ont par ailleurs adapté les montants des contributions aux variations de revenus des ménages en accordant soit des fourchettes de contribution plus larges, soit en se spécialisant sur des groupes cibles bien déterminés.

Ainsi, malgré les effets de la crise sur les revenus des ménages urbains et ruraux, les associations montrent des capacités d'adaptation qui se sont imposées comme le seul moyen de contourner les effets de la crise sur le système financier informel.

B. La collecte de l'information.

Une étude spécifique s'est rapidement révélée nécessaire lorsqu'il est apparu que l'importance et l'organisation relativement complexe des associations dépassait les limites du cadre de l'enquête ménage. Il y avait non seulement plus d'une soixantaine d'associations dans la ville, mais celles-ci étaient engagées dans plusieurs activités différentes : Njangy, caisse d'épargne et caisse de prévoyance. L'enquête ménage abordait le cas des associations depuis la base (les individus) sous un angle restreint et compliqué (les caisses de prévoyance avaient été omises, les individus interrogés ne citaient qu'une ou deux associations d'appartenance etc.). Par ailleurs, l'enquête ménage interrogeait les individus (le « contribuable »), ce qui laissait échapper la vision d'ensemble. Une étude auprès des directeurs des associations était beaucoup plus simple et efficace à concevoir ; les résultats de l'enquête ménages étant retenus surtout pour des comparaisons qualitatives. Sur les 62 associations de la ville, 56 d'entre elles ont été interrogées de manière aléatoire. La totalité des associations aurait dû faire l'objet d'un entretien mais les contraintes de temps ont empêché leur couverture totale. Par ailleurs, les résultats n'ont pas été extrapolés pour la totalité des 62 associations.

Le recueil des informations sur les associations de la ville a suivi plusieurs voies différentes en fonction des améliorations successives qui ont été apportées aux procédures de collecte et surtout à cause des contraintes de temps et de coût des opérations de terrain. Les questionnaires ont été progressivement améliorés en fonctions des résultats obtenus lors de la lecture des résultats. Ils sont reproduits ici surtout pour illustrer la complexité de l'objet de la recherche. Ainsi, le questionnaire type 1, pourtant le plus simple de tous dans sa conception, a besoin de pas moins de 16 questions de base pour obtenir un minimum d'information cohérente sur les associations. Les meilleurs questionnaires auraient sans doute été ceux à questions ouvertes (questionnaire type 3) mais un temps de collecte trop important a entraîné l'arrêt de cette méthode après 7 questionnaires remplis seulement. Deux autres séries de questionnaires ont donc été élaborées (questionnaire de type 1 et 2). Ils se ressemblent beaucoup mais l'un a été finalement retenu au profit de l'autre à cause de sa simplicité d'emploi (le questionnaire de type 1).

Les directeurs de chaque association ont été interrogés pour répondre aux questionnaires. Le fait de demander des intervalles (minimum et maximum) pour les réponses quantitatives présente plusieurs avantages : (i) cela a permis de traduire une réalité dans l'organisation des associations, (ii) d'avoir une idée des fluctuations qui peuvent survenir sur une période d'une année, et (iii) d'apaiser la méfiance compréhensible à l'égard de ce genre d'investigation et d'obtenir plus facilement des réponses. Evidemment, les montants rigoureusement exacts des comptes financiers des associations ne sont donc valables que pour celles qui demandent des contributions précises lors de chaque assemblée (la moitié environ de l'ensemble des associations de la ville). Il faut aussi ajouter que certains montants comme ceux des prêts ou des versements divers alloués n'ont pas pu être déterminés.

Questionnaire type 1 : 38 associations

Ce questionnaire a été conçu avec l'aide d'un habitant de la ville recommandé par le chef du village dès le début du séjour à Muea. Cette personne faisait elle-même partie de plusieurs associations et elle en connaissait donc le fonctionnement. Trois types de questionnaires ont circulé dans la ville en répondant à des objectifs de collecte différents, mais ils ont tous été traités sur les mêmes bases que le premier type de questionnaire pour les analyses statistiques..

Nom de l'association et nombre de membres :

N̄jangy

1. Montant de contribution par membre (fréquence, min et max) :
2. Montant total collecté auprès des contribuables, par jour de contribution (fréquence, min et max) :
3. Formalités d'acquisitions :

Caisse d'épargne

(Revenus)

4. Montant de contribution par membre (fréquence, min et max) :
5. Montant total collecté à la fin de l'année et par membre (min et max) :
6. Montant min et max des prêts :
7. Taux d'intérêt :
8. Montant total des intérêts à la fin de l'année :
9. Amendes en cas de retard et d'absentéisme (par an) :

(Dépenses)

10. Instruments de musique :
11. Transport pour les sorties :
12. Uniformes (préciser si l'argent provient des individus ou pas et le montant) :
13. A quoi servent les fonds non dépensés ?
14. Montant total dépensé pour le paiement des responsables :

Caisse de prévoyance

15. Montant de contribution par membre :
16. Montant donné à chaque membre concerné en cas de décès, maladie, naissance :

Questionnaire type 2 : 19 associations couvertes

Name of Association :

Nature of Association :

Aim of the Association :

[Ce questionnaire a été conçu et rempli avec la participation d'une journaliste camerounaise chargée de suivre à la radio de Buea le déroulement des enquêtes.]

Expenditure for the Past 12 Months :

Education	School Fees	Uniforms	Transport	School Materials	Boarding fees	Feeding Fees
Health Care	Medecine	Illness	Body Care	Daily Care	Traditional Medecine	
Clothing	Clothes	Shoes	Body Care	Miscellaneous	Sub Total	
Social Expenditure	Marriages	Deaths	Births	Sub Total		
Transport	Taxi	Bus	Trucks	Import/Export and Tax	Car Insurance	Car Repair
Food	Meat	Fish	Local Food	Beverages	Bread	Cereals
Food	Ingredients	Drinks	Other Food Items			
Housing	Land	Rents	Maintenance			
Leisure	Night Club	Restaurants	Video Club	Other Outings		
Other Expenditures	Electricity	Water	Sports	Money Gifts	Luxury	

Questionnaire type 2 (suite)

Membership Information :

Total Number of members :

Number of Men :

Number of Women :

Age Limit :

Membership Requirements (answer yes or no)

Farmer :

Businessman :

Salaried Worker :

Other Membership Requirements :

Is the Association made of (answer yes or no)

Cameroonians Only (how many) ?

Foreigners Only (how many) ?

For Foreigners, name of Country ?

 If the Association is mixed with Nationals and Foreigners,
state their appropriate number :

Financial Contribution :

Total Amount for Each Member :

Total Amount Contributed as Follows :

Daily :

Weekly :

Fortnightly :

Monthly :

Bi-monthly :

Quarterly :

Semi-annually :

Annually :

Savings, Loans, Interests and other Activities Undertaken by the Association :

Savings :	How much Money got from the Association is Saved ?	Where and How is the Money Saved ?
Loans :	Maximum Amount Given for Loans ?	Minimum Amount Given for Loans ?
Interests :	How much Money is Charged as Interest for Loans ?	What is the Interest Charged for Loans used for ?
Social Engagement :	How much Money is expected from each Member as Trouble Fund ?	What is the Money used for ?
Total Income	State the total Income expected from all the Members annually in Percentage :	

Other Information About the Association :

Questionnaire 3 : 7 associations (comprises dans le total de 19 du questionnaire type 2)

C'est un questionnaire qualitatif (entretien) plutôt que quantitatif, bien qu'il fournisse l'essentiel des données financières nécessaires pour une analyse des associations sur une même base statistique. Les questions sont ouvertes et le fonctionnement des associations y est relativement bien décrit. Des informations sont données sur les caractéristiques des directeurs des associations.

Nom de l'association :

Objectif :

Caractéristiques financières :

Dépenses :

Epargne :

Prêts :

Taux d'intérêt :

C. L'organisation des associations.

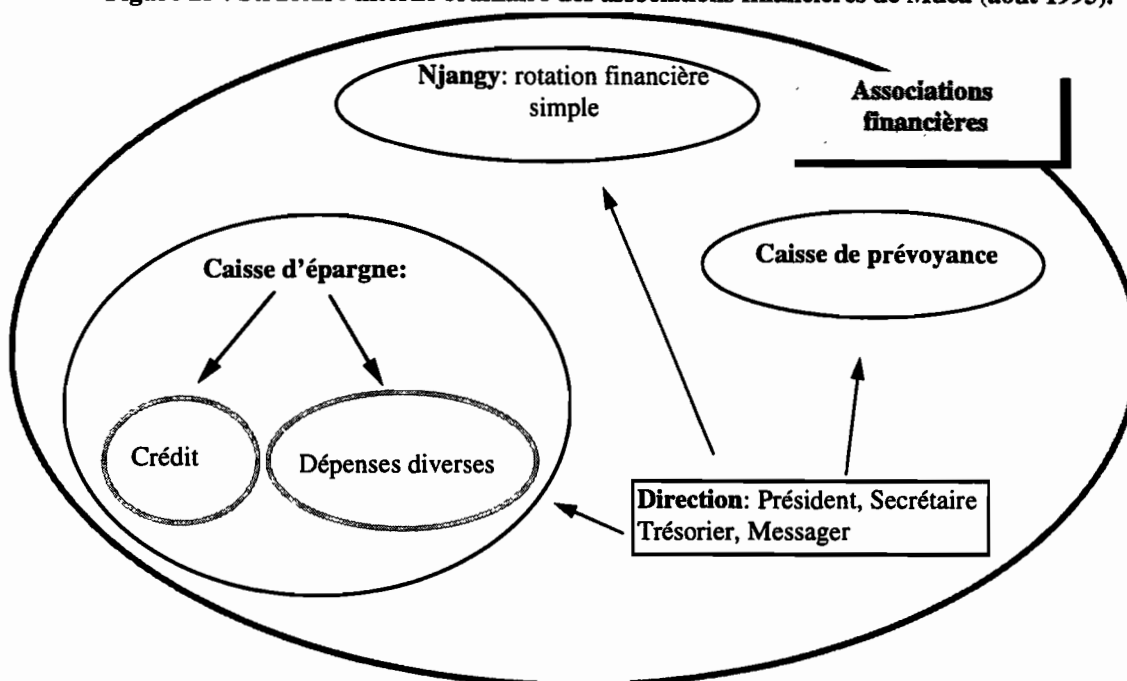
1) La structure des associations.

Les enquêtes menées sur le terrain montrent que les associations sont constituées d'au moins trois éléments : Njangy, caisse d'épargne et caisse de prévoyance. Ces trois éléments regroupent en fait une multitude de dénominations diverses. Ainsi, 95% des personnes interrogées, participant à des associations financières, déclarent participer à au moins un Njangy, 40% à un « tribal meeting », 18% à des « savings », 7% à un « meeting house », 6% à un « family meeting » ou un « quarter meeting » etc¹⁰. Il faut remarquer que les Njangy sont clairement distinctes des caisses d'épargne. Certaines associations n'ont pas de Njangy mais uniquement une caisse d'épargne ou une caisse de prévoyance, ou les deux à la fois ; il est alors difficile dans ce cas de les qualifier de Njangy / tontine. Comment qualifier par exemple une association qui ne dispose que d'une caisse d'épargne ? Par ailleurs, les caisses d'épargne de Muea ont un potentiel de mobilisation annuelle de capitaux qui est supérieur aux Njangy (255 millions de F CFA contre 190 millions). La tontine / Njangy n'est finalement qu'une activité financière comme une autre au sein de chaque association et c'est pour cette raison que le terme « association » sera employé à la place de Njangy /tontine¹¹.

¹⁰ Il y a aussi les « general meeting », les « tribal saving », le « Muea saving », les « meeting house », les « development fund », les « friendship meeting », les « credit union », et les tontines. Mais ils sont tous représentés à moins de 4%. En ce qui concerne le système financier formel, on retrouve les comptes postaux (6%) et les comptes bancaires (2%).

¹¹ Certaines études récentes semblent aller dans ce sens en intégrant les systèmes de tontines et d'épargne dans le cadre d'associations (Tankou et Adams, 1995).

Figure 23 : Structure interne ordinaire des associations financières de Muea (août 1995).



La **Figure 23** montre la structure de base de l'ensemble des associations financières de la ville. Les membres désignent un groupe de responsables pour assurer le bon fonctionnement de l'association et le respect du règlement. Toutes les associations financières exercent au moins une activité parmi les trois possibles : Njangy, caisse d'épargne, et caisse de prévoyance ; la plupart en exercent deux ou trois.

La ville rassemble 62 associations financières et elles constituent un élément important de la cohésion économique et sociale des habitants. Ainsi, il est courant que des individus cotisent à plusieurs associations financières à la fois. En effet, telle ou telle personne s'inscrit dans une association de son village natal représentée dans la ville, puis dans l'association de sa division de naissance, et enfin dans l'association de sa mère.

Tableau 48 : Composition des 56 associations financières de l'échantillon de la ville (Muea, août 1995).

	Nombre d'adhésions	Associations financières exclusivement féminines	Njangy	Epargne	Caisse de prévoyance
Somme	2763 ^a	11	38	42	42
Moyenne et ratios	50	20%	67%	75%	75%

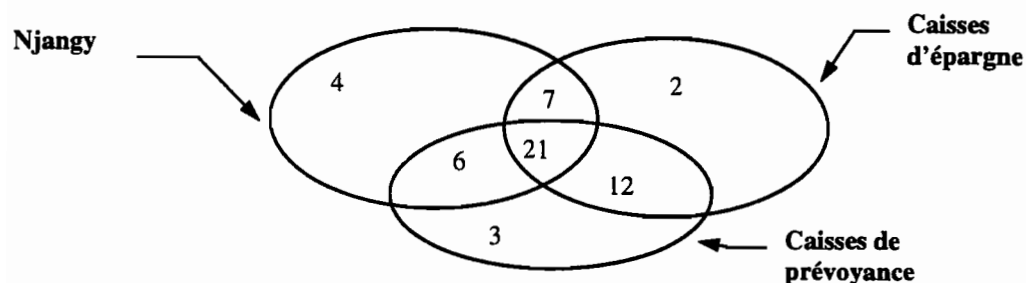
Note - il s'agit d'un échantillon de 56 associations financières sur un total de 62 associations financières répertoriées dans la ville et les résultats n'ont pas été pondérés par rapport au total.

^a Attention : ce nombre n'est fourni qu'à titre indicatif car il a été impossible de comptabiliser les adhésions multiples d'un individu auprès des différentes associations financières.

Le **Tableau 48** illustre la structure de base des associations financières de manière plus précise¹². On remarque que presque toutes les associations financières offrent au moins deux des trois différents services financiers possibles. En fait, 27 des 56 associations financières assurent les fonctions de Njangy et d'épargne, soit près de la moitié des associations financières. Chaque association est constituée d'une cinquantaine de personnes en moyenne et l'ensemble des associations financières de la ville comptabilise 2763 adhésions. Il est très difficile cependant d'évaluer correctement le nombre total des membres de toutes les associations financières réunies puisqu'un même individu peut participer à plusieurs associations financières. Les plus petites associations ne regroupent qu'une dizaine de membres (les trois associations des chauffeurs de taxi) tandis que les plus grandes peuvent réunir 200 personnes (une association nigériane). Certaines associations financières regroupent des adhérents qui ne sont pas originaires de la ville mais de ses environs.

¹² Toutes les associations de la ville auraient normalement dû être interrogées mais cela n'a pas été possible à cause des contraintes de temps; le taux de couverture est néanmoins supérieur à 90%. Tous les résultats qui suivent sont directement déduits de l'échantillon; ils n'ont pas été extrapolés sur l'ensemble des associations.

Figure 24 : Répartition par fonctions des 56 associations financières (Muea, août 1995).



La Figure 24 précise la répartition des fonctions des associations financières de la ville et montre qu'environ 85% des associations financières de la ville assurent au moins deux fonctions financières parmi les trois qui existent.

2) Les objectifs des associations financières.

Les objectifs des associations financières sont très variés et ils sont bien évidemment liés à la nature de ses adhérents. Certains objectifs, tels que l'assurance contre l'imprévu ou la protection contre la propension à consommer (Rouchy, 1983), sont communs à chaque activité exercée par l'association. Mais on peut les répartir entre les différentes activités des associations financières :

1. Les Njangy et les caisses d'épargne assurent l'achat de biens de consommation courante, l'amélioration de l'habitat (Chrétien Cabannes et Dumas, 1985). Les frais d'éducation sont en général du ressort des caisses d'épargne. Les Njangy et l'épargne assurent aussi le démarrage ou le soutien pour des projets de développement ou des investissements productifs. A cet égard, les associations financières permettent de constituer un capital de départ ou un financement parallèle précieux pour les entreprises individuelles et les exemples dans ce sens abondent dans la littérature (Marongiu, 1994 ; Henault et M'Rabet dir., 1990 ; Courlet, Tiberghien et Ikonikoff dir. ; Gueymard, 1984 ; Alibert, 1990, Essombe, 1990). Les dépôts des activités d'épargne et de crédit sont souvent utilisés pour financer des projets mais il faut garder à l'esprit que les montants sont souvent relativement faibles.
2. Les caisses de prévoyance couvrent les dépenses sociales (funérailles et naissances), et les dépenses de santé.

Ces associations sont avant tout des lieux de socialisation et de solidarité ; mais elles sont aussi une opportunité pour mobiliser une épargne et développer des projets. Les fonctions de chaque association dépendent aussi de la nature des personnes qui y participent. Les associa-

tions financières de Muea se différencient par les éléments suivants (qui ne sont pas exclusifs l'un de l'autre) :

1. Le sexe des participants. La plupart des associations sont mixtes, mais il existe quelques associations uniquement réservées aux hommes. Les associations explicitement féminines représentent 20% du total.
2. La catégorie socioprofessionnelle des participants. Des associations regroupent des chauffeurs de taxi, d'autres des enseignants, des docteurs traditionnels, des hommes d'affaires, des chercheurs de la CDC etc.
3. L'origine des participants. On peut presque dire qu'il existe autant d'associations dans la ville que d'ethnies présentes. Il existe plusieurs associations nigérianes qui se distinguent par les ethnies : Ibo et Owere.
4. Il existe enfin quelques associations parrainées par des entreprises telles que les Brasseries du Cameroun qui, tout en assurant les fonctions de Njangy, d'épargne et de caisse de prévoyance, font la promotion de leurs produits (voir l'encadré).

Malgré une apparente confusion entre le caractère social très diversifié et la fonction financière de ces associations, il se cache derrière une organisation rigoureuse commune qui anime leur fonctionnement.

Une association « sponsorisée » : « Aziengo Friendship Club » - (44 personnes)

Cette association s'est constituée sous l'initiative d'une grande entreprise nationale (« les Brasseries du Cameroun ») afin de rassembler les clients fidèles à ses produits et faire de la publicité par la même occasion. Son président est un propriétaire d'Off-Licence au capital de 18 millions de F CFA. Cette association est principalement basée sur son Njangy. Il n'existe pas de structure élaborée pour les emprunts, ce qui ne l'empêche pas d'accorder des prêts de 1 000 à 10 000 F CFA en fonction du montant des contributions de la personne. Les réunions sont hebdomadaires, ainsi que les fêtes. Chaque personne contribue à hauteur de 1 000 F CFA et le total ainsi dégagé s'élève à 55 000 F CFA (car certaines personnes en représentent d'autre). Une contribution de 200 F CFA pour les boissons est aussi demandée. Cette somme est ensuite reversée à l'un des membres de l'association. Celui-ci est alors tenu de reverser 100 F CFA à chacun de ses collègues pour la consommation de boissons (on boit beaucoup dans ce genre d'association). La caisse de prévoyance perçoit 50 F CFA par membre au cours de chaque réunion ; ce qui fait quand même un total annuel de plus d'un million de F CFA. Cela place cette association au premier rang (en théorie) pour les fonds recueillis pour les caisses de prévoyance. Les fonds recueillis grâce au Njangy sont destinés à des dépenses immobilières et foncières (constructions ou location), à des dépenses de santé, d'éducation, de grossesse et cérémonielles.

Les responsables de cette association ont tenu à souligner qu'elle organise des activités sportives pour les jeunes (tournois de football inter-quartiers avec des prix à la clé), ainsi que des emplois rémunérés pour eux pendant les vacances ; ceci afin de prévenir l'inactivité et les « vagues de violence », mais aussi pour leur permettre de soutenir leurs parents. Les emplois consistent en des activités agricoles (désherbage, semailles, labour etc.).

3) Les critères d'adhésion aux associations financières.

Il est difficile de différencier les associations par catégorie en fonction des critères de sélection des candidats. Les critères de sélection des adhérents de la liste ne constituent pas la règle absolue mais plutôt une base générale de sélection. On peut cependant relever quelques critères communs à la plupart des associations :

1. Il faut bien sûr être capable de participer financièrement à l'association ;
2. Un garant (« parrain ») est souvent nécessaire pour pouvoir être admis dans une association. Les associations de Muea réclament ainsi la signature d'un garant (« signature of a surety ») de la part du candidat ;
3. Il faut être majeur (plus de 18 ans).
4. Certaines associations sont parfois exclusivement réservées soit aux hommes soit aux femmes.

On pourrait rajouter aussi que la plupart des associations financières n'acceptent comme adhérents que des individus de la même ethnie. Chaque association personnalise en fait la composition de ses membres avec les objectifs qu'elle souhaite atteindre ; d'autres encore peuvent accorder des dérogations dans des circonstances exceptionnelles. Les associations financières affinent ainsi leurs critères de sélection autour des critères de base communs pour la plupart des associations. Ainsi, une association féminine n'accepte que les femmes mariées, une autre

association féminine n'accepte que les femmes âgées de plus de 30 ans. Les associations financières de jeunes imposent en général un âge compris entre 18 et 35 ans.

Les dates de réunion peuvent différer des dates de cotisation pour les Njangy, les caisses d'épargne et les caisses de prévoyance. Les premières sont soit mensuelles, soit hebdomadaires, tandis que les dates de cotisation sont plutôt hebdomadaires.

4) Les responsables des associations financières.

Chaque association est généralement structurée autour d'un président chargé du respect du règlement, d'un secrétaire responsable des archives, d'un trésorier responsable des comptes et d'un messenger responsable de la transmission de l'information. Il existe cependant des variations à cette structure de base selon l'importance de l'association : le président peut être remplacé par plusieurs membres d'un conseil (le cas d'une association de femmes), le trésorier peut être assisté d'un secrétaire financier.

D. Les activités des associations financières.

1) Les Njangy.

Les Njangy sont l'équivalent des tontines dans la zone anglophone. Par rapport aux Njangy de la ville de Muea, on pourrait les définir de la manière suivante : « *regroupement d'épargnants qui versent une certaine somme monétaire à intervalles fixés à l'avance et qui reçoivent à tour de rôle le produit des versements de l'ensemble des participants* ». Il y a dans cette définition une certaine ambiguïté qui est volontairement attachée à la somme qui doit être versée car, contrairement aux résultats de certaines études qui précisent que les sommes sont fixées à l'avance (Gueymard, 1984), les sommes versées peuvent varier dans un intervalle prédéterminé à l'avance.

Bien que les associations financières qui disposent d'un Njangy soient très différentes dans leur fonctionnement, on peut cependant les classer en trois catégories (Adams et Fitchett, 1994 : 57-70 ; Sandretto et Tiani, 1993 ; Alibert, 1990) :

1. Les Njangy simples (appelées aussi tontines mutuelles ou tournantes, Associations Rotatives d'Epargne et de Crédit - AREC, Rotating Funds Associations). Ce sont les plus simples et elles sont le produit historique de l'organisation solidaire de travail agricole dans laquelle chaque épargnant reçoit autant qu'il verse.

2. Les Associations Non Rotatives d'Épargne et de Crédit (ANREC) dont les Njangy commerciales ou ambulantes font partie. Un membre de l'association est chargé tout simplement de conserver dans sa propre affaire ou en banque les sommes déposées, moyennant une commission. Ce sont soit des associations d'épargne (les membres récupèrent les dépôts à la fin d'une période), soit des associations d'épargne et de crédit (identiques à la précédente mais avec la possibilité d'effectuer des prêts), soit des associations de crédit (les membres reçoivent les dividendes des prêts de leurs dépôts).
3. Les Njangy à enchères capitalisées, ou Njangy financières. Elles s'apparentent au Njangy simples mais le produit des cotisations est mis aux enchères au plus offrant. Elles sont très développées chez les Bamileke, au Cameroun et les cagnottes peuvent atteindre 75 voire 220 millions de F CFA (avant dévaluation pour le deuxième cas) pour certains hommes d'affaires (Alibert, 1990)¹³.

Seules les deux premières catégories de Njangy étaient représentées à Muea et elles combinaient souvent les caractéristiques des deux.

Tableau 49 : Njangy (N = 38) - Contributions et montants collectés à la fin de l'année (en F CFA).

	Contribution minimale par personne	Contribution maximale par personne	Contribution minimale par réunion	Contribution maximale par réunion	Collecte totale minimale à la fin de l'année	Collecte totale maximale à la fin de l'année
Minimum	100	250	4 750	4 750	247 000	247 000
Maximum	50 000	50 000	1 080 000	1 080 000	46 800 000	46 800 000
Somme	99 650	171 750	3 502 750	4 533 750	135 643 000	188 475 000
Moyenne	2 622	4 520	92 178	119 309	3 569 553	4 959 868

Le **Tableau 49** dévoile les principales caractéristiques financières des Njangy. Le grand écart entre le montant minimum des contributions (100 F CFA) obligatoire et le montant maximum (50 000 F CFA pour une association féminine locale et une association d'hommes d'affaires) illustre la grande diversité des Njangy de la ville. Une grande partie des Njangy (26 sur 38, soit 70% du total) parmi les plus importantes, demande à ses participants des cotisations fixes, mais les autres Njangy sont plus flexibles, avec des fourchettes de cotisation allant de 1 à 20 dans quelques Njangy (500 F CFA et 10 000 F CFA) afin de pallier aux variations de revenus auxquels peuvent être soumises les couches les plus vulnérables de la population. Dans ce

¹³ Voir aussi: *Marchés tropicaux*, 1987, *op. cit.*, pp. 2334-2335.

dernier cas les montants maximum autorisés sont alors faibles. La moyenne des cotisations est comprise entre 2 600 F CFA et 4 500 F CFA environ mais elle est tirée vers le haut par les deux ou trois associations financières qui pratiquent des montants de cotisation très élevés (50 000 F CFA). L'intervalle très important de la somme des cotisations individuelles (rapport de 3 à 100) met en évidence la diversité des catégories de Njangy. La plupart des associations financières réclament un montant de 1000 F CFA en général. Près de la moitié des cotisations s'accomplissent sur une base hebdomadaire, pour le reste, elles se déroulent sur des fréquences qui varient entre la semaine et le mois.

Une association d'entrepreneurs : « Sidon Meeting » - (105 personnes)

Cette association a été créée afin de soutenir des entrepreneurs dans l'amélioration de leurs affaires. Les candidatures sont ouvertes à tous ceux qui sont capables de régler les cotisations demandées. Les assemblées se tiennent deux fois par mois et chacun participe au Njangy avec des sommes comprises entre 5 000 et 50 000 F CFA par séance (un peu plus de 10 millions de F CFA par an). A la fin de l'année, la cagnotte est partagée entre tous les participants à hauteur des participations. C'est l'une des rares associations qui ne possède pas de caisse de prévoyance et seulement une caisse d'épargne secondaire. En dehors des dépenses courantes telles que l'éducation, les sommes récoltées grâce à cette association sont généralement destinées à l'achat de terrain pour la construction de maisons ou de points de vente, mais aussi au règlement de factures d'électricité, d'eau et de téléphone. La moitié environ des fonds récoltés dans l'association est déposée dans des banques et des unions de coopératives.

Les questionnaires de l'enquête auprès des associations financières permettent de distinguer les fourchettes de cotisation par individus du montant total minimum et maximum recueilli par jour de collecte. Ce n'est pas très utile pour les Njangy à cotisation fixe, mais ça le devient pour les Njangy à cotisations variables. Le poids des Njangy de grande importance masque de grandes variations dans les fourchettes de collecte qui sont comprises entre 5 000 et un million de F CFA environ au cas par cas. On remarque en effet que les fourchettes des sommes et moyennes des montants recueillis par réunion sont relativement étroites par rapport à celle des cotisations individuelles. Ceci peut s'expliquer par le nombre élevé de Njangy à cotisations fixes et qui sont par la même occasion les plus importantes en termes financiers. En fait, la plupart des Njangy collectent, pour chaque jour de réunion, entre 10 000 et 70 000 F CFA.

Les deux dernières colonnes du Tableau 49 ont été déterminées par une simple opération de multiplication. Le montant total collecté à la fin de l'année est égal au montant dégagé lors de chaque réunion multiplié par la fréquence des réunions dans l'année pour chaque Njangy. On obtient ainsi les résultats des deux dernières colonnes. L'ensemble des Njangy permet de dégager un capital total annuel qui se situe entre 135 et 190 millions de F CFA pour l'ensemble

de la ville de Muea¹⁴. Ce capital est ensuite réparti entre les membres du Njangy au prorata de leur contributions effectuées. La moyenne annuelle des fonds collectés par les Njangy est comprise entre 3,5 et 5 millions de F CFA environ avec encore une fois d'énormes variations. Il est intéressant de noter que c'est une association féminine qui détient le record de fonds collectés sur une année (plus de 45 millions de F CFA).

2) Les caisses d'épargne.

Activité financière distincte des Njangy, la caisse d'épargne (appelées aussi caisses de prêts ou crédit) est destinée à octroyer des prêts auprès de ses membres à partir des fonds collectés auprès d'eux. Elle se différencie ainsi des Njangy dont les fonds collectés sont remis à tour de rôle aux membres de l'association à la fin de l'année. Les associations prêtent en général à leurs membres, mais des personnes extérieures peuvent aussi demander des autorisations d'emprunts et, dans ce cas, il faut alors l'aval d'un membre de l'association qui se porte garant. Les emprunts sont accordés en général à hauteur des contributions versées par le demandeur. En cas de demande d'emprunt supérieure au montant total versé par le demandeur, il faut le soutien d'un autre membre de l'association qui se porte alors responsable de l'emprunteur auprès de l'association.

Tableau 50 Caisses d'épargne (N = 42) - Contributions et montants collectés à la fin de l'année (en F CFA).

	Contribution minimale par personne	Contribution maximale par personne	Contribution minimale par an et par personne	Contribution maximale par an et par personne	Collecte totale minimale à la fin de l'année	Collecte totale maximale à la fin de l'année
Minimum	50	500	1 000	10 000	31 000	250 000
Maximum	10 000	300 000	900 000	900 000	45 000 000	45 000 000
Somme	29 900	432 000	2 753 000	5 162 000	133 031 500	255 513 060
Moyenne	729	10 537	67 146	125 902	3 167 418	6 083 644

De la même manière que pour les Njangy, il existe de grandes variations de contributions. Le **Tableau 50** nous indique que les contributions de la part de chaque membre varient entre 700 et 10 000 F CFA environ. Ces contributions présentent une plus grande variation que celle des Njangy et les cotisations maximales autorisées sont d'ailleurs supérieures à celles des Njangy.

¹⁴ Un montant arbitraire de 160 millions de F CFA issu de cette fourchette a été retenu pour l'élaboration de la MCS. Ce montant a été réparti entre les différentes catégories de ménage au prorata des résultats de l'enquête ménage.

Cela se traduit par des montants collectés lors de chaque réunion qui se situent entre 3 et 5 millions de F CFA, une amplitude légèrement supérieure à celle des Njangy.

Le montant total qui est accumulé sur l'ensemble d'une année a été déterminé en multipliant le montant collecté à l'issue de la réunion par le nombre de membres de l'association. Les résultats sont retranscrits dans les deux dernières colonnes du Tableau 50 et ils ne sont pas négligeables : les associations parviennent à réunir ainsi entre 130 et 250 millions de F CFA par an¹⁵.

Tableau 51 Caisse d'épargne (N = 42) - Données sur les emprunts, les taux d'intérêt et les amendes (en F CFA).

	Prêt minimum	Prêt maximum	Taux d'intérêt (en %)	Montant des intérêts à la fin de l'année	Montant des amendes à la fin de l'année
Minimum	1 000	5 000	0	0	0
Maximum	10 000	50 000	5	350 000	50 000
Somme	133 000	4 230 000	-	2 137 000	490 500
Moyenne	3 244	100 714	4,45	62 853	15 328

Le **Tableau 51** donne une idée du caractère des prêts qui sont alloués aux membres de l'association. Ceux-ci sont plafonnés à des montants relativement modestes (100 000 F CFA en moyenne). Les taux d'intérêts qui sont déterminés pour les remboursements sont faibles et certaines associations financières ne le pratiquent même pas. Le montant total que les intérêts permettent de dégager est en général destiné à acheter des denrées alimentaires réparties ensuite entre les membres de l'association (sel, huile de palme, viande, etc.), distribué en partie aux membres de la direction de l'association, dépensé dans des soirées de fin d'année, ou encore, transféré à une caisse de prévoyance.

Afin de faire respecter la discipline dans ces associations financières, des amendes pénalisent les membres pour les retards de paiement et l'absentéisme aux réunions. Elles sont relativement élevées, l'amende type s'élevant en général à 10 000 F CFA. En cas de non remboursement des emprunts auprès de la caisse d'épargne, la plupart des directeurs des associations financières précisent que les biens sont alors confisqués¹⁶.

¹⁵ C'est le montant de 250 millions de F CFA qui a été retenu pour l'élaboration de la MCS car il se rapproche le mieux des résultats des autres comptes de celle-ci. Ce montant a été réparti entre les différentes catégories de ménage au prorata des résultats de l'enquête ménage.

¹⁶ Le montant total annuel des prêts qui ont été accordés n'a pas pu être déterminé. C'est donc le montant total déduit de l'enquête ménage qui a été retenu (4 millions de F CFA environ).

Tableau 52 Caisse d'épargne (N = 42) - Dépenses de l'association sur l'année (en F CFA).

	Instruments de musique (N = 12) ^a	Transport pour les sorties (N= 17)	Uniformes par personne (N = 27)	Rémunération des responsables de l'association (N = 30) ^b
Minimum	5 000	1 000	5 000	130
Maximum	35 000	60 000	25 000	100 000
Somme	211 000	412 500	245 500	837 130
Moyenne	16 231	24 265	9 093	27 904

^a Les résultats sont établis sur une année et ne prennent pas en considération les associations financières qui n'ont effectué aucune dépense lors de cette période. Ils sous-estiment donc des dépenses dont la fréquence est de l'ordre de quelques années. Plusieurs associations ont dépensé jusqu'à 40 000 F CFA l'année précédente pour des instruments de musique.

^b Les données sur la rémunération des responsables des associations ne portent que sur les 38 associations couvertes par le questionnaire 1.

Les associations financières ont non seulement un rôle d'accumulation au sein de la ville, mais aussi un impact social déterminant. Le **Tableau 52** présente une synthèse de l'ensemble des dépenses que prend en charge l'association (à l'exception des uniformes) à des fins très variées. On remarque que les dépenses des associations financières ont été intégrées dans la caisse d'épargne. En effet, c'est la caisse d'épargne qui permet de dégager des revenus grâce aux intérêts des emprunts et de les répartir ensuite dans différentes catégories de dépenses. Hormis quelques exceptions, ces dépenses impliquent la présence d'une caisse d'épargne dans l'association.

Les dépenses pour des instruments de musique ne sont pas négligeables et il faut noter que presque toutes les associations financières disposent d'un orchestre de musiciens pour animer leurs soirées.

Les dépenses de transport sont utilisées principalement pour assister à des funérailles, ou à des tournois de football inter-quartiers ou inter-associations.

Une association de salariés de la CDC : « CDC Workers Contribution » - (108 personnes)

Cette association est destinée à promouvoir la vie sociale et financière des employés de la CDC. Elle regroupe 108 personnes réparties dans 9 groupes de 12 personnes, ce qui fait d'elle la deuxième plus importante association de la ville en terme de membres. Les salariés qui la composent ont des revenus qui vont de 25 000 F CFA à 150 000 F CFA par mois (4 à 5 millions de F CFA au total). Les assemblées ont lieu tous les premiers samedi du mois au cours de laquelle chacun dépose une somme fixe de 10 000 F CFA destinée au Njangy. Le total ainsi recueilli pour l'ensemble des groupes s'élève donc à 1 080 000 F CFA par assemblée et 12 960 000 F CFA par an, ce qui la place au second rang seulement des associations en terme de Njangy. Une partie de cet argent est placée dans les banques et le reste demeure dans les caisses du Njangy. Les fonds ainsi mobilisés sont suffisamment importants pour permettre des dépenses importantes élevées pour l'éducation, le logement, les produits dits de luxe tels que les automobiles les magnétoscopes, les cuisinières. Les dépenses peuvent aussi couvrir des dépenses moins importantes (factures, médicaments), des imprévus (maladie, accidents), ou des célébrations (naissances et mariage). Tous les emprunts sont plafonnés à 50 000 F CFA et supérieurs ou égal à 100 000 F CFA ; leur échéance est aussi clairement déterminée pour chaque membre. Comme la plupart des associations de la ville, les taux d'intérêt pratiqués sont faibles et s'élèvent ici à 5%. Il est par ailleurs stipulé qu'en cas de non remboursement de l'emprunt, les biens de la personne seront confisqués. Cette association dispose aussi d'une caisse de prévoyance pour laquelle chaque membre doit verser 1 000 F CFA par an, soit 108 000 F CFA par an au total, afin de célébrer des funérailles ou faire face à des maladies.

Les résultats des enquêtes sur les associations financières ont fait apparaître le rôle important de l'uniforme comme symbole d'appartenance au groupe et d'unité mais aussi de contrôle du comportement social. Les dépenses pour uniformes ne sont pas prises en charge par l'association ; c'est à chaque membre qu'il appartient de se le procurer. Si l'on considère que chaque membre d'association doit acheter l'uniforme des associations auxquelles il appartient, cela constitue des sommes assez importantes qui ne servent finalement que des barrières à l'entrée. Cela permet aussi, en raison du coût d'entrée dans l'association relativement important pour le candidat, de s'assurer de sa motivation.

La plupart des associations financières (80%) rémunèrent leurs responsables¹⁷. Les dépenses pour les responsables de l'association ne constituent pas des dépenses d'ordre social mais une rémunération normale. Les données de l'enquête ne permettent pas de déterminer si elles sont liées aux résultats. Il semblerait qu'elles soient plutôt fixes : la plupart des responsables reçoivent 20 000 F CFA et la moyenne se situe à 27 904 F CFA malgré la présence de deux points exceptionnels à 130 F CFA et 100 000 F CFA (une association nigériane).

3) Les caisses de prévoyance.

Une grande partie des associations financières de la ville (70% du total des associations financières) dispose d'un « trouble fund », que l'on peut traduire par « caisse de prévoyance » (ou

caisse de secours). Comme leur nom l'indique, elles sont destinées à protéger ou soutenir les membres de l'association ou des personnes de leur entourage familial, lors de certaines circonstances bien définies (décès, maladies et naissances). Les caisses de prévoyance assurent donc d'une certaine manière leurs membres contre certains événements bien définis à l'avance dans les règlements de l'association : le décès d'un membre de l'association ou de ses parents, les maladies et les naissances qui surviennent chez un membre ou dans sa famille. Les contributions des membres pour les caisses de prévoyance sont annuelles et relativement faibles puisqu'elles s'élèvent en moyenne à 3 000 F CFA par an seulement ; mais elles permettent de réunir tout de même plus de 6 millions de F CFA par an pour toutes les associations financières réunies.

Tableau 53 Caractéristiques des caisses de prévoyance des associations financières, en F CFA (N = 39).

	Contribution individuelle	Contribution sur l'année	Donation pour décès (parent)	Donation pour décès (membre)	Donation maladie	Donation pour naissance
Minimum	500	15 000	3 000	7 000	2 500	50000
Maximum	15 000	1 104 000	56 000	75 000	95 000	25 000
Somme	124 500	7 690 400	634 250	1 165 000	557 750	311 750
Moyenne	3 197	197 190	18 654	33 286	15 493	13 554

Le **Tableau 53** présente les modalités de fonctionnement des caisses de prévoyance des associations¹⁸. Chaque membre d'une association qui dispose d'une caisse de prévoyance est tenu de participer au financement de la caisse. Les contributions s'effectuent sur une base annuelle et on remarque qu'elles sont fixées à l'avance, contrairement aux contributions des Njangy et des caisses d'épargne. Il est évident que certaines dépenses particulièrement importantes telles que celles des mariages entraînent une participation exceptionnelle des membres de l'association. Les frais sont assez modestes et chaque caisse de prévoyance dispose d'environ 200 000 F CFA pour couvrir l'année.

Les funérailles sont ainsi prises en charge par la caisse. Les frais de transport qui peuvent en découler sont pris en charge par les caisses d'épargne des associations (le cas des associations de ressortissants étrangers). Les associations financières distinguent bien leurs membres et

¹⁷ Les résultats qui portent sur la rémunération des responsables de l'association sont issus des réponses du questionnaire 1 (qui porte sur 38 associations). La trentaine de données pour la dernière colonne du Tableau 52 est donc valable pour 38 associations et non l'ensemble des 56 associations de l'échantillon (voir le Tableau 52).

¹⁸ Les questionnaires ne permettent pas de déterminer le montant exact qui a été versé pendant un an. En revanche, les « tarifs » ont pu être relevés.

leur famille pour les rétributions. Les donations pour décès sont les plus importantes de toutes avec des sommes moyennes allouées comprises entre 20 000 et 30 000 F CFA environ, en fonction du statut du défunt.

Les aides financières en cas de maladie sont destinées à l'achat de médicaments, au frais de consultation auprès du centre de santé de la ville ou du docteur traditionnel. Elles sont moins importantes que celles des décès (15 000 F CFA) mais elle n'en constituent pas moins un soutien non négligeable pour les frais de santé.

Les naissances sont les événements les moins subventionnés par les caisses de prévoyance, encore moins que les maladies avec une moyenne de versement de 13 000 F CFA environ. Un peu moins de la moitié des associations financières soutient les naissances. Il n'y a que 23 associations financières sur les 39 disposant d'une caisse de prévoyance qui soutiennent les naissances alors qu'elles assurent toutes contre les décès et la maladie.

E. Quelques aspects particuliers des associations financières.

1) Les associations financières de femmes.

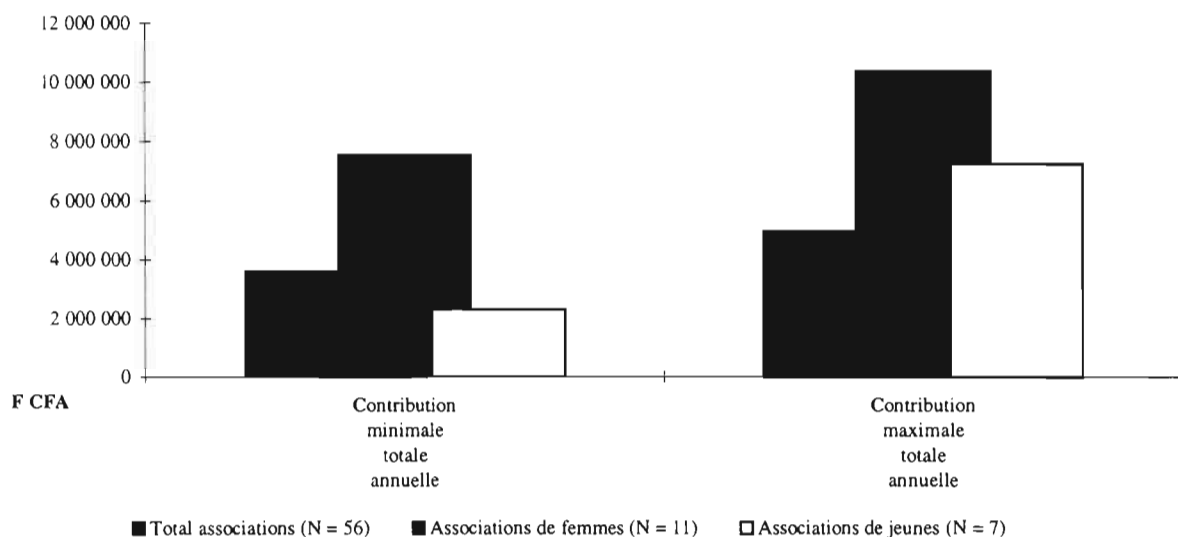
Les associations financières sont mixtes en général, mais il arrive souvent qu'il y ait plus de femmes que d'hommes dans certaines d'entre elles. Il existe cependant 11 associations exclusivement réservées aux femmes qui représentent un peu moins de 20% du total des associations financières. Tout comme les associations de jeunes, plusieurs ethnies sont représentées : Metta, Mbo, Ibo, Wimbum, Bamileke (Haut-Nkam), Bafmen etc.

Une association de femmes : « The Bafmen Women's Meeting » - (60 personnes)

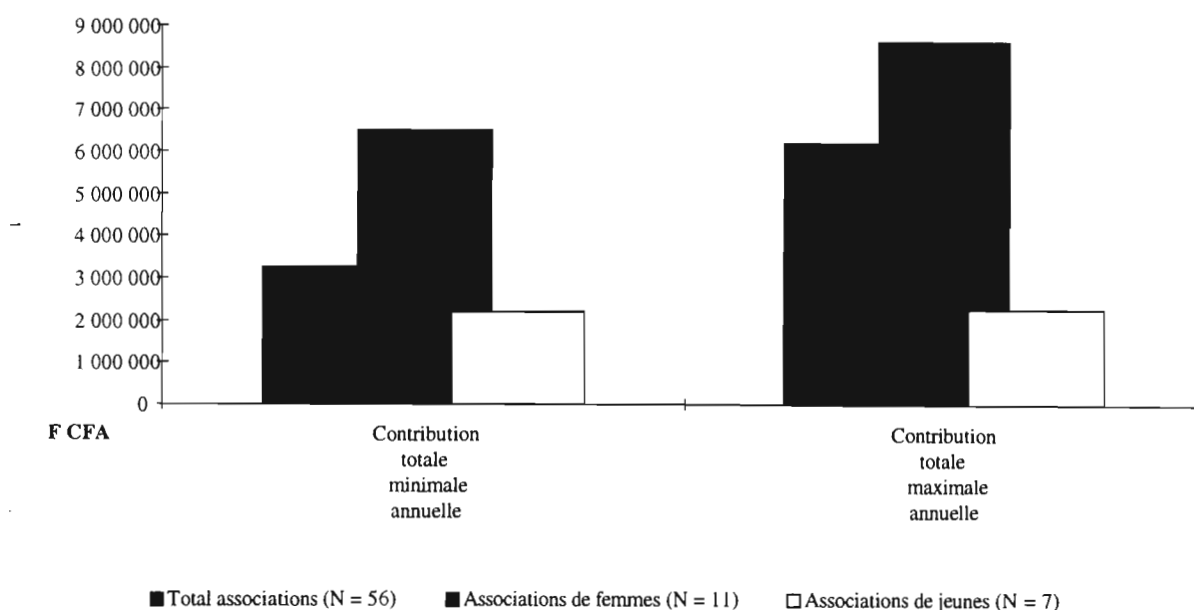
Cette association a été créée afin de regrouper les femmes Bafmen pour leur permettre de mieux se comprendre et pour les aider à faire face aux problèmes qu'elles peuvent rencontrer ; en particulier auprès des femmes sans emplois et des mères de famille dans le besoin. Elle regroupe 60 femmes et elles sont toutes mariées (condition nécessaire de candidature). Elle dispose d'un Njangy et d'une caisse de prévoyance, mais pas de caisse d'épargne. Les assemblées ont lieu une fois par semaine le dimanche et près de 2 millions de F CFA sont accumulés sur une année grâce au Njangy. Cela permet de soutenir de petits commerces, de régler les frais d'inscription à l'école, d'acheter des réserves de médicaments, de nourriture, de vêtements, mais aussi des produits de beauté et des cosmétiques. Aucun fond n'est déposé en banque, tout est conservé dans l'association. Les prêts octroyés par l'intermédiaire de la caisse d'épargne s'échelonnent entre 2 000 F CFA et 5 000 F CFA ; les intérêts sont faibles (2,5%) mais en cas de non-remboursement, les biens sont confisqués. Les fonds recueillis grâce aux intérêts perçus permettent d'acheter des denrées alimentaires (sel, huile, riz) qui sont ensuite équitablement partagés entre tous les membres. Cette association a délégué 20 femmes sous l'autorité d'une propriétaire d'un bar (« Off-Licence ») qui perçoit 750 000 F CFA de revenus par mois grâce à son activité dans la ville. Cela constitue une sorte de « sous-association » à part entière enregistrée sous un nom différent mais qui obéissent pourtant aux mêmes règles que les autres. De ces 20 femmes, 12 sont de Muea, les autres provenant de bourgades voisines : Buea, Molyko, Bolifamba, Mile 16, Bomaka, Ekona, Limbe et Mutengene.

Bien que ces associations financières rassemblent un peu moins de personnes que la moyenne (46 personnes contre 50 au total), elles se distinguent par une structure plus rigoureuse que les autres et une vitalité plus importante. En effet, toutes les associations financières de femmes intègrent les trois éléments constitutifs d'une association classique, à quelques exceptions près (Njangy, caisse d'épargne et caisse de prévoyance). Les Njangy sont ainsi couverts à plus de 90% ; les caisses d'épargne à plus de 80% et les caisses de prévoyance à 100%. Il apparaît aussi que les associations financières féminines ont un poids relatif plus important que les autres associations financières mixtes ou de jeunes.

Figure 25 : Njangy des associations financières de femmes et de jeunes (en moyenne)



La **Figure 25** illustre bien le poids des associations financières de femmes en ce qui concerne les Njangy. Ainsi, bien qu'elles ne représentent que moins de 20% du total des associations financières, la valeur des sommes dégagées par leurs Njangy peut atteindre près de la moitié de la valeur totale des Njangy (104 millions de F CFA au maximum contre 188 millions de C CFA au maximum par an) et, en ce qui concerne l'épargne, atteindre plus du tiers du total (70 millions de F CFA contre 255 millions de F CFA par an).

Figure 26 : Caisses d'épargne des associations financières de femmes et de jeunes (en moyenne)

La **Figure 26** montre, tout comme pour les Njangy, la suprématie des associations financières féminines pour les caisses d'épargne. Si l'on compare les contraintes de participation telles que les contributions minimales et maximales autorisées pour les Njangy et les caisses d'épargne, elles sont toutes supérieures à la moyenne. Les amendes sont aussi supérieures à la moyenne, ainsi que la rémunération des responsables.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, les caisses de prévoyance des associations de femme sont plus réduites que la moyenne (17% du total) malgré le fait que chaque association de femme s'applique à en posséder une. Ce sont les associations financières de jeunes qui cotisent le plus et qui ont les plus fortes sommes réunies sur l'année en moyenne ; avec seulement 12,5% de représentativité dans l'ensemble, ils participent pour près de 20% au montant total annuel dégagé par l'ensemble des caisses de prévoyance. En revanche, les associations de femmes, avec 20% de représentativité, ne représentent que 17% du montant total annuel dégagé par les caisses de prévoyance.

2) Les associations financières de jeunes.

Il y a 7 associations financières (soit 12,5% du total) explicitement constituées de jeunes de 18 à 35 ans, tranche d'âge en général obligatoire pour pouvoir y participer. Elles sont mixtes pour la plupart à l'exception d'une seule qui est exclusivement réservée aux femmes et elles regroupent en moyenne 58 personnes (contre 50 en moyenne pour l'ensemble des associations

financières). Le nom de ces associations permet de déterminer la composition ethnique pour 5 d'entre elles : Wimbum, Aghem, Bakweri, Ngwo et Bamileke (Bafang). L'activité de ces associations financières ne se limite pas seulement à l'animation sportive ou à l'organisation de soirées ; elles couvrent aussi toutes les dépenses classiques : cérémonies, santé, naissances etc.¹⁹. Bien que seulement deux d'entre elles soient constituées des trois éléments caractéristiques (Njangy, caisse d'épargne et caisse de prévoyance), elles n'en sont pas moins très bien structurées, parfois plus que les autres avec par exemple l'ajout d'un « secrétaire financier » dans l'organigramme.

Une association de jeunes de quartier : « Njondy Youths Association » - (35 personnes)

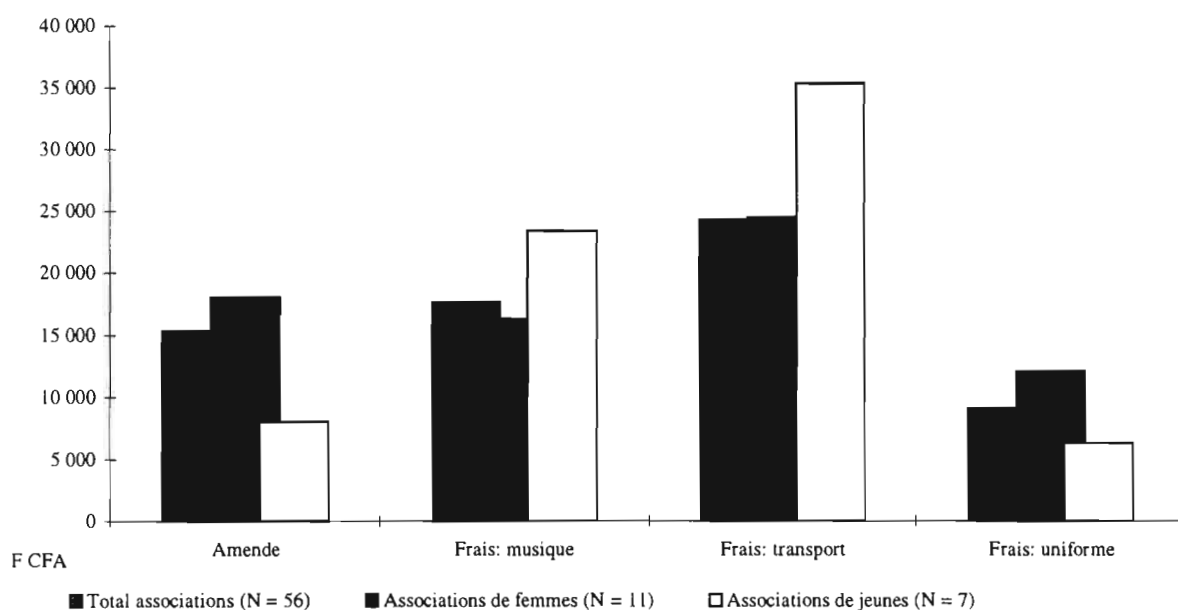
La présidente de cette association est une femme qui vend de l'huile de palme sur la place du marché (28 000 F CFA par mois). Cette association réunit 35 jeunes de l'un des 8 quartiers de la ville afin d'améliorer leur statut social et financier. Il faut avoir entre 18 et 30 ans pour pouvoir s'inscrire. Les membres de cette association exercent tous une activité agricole ou urbaine dans l'informel. Cette association se réunit deux fois par semaine au cours de laquelle chacun dépose 250 F CFA, ce qui rapporte 17 500 F CFA sur une semaine au total. Cette somme est ensuite reversée à un membre de l'association. Elle est destinée à se procurer l'uniforme de l'année de l'association, et couvrir les frais de médicaments, de logements et d'éducation. Il n'y a pas de structure élaborée pour les emprunts mais cela n'empêche pas les membres de l'association de pouvoir emprunter des sommes comprises entre 1 000 F CFA et 5 000 F CFA à 5% d'intérêts. Cette association dispose aussi d'une petite caisse de prévoyance à laquelle chacun verse 1500 F CFA par an (52 500 F CFA au total). Cette caisse est destinée à couvrir les frais pour maladie, décès, naissance et mariage. Il est intéressant de constater que les revenus des intérêts sont placés ici dans la caisse de prévoyance et non dépensés à la fin de l'année pour une soirée comme c'est souvent le cas.

Ces associations financières de jeunes se caractérisent par des transferts plus faibles en moyenne que le reste des associations mais avec cependant des amplitudes plus importantes qui illustrent certaines disparités entre elles. En ce qui concerne les Njangy par exemple, c'est l'association qui regroupe des Bamileke qui présente le potentiel le plus important avec une cagnotte qui peut atteindre 26 millions de F CFA par an (1,5 million de F CFA minimum environ) contre moins de 5 millions pour les autres. Pour les caisses d'épargne, c'est une autre association qui est la plus importante avec 3 600 000 F CFA accumulés dans la caisse sur une année en moyenne.

¹⁹ Le football est un phénomène de société dans le village. Il déplace des foules entières qui viennent de toute la région pour soutenir leur équipe favorite. Le système est très bien organisé par les associations, avec des prix à la clé et des subventions modestes pour les joueurs (100 F CFA par jeu et 200 F CFA par but marqué par exemple). Le village dispose de plusieurs équipes qui représentent un ou plusieurs quartiers: Boston et Union for change (quartier Action Spot), PSG (quartier Rose Garden), Boka junior (quartiers Berer ground et Ngwo), et Palmas (Koke). Les équipes extérieures réputées sont Napoli (Bomaka et Mile 17), Glasgow Rangers (Bokwaï) et Eswos (équipe de la société des herbicides et fongicides).

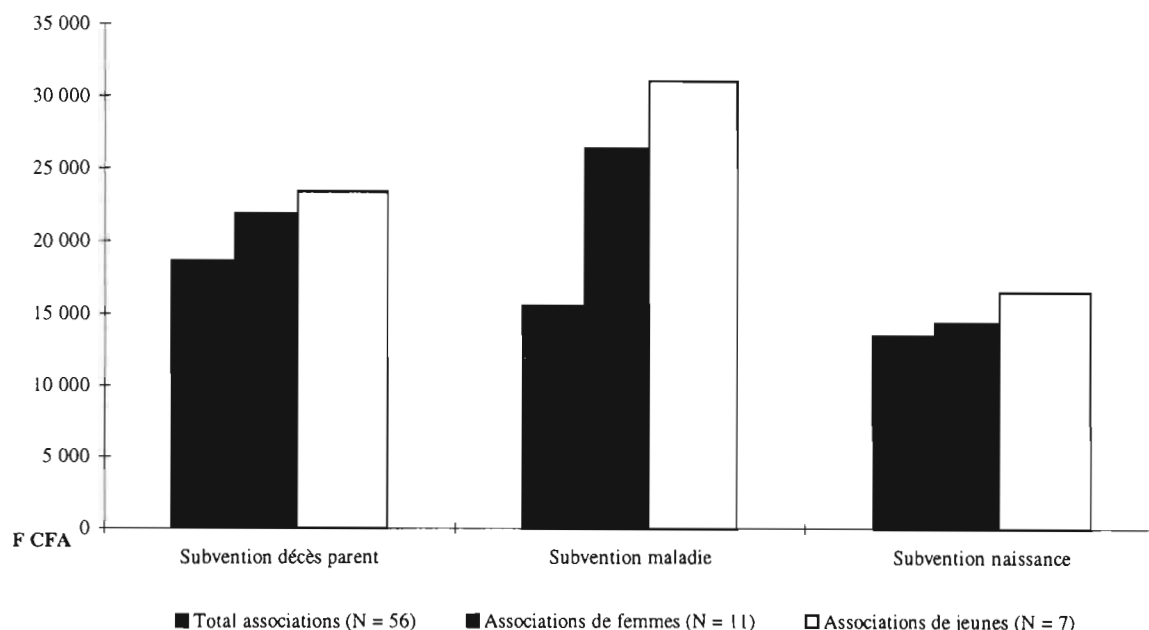
Les associations financières de jeunes ne sont pas très importantes en terme de caisse d'épargne ; seules 4 associations ont une structure de caisse d'épargne évoluée. Elles sont par ailleurs d'importance très inégale, les contributions moyennes individuelles s'étalant entre 88 F CFA et 3 000 F CFA ; et le montant collecté n'est pas très élevé (2 millions de F CFA collectés au maximum sur une année contre plus de 6 millions en moyenne pour l'ensemble des associations financières). Les prêts qui sont accordés sont donc très faibles (10 000 F CFA au maximum contre 100 000 F CFA en moyenne) et les revenus dégagés des intérêts sont très variables mais toujours inférieurs ou égaux à la moyenne générale de 63 000 F CFA environ.

Figure 27 : Dépenses des caisses d'épargne des associations financières de femmes et de jeunes (en moyenne)



La **Figure 27** nous donne des informations sur quelques dépenses effectuées par les caisses d'épargne des associations financières. Il n'est pas surprenant de constater que ce sont les associations de jeunes qui dépensent le plus pour les instruments de musique et les frais de transport (pour des funérailles ou, plus fréquemment, des compétitions de football). En revanche, ils sont avares pour la rémunération des responsables de leur association (moins du tiers de la moyenne générale qui s'élève à plus de 60 000 F CFA).

Figure 28 : Montants accordés par les caisses de prévoyance des associations financières de femmes et de jeunes (en moyenne)



Si les associations financières de jeunes sont relativement moins importantes que les associations financières de femmes et l'ensemble de toutes les associations en général, en terme de Njangy et de caisse d'épargne, elles sont puissantes pour leurs caisses de prévoyance. La Figure 28 montre l'importance des subventions accordées dans certaines circonstances et elles reflètent le niveau appréciable des caisses de prévoyance des associations financières de jeunes. En effet, les membres de ces associations cotisent des sommes plus élevées que la moyenne générale (près de 300 000 F CFA par an, soit 50% de plus environ que la totalité des associations financières), les sommes allouées en cas de décès de parent, de maladie et de naissance sont plus importantes. C'est l'association Bakweri qui possède la caisse de prévoyance la plus importante (un million de F CFA par an) mais c'est l'association de Bamileke qui accorde les subventions les plus importantes.

3) Analyse comparative de quelques associations financières selon l'ethnie des participants.

Les questionnaires employés pour mener les enquêtes sur les associations financières n'ont pas permis de définir rigoureusement la composition ethnique pour l'ensemble des associations financières de la ville. Il a donc fallu s'en tenir principalement aux indications données par le nom de chacune d'entre elles. Ce procédé est valable pour une quarantaine d'associations financières et on peut déterminer ainsi au moins une vingtaine d'ethnies diffé-

rentes locales, nationales et étrangères. Bien qu'il doive exister plusieurs associations financières de Bakweri, il n'a pas été possible de déterminer plus d'une seule avec précision. Les Bamileke sont les plus représentés avec 5 associations financières (Haut-Nkam) et les Mbo et Bakossi avec 5 associations au total (2 pour chaque ethnie et une mixte), et les Wimbang avec 3 associations. Le reste des ethnies ne se retrouve ensuite que dans une ou deux associations (2 pour les Ibo et les Aghem par exemple).

Une association de ressortissants étrangers : « Owere Tribe Meeting » - (200 personnes)

Cette association regroupe des ressortissants nigériens (Owere) afin de leur donner les moyens d'épargner leur argent grâce à un Njangy. Il y a 200 personnes dans cette association, ce qui fait d'elle la plus importante. Seules les personnes Owere sont admises dans cette association mixte. Elle n'a pas de structure d'épargne bien structurée, bien qu'elle octroie des prêts à ses membres. Les réunions sont hebdomadaires et les contributions s'échelonnent entre 500 et 5 000 F CFA ; ce qui rapporte entre 3 et 5 millions de F CFA par an. Chaque membre de l'association doit par ailleurs verser 1 500 F CFA pour le compte d'une caisse de prévoyance destinée à couvrir les dépenses ordinaires mais aussi tout particulièrement à assurer le rapatriement des corps des défunts au Nigeria (300 000 F CFA par an).

Les fonds recueillis grâce au Njangy sont destinés à construire des maisons à la fois au Nigeria et au Cameroun, à payer des loyers, des frais d'éducation, des médicaments, des vêtements, à soutenir des jeunes qui se lancent dans les affaires et tout commerce en général. Des prêts sont accordés à des entrepreneurs hommes ou femmes à hauteur de 500 000 F CFA et au taux de 2,5%. En cas de non-remboursement de l'emprunt, les biens sont confisqués. La moitié des revenus dégagés par les intérêts est destiné à rémunérer les responsables de l'association tandis que l'autre moitié est destiné à l'achat de denrées alimentaires (sel, huile de palme, viande etc.) qui sont ensuite équitablement réparties entre les membres de l'association.

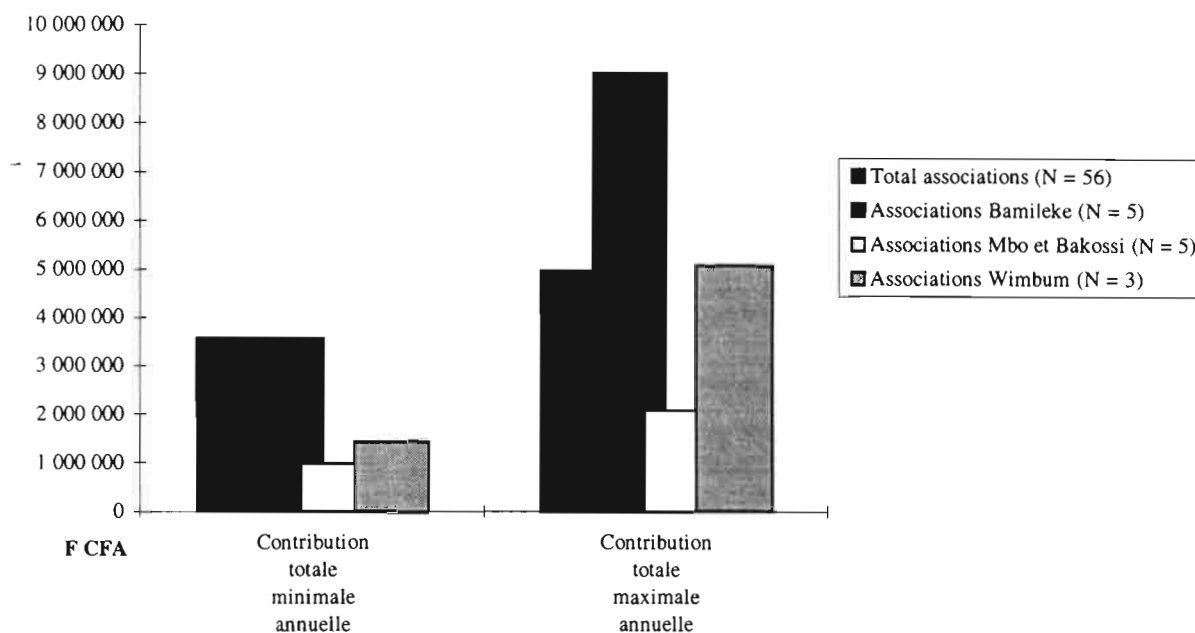
En ce qui concerne les dépôts monétaires, seuls les très riches commerçants déposent leur argent dans les banques au Cameroun, les autres préfèrent le rapatrier au Nigeria où il y est déposé dans les banques nigérianes ou dépensé pour construire des maisons. Les membres les moins riches laissent leurs économies dans le Njangy.

L'analyse qui suit va comparer trois catégories d'associations financières différenciées par des critères ethniques : les Bamileke, les Mbo et les Bakossi, et les Wimbang. Seules les plus nombreuses ont été retenues et c'est pour cela que n'y figurent pas les Bakweri, à cause du manque d'informations suffisantes²⁰.

La plupart de ces associations comprend au moins une association de femmes et une association de jeunes. Le nombre d'adhérents pour chacune d'entre elles est inférieur à la moyenne générale qui est de 50 membres. Toutes ces associations financières ont une caisse de prévoyance et une caisse d'épargne (à une exception près) mais seules les associations Bamileke ont toutes un Njangy.

²⁰ Les Bamileke et les Wimbang sont tous les deux des Grassfields, et les Mbo et Bakossi font partie du groupe Sawa.

Figure 29 : Njangy - Comparaison par ethnie de la moyenne du total des contributions annuelles des Njangy.



La **Figure 29** montre l'importance des associations de Bamileke par rapport aux autres au niveau des Njangy. Bien que représentant moins de 10% des associations financières de la ville, ils participent pour près du quart du montant maximal dégagé chaque année par les Njangy (45 millions de F CFA contre 190 millions de F CFA environ), alors que pour la même représentation, les associations de Mbo / Bakossi ne participent qu'à hauteur de 3% par an (6 millions de F CFA sur 190 millions de F CFA). Dans tous les cas, que ce soit pour les contributions individuelles pour chaque assemblée ou pour bien les sommes réunies pour chacune d'entre elles, les associations Bamileke ont des résultats deux fois plus élevés que les autres associations financières. L'association Bamileke la plus dynamique des cinq est celle qui regroupe des jeunes avec des sommes annuelles maximales qui peuvent atteindre 26 millions de F CFA par an.

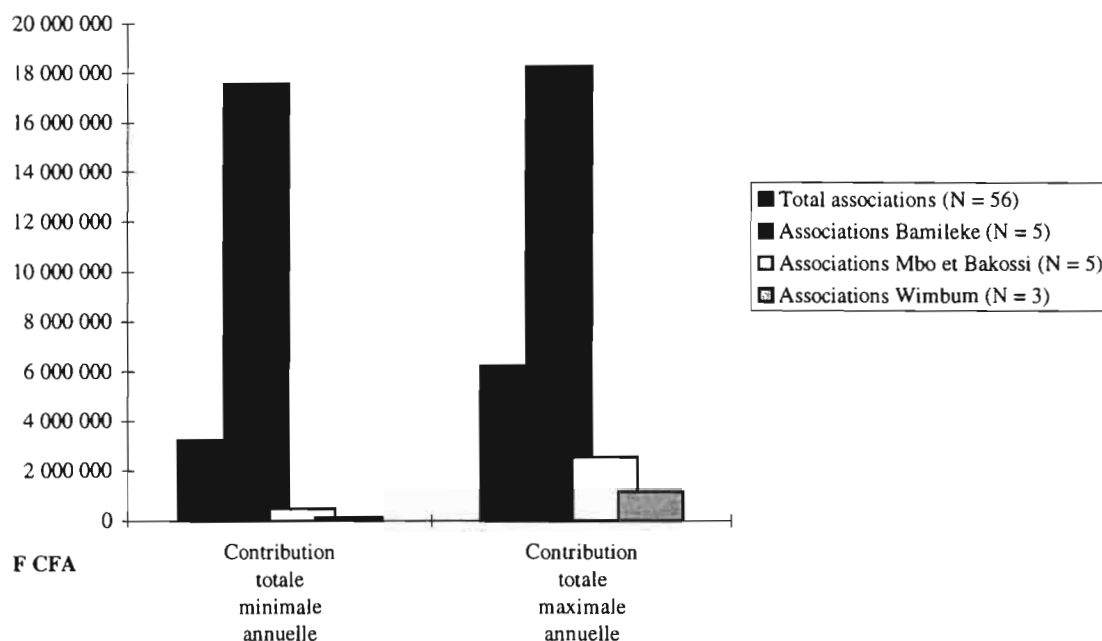
En ce qui concerne la moyenne des contributions minimales annuelles des associations, on remarque que si les associations de Bamileke se situent au niveau de la moyenne générale, en revanche les associations de Mbo / Bakossi et Wimbum se situent bien en deçà avec des moyennes qui voisinent le million de F CFA (trois fois plus faibles que celles des associations de Bamileke et de la moyenne générale).

Dès que l'on passe à la moyenne des contributions maximales totales annuelles, les associations Bamileke creusent l'écart avec les autres associations financières et la moyenne géné-

rale. Les associations Bamileke ont des résultats près de deux fois supérieurs à la moyenne générale et aux associations Wimbum. Le niveau des contributions des associations Mbo / Bakossi demeure toujours à un niveau très faible avec des amplitudes de variations très faibles.

Il n'y a que les associations de femmes qui présentent des résultats en moyenne légèrement supérieurs aux associations Bamileke.

Figure 30 : Caisses d'épargne - Comparaison par ethnie des contributions (en moyenne)

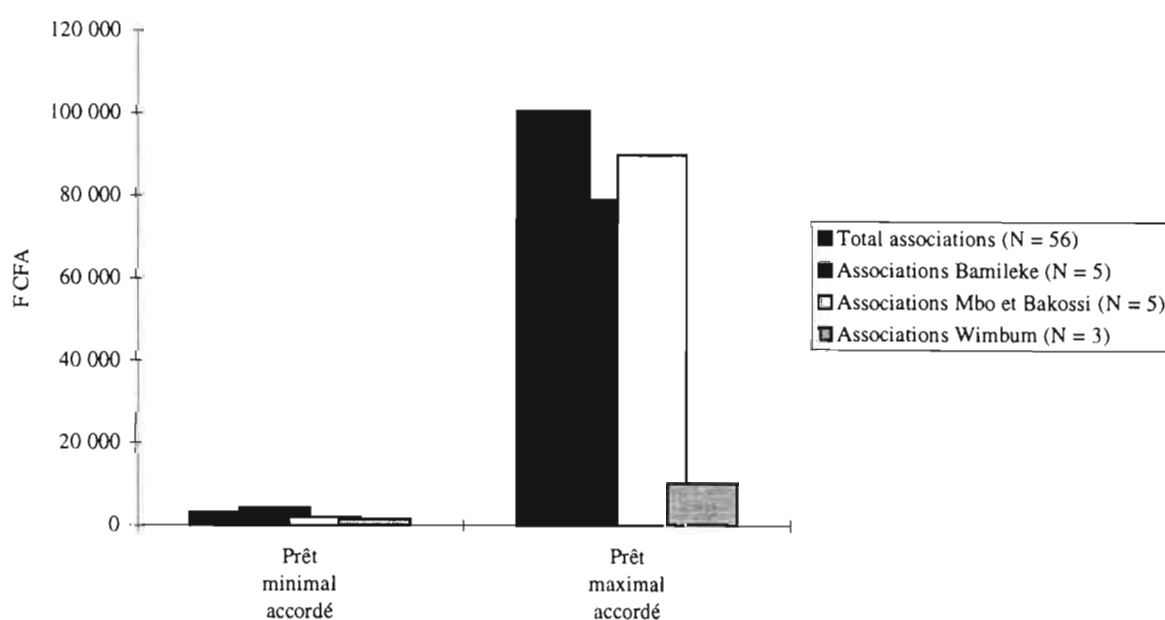


La **Figure 30** met en évidence l'importance des associations Bamileke au niveau des caisses d'épargne. Non seulement les sommes dégagées chaque année sont beaucoup plus importantes que les autres associations financières, mais l'amplitude entre les contributions annuelles minimales et les contributions maximales annuelles y est faible. Les associations Bamileke participent ainsi pour 35% du total général annuel dégagé par l'ensemble des caisses d'épargne de la ville (90 millions de F CFA sur 255 millions de F CFA). Les montants collectés sont même deux fois supérieurs en moyenne que les associations féminines, et supérieurs à celles-ci de près de 40% en valeur absolue (90 millions de F CFA par an contre 65 millions de F CFA, en moyenne des sommes minimales et maximales confondues), ce qui est d'autant plus sur-

prenant puisqu'il y a 11 associations financières de femmes contre 5 seulement pour les Bamileke²¹.

Les associations Wimbum et Mbo / Bakossi ont des résultats inférieurs à la moyenne et si faibles qu'ils pourraient paraître négligeables bien qu'ils puissent atteindre un ou deux millions de F CFA par an au maximum. Les associations Mbo / Bakossi ont cependant des montants légèrement supérieurs à ceux des associations Wimbum mais ils ne sont pas forcément significatifs.

Figure 31 : Comparaison par ethnie des niveaux de prêts accordés (en moyenne)



La **Figure 31** illustre la flexibilité de fonctionnement des associations financières et les différentes catégories d'emprunts possibles. En ce qui concerne les prêts accordés par les associations financières, il apparaît des écarts considérables entre les sommes minimales qui peuvent être versées et les sommes maximales ; les minima se situant aux alentours de quelques milliers de F CFA pour des micro-prêts et plusieurs dizaines de milliers de F CFA pour les maxima.

Si le minimum des prêts accordés est le même pour tous à 2 ou 4 000 F CFA, les résultats des différents types d'associations pour les prêts maximum autorisés sont légèrement inférieurs à la moyenne générale de la ville qui avoisine 100 000 F CFA environ. Il est intéressant de re-

²¹ Rappelons qu'il y a une association de femmes composée uniquement de Bamileke.

marquer que toutes les associations financières imposent le même niveau d'amende en cas de retards de paiement ou d'absentéisme (26 000 F CFA), ce qui en fait par ailleurs le montant le plus élevé toutes catégories confondues. On remarque d'ailleurs une certaine homogénéité dans les résultats pour n'importe quel critère de différenciation des associations financières (associations de femmes, associations sur critères ethniques, ensemble des associations), à l'exception notable des associations de jeunes et des associations Wimbun. Le montant maximal des emprunts qu'elles autorisent ne dépasse 11 000 F CFA en moyenne pour chacune d'entre elles.

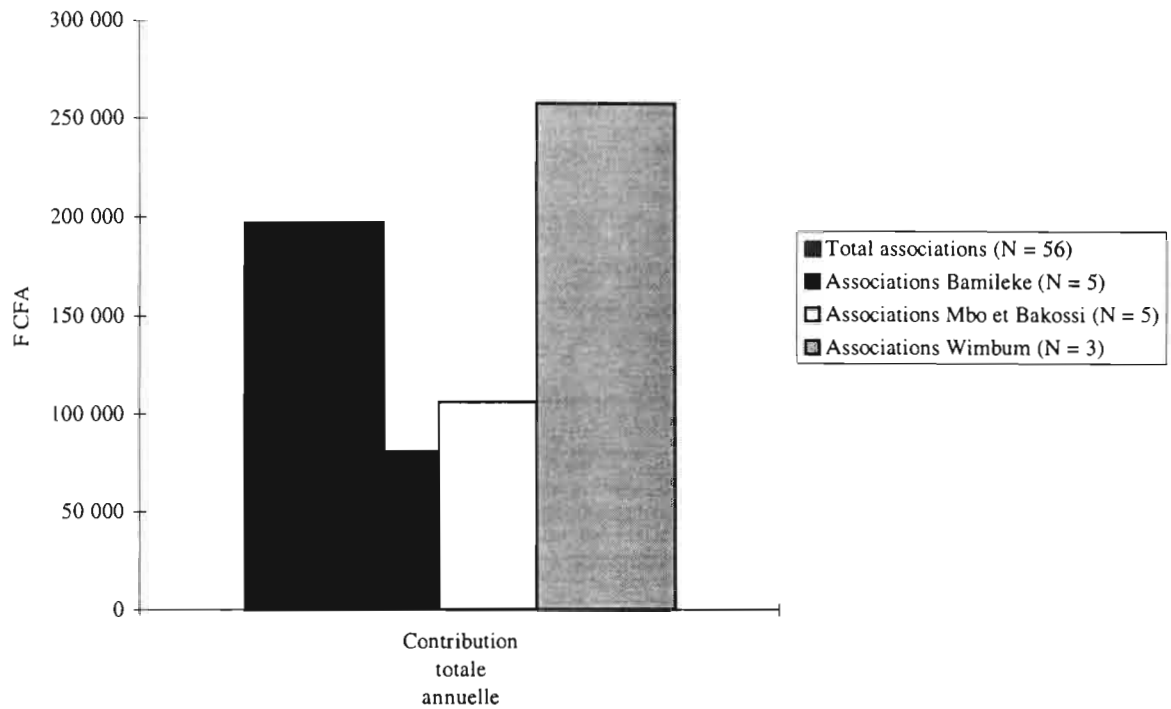
La nature des prêts varie en fonction du montant accordé. Ils sont plutôt productifs ou spécifiques pour les sommes élevées, et ils ont un caractère plus aléatoire ou ponctuel pour les sommes inférieures. Les emprunts de grande taille peuvent servir à payer les frais de scolarité, les cérémonies, le matériel agricole (engrais ou équipement), du matériel de construction de maison en ville, des achats de terrains etc.

Tous les taux d'intérêts s'élèvent à 5% et les montants récoltés à la fin de l'année se situent en général entre 20 000 F CFA (association Mbo / Bakossi) et 40 000 F CFA (association Bamileke) ; ce qui est inférieur à la moyenne générale qui s'élève à plus de 60 000 F CFA. Les associations Wimbun, qui ont une faible importance au niveau des caisses d'épargne ne perçoivent que 5 000 F CFA en moyenne.

En ce qui concerne les dépenses des caisses d'épargne, il semblerait que les associations Mbo / Bakossi apprécient la musique puisque l'ensemble de leurs 5 associations dépensent chacune exactement 25 000 F CFA, ce qui les place au premier rang par rapport au reste. De la même manière, ces associations dépensent le plus pour les uniformes (plus de 12 000 F CFA par an en moyenne). Les associations qui dépensent le plus pour les frais de transport sont les associations Bamileke avec 27 000 F CFA, mais les écarts sont importants. Les associations Wimbun dépensent toutes 25 000 F CFA exactement par an.

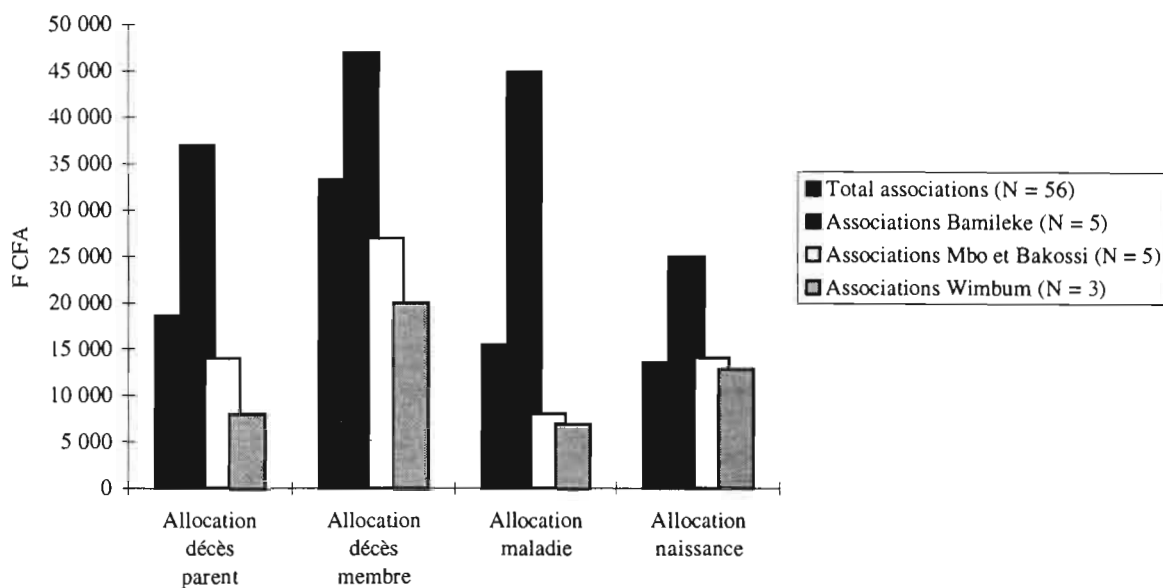
Les rémunérations accordées aux responsables des associations financières sont variables. Une association Bamileke leur octroie 40 000 F CFA par an (il n'y a pas de données pour les autres), les associations Mbo / Bakossi leurs accordent près de 30 000 F CFA par an et les associations Wimbun seulement 10 000 F CFA environ.

Figure 32 : Caisses de prévoyance -Comparaison par ethnie des contributions annuelles (en moyenne)



Toutes les associations de Bamileke, de Mbo / Bakossi et Wimbum ont une caisse de prévoyance, aussi rudimentaire soit-elle. La **Figure 32** montre le niveau respectif du montant de leurs contributions sur une année. Ce sont les associations Wimbum qui ont les caisses de prévoyance les mieux pourvues avec des montants qui peuvent atteindre près de 260 000 F CFA. Les associations Bamileke sont les moins bien loties avec environ 80 000 F CFA en moyenne réunies par an.

Figure 33 : Caisses de prévoyance - Montant des allocations par ethnie (en moyenne)



La **Figure 33** montre que malgré des sommes annuelles relativement faibles, les associations Bamileke ont pourtant un système d'allocations plus important que les autres catégories. Ce niveau est même supérieur à celui de la moyenne générale. En ce qui concerne les allocations destinées à être versées en cas de décès d'un parent, les associations de Bamileke arrivent en première position devant les associations de Mbo / Bakossi et ensuite, devant les associations Wimbum. On retrouve cet ordre pour les autres séries d'allocation.

F. Conclusion.

Les associations financières de la ville de Muea sont dynamiques et gèrent des sommes importantes. Elles se substituent aux carences d'un système formel de financement et d'épargne. D'un fonctionnement à la fois souple et discipliné, elles réussissent à s'adapter aux bouleversements de la vie économique en améliorant sans cesse les règles de fonctionnement pour répondre aux exigences de ses adhérents mais aussi et surtout dans un but de survie, où les adhérents subissent directement les effets de la crise.

Des sommes monétaires très importantes circulent dans ces associations. Avec un montant total de plus de 469 millions de F CFA par an (épargne formelle comprise) elle représente près de 20% du revenu des ménages et le tiers de la production locale de la ville. Toute cette épargne mobilisable n'entraîne pourtant que 7% d'investissements productifs. La plus grande partie des fonds mobilisés sert en effet à mettre à l'abris une épargne convoitée et assurer des dépenses diverses, allant de la sécurité sociale à celles des frais d'éducation.

L'étude des associations financières de la ville a montré leur importance et leur vitalité. Il faut toutefois replacer ce phénomène dans son contexte et souligner le rôle essentiel d'un système financier formel nécessaire dans le processus de développement économique :

« Seul un système financier formel peut offrir les nombreux prêts de montants élevés à long terme, nécessaires à la promotion d'investissements importants. Seul un système financier formel efficace peut offrir la sécurité et les liquidité nécessaires pour mobiliser les gros volumes de dépôts requis pour assurer l'autosuffisance des pays pauvres dans leur efforts de formation du capital. » (Adams et Fitchett, 1994 : p. 16).

Chapitre VI: Les échanges avec l'extérieur: le reste du Cameroun.

La ville de Muea est ouverte sur le monde extérieur grâce à un bon réseau routier et des distances modérées entre les différents centres urbains de la région. On peut distinguer trois catégories d'échanges avec le monde extérieur: (i) les importations et les exportations de biens, (ii) les flux financiers avec le gouvernement national, et (iii) les transferts monétaires de ménage à ménage. La ville se situe dans une zone (Ouest du Cameroun) où les échanges commerciaux informels transfrontaliers avec le Nigeria sont très importants à cause de l'absence d'échanges officiels pour des raisons historiques. De nombreuses études ont été accomplies dans ce domaine (Herrera, 1995; Verlaeten, 1991a et b; rapport 1993 et 1995). De nombreux facteurs interviennent dans la régulation de ces échanges, le taux de change entre le Naïra et le F CFA, la complémentarité des biens échangés, et les liens historiques et culturels entre les populations. Les variations du taux de change constituent un facteur majeur dans le montant des échanges. Le Cameroun exporte des produits agricoles locaux ou importés, du bétail, et du poisson. Il importe des matériaux de construction, des produits alimentaires, des véhicules et des produits pétroliers (Verlaeten, 1991a: 41).

La ville a une balance commerciale excédentaire avec l'extérieur. Les importations s'élèvent à 216,933 millions de F CFA et concernent le secteur urbain à 70%, tandis que les exportations s'élèvent à 1,241 milliards de F CFA et concernent l'agriculture à 71%.

Le gouvernement national reçoit de la ville le montant des impôts et des taxes sur la production et les revenus des ménages, ainsi que les taxes diverses reliées à l'exercice des activités de la ville, soit 180 millions de F CFA environ; et il verse aux fonctionnaires de la ville 121 millions de F CFA par an. Comme le système financier formel est assimilé au compte du gouvernement, il faut rajouter environ 41 millions de F CFA aux ressources du gouvernement. L'écart, 100 millions de F CFA est soldé par le secteur des importations et des exportations.

Tableau 54: Compte du Reste du Cameroun, (Muea, août 1995).

RdC, transferts, gouvernement (en millions de F CFA)					
Emploi			Ressources		
Agriculture vivrière	886,325	57,45%	Agr. vivrière et d'export.	3,218	0,21%
Elevage	99,330	6,44%	Elevage	24,479	1,59%
Agriculture non-alimentaire	13,722	0,89%	Agriculture non-alimentaire	34,238	2,22%
Secteur urbain	232,604	15,08%	Secteur urbain	155,476	10,08%
Loyers	9,149	0,59%	Loyers	1,560	0,10%
			Gouvernement	100,555	6,52%
Main d'oeuvre salariée rurale	3,398	0,22%	Consommation ménages	354,360	22,97%
			Ménages très pauvres	9,396	0,61%
			Ménages pauvres	30,026	1,95%
			Ménages moyens	66,943	4,34%
			Ménages riches	247,995	16,08%
Transferts monétaires	137,554	8,92%	Usine	20,400	1,32%
Usine	24,000	1,56%	Accumulation	670,733	43,48%
			Capital	40,988	2,66%
Transferts RdC	136,660	8,86%	Transfert RdC	136,660	8,86%
Total	1 542,741	100,00%	Total	1 542,667	100,00%

Note - Le total n'est pas identique dans les deux colonnes à cause des arrondis qui apparaissent dans les calculs.

Les transferts dans le compte du commerce extérieur sont destinés à équilibrer les comptes des transferts monétaires et du gouvernement national. La consommation des ménages, les transferts et les impôts et taxes qu'ils règlent auprès du gouvernement national représentent environ 23% du total des ressources du reste du Cameroun. Comme le solde du commerce extérieur est excédentaire grâce à la production vivrière, le déficit du compte du commerce du reste du Cameroun (43% du total environ) est comblé par de l'accumulation apportée par celui-ci.

Les ménages de la ville envoient de l'argent à leur village d'origine, principalement pour leur famille (71% des cas), et pour le fond de développement villageois (27% des cas). La fréquence est souvent annuelle, mais généralement variable. La plus grande partie (85%) des transferts destinés aux membres de la famille consiste en de simples dons, tandis que le reste (15%) consiste en une aide en cas de maladie. Le montant total des transferts envoyés est de 51 millions de F CFA environ, et la moyenne est de 12 500 F CFA environ (7 500 F CFA pour les transferts principaux et 5 000 F CFA pour les transferts secondaires). Un transfert principal et un transfert secondaire ont été distingués dans les questionnaires pour mettre en évidence la diversité et la multiplicité des transferts opérés (85% des ménages envoient un transfert principal, et 15% d'entre eux un transfert secondaire). Les analyses d'une classification multiple sur le transfert principal font apparaître que le chef de ménage typique qui opère les transferts les plus élevés est d'origine Fang ou étrangère, de sexe masculin, propriétaire de

son logement, disposant d'un niveau d'éducation limité au secondaire, locataire de la terre qu'il exploite, et exerçant une activité de main-d'oeuvre salariée, la production rurale, ou une fonction dans les services publics. En ce qui concerne le transfert principal uniquement, il y existe une corrélation nette entre le niveau de revenu du ménage et le montant des transferts envoyés (pour les quatre catégories de ménages, 2 000, 6 000, 7 000, et 12 000 F CFA respectivement). Le chef de ménage typique qui envoie les transferts les moins élevés est plutôt de sexe féminin, d'origine Bamileke, exerce une activité dans l'élevage ou le secteur urbain informel, et il est locataire de son logement. C'est aussi un ménage très pauvre.

Le tiers des ménages de la ville reçoit aussi des transferts monétaires pour une valeur totale de 16 millions de F CFA. Ces transferts sont d'origine extérieure (75% des cas) ou locale (25% des cas) et ils s'élèvent à 16 000 F CFA en moyenne, mais leur fréquence est variable pour 70% d'entre eux. Ces transferts proviennent principalement de la famille. Le déficit qui résulte du décalage entre les transferts reçus et les transferts envoyés est soldé par le compte des importations et des exportations.

Conclusion.

La ville de Muea génère l'essentiel de ses richesses grâce à l'agriculture vivrière et à son secteur urbain. Une grande partie de ses échanges régionaux en produits vivriers, en produits de l'élevage, en produits de la pêche, en produits manufacturés, et en textiles s'effectuent par l'intermédiaire de son marché local, l'un des plus importants de la région. Compte tenu de ses capacités productives agricoles et de ses faibles coûts de transactions, on peut admettre que la ville a un impact, à court et moyen terme, sur le niveau des prix des produits vivriers. L'importance de ses nombreuses associations financières et le nombre d'immigrés témoignent de son intense activité économique.

La ville, avec plus d'une soixantaine d'ethnies différentes représentées, est très cosmopolite et ses habitants cohabitent selon un équilibre de pouvoir politique et économique qui se base sur des règles non-écrites mais connues de tous. Le critère de différenciation des ménages est basé sur le niveau de revenu, mais il est tout à fait possible de l'affiner en fonction du statut par rapport à la terre, le sexe du chef du ménage, ou de son statut socio-professionnel.

La plupart des grandeurs économiques nécessaires à la construction de la matrice de comptabilité sociale sont disponibles, mais deux éléments fondamentaux devraient être approfondis ultérieurement: la différenciation du travail familial qui représente près de 90% de la valeur ajoutée, et la différenciation du compte des ménages sur une base plus proche de la réalité sociale.

PARTIE III: Le modèle.

Cette partie se décompose en trois chapitres qui présentent le processus utilisé afin de parvenir à l'application des simulations sur l'économie de la ville. Le premier chapitre synthétise la démarche qui commence lors de la collecte des informations et qui aboutit à un cadre d'analyse comptable de la ville. Le deuxième chapitre présente ensuite la manière dont l'économie de la ville sera modélisée selon deux modèles, l'un étant linéaire et l'autre étant non-linéaire. Le troisième chapitre analyse les effets de différentes simulations qui reflètent des politiques macro-économiques, sectorielles ou locales diverses.

Le premier chapitre est une synthèse générale de la deuxième partie car l'ensemble de l'économie de la ville, telle qu'elle y est décrite, peut se résumer à un tableau de chiffres avec une spécification des comportements des différents acteurs. Ce tableau de chiffres constitue la matrice de comptabilité sociale de la ville. Elle est obtenue selon un processus dont on peut distinguer deux étapes: une évaluation des quantités de biens échangées dans la ville et une évaluation des flux de ces quantités dans l'économie. Dans le premier cas, c'est la pluralité des enquêtes sur le terrain qui doit permettre d'évaluer les variables de base. Dans le deuxième cas, c'est le degré d'affinement des questionnaires qui permet de spécifier correctement les interactions entre les différents acteurs de l'économie. La combinaison de ces deux éléments permet de bien évaluer la matrice de comptabilité sociale de la ville qui constituera la base de la modélisation. La matrice de comptabilité sociale permet de déterminer quelques caractéristiques fondamentales de l'économie de la ville. Le produit intérieur brut de la ville, mesuré comme étant la somme des valeurs ajoutées, s'élève près de deux milliards de F CFA, ce qui fait un revenu par tête de 500 dollars par an environ. L'essentiel de ses ressources

provient de l'agriculture vivrière dont les produits sont commercialisés par l'intermédiaire de la place du marché, deux fois par semaine. C'est une ville dont la balance commerciale est largement excédentaire puisque les exportations, dont 70% de produits vivriers, s'élèvent à près d'un milliard de F CFA par an tandis que les importations ne s'élèvent qu'à 200 millions de F CFA.

Le deuxième chapitre est composé (i) de la description de la structure et du fonctionnement de base du modèle, ainsi que (ii) de la présentation du modèle linéaire et (iii) du modèle non-linéaire. La modélisation s'articule autour de la matrice de comptabilité sociale, qui constitue la base des deux approches. Plusieurs représentations de cette matrice de comptabilité sociale, sous forme de tableaux en volume ou en prix, décomposent le fonctionnement de la programmation. Un tableau en valeur peut être obtenu en multipliant le tableau en volume par celui des prix. Un tableau représentant l'économie de la ville au temps t^0 , permet de calculer les pourcentages de variation lors des simulations. Ce système permet de calculer des effets volumes, des effets prix-volume, et des effets prix-volume-prix selon le degré de complexité de la représentation que l'on souhaite atteindre. Le modèle linéaire analyse les effets des multiplicateurs de la matrice de comptabilité sociale sous diverses contraintes (prix constants, coefficients constant, offre parfaitement élastique, etc.). Il traduit un simple effet volume, bien que l'on puisse calculer indirectement les effets-prix. Le modèle non-linéaire se situe entre un modèle linéaire et un modèle d'équilibre général calculable complet. En effet, ce modèle récupère quelques caractéristiques de base des modèles d'équilibre général calculable, à savoir (i) un équilibrage par les prix lorsqu'ils sont endogènes, (ii) l'équilibre sur l'ensemble des marchés des biens, (iii) des facteurs et de l'épargne, (iv) et une spécification du comportement des ménages en tant que producteurs-consommateurs. Il n'y a que deux prix endogènes, celui des produits de l'agriculture vivrière et le prix non-observable du travail familial, et cela simplifie considérablement le modèle. Le comportement des ménages suit une fonction linéaire (élasticités égales à 0 pour la consommation en produits vivriers et égale à 1 pour le reste de la consommation). Les fonctions de production sont linéaires mais elles sont pondérées par des élasticités qui sont destinées à introduire des rendements décroissants dans le processus de production.

Le troisième chapitre compare les résultats des simulations selon les deux modèles adoptés. Les simulations portent sur (i) des politiques de prix, (ii) des politiques de commercialisation et technologiques, (iii) des politiques de revenus, et (iv) des politiques fiscales locales. Les

différences entre les deux modèles s'expliquent essentiellement par l'effet des prix endogènes des produits vivriers et du travail familial du secteur vivrier, et, par l'effet des rendements décroissants des différents secteurs de la production. En règle générale, le modèle non-linéaire atténue les effets des simulations par rapport au modèle linéaire. Cependant, les résultats de quelques simulations sont identiques entre les deux modèles car les effets de la simulation n'affectent que des paramètres linéaires et communs aux deux. La comparaison rigoureuse entre deux catégories de politique est délicate car on raisonne sur des pourcentages de variation et non sur des F CFA. Une augmentation de 10% de la production vivrière n'aura pas le même effet sur l'économie de la ville qu'une augmentation de la production de 10% des produits de l'agriculture de rente, car cela se traduit par une injection de près de 150 millions de F CFA dans le premier cas, contre une injection de 5 millions de F CFA dans le second cas. Cependant on peut dire que la situation des ménages les plus pauvres s'améliorerait plus que les autres (compte tenu des hypothèses actuelles) dans le cadre des politiques suivantes: une variation positive de la production vivrière, une variation positive des transferts de revenus, une variation positive du prix des produits de rente, une variation positive du prix des produits de l'élevage, d'un transfert de revenu, et d'une augmentation du prix de la main-d'oeuvre exportée. En revanche, la situation des ménages les plus pauvres se détériorerait par rapport à celle des autres dans le cadre des politiques suivantes: une variation positive de la production de l'élevage, et une variation négative de la production vivrière. L'effet de l'augmentation de la taxe sur le revenu des ménages est homogène pour l'ensemble des catégories.

Introduction.

Cette troisième et dernière partie combine les aspects théoriques développés dans la première partie et les données empiriques exposées dans la deuxième partie afin d'appliquer un modèle simple qui puisse décrire quelques aspects du fonctionnement global de la ville. C'est une opération très délicate puisqu'elle entraîne nécessairement des choix à prendre dans l'organisation et le fonctionnement de la ville. Toute une série de contraintes explicites et implicites doivent être considérées et elles constituent autant de limites au cadre de la modélisation. Autant il serait illusoire techniquement de tenter de saisir l'ensemble de toutes les caractéristiques et aspects de la ville, autant un modèle trop simple n'aurait aucun intérêt pratique. L'accent a surtout été mis sur l'élaboration d'un cadre de modélisation simple et flexible dont l'objectif principal est de fournir une description globale et relativement cohérente de la ville dans ses mécanismes fondamentaux.

C'est donc dans un souci de simplicité et de flexibilité que cette troisième partie a été décomposée. Le premier chapitre récapitule et synthétise l'ensemble des données nécessaires à la construction d'un modèle flexible. Le second chapitre présente les deux modèles, d'un niveau de réalisme et de complexité différents. Le modèle d'équilibre général calculable qui y est décrit est un modèle simplifié dans ses grandes lignes, en particulier par l'absence de fonctions de production et de consommation non-linéaires. Le troisième chapitre analyse les résultats de quelques simulations qui portent sur des variables différentes telles que les prix, les quantités de production, les transferts, les politiques d'aide et de soutien.

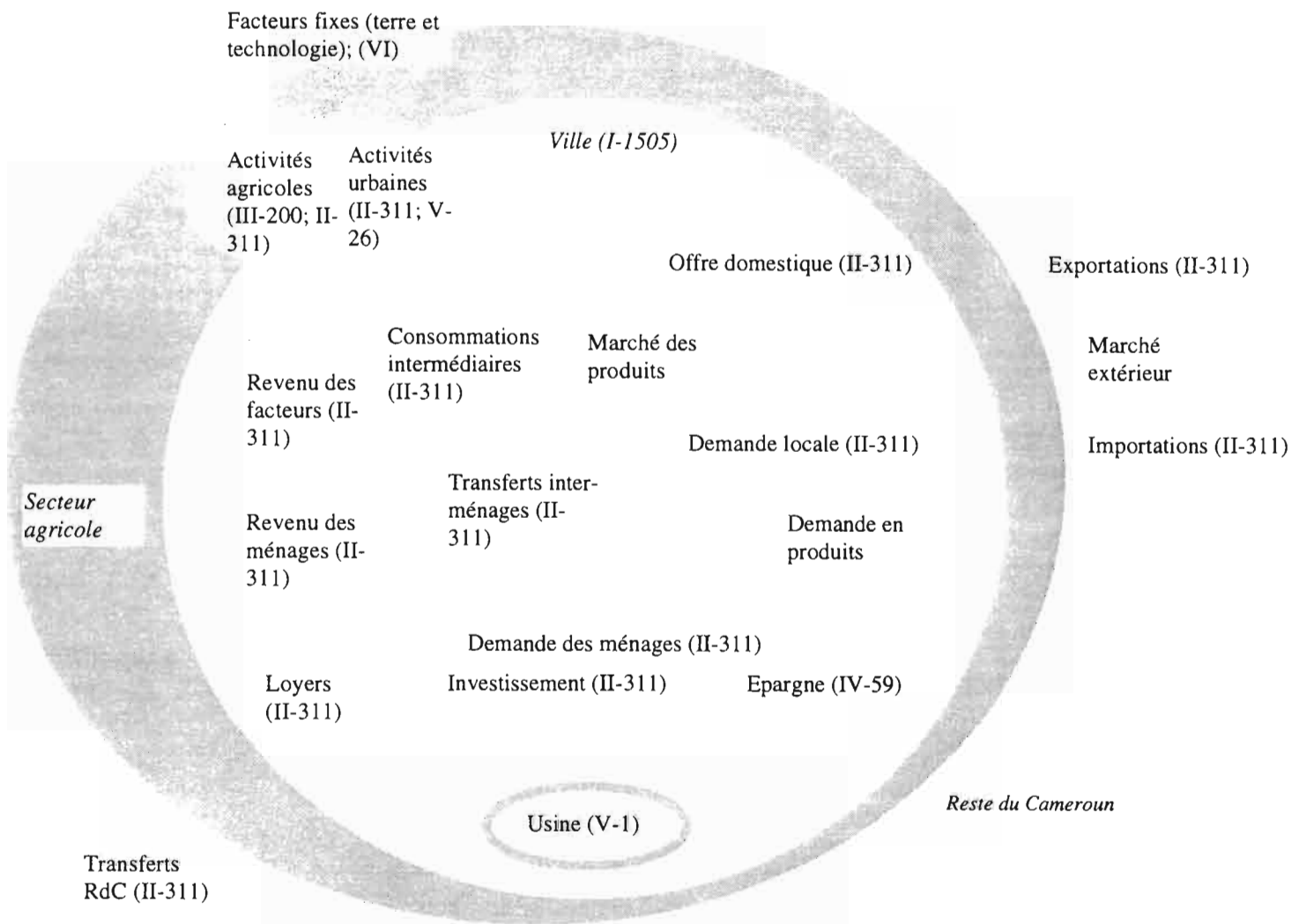
Chapitre I: L'élaboration du cadre de la modélisation: des informations à la matrice de comptabilité sociale de la ville.

Le processus de modélisation se déroule en trois étapes, un recueil des informations, une description de la structure des informations, et la construction de la matrice de comptabilité sociale qui servira de base à la modélisation.

A. Les informations.

La collecte des informations est à la base de toute application d'une modélisation. L'objectif a été de déterminer l'importance de chaque élément de l'économie de la ville en croisant des informations à partir de différentes sources.

Figure 34: Sources d'information pour l'économie de la ville (Muea, août 1995).



Légende : (I) = recensement des ménages de la ville; (II) = enquête auprès des ménages, (III) = enquête sur le marché, (IV) = enquête auprès des associations financières, (V) = entretiens auprès des activités urbaines, (VI) = entretiens divers. Le nombre d'observations est indiqué après la nature de l'enquête.

Les activités agricoles regroupent l'agriculture vivrière, l'agriculture d'exportation (ou de rente), l'agriculture non-alimentaire, et l'élevage.

Les activités urbaines regroupent le secteur urbain, les services du gouvernement, et les services des ménages (les loyers).

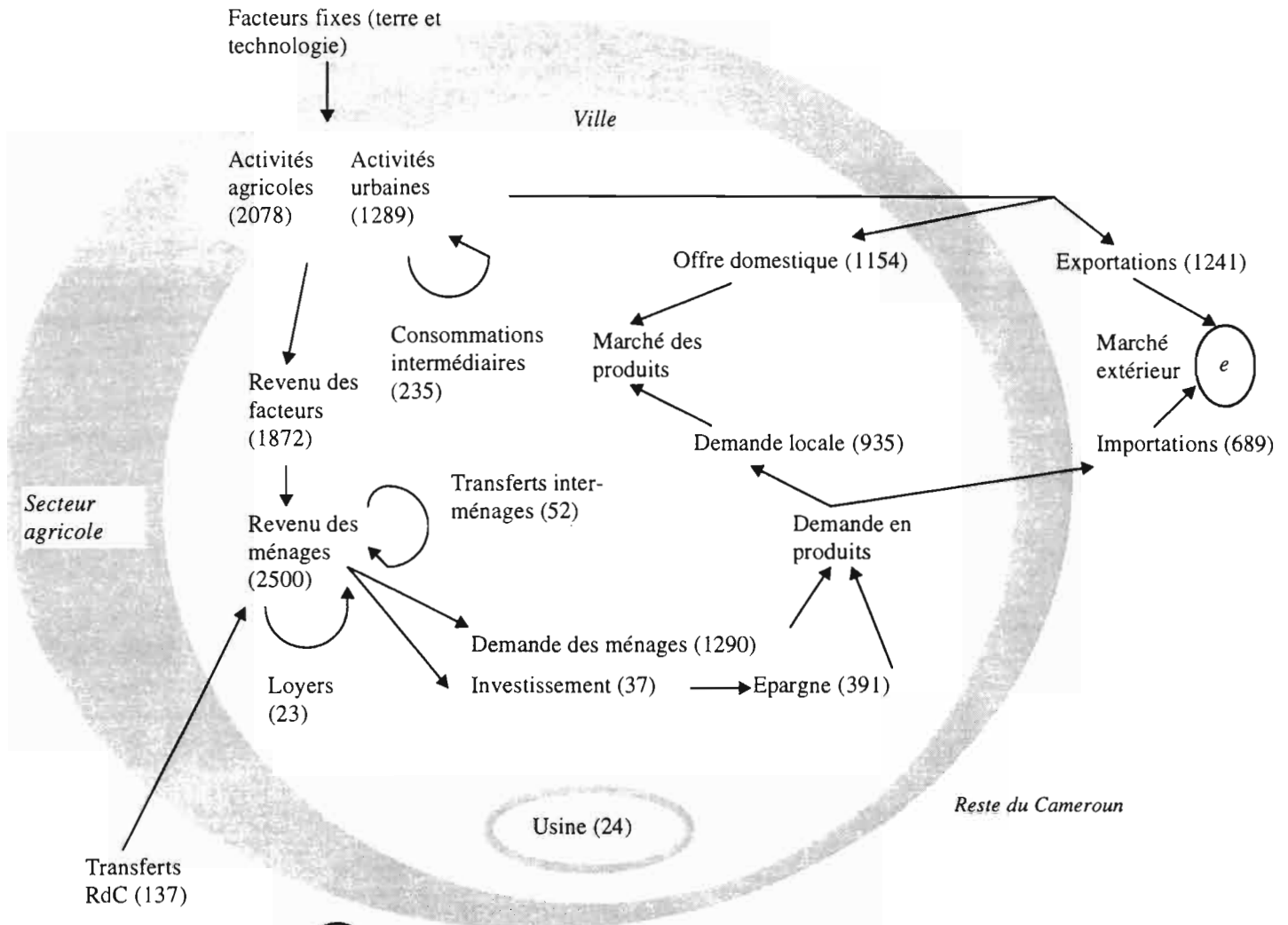
La Figure 34 montre par quelles sources d'information les différents éléments de l'économie de la ville ont été évalués. C'est évidemment l'enquête auprès des ménages qui a fourni l'essentiel des informations puisqu'ils sont au centre de l'économie de la ville avec leurs exploitations agricoles et leurs activités urbaines. Le stade de représentation actuel de l'économie de la ville dépend en fait de l'état de dépouillement et d'analyse des données récoltées sur le terrain. La plupart des grandeurs quantitatives de l'économie de la ville ont pu être évaluées et insérées dans le cadre de la modélisation. En l'état actuel, le compte des ménages a fait l'objet d'une différenciation par niveau de revenu. Si la structure générale de la

ville peut être considérée comme définitive, des études ultérieures devraient permettre d'affiner la détermination des comportements des agents économiques. Il serait ainsi possible de pouvoir bénéficier des analyses qualitatives plus précises afin de différencier les ménages sur des critères plus fins.

B. Les flux économiques de la ville.

L'organisation des flux de l'économie de la ville constitue la deuxième étape, après la collecte des informations. Les activités de la ville produisent des biens en utilisant des facteurs de production. La rémunération de ces facteurs constitue, entre autres, les revenus des ménages, qui vont consommer des biens et établir une épargne. Les échanges avec le monde extérieur s'établissent au niveau des activités de production et des ménages. C'est un schéma de base qui dépend de la réalité du terrain. Il est évident que les représentations peuvent varier à l'infini car la construction de la maquette de la ville résulte de choix qui sont non seulement fonction des renseignements disponibles, mais aussi des objectifs de la recherche. Cependant, on peut considérer qu'elle constitue un point de départ pour une modélisation. L'organisation globale de l'économie de la ville s'inscrit dans un cadre dynamique. En effet, le niveau de la production dépend de la demande des ménages qui dépend aussi du niveau de la production.

Figure 35: Organisation économique de la ville et montant des flux en millions de F CFA (Muea, août 1995).



Note - Le symbole $\odot p$ représente un mécanisme de marché avec un prix d'équilibre p .

L'usine de la ville est un élément exogène dans son économie.

Les activités urbaines sont constituées du secteur urbain, services du gouvernement, et des loyers.

Les activités agricoles sont constituées de l'agriculture vivrière, de l'agriculture d'exportation, et de l'agriculture non-alimentaire.

Nous n'avons pas inclus le compte du gouvernement local, qui perçoit quatre millions de F CFA par an par l'intermédiaire de la taxe sur le marché, afin de ne pas alourdir le dessin.

Il n'y a pas d'équilibre par les prix sur le marché local de la ville.

La Figure 35 montre une représentation globale, détaillée et chiffrée de l'économie de la ville de Muea dans un cadre comptable. La détermination des facteurs fixes est importante puisqu'elle détermine le cadre général de l'économie de la ville. Ces facteurs de production sont en général constitués de la terre et de la technologie. Le facteur terre est considéré comme fixe, au moins à court terme, à cause de sa rareté dans la zone du mont Cameroun. La technologie est aussi considérée comme fixe dans un premier temps. C'est une hypothèse très im-

portante car, si elle permet de justifier des coefficients constants au niveau des matrices de comptabilité sociales et de simplifier ainsi considérablement le fonctionnement des modèles, elle suppose un état stationnaire des techniques, une structure constante des branches des activités. Or, on peut considérer qu'une évolution importante d'une certaine branche des activités peut entraîner une modification des techniques utiliser et modifier ainsi l'ensemble du tableau des entrées intermédiaires. Cette hypothèse est moins cruciale dans le contexte étudié ici car les méthodes de production demeurent artisanales et elles ne constituent pas pour le moment une préoccupation majeure des producteurs.

Les activités ont été divisées en deux groupes, les activités agricoles (agriculture vivrière, agriculture de rente, élevage, et agriculture non-alimentaire) et les activités urbaines (secteur urbain, services du gouvernement, et loyers). Le montant de la production des activités détermine le niveau de rémunération des facteurs (main-d'oeuvre salarié agricole et urbaine, travail familial, et capital). Les facteurs sont principalement constitués de main-d'oeuvre familiale, que l'on peut aussi définir comme étant de l'excédent brut d'exploitation. Ce montant se répartit ensuite auprès des ménages. Normalement, il faut rajouter les comptes du gouvernement local et ceux des entreprises. Le gouvernement local de la ville perçoit la plus grande partie de ses ressources par l'intermédiaire de la taxe de marché, qui lui rapporte quatre millions de F CFA par an. Malheureusement, il n'y a pas de données relatives à la structure de ces dépenses et c'est donc pour cette raison que cela se traduit par de l'accumulation dans la matrice de comptabilité sociale. L'usine de la ville a été considérée comme un élément exogène dont les activités sont dissociées de celles de la ville. La valeur de sa production s'élève à 24 millions de F CFA par an. Son mode de fonctionnement est totalement indépendant des circuits de la ville de Muea et c'est pour cette raison qu'elle apparaît comme une sorte d'îlot dans son économie.

Le revenu des facteurs détermine le revenu des ménages, lequel est modifié par des transferts divers. Les ménages reçoivent des revenus non seulement de la production urbaine et agricole, mais aussi des transferts monétaires perçus par des migrants situés hors de la ville, des revenus de la fonction publique, et des versements de loyers pour le logement. Les transferts inter-ménages ne sont que des flux à somme nulle puisque l'ensemble des versements de la part de certains ménages est récupéré par d'autres ménages. Il faut aussi remarquer que les ménages perçoivent aussi le montant de leurs dépôts auprès des associations financières auxquelles ils

participent, après avoir déduit le montant effectif des investissements. Les ressources des associations financières et des transferts inter-ménages accroissent donc le compte des ménages.

Le revenu des ménages se répartit ensuite entre la demande pour des biens de consommation courante, l'épargne et les investissements. Le niveau des investissements est directement déterminé à partir de la demande des activités de production pour des biens d'équipement; il n'est donc pas calculé directement à partir du niveau de revenu des ménages. Le montant des investissements est ensuite déduit de l'épargne des ménages déposée dans les nombreuses associations financières de la ville.

La demande des ménages pour des produits se répartit ensuite en achats sur le marché domestique des biens et en achats sur le marché extérieur des biens. Dans un modèle d'équilibre général calculable macro-économique ordinaire, l'équilibre sur le marché local s'établit par l'intermédiaire d'un prix domestique qui assure l'équilibre entre l'offre et la demande. Ce n'est pas le cas à une échelle économique plus réduite, où les villes sont assez bien intégrées dans les marchés extérieurs grâce à des coûts de transaction relativement réduits. Dans ce cas, l'équilibre s'établit par des variations en quantité et non par des variations en prix. Une augmentation de la demande des ménages se traduira normalement par une augmentation de la production si elle est élastique, ou par une augmentation des importations dans le cas contraire. L'équilibre sur le marché extérieur ne suit pas la même logique que pour les modèles macro-économiques car (i) les villes peuvent posséder plusieurs comptes extérieurs à différents niveaux (reste du Cameroun, gouvernement national, et transferts monétaires) et (ii) elles ne disposent pas de taux de change qui peuvent ramener les excédents ou les déficits à un équilibre. En fait, la balance commerciale d'une ville ou d'un village n'a aucune raison de se trouver à l'équilibre. Par exemple, les villages qui perçoivent l'essentiel de leurs ressources monétaires grâce aux envois des migrants qui travaillent à l'étranger, ont des balances excédentaires. Si l'équilibre peut être recherché pour des raisons comptables en utilisant un compte de solde pour les marchés extérieurs, il est artificiel et il ne représente qu'un éventuel surplus ou déficit commercial.

Enfin, l'économie de la ville s'inscrit dans un cadre dynamique, le niveau conjugué de la production des activités et de la demande des ménages entraîne une évolution itérative positive ou négative de l'économie de la ville. Certaines branches d'activité sont limitées au niveau de l'offre; c'est le cas en particulier de l'agriculture et de l'élevage. Dans ces conditions, c'est

l'offre qui entraîne la demande. Cependant, dans les autres branches, c'est la demande des ménages qui entraîne la production des activités.

C. La matrice de comptabilité sociale de la ville.

L'ensemble de la structure de la ville peut se résumer dans une matrice de comptabilité sociale qui reprend l'ensemble des grandeurs économiques de la ville qui ont été décrites dans la deuxième partie. Le Tableau 55 p.287 fait la synthèse globale de toute la deuxième partie. On retrouve le compte des activités, qui utilise des consommations intermédiaires, des importations et des facteurs pour sa production. Une partie de la production est vendue auprès des ménages sur les marchés domestiques, ou est exportée. Les ménages récupèrent la rémunération des facteurs, auxquels on rajoute les transferts inter-ménages et les ressources du reste du Cameroun, sous forme de transferts de migrants travaillant à l'extérieur, et de revenus de l'administration publique. Les ménages reçoivent aussi le montant des dépôts qu'ils ont effectué dans les associations financières. Dans les matrices de comptabilité sociale classiques, on suppose que le montant de l'épargne est égal à de l'investissement et cela implique, soit que l'investissement est surévalué, soit qu'une certaine épargne des ménages n'en est pas réellement (en particulier les dépenses différées, comme celles des frais de scolarité). Par ailleurs, les dépôts des ménages sont en général affectés dans les institutions financières formelles, autrement dit, les comptes du reste du Cameroun. Dans le cas de la ville de Muea, un dixième seulement des dépôts monétaires est effectué auprès du système financier formel et il a donc été affecté dans le compte du reste du Cameroun. Le montant des investissements correspond à celui des entreprises pour des biens d'équipements. Le solde constitue des provisions pour des dépenses ultérieures, ou simplement une thésaurisation destinée à échapper aux convoitises du voisinage. Ce solde est difficilement ventilable entre d'éventuels postes de dépenses puisqu'elles ont, soit déjà été comptabilisées (frais de scolarité par exemple), soit que des informations plus précises manquent. Le choix a donc été fait d'affecter le montant total de ces dépôts au compte des ménages. La conséquence de ce choix est d'augmenter artificiellement le compte des ménages, par l'intermédiaire du compte d'accumulation¹. Enfin, le compte du reste du Cameroun est équilibré par des transferts qui sont en fait des comptes sol-

¹Rappelons qu'il ne s'agit pas d'accumulation au sens économique du terme (accroissement du potentiel productif de la collectivité), mais d'une thésaurisation monétaire qui représente une épargne qui n'est affectée ni dans les systèmes financiers informels, ni dans les systèmes financiers formels: une épargne « sous l'oreiller » en quelque sorte.

des. Il faut remarquer ici que le compte du Cameroun n'a aucune raison de s'équilibrer, la ville peut être soit excédentaire, soit déficitaire.

Tableau 55: Matrice de comptabilité sociale, comptes d'activités et de produits, en millions de F CFA (Muea, août 1995).

	A	X	AV	BB	BC	BD	BI	BJ	BK	BP	BT	BU
1					INSTITUTIONS							
2												
3		TOTAL ACTIVITE	TOTAL PRODUITS	TOTAL FACTEURS	taxe mkt	usine	TOTAL MENAGES	stock	accumul	TOTAL CAPITAL	TOTAL RdC	TOTAL
34	TOTAL ACTIVITES		919,411								1 241,129	2 160,540
58	TOTAL PRODUITS	235,153					935,756	31,112		36,915		1 238,936
64	TOTAL FACTEURS	1 897,631				3,600					3,398	1 904,628
65	taxe marché	3,916										3,916
66	Usine maggi										24,000	24,000
71	TOTAL MENAGES	23,840		1 904,628			52,370			391,383	137,554	2 509,701
72	stock						31,112					31,112
73	accumulation				3,916		666,817					670,733
78	TOTAL CAPITAL						469,286					469,286
82	TOTAL RdC		319,525			20,400	354,360		670,733	40,988	136,660	1 542,667
83	TOTAL	2 160,540	1 238,936	1 904,628	3,916	24,000	2 509,701	31,112	670,733	469,286	1 542,741	10 555,594

Les comptes de l'usine et de la taxe du marché ont été séparés des autres comptes pour des raisons différentes:

La taxe du marché, qui représente une grande partie des ressources du gouvernement local, a été mise en évidence pour répondre à un objectif de la modélisation: connaître l'impact (théorique) d'une amélioration des infrastructures, d'une augmentation des loyers et de la fréquentation du marché, sur la taxe du marché.

L'usine a été séparée de l'économie de la ville à cause de son fonctionnement totalement différent de celui de la ville, de sa faible intégration dans l'économie locale à l'heure actuelle, et du manque de données complètes. Par ailleurs, la construction de l'établissement ne s'est achevée qu'en 1995 et il est donc difficile pour le moment d'élaborer des spéculations sur son intégration. L'usine utilise des techniques de production modernes et elle s'inscrit par définition dans le secteur formel de l'économie. Cette situation contraste avec les méthodes de production artisanales des agriculteurs et leur faible intégration dans le système formel. L'usine se trouve dans le périmètre urbain de la ville mais elle est symboliquement entourée d'un mur en ciment. Il n'y avait que deux employés originaires de la ville qui travaillaient dans l'usine en 1995. La production était faible, et ne tournait pas encore à pleine capacité. Les données ont cependant été ajoutées dans la matrice de comptabilité sociale afin de donner une idée de son importance dans l'économie de la ville.

Le Tableau 56, p.289 montre la même matrice de comptabilité sociale, mais les comptes sont ici totalement désagrégés.

Tableau 56: Matrice de comptabilité sociale de la ville complète, activités et produits, en millions de F CFA (Muea, août 1995).

	Agriculture		Agr non-alimentaire					ACTIVITES										
	vivrier	rente	agr	bétail	Agr non-alimentaire			Secteur urbain										
					ma	outil	com. agr	engrais	ag na	manufact.	com urb	loisirs	transport	services	urbain			
agr viv (très pauvres)																		
agr viv (pauvres)																		
agr viv (moyens)																		
agr viv (riches)																		
total vivrier																		
agr rente (très pauvres)																		
agr rente (pauvres)																		
agr rente (moyens)																		
agr rente (riches)																		
total rente																		
total agr alimentaire																		
bétail																		
prod rur non agr																		
outillage agricole																		
commerce agricole																		
engrais																		
total agr non alim																		
manufacture																		
commerce urbain																		
loisirs																		
transport																		
services urbains																		
total secteur urbain																		
éducation																		
eau, gaz, électricité																		
vétérinaire																		
santé																		
total serv gouvt																		
loyers																		
total loyers																		
TOTAL ACTIVITES																		
céréales et légumes				51,290	3,900		21,549	25,449			57,768					1,500	59,268	
agriculture de rente																		
total agr ali				51,290	3,900		21,549	25,449			57,768					1,500	59,268	
bétail				43,800														
prod rur non agr																		
outillage agricole	4,104		4,104															
commerce agricole																		
engrais		9,079	9,079															
agr non ali	4,104	9,079	13,183															
matériaux de const				9,682	0,643		9,026	9,672		3,547	5,923			0,591	7,584		17,645	
manuf. (biens d'éq)				2,996														
commerce urbain																		
loisirs																		
transport																		0,010
services urbains										0,010	0,010					0,090	0,100	
secteur urbain				12,677	0,643		9,026	9,672		3,557	5,933			0,591	7,674		17,755	
éducation																		
eau, gaz, électricité				0,120			0,153	0,153		0,065	0,044					0,075	0,184	
vétérinaire				0,066														
santé																		
Produits serv gouvt				0,186			0,153	0,153		0,065	0,044					0,075	0,184	
loyers																		
Produits loyers																		
TOTAL PRODUITS	4,104	9,079	13,183	107,953	4,545		30,728	35,273		3,622	64,369			1,504	9,249		78,744	
main d'o salariée rurale		21,323	21,323															
m-o salariée urbaine				22,490	0,300		9,523	9,823		6,309	2,531			1,632	0,005		10,477	
m-o familiale	1 121,774	34,703	1 156,476	111,172	4,165		46,641	50,806		53,998	275,336		32,077	92,351	28,513		482,275	
Maïn d'oeuvre	1 143,097	34,703	1 177,799	133,662	4,465		56,163	60,628		60,307	277,866		32,077	93,983	28,518		492,752	
location		3,350	3,350	0,990	0,036		2,306	2,342		4,482	1,914				0,971		7,367	
TOTAL FACTEURS	1 146,447	34,703	1 181,149	134,652	4,501		58,469	62,970		64,789	279,780		32,077	93,983	29,489		500,118	
taxe marché				0,965			1,222	1,222		0,142	1,393				0,195		1,730	
Usine maggi																		
ménages très pauvres																		
ménages pauvres																		
ménages moyens																		
ménages riches																		
TOTAL MENAGES																		
stock																		
accumulation																		
capital public																		
njangy																		
épargne																		
caisses de prévoyance																		
TOTAL CAPITAL																		
RdC																		
transferts RdC																		
Gouvt RdC																		
TOTAL RdC																		
TOTAL	1 150,550	43,782	1 194,332	243,570	9,046		90,420	99,466		68,354	345,542		32,077	95,681	38,738		580,591	

Tableau 2: (suite) Matrice de comptabilité sociale de la ville complète, activités et produits, en millions de F CFA (Muea, août 1995).

Services du gouv				divers			TOTAL ACTIVITE	Agriculture			Agr nom aliment						
éducation	énergie	vétérin	santé	gouv	loyers	loyers		vivrier	rente	agr	bétail	pna	outilage	crim.ag	engrais	ag na	
							8,217		8,217								
							26,462		26,462								
							59,610		59,610								
							184,233		184,233								
							278,550		278,550								
								0,750	0,750								
								5,562	5,562								
								7,710	7,710								
								15,435	15,435								
								29,457	29,457								
							278,550	29,457	308,007								
										144,240							
											9,046				9,046		
													76,698		76,698		
											9,046		76,698		85,744		
							136,008										
							136,008										
							45,337										
							4,104										
							9,079										
							13,183										
							36,998										
							2,996										
							0,010										
							0,100										
							40,104										
							0,457										
							0,066										
							0,523										
							235,153										
							21,323										
							42,789										
						18,741	18,741										
						18,741	18,741										
						18,741	18,741										
							3,916										
						0,150	0,150										
						2,370	2,370										
						5,750	5,750										
						15,570	15,570										
						23,840	23,840										
							1,123	2,095	3,218	24,421	4,636	4,104	16,419	9,079	34,238		
							0,058			0,058							
							1,123	2,095	3,218	24,479	4,636	4,104	16,419	9,079	34,238		
						42,581	42,581	2,160,540	279,673	31,552	311,225	168,719	13,682	4,104	93,117	9,079	119,982

ficile de dissocier ce qui relève du ressort de l'Etat, et ce qui est effectivement pris en charge par les ménages (savoir, par exemple, si les branchements électriques ne sont pas piratés, si les salaires des enseignants des écoles sont complètement pris en charge par les ménages, etc).

Le compte des produits n'a pas besoin d'avoir les mêmes définitions sectorielles puisqu'ils sont déterminés séparément. Les comptes conservent cependant les mêmes dénominations que ceux du compte des activités. Il faut remarquer que le compte « matériaux de construction » a été rajouté dans le compte du secteur urbain, pour correspondre à une catégorie de dépenses effectuées par les ménages. Le tableau entrées-sorties, qui représente l'ensemble des consommations intermédiaires des différentes branches d'activité, a été déterminé avec précision directement à partir de l'enquête auprès des ménages.

Le compte des facteurs est constitué de la main-d'oeuvre et de la location de locaux pour l'exercice des activités de production. La main-d'oeuvre familiale représente l'excédent brut d'exploitation de la ville. La rémunération de la terre et du capital y sont aussi inclus car il n'y a pas d'informations actuellement sur les moyens d'évaluer séparément ces grandeurs.

Les ménages reçoivent les ressources du compte des facteurs, du paiements des loyers qu'ils perçoivent, des transferts inter-ménages, du capital, et des transferts du reste du Cameroun (services publics et transferts des migrants).

D. Les caractéristiques économiques de la ville.

La ville de Muea profite de son excellente situation naturelle pour bénéficier d'une très bonne production agricole vivrière. Cette situation lui a permis de devenir un centre régional agricole où se rendent de nombreux commerçants afin d'y acheter les produits vivriers. Le marché de la ville, où s'effectuent les transactions deux fois par semaine, a entraîné le développement d'activités urbaines essentiellement commerciales.

1) L'intégration avec les marchés extérieurs.

La ville de Muea est fortement intégrée avec les marchés extérieurs puisque les exportations s'élèvent à 1,241 milliards de F CFA par an, dont 70% sont couvertes par l'agriculture vivrière, tandis que les importations ne s'élèvent qu'à 216 millions de F CFA par an, dont 70% sont couvertes par le secteur urbain. La balance commerciale est largement excédentaire. La production agricole constitue l'activité principale de la ville, mais les activités urbaines profitent de l'importance du marché dans la région. Elles se développent au fur et à mesure que le

nombre de commerçants augmente sur la place du marché. De nombreuses activités sont directement liées à l'activité économique du marché.

Tableau 57: Caractéristiques de l'économie de la ville, en millions de F CFA (Muea, août 1995).

	VA		Exportations		Importations		CI	
	F CFA	%	F CFA	%	F CFA	%	F CFA	%
Agr. vivrière	1 146,447	60,41%	872,000	70,26%	1,123	0,52%	4,104	1,75%
Agr. de rente	34,703	1,83%	14,325	1,15%	2,095	0,97%	9,079	3,86%
Total agr alimentaire	1 181,149	62,24%	886,325	71,41%	3,218	1,48%	13,183	5,61%
bétail	134,652	7,10%	99,330	8,00%	24,421	11,26%	107,953	45,91%
Production rurale non ag.	4,501	0,24%	0,000	0,00%	4,636	2,14%	4,545	1,93%
outillage agricole			0,000	0,00%	4,104	1,89%		
commerce agricole	58,469	3,08%	13,722	1,11%	16,419	7,57%	30,728	13,07%
engrais			0,000	0,00%	9,079	4,19%	0,000	0,00%
total agr non alim	62,970	3,32%	13,722	1,11%	34,238	15,78%	35,273	15,00%
(matériaux de const.)	0,000	0,00%	0,000	0,00%	6,945	3,20%	0,000	0,00%
manufacture	64,789	3,41%	49,284	3,97%	88,489	40,79%	3,622	1,54%
commerce urbain	279,780	14,74%	87,109	7,02%	24,015	11,07%	64,369	27,37%
loisirs	32,077	1,69%	4,015	0,32%	0,000	0,00%		
transport	93,983	4,95%	78,031	6,29%	19,638	9,05%	1,504	0,64%
services urbains	29,489	1,55%	14,165	1,14%	14,410	6,64%	9,249	3,93%
total secteur urbain	500,118	26,35%	232,604	18,74%	153,496	70,76%	78,744	33,49%
loyers	18,741	0,99%	9,149	0,74%	1,560	0,72%	0,000	0,00%
total autre	18,741	0,99%	9,149	0,74%	1,560	0,72%	0,000	0,00%
TOTAL	1 897,631	100,00%	1 241,129	100,00%	216,933	100,00%	235,153	100,00%

Note - CI = consommations intermédiaires.

Le Tableau 57 montre quelques éléments descriptifs de l'économie de la ville. La première colonne montre comment se répartit la valeur ajoutée entre les différents secteurs de la production. Les sections sur les exportations et les importations donnent une idée du niveau d'intégration de la ville avec les marchés extérieurs. La dernière colonne présente la répartition des consommations intermédiaires pour les différents secteurs.

La dépendance de l'économie aux importations est calculée par le rapport entre le niveau des importations d'un produit et sa production locale. L'agriculture vivrière est très faiblement dépendante puisque ses importations ne représentent qu'un pour cent environ de sa production. Les activités les plus dépendantes sur les marchés extérieurs sont l'élevage (15%), le commerce agricole (18%) et le commerce urbain (9%). Le secteur agricole non-alimentaire et le secteur urbain sont tous les deux dépendant à hauteur de 30% environ des importations.

Le niveau et la répartition des consommations intermédiaires se répartit assez uniformément entre les différents secteurs de la production. L'élevage est le secteur qui emploie le plus de consommations intermédiaires pour sa production (46% du total). Les activités commerciales

agricoles et urbaines emploient aussi beaucoup de consommations intermédiaires (13% et 27% respectivement). Les consommations intermédiaires de l'agriculture vivrière sont constituées d'outillage, tandis qu'elles sont constituées d'engrais pour l'agriculture de rente.

2) Les secteurs de la production et des facteurs.

La production totale de la ville de Muea s'élève à 3,367 milliards de F CFA par an. Le produit intérieur brut de Muea peut se mesurer par le montant de sa valeur ajoutée totale, soit 1,897 milliards de F CFA. Si l'on considère que la population de la ville est de 7500 habitants, cela fait un revenu annuel par tête de 2500 FF environ, soit 500 dollars¹. Cela représente, pour chaque ménage, un revenu annuel de 12 700 FF environ (soit 2500 dollars).

Les sources de revenu sont assez diversifiées. Il existe 14 sources différentes de revenus. L'agriculture vivrière et l'agriculture de rente n'en constituent que deux, le reste est constitué de l'élevage, l'agriculture non-alimentaire (hors outillage et engrais), l'ensemble des activités urbaines, des activités gouvernementales et des services des ménages. Les trois sources les plus importantes par rapport à la valeur ajoutée totale de la ville sont l'agriculture vivrière, le commerce urbain et l'élevage. Elles représentent un total de 82% de la valeur ajoutée totale. L'agriculture vivrière, qui est de loin la source de revenu la plus importante, représente 60% du total. Le secteur urbain et l'élevage représentent 33% et 16% respectivement de la production totale.

¹ Les revenus par tête des villages de l'ouvrage de Taylor s'échelonnent entre 105 dollars par an (le village du Sénégal) et 700 dollars (le village mexicain).

Tableau 58: Facteurs de production et part de la valeur ajoutée (Muea, août 1995).

	Main-d'oeuvre			Terre	Location
	rurale	urbaine	familiale		
Agriculture vivrière	0,019		0,978	0,003	
Agriculture de rente			1,000		
Total agr alimentaire	0,018		0,979	0,003	
Bétail		0,167	0,826		0,007
Production rurale non ag.		0,067	0,925		0,008
Commerce agricole		0,163	0,798		0,039
Total agr non alim		0,156	0,807		0,037
Manufacture		0,097	0,833		0,069
Commerce urbain		0,009	0,984		0,007
Loisirs			1,000		
Transport		0,017	0,983		
Services urbains		0,000	0,967		0,033
Total secteur urbain		0,021	0,964		0,015
Loyers			1,000		
TOTAL	0,011	0,023	0,959	0,003	0,006

Le Tableau 58 montre la répartition de la valeur ajoutée en fonction des différents secteurs de production. Les chiffres représentent les parts dans la valeur ajoutée². Les facteurs de la terre et de la location ne prennent en compte que le montant des locations de la terre et des locaux pour l'exercice des activités. La main-d'oeuvre familiale, qui représente une grande part de la valeur ajoutée des secteurs de la production, comprend la rémunération implicite du facteur terre et du capital. Le commerce agricole et l'élevage utilisent la plus grande part de la main-d'oeuvre salariée (0,163 et 0,167 respectivement). En règle générale, la main-d'oeuvre représente une part très faible de la valeur ajoutée car la plupart des entreprises sont individuelles, ou alors, elles emploient de la main-d'oeuvre familiale qui n'est pas rémunérée. Certains secteurs, comme les loisirs ou les loyers, n'emploient que de la main-d'oeuvre familiale, il n'y a pas de coûts de location ou de main-d'oeuvre salariée dans ces cas là.

La répartition de la valeur ajoutée est importante pour la conduite des expérimentations du modèle. Lorsque le travail familial est un facteur rare, ou qu'il possède un coût d'opportunité élevé dans d'autres activités, la réponse des ménages face à une augmentation de la demande dans des secteurs intensifs en travail dépend de leur capacité à accroître leur production grâce à du travail salarié. Les secteurs, qui reposent en grande partie sur des avoirs familiaux, tels

² Ces chiffres sont équivalents aux exposants des fonctions de production de type Cobb-Douglas, sous l'hypothèse de maximisation de profit.

que la terre, le travail et le capital physique et dont l'offre est fixe à court terme, possèdent des réponses à une augmentation de la demande qui peuvent être limitées, en particulier si les prix non-observables de ces ressources sont élevés.

3) La répartition des richesses auprès des ménages.

La structure des dépenses et des revenus, d'un village ou d'une ville, a d'importantes implications pour l'orientations des politiques de lutte contre la pauvreté, sur l'évolution du surplus de sa production et de ses liens avec les marchés extérieurs, ainsi que sur l'épargne et l'investissement. Il faut toutefois remarquer que si les ménages sont des preneurs de prix dans une région, alors il existera peu de liens entre la production locale et le niveau de consommation. Dans les modèles actuels de modélisation de villages, c'est la contrainte de temps de travail et de loisir qui va arbitrer les choix des ménages pour les niveaux de production.

Tableau 59 : Répartition du revenu des facteurs auprès des ménages, en millions de francs de F CFA (Muea, août 1995).

	Main-d'oeuvre			Total	Capital	Total facteurs
	rurale	urbaine	familiale			
Ménages très pauvres	2,964	1,749	218,255	222,867	0,530	223,397
Ménages pauvres	2,190	3,665	161,205	167,060	1,110	168,170
Ménages moyens	5,686	7,687	423,937	437,301	2,328	439,637
Ménages riches	13,806	33,89	1 016,174	1 063,269	10,081	1 073,350
Total	24,720	46,389	1 819,470	1 890,579	14,049	1 904,628

Note - Le total n'est pas exactement égal à la somme des nombres qui le compose à cause des arrondis. Par ailleurs, on inclut ici les facteurs « importés » depuis l'extérieur de la ville, ce qui a pour conséquence de donner des résultats légèrement supérieurs aux données qui ne concernent que la ville.

La valeur ajoutée représente la part la plus importante du revenu des ménages et sa répartition entre les différentes catégories de ménages traduit normalement la dotation en avoirs des ménages. Le Tableau 59 montre comment les ménages reçoivent la rémunération des facteurs. La répartition de la valeur ajoutée est inégale entre les ménages. Les ménages riches, dont les revenus annuels sont supérieurs à un million de F CFA, recouvrent la moitié de la rémunération des facteurs.

Tableau 60: Distribution des loyers, des transferts des migrants et des revenus du secteur public auprès des ménages, en millions de F CFA et en % (Muea, août 1995).

	Loyers		Transferts		Gouvernement	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Ménages très pauvres	0,150	1%	2,500	15%	4,800	4%
Ménages pauvres	2,370	10%	1,934	12%	37,454	31%
Ménages moyens	5,750	24%	3,135	19%	18,021	15%
Ménages riches	15,570	65%	8,670	53%	61,040	50%
Total	23,840	100%	16,239	100%	121,315	100%

Le Tableau 60 montre la distribution des revenus des loyers, des transferts monétaires provenant des migrants, et des revenus issus de la fonction publique. Les ménages riches accaparent ici aussi plus de la moitié des revenus des différentes catégories de ressources. En ce qui concerne les transferts des migrants, il y a une répartition relativement homogène entre les ménages très pauvres, pauvres et moyens (entre 12% et 19%).

Tableau 61 : Structure des comptes des différentes catégories de ménages (Muea, août 1995).

	Ménages				TOTAL MENAGES
	très pauvres	pauvres	moyens	riches	
Céréales et légumes	3,34%	7,37%	5,55%	5,87%	5,72%
Agriculture de rente	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Total agr ali	3,34%	7,37%	5,55%	5,87%	5,72%
Bétail	2,12%	5,05%	4,29%	3,78%	3,89%
Prod rur non agr	1,42%	1,19%	0,58%	0,24%	0,55%
Outillage agricole	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Commerce agricole	9,69%	8,13%	3,98%	1,67%	3,71%
Engrais	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Agr non all	11,12%	9,32%	4,56%	1,91%	4,26%
Matériaux de const	0,00%	0,01%	0,14%	0,44%	0,28%
Manuf. (biens d'éqt)	1,51%	4,31%	2,56%	2,85%	2,82%
Com non agr (alim)	5,02%	11,03%	8,83%	13,17%	11,14%
Loisirs	0,54%	2,18%	0,87%	1,10%	1,12%
Transport	0,83%	1,81%	1,43%	0,86%	1,10%
Services urbains	4,15%	3,48%	1,70%	0,71%	1,59%
Secteur urbain	12,05%	22,82%	15,53%	19,14%	18,04%
Education	0,75%	1,27%	1,13%	1,69%	1,42%
Eau, gaz, électricité	1,18%	2,33%	1,52%	0,92%	1,24%
Vétérinaire	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Santé	0,14%	0,92%	0,58%	1,91%	1,32%
Produits serv gouv	2,07%	4,52%	3,23%	4,52%	3,99%
Loyers	2,51%	4,18%	1,79%	0,47%	1,39%
Produits loyers	2,51%	4,18%	1,79%	0,47%	1,39%
TOTAL PRODUITS	33,20%	53,26%	34,96%	35,69%	37,29%
Ménages très pauvres	0,02%	0,08%	0,08%	0,07%	0,07%
Ménages pauvres	0,24%	0,83%	0,78%	0,77%	0,73%
Ménages moyens	0,08%	0,27%	0,25%	0,25%	0,23%
Ménages riches	0,34%	1,20%	1,12%	1,11%	1,05%
TOTAL MENAGES	0,68%	2,38%	2,22%	2,21%	2,09%
Stock	3,23%	2,71%	1,33%	0,56%	1,24%
Accumulation	56,88%	15,75%	33,53%	20,67%	26,57%
Capital public	0,21%	1,58%	1,69%	2,37%	1,91%
Njangy	0,71%	5,26%	5,63%	7,89%	6,38%
Epargne	1,14%	8,38%	8,98%	12,57%	10,16%
Caisses de prévoyance	0,03%	0,21%	0,22%	0,31%	0,25%
TOTAL CAPITAL	2,09%	15,42%	16,53%	23,13%	18,70%
RdC	2,96%	6,24%	5,95%	11,72%	8,91%
Transferts RdC	0,62%	1,62%	3,20%	1,87%	2,03%
Gouv RdC	0,33%	2,62%	2,28%	4,15%	3,18%
TOTAL RdC	3,91%	10,48%	11,44%	17,74%	14,12%
TOTAL	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Note - les ratios totaux sont légèrement inférieurs à ceux du compte des ménages car nous y avons inclus les transferts inter-ménages.

Le Tableau 61 présente les parts budgétaires des différentes catégories de ménages. L'intérêt de ce tableau est de montrer les dépendances des différentes catégories de ménages. Les ménages très pauvres sont dépendants des produits de l'agriculture non-alimentaire mais ils le sont moins pour les produits importés auprès des marchés extérieurs. Les autres catégories de

ménage sont très dépendantes du secteur urbain, et, en particulier pour les ménages riches, des marchés extérieurs.

Chapitre II: Les modèles linéaires et non-linéaires de la ville.

Deux catégories de modèles vont être construits afin de mettre en évidence les différences que l'on peut obtenir au niveau des résultats des simulations. Ces deux modèles sont construits autour d'une maquette de la ville qui est constituée de plusieurs éléments différents: une matrice de comptabilité sociale de base, un tableau de prix, un tableau en volume, un tableau en valeur, et un tableau qui exprime les pourcentages de variation entre les valeurs initiales et finales. Les différences entre les deux modèles se situeront au niveau des relations entre les différentes variables du modèle.

Le modèle linéaire fonctionne selon le principe d'une matrice de comptabilité sociale, avec toutes les limites inhérentes à cette approche (en particulier une élasticité de l'offre très élevée et l'absence d'effets-prix).

Le modèle non-linéaire essaye de se rapprocher de la conception des modèles d'équilibre général calculable en reprenant l'ensemble des données utilisées pour les matrices de comptabilité sociale, et en les complétant par une spécification et une estimation des relations globales qui existent entre les différents acteurs de la ville. La spécification des comportements se traduit par l'évaluation de fonctions de production pour chaque type d'activité productive et des fonctions de dépense. On fixe ensuite des contraintes d'équilibre général local sur les marchés des biens et des facteurs, avec une détermination des prix qui est endogène pour les prix non-échangeables (les produits vivriers et le travail familial de ce secteur), et exogène pour les biens échangeables.

A. La maquette de base de la modélisation.

La maquette de base de la modélisation constitue le support pour chacun des deux modèles. Elle se base sur la matrice de comptabilité sociale de la ville et sur une décomposition de l'évolution des variables (en volume ou en valeur).

1) La matrice adoptée pour la modélisation: la matrice des activités.

On regroupe généralement le compte des produits avec celui des activités afin de ne pas alourdir les calculs lors des simulations. L'opération est très simple et l'on doit obtenir les mêmes résultats dans le tableau d'arrivée. Il existe cependant certaines modifications qui peuvent apparaître. Etant donné que c'est le compte des stocks qui joue le rôle de solde pour le compte des produits, il est assimilé à celui du travail familial lorsque les deux comptes sont

regroupés. Le compte du travail familial est alors modifié en conséquence. De toute manière, il est difficile de dissocier les stocks du travail familial lorsque certains comptes, comme celui de l'élevage, utilisent comme consommations intermédiaires certains produits de leur propre production.

Tableau 62 A: Matrice de comptabilité sociale adoptée pour la modélisation, compte des activités, en millions de F CFA (Muea, août 1995).

TABLEAU T°	ACTIVITES									FACTEURS					TOTAL
	Agr		agr	bétail	ag na	urbain	gouv	loyers	TOTAL	main d'oeuvre				TOTAL	
	vivrier	rente								rurale	urbaine	familiale	main d'o		
total viv	278,550		278,550	51,290	25,449	59,268			414,558						
total rente		29,457	29,457						29,457						
total agr ali	278,550	29,457	308,007	51,290	25,449	59,268			444,015						
bétail				188,040		1,537			189,577						
total agr non alim	4,104	9,079	13,183		85,744				98,927						
total secteur urbain				12,677	9,672	365,743			388,091						
total serv gouv				0,186	0,153	0,184			0,523						
total loyers								33,432	33,432						
TOTAL ACTIVITES	282,654	38,536	321,190	252,193	121,018	426,731		33,432	1 154,564						
main d'o salariée rurale	21,323		21,323						21,323						
m o salariée urbaine				22,490	9,823	10,477			42,789						
m o familiale	1 121,773	3,151	1 124,924	85,301	50,805	507,826		18,742	1 787,598						
Main d'oeuvre	1 143,096	3,151	1 146,247	107,791	60,628	518,303		18,742	1 851,710						
location	3,350		3,350	0,990	2,342	7,367			14,049						
TOTAL FACTEURS	1 146,446	3,151	1 149,597	108,781	62,970	525,669		18,742	1 865,758						
taxe marché				0,965	1,222	1,730			3,916						
Usine maggi															
ménages très pauvres								0,150	0,150	2,964	1,749	214,333	219,046	0,530	219,575
ménages pauvres								2,370	2,370	2,190	3,665	158,381	164,236	1,110	165,346
ménages moyens								5,750	5,750	5,686	7,687	416,510	429,883	2,328	432,210
ménages riches								15,570	15,570	13,806	33,289	998,373	1 045,468	10,081	1 055,549
TOTAL MENAGES								23,840	23,840	24,720	46,389	1 787,598	1 858,707	14,049	1 872,755
accumulation													0,000		0,000
TOTAL CAPITAL															
TOTAL RdC	1,123	2,095	3,218	24,479	34,238	155,476	100,555	1,560	319,525						
TOTAL	1 430,223	43,782	1 474,004	386,417	219,448	1 109,606	100,554	77,574	3 367,603	24,720	46,389	1 787,598	1 858,707	14,049	1 872,755

Tableau 8 B: Matrice de comptabilité sociale adoptée pour la modélisation, compte des activités, en millions de F CFA (Muea, août 1995).

		INSTITUTIONS								
taxe mkt	usine	Ménages				TOTAL		TOTAL	TOTAL	
		très pauvres	pauvres	moyens	riches	MENAGES	accumul	CAPITAL	RdC	
		8,017	21,126	32,469	82,054	143,665			872,000	1 430,223
									14,325	43,782
		8,017	21,126	32,469	82,054	143,665			886,325	1 474,004
		5,087	14,459	25,133	52,833	97,511			99,330	386,417
		26,700	26,700	26,700	26,700	106,799			13,722	219,448
		28,744	65,202	90,739	267,312	451,996		36,915	232,604	1 109,606
		4,965	12,947	18,935	63,184	100,032				100,554
		6,030	11,970	10,453	6,540	34,993			9,149	77,574
		79,542	152,403	204,428	498,622	934,995		36,915	1 241,129	3 367,603
	3,600								3,398	24,720
	3,600									46,389
	3,600									1 787,598
	3,600								3,398	1 858,707
	3,600									14,049
	3,600								3,398	1 872,756
										3,916
									24,000	24,000
		0,056	0,231	0,441	1,046	1,773		7,550	7,300	236,349
		0,574	2,387	4,553	10,801	18,315		58,275	39,388	283,694
		0,184	0,764	1,457	3,456	5,860		112,972	21,156	577,948
		0,828	3,444	6,568	15,581	26,422		212,670	69,710	1 379,921
		1,641	6,827	13,019	30,884	52,370		391,467	137,554	2 477,986
3,916		140,746	50,267	196,812	279,076	666,901				670,817
		5,023	44,172	96,747	323,345	469,286				469,286
	20,400	9,396	30,026	66,943	247,995	354,360	670,817	40,905	136,602	1 542,609
3,916	24,000	236,349	283,694	577,948	1 379,921	2 477,912	670,817	469,286	1 542,683	10 428,973

Le Tableau 62 représente la matrice de comptabilité sociale de la ville qui regroupe le compte des produits sous celui des activités. On voit apparaître des différences dans les montants des facteurs de production 1,872 milliards au lieu de 1,904 milliards. Cette différence s'explique par le fait que les stocks du compte des produits se transforment en travail familial au niveau du compte des activités lorsque les deux sont réunis. De la même manière, le compte des ménages est légèrement inférieur dans la matrice des activités (2,477 milliards) que dans l'originale (2,509 milliards), à cause du montant des stocks qui est assimilé à de la main-d'oeuvre familiale.

Quelle que soit le type de modélisation que l'on souhaite effectuer sur la ville, la structure du modèle aura le même schéma. La matrice de comptabilité sociale adoptée pour la modélisation sera légèrement différente de celle précédemment décrite puisqu'elle regroupe le compte des produits avec celui des activités. Le fonctionnement général du modèle est ordonné par une série de tableaux qui traduisent des quantités et des prix, et dont le produit fournit un résultat en valeur.

2) Le fonctionnement général du modèle.

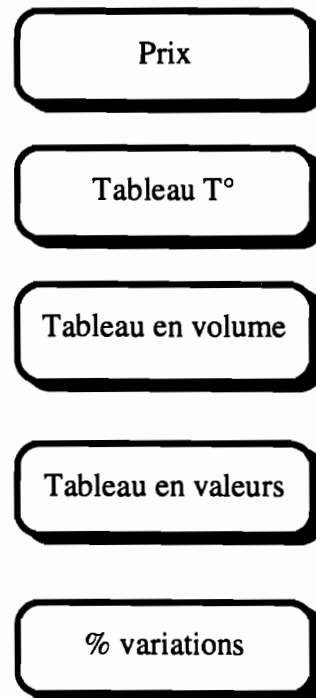
La structure de base de la modélisation est la même quelle que soit son degré de complexité. On construit un tableau de prix, en distinguant bien les prix endogènes des prix exogènes. Un tableau descriptif de la ville au temps T^0 sert de base de départ pour les simulations. C'est un tableau qui sert uniquement à effectuer des comparaisons entre la situation économique initiale de la ville et la situation économique à la suite des simulations. On peut dire que c'est un tableau en valeur (prix x quantités), où les prix sont équivalents à l'unité.

Un tableau en volume est construit et il représente les quantités échangées dans l'économie de la ville. On peut se contenter de n'utiliser que ce tableau lorsque l'étude est linéaire.

Un tableau en valeur représente le produit entre les prix et le tableau en volume. Les prix interviennent donc directement ici et on peut faire des études en fonction des variations de prix.

Un dernier tableau peut être élaboré afin d'évaluer les variations en pourcentage entre le tableau en valeur (ou en volume) et la situation initiale de la ville au temps T^0 (tableau T^0).

Figure 36: Maquette de la modélisation (Parrot, Muea, août 1996).



La Figure 36 montre comment s'organise le cadre de la modélisation. Le tableau T°, qui représente l'état de l'économie de la ville au temps t^0 , ne sert qu'à permettre des comparaisons entre les résultats des simulations et la situation initiale. Dans les modèles les plus simples, on peut se contenter de ne travailler que sur un tableau en volume, les prix n'intervenant pas. On peut aussi travailler par la suite sur des modèles « prix x volume », et l'on obtient alors un tableau en valeur. Si la modélisation est poussée un peu plus loin, on peut alors étudier des modèles « prix x volume x prix ». C'est ce qui arrive lorsque certains prix sont endogènes, ils sont déterminés de manière *ex-post* en fonction des contraintes qui leur sont imposées.

Une fois que les données sur la situation initiale de la ville ont été rentrées dans le tableau T°, il faut déterminer la manière dont les résultats du tableau en volume vont évoluer. Dans le cas présent, les coefficients sont fonction (i) de l'évolution de la variation du niveau de la production que l'on détermine *ex-ante* pour l'agriculture vivrière, l'agriculture d'exportation et l'élevage pour les consommations intermédiaires, et (ii) de l'évolution du revenu des ménages pour la consommation courante et l'épargne. Le modèle peut être affiné en considérant des comptes exogènes, tels que le compte du gouvernement national, qui rémunère les fonctionnaires, l'exportation de la main-d'oeuvre salariée, l'usine, les transferts inter-ménages, les loyers et la consommation en produits vivriers (élasticité nulle). Il est évident que le choix des comptes qui doivent être exogènes dépend des hypothèses que l'on définit sur le fonctionne-

ment de la ville. On peut considérer que les transferts inter-ménages ainsi que les loyers sont constants dans un premier temps, mais il est possible ensuite de les intégrer dans le fonctionnement de la ville. Les choix dépendent en fait du niveau de connaissance disponible sur le fonctionnement et les comportements des acteurs. Les résultats de ces produits peuvent être modifiés en fonction de contraintes que l'on introduit dans le modèle.

Si les prix sont introduits dans le modèle, il faut construire un tableau supplémentaire, le tableau de valeurs. Les cellules de ce tableau seront équivalentes au tableau de prix multiplié par le tableau en volume. On obtient alors l'effet prix x volume.

B. Un modèle simple linéaire: la matrice de comptabilité sociale.

Il est intéressant de procéder dans un premier temps par une modélisation simple, celle relative aux matrices de comptabilité sociale et leurs multiplicateurs.

1) Les hypothèses du modèle.

Un certain nombre d'hypothèses sont nécessaires à cause des contraintes du modèle linéaire simple. Elles constituent d'ailleurs en elles-mêmes des limites.

On suppose que le niveau technique des différentes branches de l'économie est constant. Autrement dit, les coefficients techniques sont constants au cours du temps. Cette hypothèse peut être très restrictive dans la mesure où les prévisions s'étalent sur plusieurs années, et où les niveaux de technologie ont une grande importance dans un cadre concurrentiel. On peut cependant relativiser son importance au niveau de la ville de Muea car il est peu probable que des changements importants du niveau de la technologie employée soient envisageables.

Les rendements d'échelle sont constants. On suppose en effet que la quantité de consommations intermédiaires utilisées est strictement proportionnelle à la quantité produite par la branche utilisatrice. Il est difficile d'évaluer avec précision l'état des rendements dans le secteur agricole. Selon les observations du centre de recherche agronomique d'Ekona, les rendements sont légèrement décroissants depuis une dizaine d'années, à cause de l'exploitation intensive des terres agricoles.

Il n'y a pas de changement de structure dans la branche qui puisse se produire. Les coefficients d'une branche sont la moyenne de coefficients des sous-branches qui la compose, pondérée par leur importance respective.

L'offre est parfaitement élastique, quel que soit le niveau de la demande. Il n'y a pas de contraintes de coûts et d'ajustement qui existent face à une modification de la demande. On peut cependant supposer qu'il existe des contraintes sur les capacités de production. Les niveaux sont alors déterminés ex-ante, ou limités à la hausse. Cela peut être le cas des activités agricoles et de l'élevage.

Les prix n'interviennent pas dans un premier temps¹. Les simulations sont donc accomplies sur des tableaux en volume.

2) La construction du modèle.

Tous les prix sont invariables et égaux à l'unité². Les tableaux en volume et en valeur seront donc identiques. Les coefficients sont constants, et cela implique une parfaite proportionnalité dans les opérations.

Le modèle peut cependant être modifié pour intégrer quelques contraintes au niveau de la production. Le niveau de la production agricole vivrière et de rente, ainsi que l'élevage, sont déterminés ex-ante. Certaines données sont considérées comme fixes. Il s'agit des loyers que perçoivent les ménages, de l'activité de l'usine, de la consommation des ménages pour des produits vivriers, des transferts inter-ménages, de la main-d'oeuvre salariée urbaine exportée, et des revenus des ménages de la part du reste du Cameroun.

L'évolution des coefficients de la matrice de comptabilité sociale est parfaitement proportionnelle, mais ils évoluent selon deux processus différents au niveau de la production et de la consommation des ménages.

Les coefficients techniques des branches de la production évoluent, dans un premier temps, en fonction du pourcentage de variation de la production totale. Ensuite, les évolutions se dérouleront en fonction des accroissements supplémentaires de plus en plus faibles. Cela signifie que si l'on accroît de 10% la production vivrière, toutes les consommations intermédiaires évolueront de 10% dans un premier temps. Il existe deux catégories de production, la production agricole alimentaire et la production non-agricole. La production agricole alimentaire est constituée de l'agriculture vivrière et de rente, et de l'élevage. Elle est déterminée ex-ante afin

¹ On peut travailler sur des politiques de prix indirectement par un transfert de revenu auprès du secteur concerné. Dans le cas d'une politique de prix relative au secteur agricole, cela se traduit par un transfert de revenu en faveur des profits de l'agriculture.

de traduire les contraintes de ses capacités de production et la très faible réaction qu'elle peut avoir en fonction d'une modification de la demande des ménages. On détermine alors un montant pour le volume de la production. Cela entraîne une modification du montant des consommations intermédiaires et des facteurs de production de manière proportionnelle. La consommation des ménages évolue de manière proportionnelle en fonction de l'évolution des facteurs.

La production vivrière a fait l'objet d'une petite modification dans l'économie de la ville. C'est un secteur important dans la région et il est de ce fait assez bien intégré aux marchés extérieurs. Le niveau des exportations est égal à la différence entre la production initiale et les consommations intermédiaires, ainsi que la consommation des ménages. Il n'est donc pas strictement proportionnel à la production, contrairement aux secteurs non-agricoles.

La production non-agricole n'est pas déterminée à l'avance car on peut considérer qu'elle peut répondre à des variations de la demande. Le niveau de la production (*i.e.*, de l'offre) est donc équivalent à la demande en consommations intermédiaires et en consommation des ménages. Le processus de ce secteur suit donc un schéma de type keynésien, où la demande entraîne l'offre.

Le calcul de l'évolution des coefficients de la consommation des ménages est établi sur la base de l'évolution du revenu résiduel. En effet, au lieu de considérer l'ensemble du revenu des ménages (comme pour le secteur productif), on lui soustrait les taxes et autres consommations du reste du Cameroun. Cela permet d'obtenir le revenu disponible des ménages. Si l'on soustrait ensuite du revenu disponible la consommation des ménages en produits vivriers, on obtient alors le revenu résiduel. Le rapport entre le revenu résiduel initial des ménages et le revenu résiduel final des ménages, après un choc dans son économie, détermine l'évolution de leurs revenus et de leurs dépenses. On considère que la consommation des ménages en produits vivriers est constante afin de simplifier l'effet d'une très faible élasticité pour ces produits, causée en partie par une autoconsommation importante. Les transferts inter-ménages sont aussi supposés constants dans un premier. Toutes les autres dépenses des ménages, l'épargne et les importations, sont affectées de ces coefficients. Les revenus des ménages de la part du reste du Cameroun sont constitués des transferts des migrants et des revenus de la fonction publique.

² On peut cependant calculer indirectement les effets d'une variation de prix en modifiant son impact sur les

C. Un modèle non-linéaire plus complexe: le modèle d'équilibre général calculable.

1) Le modèle de la ville.

L'économie de la ville est constituée de ménages agricoles différenciés qui sont engagés dans des activités agricoles et non-agricoles. Les études actuelles de modèles EGC de villages utilisent un modèle néoclassique d'exploitations agricoles (Barnum et Squire, 1979 ; Singh, Squire, et Strauss, 1986). Les ménages maximisent leur utilité à partir de leurs revenus et de leurs loisirs en allouant leur travail ainsi que d'autres facteurs à des activités de production à l'intérieur et à l'extérieur de la ville ou du village. Ces études posent en effet les hypothèses suivantes (Ellis, 1988 :128) :

1. Il existe un marché du travail qui permet aux ménages d'embaucher de la main-d'oeuvre à un certain niveau de salaire ;
2. La disponibilité de la terre est fixe, au moins pendant le processus de production ;
3. L'activité du ménage (la production des Z-biens) et son temps de « loisirs » sont combinés et traités comme de simples biens de consommation pour les besoins de la maximisation ;
4. Un choix important du ménage est accompli entre la propre consommation C et la vente de la production afin d'acheter des biens non-agricoles (M) ;
5. L'incertitude et le risque sont ignorés.

Les hypothèses de ce modèle font apparaître deux éléments fondamentaux de l'économie des ménages des pays du Sud, et en particulier dans le cas de l'Afrique subsaharienne. D'une part, l'incertitude et le risque ne sont pas pris en compte pour la détermination du comportement des ménages. Or, on sait que ce sont des éléments fondamentaux (Alary, 1996). Par ailleurs, la conception du temps et son partage en temps de travail et en temps de « loisir » n'est pas très claire.

On peut considérer dans un premier temps que la ville et les ménages sont des preneurs de prix (« price-takers ») pour tous les biens³. Les ménages sont en effet engagés dans des activités commerciales et il n'y en a aucun qui ne soit entièrement autosuffisant. Tous les produits

revenus ou les dépenses des comptes impliqués.

³ On pourra supposer par la suite que les prix des produits de l'agriculture vivrière sont déterminés par la ville (endogènes).

peuvent donc être considérés comme des biens échangeables au niveau du ménage, et on pourra les définir comme des *biens échangeables des ménages*. Il y aussi des biens dont les prix sont déterminés par les marchés extérieurs, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de la ville, il s'agit de tous les biens non-agricoles et des produits de l'agriculture d'exportation (café et cacao). Les biens dont les prix sont déterminés hors de l'économie de la ville sont considérés comme des *biens échangeables*.

Tous les biens ne sont pas forcément échangeables. Des coûts de transaction élevés isolent souvent les économies locales des pays en développement du marché des produits. Cela est dû principalement à des infrastructures de communication et de commercialisation insuffisantes. La ville de Muea dispose ainsi d'un bon réseau de communication mais les coûts de transport rendent certains biens, en particulier le travail salarié, non-échangeables.

On peut s'éloigner du modèle néoclassique des exploitations agricoles en ne supposant pas que tous les biens sont des biens échangeables des ménages (Taylor, 1996 : 229). En effet, on peut supposer que le travail rémunéré n'est pas un substitut parfait à la main-d'oeuvre familiale car il est coûteux pour les ménages de séparer la main-d'oeuvre familiale de la main-d'oeuvre salariée. Ces deux éléments apparaissent donc comme des facteurs séparés dans les fonctions de production des villages. Il n'existe pas en ce sens de marché pour le travail familial, puisqu'il n'existe pas de substituabilité parfaite entre l'offre de travail familial et l'offre de travail du marché du travail. Le ménage doit équilibrer son offre totale de temps (fixe) avec sa demande de temps pour les loisirs et pour les activités⁴.

(a) *Les règles du comportement des ménages.*

Les ménages partagent leur temps total E_i dans un ensemble d'activités agricoles et non-agricoles, ainsi que dans des loisirs. Ces activités peuvent être classées de la manière suivante: agriculture, activité urbaine familiale (micro-entreprise), emploi sur le marché du travail, et, éventuellement, migrations locales et migrations internationales. Les recherches actuelles dans le domaine de la modélisation de ménages introduisent un certain nombre d'avoirs z_i appartenant au ménage et qui se rapportent aux différentes activités qu'il peut exercer (De Janvry et Sadoulet, 1996). L'agriculture utilise ainsi de la terre et du capital fixe agricole (z_a); les micro-entreprises utilisent des outils et une expérience dans le savoir-faire; le marché du travail uti-

⁴ Dans certains cas, on peut aussi faire intervenir les migrations dans les contraintes des ménages (Taylor, 1996:229).

lise le capital humain, composé à la fois du nombre de travailleurs et de leur niveau d'éducation; et les migrations utilisent le capital social (familial) constitué des relations familiales couplées à l'expérience dans le domaine des migrations (capital migration). L'agriculture peut employer de la main-d'oeuvre et acheter des intrants. On peut résumer l'allocation des avoirs des ménages auprès des différentes activités de la manière suivante:

Activités	Avoirs fixes	Temps des ménages	Travail salarié	Achats d'intrants
Agriculture	z_a	l_a	$\{-q_a\}$	$\{-q_a\}$
Micro-entreprises	z_{na}	l_{na}		
Marché du travail	z_w	l_w		
Migrations locales	z_{dm}	l_{dm}		
Migrations internationales	z_{im}	l_{im}		
Temps total des loisirs		c_l		
Temps total des ménages		E_l		

Les activités productives des ménages dépendent des spécifications technologiques pour les activités agricoles et non-agricoles.

Pour la technologie de la production agricole, avec une substitution imparfaite entre le travail salarié et le travail familial:

$$g(\{q_j\}, l_a, z_a) = 0, \text{ où}$$

(C-1)

$q_j > 0$ pour les biens agricoles produits,

$q_j < 0$ pour les intrants, travail salarié inclus.

Pour les activités non-agricoles, i.e., micro-entreprises familiales, emploi sur le marché du travail:

$$q_i = q_i(l_i, z_i), \quad i = na, nw, dm, im.$$

(C-2)

Dans ces équations, l_i est mesuré en unités de travail familial possédant un coût d'opportunité w^* égal à la productivité marginale du travail dans l'agriculture; et q_i est mesuré en unités effectives de travail familial dans l'activité correspondante, avec un prix équivalent au revenu horaire dans cette activité. Par exemple, si l'activité est la migration internationale, z_i est le capital de migration, l_i est le temps de travail familial alloué aux migrations internationales, et

q_i sont les unités de temps des migrants avec un salaire $p_i > w^*$ égal au revenu horaire des migrants.

La consommation des ménages est un vecteur c qui prend en compte les aliments consommés, les biens achetés et le temps imparti au ménage (loisirs).

Il existe deux catégories de prix: (i) les prix endogènes des biens non-échangeables qui correspondent à des prix non-observables (cas du travail familial) ou à des prix établis sur les marchés locaux, et (ii) les prix exogènes des biens échangeables déterminés par les marchés extérieurs au village et pour lesquels il n'a aucun contrôle.

Pour les prix exogènes des biens échangeables (T), ils sont équivalents au prix du marché p_k . les produits et les facteurs qui sont sous ce régime dépendent des hypothèses des modèles. Si l'on suppose que les ménages sont relativement bien intégrés dans les marchés, il s'agit des biens alimentaires achetés par les ménages au prix p_f^a et des biens alimentaires vendus par les ménages au prix p_f^v . Il s'agit aussi du travail salarié dans l'agriculture, de l'offre de travail sur le marché du travail, des salaires des migrations et des intrants achetés. L'ensemble de ces biens est représenté par $\{T^*\}$. Le prix de tous ces biens est égal à p_k , $k \in T$.

Pour les biens non-échangeables (NT), ils sont équivalents aux prix non-observables. Il s'agit principalement du travail familial, réparti entre toutes les activités sous des contraintes de temps

$$\sum l_i + c_i = E_i, \quad i = a, na, w, dm, im,$$

(C-3)

qui détermine le salaire implicite w^* . Le salaire implicite est mesuré en connaissant la part du travail familial disponible par rapport au travail total. Cela permet d'évaluer le coût du travail familial w^*l_a . Le travail familial est donc considéré comme homogène, mesuré en nombre d'adultes, avec un coût d'opportunité w^* . Le temps de travail total est réparti entre les différentes activités l_a, l_i ($i = na, w, dm, im$). Ce temps de travail homogène est transformé en unités d'auto-emploi effectif (na), en salaire (w), et en travail des migrants (dm, im) doté de prix spécifiques par activité p_i ($i = na, w, dm, im$), grâce aux avoirs z_i et les fonctions de transformation $q_i = q_i(l_i, z_i)$.

Il faut remarquer que sous ce système de comptabilité du travail, le salaire reçu sur le marché du travail ne permet pas d'évaluer le coût d'opportunité du travail familial des adultes, puisque ce salaire s'applique aux unités de travail familial l_w transformées en unités de travail sa-

larié effectif q_w par l'intermédiaire d'une fonction de transformation $q_w = q_w(l_w, z_w)$. Les unités de travail effectif reçoivent des rémunérations différentes pour les activités na, w, dm, im . Cependant, le ménage ne peut pas se spécialiser dans l'activité la plus profitable car il n'a qu'une dotation limitée en avoirs z_i correspondant.

La contrainte de revenu s'exprime sous la forme

$$\sum p_i (q_i + E_i - c_i) + S = 0, \text{ où}$$

(C-4)

E_i représente les variations de stock

S représente les revenus exogènes.

Ainsi, selon chaque catégorie z_h de ménage et selon son degré d'intégration dans les marchés, le problème du ménage est de

$$\text{Max } u(c, z_h)$$

sous les contraintes suivantes

$$\sum p_i (q_i + E_i - c_i) + S = 0, \quad \text{une contrainte de revenus,}$$

(C-5)

La contrainte de revenu des ménages de la ville ne prend pas en compte les variations de stock. En revanche, un revenu résiduel a été déterminé en déduisant du revenu total des ménages, les dépenses du reste du Cameroun (qui incluent les taxes payées au gouvernement national), ce qui donne un revenu disponible. De ce revenu disponible, les dépenses pour les produits vivriers ont été soustraites, et cela aboutit à un salaire résiduel.

$$g(\{q_j\}, l_a, z_a) = 0, \quad \text{une technologie de production pour l'agriculture, } j \in A,$$

$$q_i = q_i(l_i, z_i), \quad \text{une technologie de production pour les activités non-agricoles, } i \in NA = \{na, nw, dm, im\},$$

$$p_k = p_k^*, \quad k \in T, \quad \text{prix exogènes d'équilibre sur le marché pour les biens échangeables,}$$

$$q_k - c_k = 0, \quad k \in NT, \quad \text{conditions d'équilibre pour l'alimentation si les ménages sont autosuffisants, ce qui établit alors le prix non-observable de l'aliment } p^*_f$$

$\sum l_i + c_l = E_l$, conditions d'équilibre pour le travail familial, $i \in \{a, NA\}$, qui établit le prix non-observable du travail familial w^* .

Le secteur agricole vivrier est au centre de l'économie de la ville de Muea, mais la ville est dépendante sur le monde extérieur pour son secteur urbain.

Nous avons distingué trois catégories d'activités de production:

1. Les activités dont les biens sont échangeables sur les marchés extérieurs et dont le niveau de la production est déterminé par la demande des ménages. Ce sont des biens dont les prix sont déterminés par les marchés extérieurs; la ville n'a donc aucune influence sur eux. Il n'y a pas de contraintes au niveau de l'offre car on considère que la production évolue de manière linéaire. Les prix sont déterminés par le reste du Cameroun parce que les coûts de transactions sont faibles. De plus, la ville ne possède pas d'avantage comparatif dans ces secteurs. Il s'agit des activités de l'agriculture non-alimentaire (AGN), des activités urbaines (URB), des services du gouvernement (GOU) et des loyers versés entre les ménages (LOY).
2. Les activités dont les biens sont échangeables mais dont le niveau de la production est déterminé ex-ante. Cela concerne l'agriculture de rente (REN) et l'élevage (ELE). Le niveau de la production de l'agriculture de rente est contraint par des variables climatiques et d'incertitudes qui rendent peu probables un processus continu de la production selon une fonction mathématique. Le niveau de la production de l'élevage est déterminé par les producteurs, regroupés en syndicats, qui contrôlent ainsi le niveau des prix. Les prix des produits de l'agriculture de rente sont fixes car ils sont non seulement déterminés par l'Etat mais la ville ne possède pas non plus d'avantage comparatif dans ce domaine. Le niveau de l'offre et des prix est déterminé par les éleveurs. La production est déterminée ex-ante pour ces deux biens, avec des prix exogènes.
3. Les activités dont les biens sont non-échangeables. Cela concerne l'agriculture vivrière (VIV) et le travail familial (WFA) pour des raisons différentes. L'énorme surplus de l'agriculture vivrière est commercialisé hors de la ville par l'intermédiaire de son marché. Les variations de prix en fonction du niveau de la production et les grandes quantités écoulées auprès de commerçants venant parfois de très loin, rendent crédible l'établissement d'un prix endogène pour cette activité. La production de l'agriculture vivrière est déterminée ex-ante, à cause des contraintes à court terme de terre et de producti-

tivité. En ce qui concerne le travail familial, on suppose qu'il n'existe pas de substituabilité parfaite entre le travail salarié et le travail familial dans les activités de production de la ville.

On peut synthétiser les différentes catégories de biens dans le tableau suivant:

Tableau 63: Caractéristiques des variables du modèle de la ville (Muea, août 1995).

Biens échangeables (prix exogènes)		Biens non-échangeables (prix endogènes)	
Production variable	Production ex-ante	Production variable	Production ex-ante
CI			
	REN	WFA	VIV
	ELE	(VIV)	
AGN			
URB			
GOU	(GOU)		
LOY	(LOY)		

Note - Les éléments entre parenthèses traduisent des options possibles pour les hypothèses des simulations. Pour le moment, il n'y a pas de fonctions de production, une production variable n'évolue que de manière linéaire.

CI = Consommations Intermédiaires (ou intrants).

Chaque variable de la matrice de comptabilité sociale peut se situer dans le Tableau 63. Pour le moment, il n'y a pas de fonction de production élaborée et on suppose que le montant de la production est, soit déterminé à l'avance pour les produits de l'agriculture alimentaire, soit proportionnel à la demande des ménages pour tous les autres biens. Le comportement de certaines variables est difficile à appréhender, comme c'est le cas du compte du gouvernement. Il est en effet difficile de bien situer le compte du gouvernement car c'est un compte qui dépend du service public, mais aussi des ménages qui doivent prendre en charge certains désengagements de l'Etat. Dans un cas, les évolutions sont exogènes (rôle de l'Etat) et dans l'autre, elles sont endogènes (rôle de relève de la part des ménages). Pour le moment, on suppose que le compte du gouvernement est plutôt déterminé par la demande des ménages, qui assurent en partie son fonctionnement.

La production de l'agriculture vivrière (VIV), de l'agriculture de rente (REN), et de l'élevage sont déterminés ex-ante. On suppose que la consommation locale en produits vivriers des ménages est saturée (demande inélastique et autoconsommation élevée), autrement dit, elle est fixe. Une fois soustraites les consommations en produits vivriers des activités de la ville, on en déduit le montant des exportations. Des variations de prix peuvent intervenir pour la pro-

duction vivrière en fonction de son niveau de production. La production des activités non-agricoles (AGN, URB, GOU et LOY) est déterminée par la demande des ménages.

(b) Les conditions d'équilibre du modèle (ou les règles de bouclage).

Comme le modèle doit être à l'équilibre, on établit une série d'équations d'équilibre. Les équilibres sont atteints soit par des variations de prix, soit par des variations en quantité.

Sur le marché des biens, nous avons pour chaque bien:

$$Q = C_m + C_{ci} + I + SC$$

(C-6)

avec C_m qui représente la demande des ménages pour ce bien, C_{ci} qui représente la demande des activités de production pour ce bien, I représente la demande d'investissement pour ce bien, et SC représente le solde commercial net de la ville. Cette condition implique que le marché est toujours à l'équilibre. Pour les biens échangeables (ELE, AGN, etc.), cela se traduit par un surplus ou un déficit commercial avec le reste du Cameroun. Pour les biens non-échangeables, l'agriculture vivrière en particulier, il n'y a pas de surplus ou de déficit possibles, mais uniquement des variations de prix qui ramènent le marché à l'équilibre. Il existe autant de catégories d'intrants ou de consommations intermédiaires qui interviennent dans la production des activités que de comptes de produits dans la matrice de comptabilité sociale. On suppose que le niveau des intrants varie proportionnellement au niveau de la production. Les intrants sont généralement relatifs au compte des produits, mais on peut aussi les retrouver dans des importations (IM) au sein du compte du reste du Cameroun. C'est le cas de l'agriculture vivrière, dont les importations ne sont constituées que d'outillage. Dans ce cas, les IM sont considérées comme des consommations intermédiaires dans la production et leur montant varie dans les mêmes proportions.

Il existe trois catégories de travail dans la ville, le travail salarié rural (WRU), le travail salarié urbain (WUR) et le travail familial (WFA). On suppose dans un premier temps que le travail familial est un solde; il correspond donc à de l'excédent brut d'exploitation. On suppose que WRU et WUR varient proportionnellement par rapport au niveau de production de l'activité correspondante à cause de leur faible importance par rapport au travail familial. L'équilibre sur les marchés des intrants implique un équilibre sur celui des facteurs de production. L'offre des facteurs de la part des ménages doit être égale à la demande totale de l'ensemble des activités

de production de la ville à laquelle on rajoute les éventuelles demandes exogènes du reste du Cameroun (« exportation » de travail):

$$F_{act} + F_{exp} = F_{mén} \quad (C-7)$$

Cette équation ne s'applique qu'au travail salarié car on suppose que le capital physique et la terre sont fixes à court terme⁵. Si un taux de salaire est exogène (offre élastique), alors cette condition détermine la demande totale de travail salarié. Si un taux de salaire est endogène, l'offre est fixe et cela détermine un taux de salaire d'équilibre. Le fait que la production vivrière de la ville ait un impact sur les prix dans la région implique qu'il faut résoudre simultanément deux équations, l'une sur le marché des produits, et l'autre sur le marché des facteurs. Toute variation de la production de l'agriculture vivrière a un effet sur les prix des produits vivriers et entraîne une modification de la valeur du travail familial⁶.

L'équilibre sur le marché local du capital est difficile à déterminer car l'ensemble des dépôts des ménages dans les associations financières demeure principalement dans le cadre informel et n'est pas déposé dans le système financier formel (à l'exception de moins de 10% des dépôts). Les ménages recouvrent donc l'ensemble des dépôts à la fin de l'année pour couvrir des dépenses diverses, ce qui augmente artificiellement le compte des ménages et génère une accumulation (au sens purement monétaire) artificielle. Par ailleurs, seule une fraction de ces dépôts est assimilée à de l'investissement (moins de 8% environ). Pour le moment, l'équilibre sur le marché local du capital implique que l'offre est égale à la somme des investissements locaux I , de l'épargne locale mobilisable S_{loc} , et des dépôts dans le système financier formel S_{RdC} . La demande est celle des ménages $S(Y)_{mén}$ en fonction de leur revenu Y . L'équation d'équilibre est donc de la forme:

$$I + S_{loc} + S_{RdC} = S(Y)_{mén} \quad (C-8)$$

Le niveau de l'investissement est déterminé directement par les variations de la demande des activités de production auprès du compte des biens d'équipement. On suppose que les inves-

⁵ L'équilibre de l'offre et de la demande pour les consommations intermédiaires est déterminé par l'équation d'équilibre sur le marché des biens.

⁶ La résolution de ces équations simultanées s'effectue à l'aide du solveur d'excel 5.

tissements sont endogènes dans la ville compte tenu de l'absence ou des imperfections du système financier formel.

Enfin, la balance commerciale de la ville doit s'équilibrer. Le compte du reste du Cameroun a deux caractéristiques. D'abord, il peut y en avoir plusieurs. Le compte du reste du Cameroun se décompose ici en un compte du reste du Cameroun pour tous les biens en général, un compte de transferts pour les envois monétaires inter-ménages dans le cadre des migrations, et le compte du gouvernement national pour tout ce qui concerne les taxes et impôts. Ensuite, il n'y a aucune raison à ce que les comptes des importations et des exportations du reste du Cameroun ne s'équilibrent. Ainsi, les transferts monétaires des migrants qui se trouvent à l'étranger sont en général destinés à se procurer des biens sur le marché national et non à l'étranger directement. De la même manière, si le revenu du gouvernement national augmente par l'intermédiaire de prélèvements divers, cela va entraîner une fuite de capitaux depuis la ville et un déficit pour elle. Cependant, la valeur totale de la balance commerciale doit être équilibrée entre le solde commercial SC_i pour chaque bien, les transferts des migrants TRF, et le gouvernement national G_{nat} . On a donc l'équation suivante:

$$SC_i + TRF + G_{nat} = 0$$

(C-9)

Il n'y a pas pour le moment de taux de change qui intervienne dans le modèle. En général, il est utilisé pour convertir la valeur des transferts monétaires des migrants en monnaie nationale. Dans notre cas, il pourrait être utilisé pour étudier la compétitivité du marché vivrier régional de la ville de Muea par rapport à ceux du Nigeria.

Les importations des secteurs d'activité dépendent de l'évolution du niveau de la production, ou de l'évolution des revenus en ce qui concerne les ménages. Etant donné que la production du secteur agricole et de l'élevage est déterminée ex-ante, le montant des exportations est déterminé directement dans un premier temps, puis il évolue en fonction des effets multiplicateurs des autres secteurs d'activité. Dans le cas des secteurs non-agricoles, où la production dépend de la demande des ménages, le montant de leurs exportations est déterminé indirectement par l'évolution de leur production.

2) Le choix des fonctions.

Les fonctions déterminent le fonctionnement du modèle. Deux catégories de fonctions sont considérées ici, les fonctions de production et les fonctions de consommation des ménages. Le

choix des fonctions a été dicté par des contraintes d'informations concernant le niveau des différentes élasticités pour chaque catégorie de ménages. Les fonctions de production de la ville sont linéaires mais pondérées par une élasticité qui traduit des rendements décroissants. Les fonctions de consommation des ménages sont linéaires et se basent sur la variation du revenu résiduel des différentes catégories de ménages.

Les fonctions de production sont en général de la forme:

$$Q = f(A, L, V)$$

(C-10)

avec A qui représente les terres cultivables, L, le travail total familial et salarié, et V, les autres intrants dans la production. Comme on suppose que la disponibilité de la terre est fixe dans un premier temps, il ne reste plus qu'à considérer L et V. Les applications de la modélisation des villages utilisent actuellement des fonctions de production et d'utilité de type Cobb-Douglas. Ces fonctions sont simples et faciles à évaluer puisque la plupart de leurs paramètres peuvent être estimés à partir de la matrice de comptabilité sociale⁷. L'avantage de ces fonctions de production et d'utilité est de permettre de déterminer facilement les effets d'une politique ou d'un environnement commercial sur la production, les revenus et les dépenses des villages. Les inconvénients de ce type de fonction résultent de sa forme mathématique. La fonction ne peut pas être négative, elle doit être monotone décroissante ou croissante au niveau du prix de la production ou des intrants, elle doit être convexe, homogène de degrés zéro pour tous les prix et, si la fonction de production présente des rendements constants, elle doit être homogène de degrés un pour tous les facteurs fixes (Sadoulet et De Janvry, 1995: 63).

D'autres catégories de fonctions sont applicables. Les fonctions à élasticité de substitution constante ou les fonction AIDS (Almost Ideal Demand System) demandent plus de données pour leur construction. Le caractère fondamental de toutes ces fonctions de production est la notion d'élasticité. C'est l'élément le plus difficile à déterminer dans ces fonctions et la sensibilité des modèles en résulte directement. De petites variations dans l'appréciation de l'élasticité peuvent entraîner des résultats de signe différents, et c'est pour cette raison que les élasticités sont souvent testées afin de correspondre aux résultats escomptés.

⁷ Les exposants des fonctions Cobb-Douglas sont ainsi équivalents à la part des facteurs dans la valeur ajoutée de chaque secteur. Ils représentent par la même occasion le niveau des élasticités.

Les fonctions de production ont été simplifiées dans le cas de la modélisation de la ville. Elles ne concernent que les productions déterminées ex-ante, i.e, la production vivrière, la production de rente, et l'élevage. Les autres secteurs de la production évoluent de manière linéaire⁸. Les fonctions de production sont de la forme:

$$Q = (Q_1/Q_0)^\varepsilon \quad (\text{C-11})$$

avec Q_1 qui représente le niveau de la production déterminé ex-ante, Q_0 le niveau de la production initiale, et ε qui représente une élasticité arbitraire égales à 0,95 et qui traduit les effets de rendements décroissants de la production.

Les fonctions de consommation des ménages ont aussi été simplifiées à cause du manque d'informations disponibles sur les élasticités. Comme pour les fonctions de production, les élasticités de consommation des ménages ont une grande importance et influent considérablement sur les résultats du modèle. Les fonctions de consommation des ménages utilisent par exemple le système linéaire de dépense. Pour chaque groupe de ménages, le niveau c_i de la consommation d'un bien i est fonction du niveau de dépenses totales y et des prix p_j . On a alors la fonction suivante:

$$c_i = a_i + b_i (y - \sum_j p_j a_j) / p_i \quad (\text{C-12})$$

Le paramètre a_i , appelé quantité de subsistance, et b_i , les parts marginales du budget, sont déduites à partir des valeurs observées de la consommation, de l'élasticité au revenu η_i , et de la flexibilité de la monnaie (le paramètre de Frisch) ω de la manière suivante:

$$b_i = \eta_i p_i c_i / y \text{ et } a_i = c_i (1 + \eta_i / \omega) \quad (\text{C-13})$$

On a fait le choix de supposer une consommation linéaire, pour les différents groupes de ménages, en fonction de l'évolution du revenu résiduel de chacun des groupes considérés. Cela revient à considérer que l'ensemble des élasticités est alors égales à un.

⁸ On suppose qu'il n'existe pas de rendements décroissants dans le secteur urbain (une augmentation de la demande entraîne une augmentation du nombre d'unités de production et non un changement technique ou une amélioration de la productivité), l'agriculture non-alimentaire (même remarque que pour le secteur urbain), le gouvernement, et les services des ménages (loyers).

3) La construction du modèle.

La structure du modèle est identique à celle du modèle linéaire. On considère un tableau pour les prix, un tableau qui présente la situation de la ville à l'instant initial, un tableau de variation en volume et un tableau de variation en valeur (voir Figure 36 p.306).

Tous les prix sont exogènes à part celui de l'agriculture vivrière, qui est déterminé en fonction du niveau de la production initiale:

$$p_{viv} = (Q/Q_1)^{\epsilon}$$

(C-14)

La variation de prix de la production vivrière est limitée à une augmentation potentielle de 10% au maximum, *i.e.*, toute variation du prix supérieure à 10% du niveau de prix initial sera limitée à 10%. Cela signifie que si les agriculteurs augmentent trop leurs prix par rapport aux coûts de transaction, les acheteurs risquent d'aller s'approvisionner sur d'autres marchés vivriers. Il n'y a pas de contraintes à la baisse car il est peu probable que le potentiel productif de la zone puisse s'accroître dans de grandes proportions.

La production de l'agriculture vivrière, de l'agriculture de rente et de l'élevage, sont déterminés ex-ante et on en déduit directement le montant des exportations, puisque l'essentiel de la production est destiné aux marchés extérieurs. En revanche, c'est la demande des ménages et des consommations intermédiaires qui déterminent la production des autres secteurs de la production de la ville. Dans les deux cas, on applique la fonction de production définie par l'équation (C-11) p.321 pour chacun des secteurs de la ville.

Toute variation de la production du secteur agricole vivrier s'accompagne de la résolution simultanée de deux équations. Une équation qui détermine le niveau du prix d'échange des produits et une équation qui détermine la nouvelle valeur du travail familial de l'activité.

Chapitre III: Les résultats des simulations des politiques sectorielles et macro-économiques appliquées sur la ville.

Une série de simulations est accomplie sur l'économie de la ville. Elles sont soit d'ordre macro-économique, sectorielle, ou locale, et leurs chocs sont directs (effets sur les quantités ou les prix), ou indirects (écosystèmes, données sociales, climat, etc.). dans le cas des chocs indirects, il faut évaluer sous une forme comptable l'effet sur l'économie de la ville (variation de prix, de quantité, ou d'élasticité).

Il existe trois catégories d'effets qui peuvent affecter l'économie d'une ville, et elles correspondent en fait à trois niveaux d'intervention, *(i)* macro-économiques, *(ii)* sectoriels, ou *(iii)* locaux. Les intervenants peuvent être des institutions nationales ou internationales. Les séries de simulation qui vont suivre s'intègrent dans l'une de ces trois catégories. Les politiques de prix et les politiques commerciales sont des politiques sectorielles puisqu'elles peuvent concerner l'ensemble d'une filière ou d'un secteur de l'économie nationale ou régionale.

Les politiques macro-économiques sont destinées à modifier l'économie nationale toute entière, et, indirectement les économies locales. Ces politiques comprennent les politiques de taux de change, les politiques monétaires, et les politiques fiscales. Les politiques de taux de change sont particulièrement intéressantes dans notre cas. En effet, la ville est à proximité du Nigeria et les échanges transfrontaliers dépendent en grande partie de son évolution. Les politiques fiscales sont destinées à alimenter les ressources de l'Etat. Elles sont d'un enjeu crucial dans un contexte d'économie informelle et de circuits financiers parallèles. En revanche, les politiques monétaires sont d'un intérêt limité à notre niveau, et leurs effets ne peuvent être déterminés qu'indirectement.

Les politiques sectorielles concernent un secteur bien défini, et, dans le cadre des pays du Sud, il s'agit souvent des politiques destinées à modifier le développement économique et social du secteur agricole. L'importance du secteur non-agricole de la ville entraîne cependant la prise en considération de politiques qui lui sont spécifiques. Les politiques agricoles peuvent être des politiques de prix, de commercialisation, d'intrant, de crédit, de mécanisation, foncières, technologiques, et d'irrigation.

Les politiques locales sont orientées sur le soutien ou l'aide ciblée sur des acteurs bien déterminés. Elles peuvent consister en des politiques de financement des activités commerciales exercées par les femmes, des améliorations d'infrastructures destinées à améliorer les échan-

ges et la distribution des revenus. L'amélioration des infrastructures du marché de Muea est le résultat d'une politique ou d'un projet local de développement.

Certaines catégories de politique ne seront pas envisagées ici à cause de la faible importance de l'élément économique concerné dans la ville (les politiques d'intrants) ou tout simplement à cause du manque de données suffisantes de la part des données du terrain (les politiques de crédit et les politiques foncières). D'autres catégories de politiques applicables ne sont pas très pertinentes dans le cadre de notre étude (les politiques de mécanisation et d'irrigation).

Les politiques sur les intrants sont destinées à modifier les prix et la diffusion des intrants qui sont nécessaires à la production agricole. La situation de l'approvisionnement en engrais et produits phytosanitaires de la zone anglophone semble s'être améliorée. La plupart des agriculteurs utilisent des engrais régulièrement.

Les politiques de crédit sont destinées à modifier la disponibilité du capital destiné à l'achat d'intrants utilisés dans la production. Les producteurs de la zone semblent s'accommoder parfaitement de leur propre organisation financière. En ce qui concerne les possibilités éventuelles de prêts auprès du système financier formel, ou des organisations non gouvernementales, il faut déterminer dans quel secteur de la production ils sont destinés à être utilisés. Cela peut se traduire par des subventions diverses pour les intrants, les activités commerciales urbaines, ou toute autre politique ciblée.

Les politiques de mécanisation consistent à accélérer la diffusion des technologies mécaniques, ou du capital fixe agricole des agriculteurs. Ce genre de politique n'est guère envisageable dans le cadre de l'étude car le relief se prête mal à l'utilisation d'animaux de trait ou de véhicules. Ces facteurs ne correspondent d'ailleurs pas à une économie paysanne qui concilie à la fois l'efficacité et l'équité. Les techniques privilégiées sont celles qui accroissent les rendements de la terre précisément parce qu'elles évitent les effets discriminatoires de la dimension (entreprises agro-industrielles et travail salarié). Les politiques de mécanisation, tout comme les politiques de commercialisation, peuvent remettre en cause la structure de la matrice de comptabilité sociale puisqu'elle est construite sur la base d'une structure économique et technologique particulière.

Les politiques foncières consistent à modifier la possession ou la distribution des terres en tant que ressources pour la production. Les réformes agraires sont des actions publiques visant à un changement rapide et profond de la structure foncière (Mounier, 1992: 31). Le système

foncier est très complexe en Afrique, et cela est d'autant plus vrai dans la zone du mont Cameroun où cohabitent des autochtones, des allochtones et des allogènes; d'autant qu'il n'existe pas de conception de la superficie des terres. Par ailleurs, l'approche de la notion foncière est mal appréhendée en termes économiques comme le souligne Alain Mounier (1992: 24):

« [...] l'analyse, influencée comme toujours par la situation géographique et historique des pays développés, a cessé de voir dans les structures foncières un produit et un support des rapports sociaux pour ne la concevoir qu'en terme de facteur de production: un bien capital comme les autres, sinon plus rare et moins mobile ».

L'évolution des sociétés correspond à une modification du statut à la terre. La possession d'un territoire dépend d'un acte de souveraineté et non d'une appropriation comme dans le système féodal. Il n'y a pas de politiques foncières envisageables à l'heure actuelle. Il existe certes des problèmes dans l'affectation et le respect des contrats établis entre les autochtones et le reste de la population, mais c'est difficilement quantifiable, et les effets ne peuvent être évalués qu'indirectement⁹.

Les politiques d'irrigation sont élaborées sur la base de l'eau en tant que facteur rare. Ces politiques entraînent de grands investissements publics pour l'élaboration d'infrastructures d'irrigation. Les politiques d'irrigation ne sont pas d'un grand intérêt pour notre étude, dans la mesure où la pluviométrie est très importante¹⁰.

Les effets d'un choc exogène sur la ville sont à la fois directs et indirects. Les effets directs résultent directement des effets en volume que les variations des données initiales peuvent entraîner. C'est ce qu'illustre le modèle linéaire, qui ne prend pas en compte les effets-prix au sein de la ville. Les effets indirects résultent des variations des prix de la ville et des prix non-observables du travail familial.

⁹ L'étude des politiques foncières est cependant intéressante dans le cas du village de Ndioum Walo, dans la mesure où les agriculteurs ont été privés de leurs anciennes terres de culture, depuis la réforme foncière de 1983. Cette réforme a consisté à nationaliser de nombreux domaines afin de faciliter les aménagements agricoles. Les paysans ont été obligés d'accepter les nouvelles conditions de travail: une nouvelle attribution des terres, des méthodes de travail rigoureuses, et le paiement de redevances. Les agriculteurs vivent ainsi dans un environnement incertain, menacés par la possibilité d'être expulsés de leur parcelle en cas de non-paiement de la redevance (Parrot, 1994: 58). Une étude de modèle de village au Sénégal, Keur Marie, à l'Ouest de Kaolack, met d'ailleurs l'accent sur l'incertitude foncière (Golan, 1996).

¹⁰ En revanche, ce genre de politique est très pertinente dans le cas du village de Ndioum Walo, au Sénégal. Le village se trouve en effet dans la vallée du fleuve Sénégal; et l'aménagement du fleuve, par la construction de deux barrages associés au développement de la culture irriguée, a entraîné une modification de l'environnement économique et agricole de la vallée. Le village lui-même voyait s'accomplir la première phase des aménagements irrigués sur une superficie de 190 hectares environ, achevés en 1993. La totalité de la superficie prévue est de 600 hectares. Le village doit par ailleurs prendre en charge deux stations de pompage destinées à irriguer les aménagements (Parrot, 1994: 58).

Les délais d'application des effets sur l'économie sont très difficiles à établir. En général, on considère que la résolution des modèles d'équilibre général calculable s'obtient par la détermination d'une succession d'équilibres dans un cadre annuel. Chaque année, l'équilibre est déterminé en fonction de la valeur prise par les variables endogènes l'année précédente et par la variation de certaines variables exogènes. Pour fonctionner, le modèle doit être alimenté par les valeurs initiales des paramètres endogènes et, pour chaque année de simulation, par l'évolution des valeurs prises par les variables exogènes. La base est donc établie sur une seule année. Au niveau d'un village, le calendrier cultural entre en compte. La base d'une année peut être considérée comme raisonnable pour obtenir un équilibre. La volatilité des prix et les contraintes agricoles rendent peu probables des délais de réactions de quelques mois seulement. En revanche, la flexibilité et la capacité de réaction du secteur urbain (en grande partie informel) rendent peu probable des délais de réactions supérieurs à deux ans. En fait, tout dépend de la nature des simulations qui sont effectuées. L'impact d'une augmentation de la taxe sur le marché sera immédiat sur la consommation des ménages et sur le reste de l'économie¹¹. D'un autre côté, l'impact d'une variation de la production de l'agriculture vivrière, ou de l'agriculture de rente, sera beaucoup plus lent à se produire cause du calendrier cultural qui empêche les exploitants à modifier à très court terme leur allocation des ressources.

L'interprétation des résultats résulte de la nature du modèle. Par ailleurs, certains aspects de base entre le modèle linéaire et le modèle d'équilibre général calculable simplifié sont identiques. Les différences essentielles portent sur le prix endogène des produits vivriers, le prix implicite du travail familial de l'agriculture vivrière, et les rendements décroissants de certaines activités dans le cas du modèle d'équilibre général calculable simplifié. Les résultats des simulations seront identiques pour les deux modèles si les éléments, pour lesquels il existe des différences, ne sont pas modifiés. Les deux modèles observent les comportements de base suivants:

1. La consommation (*i.e.*, la demande) des ménages dépend de l'évolution de leurs revenus. Ces revenus dépendent directement de l'évolution de la production des secteurs de l'agriculture vivrière et de l'élevage, et indirectement des autres secteurs activités. Bien entendu, le niveau de revenu des ménages peut être augmenté directement par des transferts monétaires.

¹¹ On suppose que la production agricole est déterminée à l'avance.

2. Le niveau de la production des secteurs de l'agriculture vivrière et de l'élevage sont déterminés à l'avance. Cela signifie que toute simulation de politique, ne portant pas directement sur ces deux secteurs, n'aura pas d'effet sur leur niveau de production, ni sur les prix.
3. Le niveau de la production des autres secteurs d'activité dépend du niveau de la demande des ménages et des consommations intermédiaires. Cela signifie que toute simulation de politique qui affecte directement (politique de revenu ou de transfert) ou indirectement (politique de commercialisation, politique technologique, ou politique de prix) le revenu, donc la demande des ménages, entraîne une modification du niveau de la production des secteurs non-agricoles. Le secteur agricole n'est pas affecté puisque sa production est déterminée à l'avance.
4. L'évolution des importations et des exportations fonctionne selon des schémas identiques pour les deux modèles. Les différences, qui apparaissent à la suite des simulations, résultent des effets de prix et des rendements décroissants du modèle d'équilibre général calculable simplifié.

La lecture et l'interprétation des résultats des simulations suit donc le schéma directeur de la modélisation décrite ci-dessus.

1) Les politiques de prix.

Les politiques de prix sont destinées à modifier le niveau et la stabilité des prix perçus par les agriculteurs, ou la valeur de la production. Les politiques de prix sont pertinentes dans le cas des produits de l'agriculture de rente ou d'exportation tels que le café ou le cacao, que produit la ville de Muea. Ce sont les politiques de prix qui vont ici clairement déterminer les stratégies des exploitants. Le prix des intrants peut aussi être modifié, tout comme celui des produits de l'élevage, où les éleveurs, regroupés en syndicat, limitent la production afin de maintenir des prix élevés.

Des variations de prix ont été effectuées sur les secteurs de l'agriculture vivrière, l'agriculture de rente et l'élevage. Les effets de ces variations se répercutent différemment sur la structure de la production de la ville et sur la consommation des ménages, en fonction de l'intégration du secteur considéré dans l'économie. L'agriculture de rente affecte très peu la structure de la ville à court terme car les ménages et les activités de production locales ne consomment pas de produits de rente. Il faut cependant garder à l'esprit que des effets de substitution ne sont

pas pris en considération, en particulier si le prix au producteur se stabilise à la hausse à moyen et long terme.

Simulation 1: Politique de soutien aux produits de l'agriculture de rente.

Les produits de l'agriculture de rente regroupent le café et le cacao. Elles occupent une place importante dans l'économie nationale du Cameroun. En revanche, c'est une activité dont l'importance est éclipsée par les énormes volumes de production de l'agriculture vivrière. Elles génèrent tout de même près de 45 millions de F CFA par an et les agriculteurs de la ville sont encore loin d'avoir complètement écarté de leur esprit l'exploitation des cultures de rente. La poursuite de leur exploitation par la plupart des agriculteurs de la ville s'explique par des raisons socio-économiques, *(i)* la constitution d'un patrimoine, *(ii)* une sécurité foncière, et, *(iii)* sans doute la certitude d'obtenir un prix d'achat au producteur d'un montant fixe, même s'il demeure faible actuellement.

Tableau 64: Effets d'une variation de 10% du prix des produits de l'agriculture de rente (Muea, août 1995).

	Pourcentage de variation	
	Modèle linéaire simple	Modèle EGC
Produit Intérieur Brut	0,08%	0,08%
Production locale (activités)		
Produits vivriers	0,00%	0,00%
Produits de rente	7,64%	7,64%
Elevage	0,00%	0,00%
Produits agricoles non-alimentaires	0,00%	0,00%
Secteur urbain	0,00%	0,00%
Services du gouvernement	0,00%	0,00%
Services des ménages (loyers)	0,00%	0,00%
Taxe du marché	0,00%	0,00%
Demande de travail		
Main-d'oeuvre salariée rurale	0,00%	0,00%
Main-d'oeuvre salariée urbaine	0,00%	0,00%
Main-d'oeuvre familiale	0,08%	0,08%
Prix non-observable		
Travail familial des produits vivriers	non	0,00%
Revenus des ménages		
Total		
Réel	0,05%	0,00%
Nominal	0,05%	0,05%
Par catégorie de ménage (Nominal)		
Très pauvres	0,07%	0,07%
Pauvres	0,04%	0,04%
Moyens	0,06%	0,06%
Riches	0,06%	0,06%
Consommation des ménages		
Très pauvres	0,00%	0,00%
Pauvres	0,00%	0,00%
Moyens	0,00%	0,00%
Riches	0,00%	0,00%
Investissements	0,00%	0,00%
Liens avec les marchés extérieurs		
Importations		
Production	0,00%	0,00%
Ménages	0,00%	0,00%
Total	0,09%	0,09%
Exportations		
Production	0,12%	0,12%

Les deux modèles présentent des résultats similaires car l'agriculture de rente est très faiblement intégrée dans l'économie de la ville. En effet, les rendements décroissants ne s'appliquent pas dans son cas car l'agriculture de rente ne constitue pas une consommation intermédiaire pour les autres secteurs de la production. L'agriculture de rente ne constitue

d'ailleurs pas une consommation des ménages. En fait, cette simulation met en évidence la nécessité de bien désagréger le compte du travail familial, car c'est là que les différenciations peuvent être accomplies pour ce secteur.

Comme on pourrait s'y attendre, les effets d'une variation de prix sur les produits de l'agriculture de rente sont très limités sur l'ensemble de l'économie de la ville. Le Tableau 64 nous montre que l'agriculture de rente n'a pas d'effets multiplicateurs directs sur l'économie puisqu'elle ne constitue pas une consommation intermédiaire pour les autres branches. En revanche, une augmentation de 10% du prix des produits de rente entraîne une augmentation de plus de 45% de la valeur du travail familial des agriculteurs. C'est ce qui explique la petite variation du travail familial à l'échelle de la ville.

Le revenu des ménages les plus pauvres bénéficie le plus d'une augmentation du prix des produits de rente, mais les effets sont très faibles, à cause de l'importance de l'agriculture vivrière de la ville. La consommation des ménages ne se modifie pas compte tenu des variations imperceptibles de l'effet prix des produits de rente.

Le montant des exportations des produits de rente augmente de 10% en valeur, mais, compte tenu de sa faible part dans l'économie, il ne représente en définitive qu'une augmentation totale de 0,12%.

Simulation 2: Politique de soutien des produits de l'élevage.

L'élevage est une activité très lucrative car le marché du bétail de la ville est partagé entre quelques producteurs qui réalisent beaucoup de profits. Par ailleurs, c'est une activité dont les syndicats de producteurs sont, semble-t-il, très bien organisés. Cela se traduit par des contrôles du montant des quantités d'animaux abattus afin de stabiliser les prix. On suppose ici que les producteurs appliquent un prix qui serait déterminé par les grands éleveurs de la région.

Tableau 65: Effets d'une augmentation de 10% du prix des produits de l'élevage (Muea, août 1995).

	Pourcentage de variation	
	Modèle linéaire simple	Modèle EGC
Produit Intérieur Brut	1,06%	1,05%
Production locale (activités)		
Produits vivriers	0,00%	0,00%
Produits de rente	0,00%	0,00%
Elevage	7,46%	7,46%
Produits agricoles non-alimentaires	0,00%	0,00%
Secteur urbain	0,04%	0,04%
Services du gouvernement	0,00%	0,00%
Services des ménages (loyers)	0,00%	0,00%
Taxe du marché	0,00%	0,00%
Demande de travail		
Main-d'oeuvre salariée rurale	0,00%	0,00%
Main-d'oeuvre salariée urbaine	0,00%	0,00%
Main-d'oeuvre familiale	1,11%	1,10%
Prix non-observable		
Travail familial des produits vivriers	non	0,00%
Revenus des ménages		
Total		
Réel	0,80%	0,00%
Nominal	0,80%	0,79%
Par catégorie de ménage (Nominal)		
Très pauvres	1,01%	1,00%
Pauvres	0,62%	0,61%
Moyens	0,80%	0,79%
Riches	0,80%	0,80%
Consommation des ménages		
Très pauvres	0,64%	0,64%
Pauvres	0,95%	0,95%
Moyens	1,23%	1,23%
Riches	1,06%	1,06%
Investissements	0,00%	0,00%
Liens avec les marchés extérieurs		
Importations		
Production	0,00%	0,00%
Ménages	0,00%	0,00%
Total	0,65%	0,64%
Exportations		
Production	0,80%	0,80%

Les effets d'une variation de prix sur le secteur de l'élevage sont identiques entre le modèle linéaire et le modèle d'équilibre général calculable car le secteur de l'élevage n'a pas de rendements décroissants et sa production est déterminée ex-ante. Le Tableau 65 montre les effets globalement positifs d'une augmentation du prix des produits de l'élevage sur les ménages les

plus défavorisés. Le secteur urbain, qui est le seul à utiliser des produits de l'élevage dans sa production, voit sa production se valoriser légèrement.

Le revenu des ménages les plus pauvres bénéficie de leur participation dans cette activité au niveau du travail salarié urbain, dont ils récupèrent une partie des salaires versés. La consommation des ménages moyens et riches augmente le plus fortement, sans doute à cause de leur participation dans cette activité.

2) Les politiques de commercialisation et les politiques technologiques.

Les politiques de commercialisation et les politiques technologiques sont regroupées car leur objectif est finalement le même, et il consiste à accroître la production du secteur agricole. Leur cadre d'étude concerne directement celui de la sécurité alimentaire. Le problème ici n'est pas de savoir si la ville est capable d'être autosuffisante, mais plutôt de connaître son impact agricole régional par l'intermédiaire des quantités vendues et de leur prix.

Les politiques de commercialisation sont destinées à modifier les circuits d'écoulement de la marchandise, depuis l'agriculteur, jusqu'au consommateur ou aux ports pour les produits d'exportation. Les politiques de commercialisation peuvent avoir deux effets différents sur la production d'un bien: soit cela consiste à modifier simplement les circuits d'écoulement de la marchandise, sans entraîner de conséquences notables sur le niveau de la production distribuée, soit cela permet d'accroître l'offre d'un bien en améliorant les conditions de commercialisation (information, conditions de stockage, conditions de transport) etc. Dans le premier cas, ce genre de politique n'est pas très facile à évaluer à l'aide d'une matrice de comptabilité sociale. Par ailleurs, c'est le genre de changement structurel qui peut rendre obsolète la structure de la matrice et des coefficients de production dans l'économie. Ce genre de politique revient à concevoir un nouveau tableau d'entrées-sorties pour la production. Dans le deuxième cas, cela permet d'étudier les effets d'une variation du niveau des ventes d'un bien sur l'économie locale et régionale.

Les politiques technologiques visent à développer puis diffuser de nouvelles technologies destinées à améliorer la productivité des ressources de la production agricole. Les effets de ces politiques ne peuvent être calculés qu'indirectement dans la mesure où les effets directs ne sont pas d'ordre économique. Mais une amélioration de la productivité connue par des recherches indépendantes permet ensuite d'évaluer leur diffusion en terme de revenus auprès des ménages. Le centre de recherche d'Ekona, à proximité de la ville, travaille précisément sur ces

techniques: préparation des sols, maintenance ou amélioration des rendements agricoles, procédures de stockage, procédures de conservation etc.

Simulation 3: Amélioration des conditions de commercialisation des produits de l'agriculture vivrière.

On suppose que la production de l'agriculture vivrière augmente de 10%, sous l'hypothèse que le prix des produits vivriers est endogène dans le modèle d'équilibre général calculable. Compte tenu des contraintes qui pèsent sur les facteurs fixes dans le cadre actuel de la modélisation (terre et technologie de production fixes, au moins à court terme), on suppose qu'une variation de la production agricole est tributaire de données incontrôlables par définition (variables climatiques, saisonnières etc.). Cette simulation a pour objectif de montrer l'intégration de ce secteur dans l'économie de la ville et ses effets multiplicateurs sur les autres secteurs de la production.

L'augmentation de la production aura pour effets directs d'augmenter le volume des exportations puisque la consommation des ménages est fixe (offre inélastique). Les effets indirects se traduiront par une réduction du prix de vente des produits, puisque la demande locale est relativement limitée par les consommations intermédiaires, et la consommation des ménages (dont l'autoconsommation est importante).

Dans tous les cas, l'augmentation de la production vivrière en volume aura un effet multiplicateur sur l'ensemble des activités productives de la ville et tous les secteurs profiteront d'une croissance positive. Il n'y a pas d'effets directs sur l'élevage et l'agriculture de rente car le niveau de leur production n'est pas déterminé par la demande. Les différences entre les deux modèles s'expliquent par les rendements décroissants qui sont introduits dans le modèle d'équilibre général calculable et la variation de prix induite par l'augmentation de la production vivrière.

Tableau 66: Effets d'une variation de 10% de la production agricole vivrière (Muea, août 1995).

	Pourcentage de variation	
	Modèle linéaire simple	Modèle EGC
Produit Intérieur Brut	8,84%	7,26%
Production locale (activités)		
Produits vivriers	10,00%	3,49%
Produits de rente	0,00%	0,00%
Elevage	0,00%	-1,13%
Produits agricoles non-alimentaires	7,85%	6,12%
Secteur urbain	8,21%	6,78%
Services du gouvernement	0,00%	0,00%
Services des ménages (loyers)	6,60%	6,68%
Taxe du marché	6,08%	5,91%
Demande de travail		
Main-d'oeuvre salariée rurale	8,63%	13,90%
Main-d'oeuvre salariée urbaine	3,52%	8,74%
Main-d'oeuvre familiale	8,99%	7,12%
Prix non-observable		
Travail familial des produits vivriers	non	-3,43%
Revenus des ménages		
Total		
Réel	8,03%	7,53%
Nominal	8,03%	6,87%
Par catégorie de ménage (nominal)		
Très pauvres	8,58%	6,99%
Pauvres	6,92%	6,02%
Moyens	8,32%	7,13%
Riches	8,05%	6,91%
Consommation des ménages		
Très pauvres	7,98%	7,52%
Pauvres	6,44%	5,76%
Moyens	7,41%	6,63%
Riches	7,15%	6,33%
Investissements	7,94%	7,31%
Liens avec les marchés extérieurs		
Importations		
Production	7,57%	7,46%
Ménages	8,53%	8,64%
Total	7,78%	6,32%
Exportations		
Production	9,68%	7,86%

L'offre totale des produits des différentes branches est relativement identique pour les deux modèles, mais il existe des disparités dans l'évolution de la production domestique et des facteurs.

Le modèle linéaire entraîne une augmentation importante de tous les secteurs de la production (à part ceux de l'élevage et de l'agriculture de rente) au niveau domestique, de l'ordre de 0% à

9% en fonction de leur importance dans l'économie (la moyenne est de 6,5%). Le niveau de la production vivrière locale est fixe à 10%. L'ensemble des facteurs de production évolue dans les mêmes proportions.

Le modèle d'équilibre général calculable implique des évolutions locales beaucoup plus faibles à cause de la baisse du prix des denrées vivrières qui se répercute sur l'ensemble des consommations intermédiaires dans ce domaine et des rendements décroissants du secteur agricole. La baisse des prix des produits vivriers est de 5,56% environ, et cela entraîne une croissance locale de la production de 3,95% seulement (contre 6,5% pour le modèle linéaire). La valeur de la production de l'élevage est même réduite de 5,56% à cause de la baisse des prix. En revanche, la valeur de la main-d'oeuvre salariée augmente fortement, surtout la main-d'oeuvre salariée urbaine. La valeur du travail familial est un peu moins importante dans le cas du modèle d'équilibre général calculable à cause de l'effet prix et des rendements décroissants du secteur vivrier. Le prix non-observable du travail familial du secteur vivrier diminue légèrement à cause de la baisse de la valeur des produits vivriers sur le marché.

Le revenu des ménages augmente dans les deux cas de figure, mais de manière moins importante pour le modèle d'équilibre général calculable, bien que l'augmentation de la valeur du travail salarié rural et agricole soit presque le double de celui du modèle linéaire. Cependant, l'énorme poids du travail familial dans le compte des facteurs éclipe l'évolution du compte de la main-d'oeuvre salariée. Le revenu nominal des ménages ne prend pas en compte l'effet prix mais il subit les effets des rendements décroissants de la production.

La répartition du revenu des ménages entre les deux modèles est identique, mais son évolution est inférieure dans le cas du modèle d'équilibre général calculable à cause d'une valeur du travail familial moins importante.

La consommation des ménages suit l'évolution du revenu des ménages dans les deux cas de figure, à la différence que l'on considère le revenu résiduel des ménages et non leur revenu total. Dans les deux cas, les ménages très pauvres ont une augmentation du niveau de leurs dépenses de consommation plus importante que pour les trois autres catégories.

La valeur des investissements de la ville est directement liée à l'évolution du secteur urbain au niveau domestique. Elle est relativement identique dans les deux cas, l'effet prix réduisant légèrement l'impact de la production du secteur urbain dans l'économie de la ville.

Sur les marchés extérieurs, les importations évoluent en fonction de l'évolution des secteurs productifs et c'est pour cette raison que l'on retrouve la même évolution ici que dans le tableau des entrées intermédiaires. La valeur des importations des ménages est supérieure dans le cas du modèle d'équilibre général calculable car les revenus y sont supérieurs en valeur absolue.

Le niveau des exportations du secteur agricole vivrier augmente de 12% dans le cas du modèle linéaire, grâce aux effets multiplicatifs des consommations intermédiaires en produits vivriers des autres secteurs. L'augmentation des exportations n'augmente que d'un peu moins de 10% dans le cas du modèle d'équilibre général calculable, à cause des rendements décroissants (effet volume), et de la diminution des prix sur les marchés extérieurs.

Simulation 4: Amélioration des conditions de commercialisation des produits de l'élevage.

Le niveau de la production de la ville en produits de l'élevage se détermine ex-ante, tout comme la production de l'agriculture vivrière et de l'agriculture de rente.

Tableau 67: Effet d'une variation de 10% de la production de l'élevage (Muea, août 1995).

	Pourcentage de variation	
	Modèle linéaire simple	Modèle EGC
Produit Intérieur Brut	0,95%	0,95%
Production locale (activités)		
Produits vivriers	0,00%	0,00%
Produits de rente	0,00%	0,00%
Elevage	10,00%	10,00%
Produits agricoles non-alimentaires	0,78%	0,73%
Secteur urbain	1,17%	1,07%
Services du gouvernement	0,00%	0,00%
Services des ménages (loyers)	0,69%	0,69%
Taxe du marché	3,22%	3,19%
Demande de travail		
Main-d'oeuvre salariée rurale	0,00%	0,00%
Main-d'oeuvre salariée urbaine	5,28%	5,26%
Main-d'oeuvre familiale	0,85%	0,85%
Prix non-observable		
Travail familial des produits vivriers	non	0,00%
Revenus des ménages		
Total		
Réal	0,85%	0,85%
Nominal	0,85%	0,85%
Par catégorie de ménage (Nominal)		
Très pauvres	0,84%	0,84%
Pauvres	0,73%	0,73%
Moyens	0,86%	0,86%
Riches	0,89%	0,89%
Consommation des ménages		
Très pauvres	0,78%	0,78%
Pauvres	0,68%	0,68%
Moyens	0,77%	0,77%
Riches	0,79%	0,79%
Investissements	1,45%	1,35%
Liens avec les marchés extérieurs		
Importations		
Production	1,72%	1,69%
Ménages	0,92%	0,92%
Total	1,02%	1,02%
Exportations		
Production	1,27%	1,26%

Il n'y a que très peu de différence entre les résultats des deux types de simulation. Le Tableau 67 montre que dans les deux cas, l'augmentation du produit intérieur brut est de 0,95%. Les différences apparaissent au niveau de la production domestique. Les rendements décroissants de la production agricole non-alimentaire se répercutent sur elle-même et sur le secteur urbain

qui utilise une grande quantité de produits de l'agriculture non-alimentaire. L'augmentation de la valeur de la taxe du marché est de 3% environ dans les deux cas.

Les effets des rendements décroissants du secteur de l'agriculture non-alimentaire se répercutent sur le travail salarié urbain, qui est légèrement inférieur à celui obtenu par les résultats du modèle linéaire. La valeur du travail familial augmente de 10% dans les deux cas, mais elle demeure identique pour le secteur vivrier et le secteur de rente. La valeur du travail familial des autres secteurs dépend de l'évolution de leur production est il compris entre 0,8% (agriculture non-alimentaire) et 1,5% (services des ménages). La main-d'oeuvre salariée urbaine et la location augmentent un peu moins dans le cas du modèle d'équilibre général calculable (0,75%) que dans celui du modèle linéaire (0,78%). En revanche, la main-d'oeuvre salariée urbaine augmentent plus dans le premier cas que dans le second (0,82%).

Les revenus des ménages évoluent dans le même sens pour les deux modèles. Les ménages les plus pauvres ne tirent pas de bénéfices de l'augmentation de la production de l'élevage. Ce sont les ménages riches qui profitent le plus de la variation de la production. De la même manière en ce qui concerne la consommation, ce sont les ménages les plus riches qui voient leur consommation augmenter le plus.

3) Les politiques de revenu.

Les politiques de revenu peuvent revêtir de multiples formes et elles sont soit d'ordre macro-économique (variation des revenus de la fonction publique par exemple), sectorielles (aides financières portant sur l'ensemble d'un secteur), ou locales (soutiens et aide auprès des projets de développement).

Deux simulations ont été effectuées sur deux catégories de ressources des ménages différentes: une politique de transferts de revenus auprès des ménages et une politique de travaux publics. La première simulation s'effectue sans contreparties réelles, les ressources des ménages sont tout simplement augmentées d'un montant équivalent à 10% du revenu des ménages les plus pauvres. La seconde simulation augmente en revanche une catégorie de travail que les ménages de la ville exportent à l'extérieur, la main-d'oeuvre salariée rurale¹².

Les ménages bénéficient plus d'une variation de leurs revenus, que d'une augmentation de la demande et des ressources en main-d'oeuvre salariée rurale. C'est d'ailleurs toute l'économie

¹² Les ménages n'exportent pas de la main-d'oeuvre salariée urbaine.

de la ville qui en bénéficie puisque les effets multiplicateurs sont beaucoup plus élevés dans le cas d'une politique de transferts de revenus auprès des ménages, que dans l'autre. Dans le cas d'une politique de transferts de revenu, le PIB de la ville augmente de 0,07%, mais seulement de 0,03% dans le cas de d'une politique faisant appel à de la main-d'oeuvre salariée locale. La variation de revenu des ménages est dix fois plus importante dans le premier cas que dans le second (respectivement 0,2% et 0,02% de variation du salaire nominal), bien qu'en valeur absolue, les sommes concernées ne varient que du simple au double (730 000 F CFA et 339 800 F CFA respectivement).

Simulation 5: Politique de transfert de revenu auprès des ménages.

L'étude porte ici sur le cas d'une augmentation du revenu des ménages par l'intermédiaire d'une augmentation des salaires des fonctionnaires ou d'une augmentation des transferts des migrants qui travaillent hors de la ville. Cela se traduit par une augmentation équivalente à 10% du revenu des ménages les plus pauvres, soit un montant de 730 000 F CFA, pour toutes les catégories de ménage.

Tableau 68: Effets d'une variation de 10% du revenu des ménages (Muea, août 1995).

	Pourcentage de variation	
	Modèle linéaire simple	Modèle EGC
Produit Intérieur Brut	0,07%	0,07%
Production locale (activités)		
Produits vivriers	0,00%	0,00%
Produits de rente	0,00%	0,00%
Elevage	0,00%	0,00%
Produits agricoles non-alimentaires	0,25%	0,23%
Secteur urbain	0,20%	0,19%
Services du gouvernement	0,00%	0,00%
Services des ménages (loyers)	0,23%	0,23%
Taxe du marché	0,17%	0,16%
Demande de travail		
Main-d'oeuvre salariée rurale	0,00%	0,00%
Main-d'oeuvre salariée urbaine	0,10%	0,10%
Main-d'oeuvre familiale	0,07%	0,07%
Prix non-observable		
Travail familial des produits vivriers	non	0,00%
Revenus des ménages		
Total		
Réal	0,20%	0,20%
Nominal	0,20%	0,20%
Par catégorie de ménage (Nominal)		
Très pauvres	0,38%	0,38%
Pauvres	0,34%	0,34%
Moyens	0,21%	0,21%
Riches	0,14%	0,14%
Consommation des ménages		
Très pauvres	0,35%	0,35%
Pauvres	0,31%	0,31%
Moyens	0,19%	0,19%
Riches	0,12%	0,12%
Investissements	0,20%	0,18%
Liens avec les marchés extérieurs		
Importations		
Production	0,19%	0,18%
Ménages	0,18%	0,19%
Total	0,20%	0,20%
Exportations		
Production	0,01%	0,01%

Le Tableau 68 ne montre pas de différences fondamentales entre le modèle linéaire et le modèle d'équilibre général calculable, et les seuls écarts se situent au niveau des secteurs de la production, où les rendements décroissants de l'agriculture non-alimentaire atténuent les effets multiplicateurs de ses variations de production. C'est évidemment le compte de revenu des ménages qui se modifie dans un premier temps. L'augmentation des revenus des ménages

augmente le montant de leurs consommations. Cela entraîne une augmentation des activités non-agricoles, dont la production dépend précisément de la demande des ménages. Le processus itératif se poursuit ainsi jusqu'à l'équilibre.

Les résultats montrent le secteur agricole non-alimentaire et les services des ménages (les loyers) bénéficieraient le plus d'une variation positive du revenu des ménages. En effet, les produits de l'agriculture non-alimentaire représentent une part importante de leur consommation. La main-d'oeuvre salariée urbaine bénéficierait le plus d'une variation de revenu auprès des ménages. La main-d'oeuvre salariée rurale n'est pas affectée puisque le niveau de la consommation des ménages dans ce secteur est supposé constant.

Dans les deux cas, l'évolution totale du revenu des ménages est de 0,20%, que ce soit en valeur nominale ou réelle puisque les prix n'interviennent pas dans cette simulation. On remarque cependant que l'évolution du revenu des ménages est favorable aux ménages très pauvres (0,38%). Elle est ensuite décroissante pour arriver à une évolution de 0,14% pour les ménages riches. Ces résultats traduisent en fait l'importance relative du transfert de revenu dans le budget total du ménage. On retrouve d'ailleurs la même tendance au niveau de la consommation des ménages, les ménages très pauvres accroissant leur consommation de 0,35%, tandis que les ménages riches l'accroissent de 0,12%.

Si les balances commerciales suivent une évolution positive, il existe des différences entre les différents comptes. C'est le secteur de l'agriculture non-alimentaire qui voit le montant de ses importations en produits augmenter le plus fortement (0,25%). Les importations du gouvernement local et du secteur urbain sont limitées à une croissance de 0,20% et de 0,23% pour les services des ménages. L'effet multiplicateur d'une variation de 10% du revenu des ménages est le plus important pour les ménages très pauvres, dont les importations augmentent de 0,39% dans les deux cas de modélisation.

Les exportations de la ville sont très faibles et la hausse du revenu des ménages, qui entraîne une augmentation des exportations en produits de l'agriculture non-alimentaire et du secteur urbain, couvre une réduction de 0,2% des produits de l'agriculture vivrière et de l'élevage.

Simulation 6: Politique de travaux publics auprès des ménages.

Une politique de travaux publics ou d'emploi de main-d'oeuvre locale n'a pas du tout les mêmes effets sur une économie que celle d'une variation du revenu des ménages, car ce sont des secteurs différents qui sont affectés. Dans le cas d'un simple transfert de revenus, comme

c'est le cas pour d'une augmentation des salaires de la fonction publique, par exemple, c'est le compte des ménages qui est augmenté. En revanche, dans le cas d'une augmentation de la quantité de main-d'oeuvre employée dans une économie, c'est le compte des facteurs qui est modifié. La différence est que dans le premier cas on augmente directement le niveau de la consommation et indirectement le niveau de la production, tandis que dans le second cas, on augmente seulement la quantité de travail extérieur, ce qui n'a pas d'effets multiplicateurs importants localement.

Tableau 69: Effets d'une variation de 10% de la main-d'oeuvre salariée rurale exportée.

	Pourcentage de variation	
	Modèle linéaire simple	Modèle EGC
Produit Intérieur Brut	0,03%	0,03%
Production locale (activités)		
Produits vivriers	0,00%	0,00%
Produits de rente	0,00%	0,00%
Elevage	0,00%	0,00%
Produits agricoles non-alimentaires	0,02%	0,02%
Secteur urbain	0,02%	0,02%
Services du gouvernement	0,00%	0,00%
Services des ménages (loyers)	0,02%	0,02%
Taxe du marché	0,02%	0,02%
Demande de travail		
Main-d'oeuvre salariée rurale	1,38%	1,38%
Main-d'oeuvre salariée urbaine	0,01%	0,01%
Main-d'oeuvre familiale	0,01%	0,01%
Prix non-observable		
Travail familial des produits vivriers	non	0,00%
Revenus des ménages		
Total		
Réel	0,02%	0,02%
Nominal	0,02%	0,02%
Par catégorie de ménage (nominal)		
Très pauvres	0,03%	0,03%
Pauvres	0,02%	0,02%
Moyens	0,02%	0,02%
Riches	0,02%	0,02%
Consommation des ménages		
Très pauvres	0,02%	0,02%
Pauvres	0,02%	0,02%
Moyens	0,02%	0,02%
Riches	0,02%	0,02%
Investissements	0,02%	0,02%
Liens avec les marchés extérieurs		
Importations		
Production	0,02%	0,02%
Ménages	0,03%	0,03%
Total	0,02%	0,02%
Exportations		
Production	0,00%	0,00%

Le Tableau 69 montre la très faible évolution de l'économie qui peut résulter d'une politique d'emploi dans un secteur où l'offre est contrainte. Les secteurs qui sont contraints du côté de l'offre ne sont pas affectés par de genre de politique. Les autres secteurs (les activités non-agricoles) subissent une évolution qui dépend en fait de l'évolution du revenu des ménages.

Or la variation du revenu des ménages est faible (0,2%), ce qui entraîne de faibles effets multiplicateurs sur les secteurs non-agricoles.

Les résultats sont dans l'ensemble très faibles. Il n'en serait évidemment pas de même si c'était la main-d'oeuvre salariée urbaine qui en avait bénéficié, puisqu'elle est directement liée aux activités urbaines. La variation des revenus des ménages demeure pratiquement identique. Les ménages les plus pauvres semblent pourtant bénéficier un peu plus de ce genre de politique, avec un accroissement des revenus qui atteint 0,03%.

4) Les politiques fiscales locales, la taxe du marché.

Les politiques fiscales peuvent être nationales ou locales. Les dépenses fiscales constituent entre deux et quatre pour cent seulement du revenu des ménages. Elles comprennent, outre les impôts sur le revenu, la « pool tax », et les licences diverses. Aucune simulation n'est accomplie sur le niveau de l'imposition car le compte du reste du Cameroun de la matrice de comptabilité sociale utilisée ici n'est pas assez désagrégé¹³. En revanche, la taxe du marché est un compte distinct qui peut faire l'objet d'une étude approfondie.

Simulation 7: Augmentation de la taxe sur le marché.

La taxe sur le marché constitue la principale ressource du gouvernement local de la ville de Muea. La taxe sur le marché est perçue auprès des activités qui ont besoin de louer un local pour leur activité. Les activités concernées sont l'élevage, l'agriculture non-alimentaire et le secteur urbain. L'écoulement de la production de l'agriculture vivrière se fait en plein air et à même le sol en général, et de ce fait, les commerçants ne versent pas une taxe. L'agriculture de rente n'est pas concernée non plus car les circuits d'écoulement de la production sont radicalement différents des autres biens et ils ne transitent pas par le marché. Il est évident que, toutes choses égales par ailleurs, les recettes de la taxe augmenteront en fonction du développement des activités commerciales qui s'y déroulent. Mais il est aussi probable que l'on soit tenté d'augmenter directement le montant de la taxe.

¹³ Rappelons que le compte du reste du Cameroun est constitué du reste du Cameroun, des transferts monétaires et du gouvernement national. Il est tout à fait possible de désagréger ce compte pour faire apparaître ces trois éléments. Le compte du gouvernement national est celui qui enregistre les impôts et taxes diverses.

Tableau 70: Effets d'une variation de 10% du prix de la taxe du marché.

	Pourcentage de variation	
	Modèle linéaire simple	Modèle EGC
Produit Intérieur Brut	-0,03%	-0,03%
Production locale (activités)		
Produits vivriers	0,00%	0,00%
Produits de rente	0,00%	0,00%
Elevage	0,00%	0,00%
Produits agricoles non-alimentaires	-0,03%	-0,02%
Secteur urbain	-0,03%	-0,03%
Services du gouvernement	0,00%	0,00%
Services des ménages (loyers)	-0,02%	-0,02%
Taxe du marché	10,00%	10,00%
Demande de travail		
Main-d'oeuvre salariée rurale	0,00%	0,00%
Main-d'oeuvre salariée urbaine	-0,01%	-0,01%
Main-d'oeuvre familiale	-0,03%	-0,03%
Prix non-observable		
Travail familial des produits vivriers	non	0,00%
Revenus des ménages		
Total		
Réel	-0,03%	-0,03%
Nominal	-0,03%	-0,03%
Par catégorie de ménage (nominal)		
Très pauvres	-0,03%	-0,03%
Pauvres	-0,02%	-0,02%
Moyens	-0,03%	-0,03%
Riches	-0,03%	-0,03%
Consommation des ménages		
Très pauvres	-0,03%	-0,03%
Pauvres	-0,02%	-0,02%
Moyens	-0,03%	-0,03%
Riches	-0,02%	-0,02%
Investissements	-0,03%	-0,02%
Liens avec les marchés extérieurs		
Importations		
Production	-0,03%	-0,02%
Ménages	-0,03%	-0,03%
Total	0,00%	0,00%
Exportations		
Production	0,00%	0,00%

Le Tableau 70 montre qu'une augmentation de la taxe peut avoir un impact négatif sur l'ensemble de l'économie de la ville et donc, sur le revenu des ménages. Les résultats sont relativement faibles compte tenu de la faible importance de la taxe du marché par rapport aux activités. La production de l'agriculture vivrière et de rente ne sera pas affectée puisqu'elle n'est pas taxée sur le marché. La production de l'élevage ne sera pas non plus affectée bien

qu'elle doive s'acquitter de la taxe car elle est exogène; mais, la valeur de la main-d'oeuvre salariée urbaine sera réduite. Les activités non-agricoles verront leur production diminuer à cause de la baisse des revenus des ménages, et donc, de leur demande. En effet, le revenu des ménages est déterminé en partie par les revenus de la main-d'oeuvre salariée. Or celle-ci est réduite pour permettre aux activités non-agricoles de pallier à l'augmentation de la taxe. Cela entraîne un processus dégressif dans ces secteurs.

L'effet direct d'une augmentation de la taxe du marché se traduit donc par un ralentissement de l'activité des secteurs de production de la ville. Le secteur urbain subit une réduction de son activité supérieure à celle de l'agriculture non-alimentaire (-0,3% contre -0,2%). En revanche, la valeur de la main-d'oeuvre familiale diminue beaucoup plus fortement pour l'agriculture non-alimentaire (-0,23%) que pour le secteur urbain. Le secteur de productif de l'élevage n'est pas affecté par une augmentation du prix de la taxe du marché, mais la valeur du travail familial est réduite de 0,11%.

5) Modification de l'environnement.

Les modifications de l'environnement, les dégradations des écosystèmes ne constituent évidemment pas des politiques volontaires. En revanche, ce sont des simulations qui permettent d'étudier les effets indirects d'un environnement productif favorable sur une économie locale. Il faut cependant considérer avec précaution les conclusions qui sont tirées des résultats des simulations. En effet, les modèles sont liés aux conditions initiales de l'économie étudiée, et toute modification profonde de son environnement finira par entraîner un changement structurel de son économie. Les paramètres des modèles devront alors être modifiés. Les résultats sont donc supposés être à court terme et représenter en fait un effet immédiat sur l'économie de la ville.

Simulation 8: Conséquences d'une dégradation de la fertilité des sols.

Cette simulation consiste à étudier les effets que peuvent entraîner la dégradation de l'écosystème, et, en particulier le degré de fertilité des terres agricoles. On suppose pour cela que le niveau de la production des cultures vivrières et des cultures de rente décroît de 10%.

Tableau 71: Effets d'une variation négative de 10% de la production agricole vivrière et de rente (Muea, août 1995).

	Pourcentage de variation	
	Modèle linéaire simple	Modèle EGC
Produit Intérieur Brut	-8,91%	-7,81%
Production locale (activités)		
Produits vivriers	-10,00%	-3,71%
Produits de rente	-10,00%	-9,64%
Elevage	0,00%	1,33%
Produits agricoles non-alimentaires	-8,66%	-6,93%
Secteur urbain	-8,29%	-6,90%
Services du gouvernement	0,00%	0,00%
Services des ménages (loyers)	-6,64%	-6,73%
Taxe du marché	-6,37%	-6,21%
Demande de travail		
Main-d'oeuvre salariée rurale	-8,62%	-13,69%
Main-d'oeuvre salariée urbaine	-3,71%	-9,40%
Main-d'oeuvre familiale	-9,05%	-7,67%
Prix non-observable		
Travail familial des produits vivriers	non	3,13%
Revenus des ménages		
Total		
Réel	-8,10%	-8,94%
Nominal	-8,10%	-7,29%
Par catégorie de ménage (Nominal)		
Très pauvres	-8,64%	-7,50%
Pauvres	-6,97%	-6,35%
Moyens	-8,38%	-7,55%
Riches	-8,12%	-7,34%
Consommation des ménages		
Très pauvres	-8,04%	-7,48%
Pauvres	-6,49%	-5,68%
Moyens	-7,47%	-6,53%
Riches	-7,21%	-6,23%
Investissements	-8,03%	-7,45%
Liens avec les marchés extérieurs		
Importations		
Production	-7,78%	-7,68%
Ménages	-8,59%	-8,70%
Total	-7,88%	-7,08%
Exportations		
Production	-9,79%	-8,80%

L'effet d'une dégradation des rendements de la production agricole affecte l'ensemble de la production de la ville, à l'exception de l'élevage, qui profite de l'augmentation du prix des produits vivriers. La baisse de la production en volume des produits vivriers est atténuée par une augmentation de 6,53% du prix des produits vivriers sur les marchés. La baisse en valeur

n'atteint alors que -3,71%. Le secteur urbain et l'agriculture non-alimentaire sont moins sévèrement atteints dans le cas du modèle d'équilibre général calculable grâce à l'augmentation du prix des produits vivriers.

L'augmentation du prix des produits vivriers entraîne cependant une très forte réduction de la main-d'oeuvre salariée rurale et urbaine, tandis que la baisse de la valeur du travail familial est relativement identique dans les deux types de modèles. Le prix non-observable des produits vivriers augmente de 3,13% et il représente une valorisation du travail familial dans cette situation.

Le niveau de revenu des ménages diminue moins fortement dans le cas du modèle d'équilibre général calculable, et ceci, toujours grâce à l'effet positif de l'augmentation du prix des produits vivriers. L'effet de la baisse du revenu pour chaque catégorie de ménage est le plus important pour les ménages moyens et les ménages très pauvres. Les ménages pauvres subissent la baisse la moins importante. En revanche, la consommation des ménages très pauvres et pauvres diminue le plus par rapport aux deux autres classes de ménages.

L'effet de la diminution de la production de l'agriculture vivrière sur les importations de la production est moins important dans le cas du modèle d'équilibre général calculable car l'effet-prix de la réduction de la production n'est pas intégrée ici, et l'économie de la ville bénéficie des évolutions favorables des secteurs urbains et agricoles non-alimentaires. En revanche, les importations des ménages diminuent moins fortement dans le cas du modèle linéaire car il faut prendre en compte la hausse des prix des produits vivriers.

Conclusion.

La démarche a privilégié l'approche empirique de la modélisation de l'économie en construisant deux modèles simples et compréhensibles à l'échelle d'une ville africaine particulière. Un cadre d'analyse a été défini à partir des données collectées sur place. Ces deux modèles sont vulnérables car ils résultent de choix au niveau de la perception de l'économie. Les affinements des comportements et des paramètres peuvent varier sans limites, mais il faut tenir compte de l'importance de chacun d'entre eux dans l'économie de la ville. Beaucoup de rigidités subsistent, mais il faut relativiser leur importance dans l'économie totale. Les élasticités constituent un élément fondamental des fonctions des modèles d'équilibre général calculable et les résultats peuvent être très sensibles à de très petites variations de leur niveau. Elles ont été simplifiées, surtout au niveau des fonctions de consommation des ménages, à cause du manque de données sur cet aspect. Une priorité a cependant été accordée aux caractères fondamentaux du comportement des agents, en particulier les rendements décroissants. Des élasticités auraient pu être rajoutées aux facteurs de production et aux fonctions de consommation des ménages, mais il faut pour cela une analyse plus qualitative des différentes catégories de ménages.

L'efficacité de ces modèles dépend des hypothèses et des choix qui ont été faits. Le prix de la production de l'agriculture et du travail familial de ce secteur est considéré comme endogène, à cause de l'importance de la production et des échanges avec les marchés extérieurs. Les fonctions de production ont des rendements décroissants. Les fonctions de consommation des ménages sont linéaires, avec des élasticités égales à 0 ou 1 selon les produits considérés. L'interprétation des résultats des simulations dépend aussi des limites et des contraintes de la modélisation. La substitution entre les facteurs de production n'est pas prise en compte. Le facteur travail salarié évolue sans contrainte, car on suppose que l'offre de main-d'oeuvre est illimitée. Les fonctions de consommation des ménages ne sont pas différenciées entre les différentes catégories de ménages par des élasticités différentes, et donc, des comportements différents. Le travail familial n'est pas désagrégé entre les différents acteurs concernés (chef du ménage, épouse, famille, amis, etc.), et cela limite la précision des prédictions au niveau de la cellule familiale. Certains comptes sont supposés constants au cours du temps. Si certains d'entre eux peuvent se justifier facilement (usine locale, et transferts monétaires du service public), d'autres résultent du manque de données qualitatives sur le sujet. Il s'agit en particulier des transferts monétaires inter-ménages et des loyers versés.

La décomposition du travail familial et la différenciation des ménages en catégories plus qualitatives constituent deux aspects importants de l'économie de la ville qui n'ont pas pu faire l'objet d'un approfondissement descriptif. Le travail familial regroupe en fait la rémunération implicite de la terre et du travail, mais cela n'a pas été évalué à cause du manque de données. Par ailleurs, l'hypothèse implicite de la répartition du revenu du travail familial est que l'ensemble des revenus est équitablement réparti entre les différentes catégories de main-d'oeuvre, que sont le chef de ménage, l'épouse, les enfants, la famille, ou les amis. Cet aspect de la division du travail n'est pas négligeable dans la mesure où le travail familial représente bien souvent 90% de la valeur ajoutée totale. La désagrégation du travail familial n'a pas été effectuée à cause du manque de données précises sur la répartition du travail. En revanche, les données sur les ménages existent mais elles n'ont pas encore été exploitées car elles constituent une analyse à part entière¹⁴. La désagrégation actuelle du compte des ménages en fonction du niveau de revenu n'est pas très élégante, mais elle met en évidence les ménages les plus vulnérables de l'économie de la ville.

Les simulations traduisent n'importe quel événement qui est susceptible d'affecter l'économie de la ville. Ces événements sont macro-économiques, sectoriels, ou locaux. Par ailleurs, leurs conséquences peuvent être directes (transferts de revenus ou variation de prix) ou indirectes (dégradation des écosystèmes). Dans le cas des événements dont les conséquences affectent directement une variable de l'économie, cela ne pose pas de problème. Mais si les événements portent sur des données non quantifiables dans un premier temps, telles que les écosystèmes, il faut alors établir des hypothèses sur les conséquences indirectes qui peuvent en résulter. La limite des modèles est d'ailleurs rapidement atteinte à ce niveau puisqu'ils ne décrivent finalement qu'une économie à un instant précis. Des bouleversements structurels trop importants auraient pour conséquence de rendre le modèle obsolète. C'est une des raisons pour lesquelles les prévisions sont généralement valables à court ou moyen terme.

La comparaison des résultats des simulations met en évidence les liens des activités productives de la ville entre chacune d'entre elles, et la répartition du revenu des facteurs de production entre les différentes catégories de facteurs. C'est la part relative de chaque catégorie de ménages dans les activités productives de la ville et des facteurs de production correspondant qui oriente les effets d'un impact quelconque sur l'économie locale. Ainsi, on s'aperçoit que

¹⁴ les premières analyses barycentriques ne montrent pas de différenciation très nette du niveau de revenu en fonction de variables qualitatives.

les ménages les plus riches seraient bénéficiaires d'une amélioration de la production du secteur de l'élevage, puisqu'ils ont une participation importante dans cette activité. Les politiques de transferts de revenus ont des effets multiplicateurs plus importants que les politiques d'emploi de main-d'oeuvre à l'extérieur de la ville. Dans les deux cas, la situation des ménages les plus pauvres s'améliore, mais la variation est plus forte pour la politique de transferts de revenus. Le cadre de la modélisation permet de mettre en évidence les bénéficiaires et les perdants d'un choc ou d'un événement sur l'économie de la ville. C'est évidemment l'agriculture vivrière qui entraîne les effets multiplicateurs les plus importants sur l'ensemble de l'économie (augmentation du produit intérieur brut de plus de 7%); mais les effets sont négatifs pour le secteur de l'élevage (-1%), à cause de la contraction des prix des produits vivriers.

Conclusion générale.

Nous avons tenté de montrer qu'il était possible de relier les politiques macro-économiques aux conditions de vie des ménages agricoles. Le problème fondamental était de trouver un cadre d'analyse qui permettrait de rapprocher deux niveaux totalement différents. Ce cadre d'analyse devait être suffisamment spécifique pour pouvoir intégrer les caractéristiques fondamentales des mécanismes locaux au niveau des ménages, mais aussi suffisamment global pour autoriser une intégration de variables macro-économiques telles que des variations de prix, des politiques fiscales, des politiques de commercialisation etc. Il fallait aussi un cadre qui puisse prendre en compte les interactions entre les différentes catégories de ménages situés dans un même environnement. Cette dimension existe en Afrique, c'est le village ou la petite ville. Le village constitue en effet l'environnement direct pour un grand nombre de ménages agricoles. Le travail accompli ici a donc eu deux objectifs: *(i)* montrer qu'il était possible d'obtenir une idée assez précise d'une économie villageoise africaine et de son fonctionnement global, et *(ii)* construire les bases d'un modèle pour mettre en évidence les interactions entre les acteurs de l'économie de la ville.

Notre recherche s'est déroulée en trois étapes bien distinctes, *(i)* une étude des modèles théoriques disponibles qui permettent d'étudier les villages, *(ii)* une base empirique consistante afin de concevoir l'ossature du modèle, et *(iii)* l'intégration de la théorie et des données en un modèle de village spécifique à celui de l'étude.

Il existe trois approches différentes théoriques mais complémentaires qui s'offrent au chercheur pour étudier l'économie des villages; il s'agit des modèles micro-économiques, des matrices de comptabilité sociale, et des modèles d'équilibre général calculable. La modélisation de villages est récente, les premières modélisations de villages étant accomplies sous la forme de matrice de comptabilité sociale en 1988, puis sous forme de modèle d'équilibre général

calculable en 1996. Les études portent essentiellement sur l'étude des migrations nationales ou internationales. Chaque modèle présente ses avantages et ses inconvénients. Le modèle micro-économique est certes spécifique, mais il ne permet pas de saisir les interactions entre les différentes catégories de ménages. La matrice de comptabilité sociale offre une bonne représentation de la structure globale de l'économie, mais elle est statique. Enfin, le modèle d'équilibre général calculable permet d'associer la spécificité des modèles micro-économiques et le cadre global d'une matrice de comptabilité sociale, dans un système dynamique de prix et de quantités.

La base empirique du modèle a été élaborée à partir des données recueillies sur le terrain, dans une petite ville semi-urbaine au Cameroun. La collecte des données, leur enregistrement, puis leur structuration en une matrice de comptabilité sociale, a permis de donner une représentation globale de la ville. La matrice de comptabilité sociale constitue la base de départ du modèle. L'association des recherches récentes portant sur la modélisation de villages, avec la matrice de comptabilité sociale de la ville, a déterminé une structure de base pour la modélisation. Deux modèles ont ainsi été élaborés, l'un étant un modèle linéaire, et l'autre un modèle d'équilibre général calculable simplifié. Ces deux modèles ont permis de comparer les résultats de quelques simulations qui ont été menées sur des variables de l'économie de la ville. Il est certes difficile de généraliser les résultats que l'on peut obtenir sur un seul village, mais cela ne constitue pas forcément un handicap insurmontable. En effet, il est possible de dresser des typologies de villes ou de villages qui obéissent aux caractéristiques fondamentales de villages déjà modélisés. Par ailleurs, la technologie informatique facilite considérablement les procédures de collecte.

Deux approches sont possibles pour tester le caractère généralisable d'une ville ou d'un village: reproduire l'enquête dans une ville de même type (ce qui se fait au Mexique actuellement) et vérifier la similitude des résultats, ou intégrer la demande d'information supplémentaire aux enquêtes en milieu rural. Dans le deuxième cas, il est tout à fait possible de compléter certains questionnaires d'enquêtes auprès des ménages agricoles par des questions spécifiques au cadre d'une ville ou d'un village. Ces questions consisteraient à relever systématiquement les activités omises par l'échantillon des enquêtes, et à les stratifier là où cela s'avérerait nécessaire. La prochaine étape consisterait à étudier des groupes de villages et élargir le cadre d'étude à des zones régionales plus larges. Des études sont actuellement ef-

fectuées sur un groupe de villages au Mexique et leur communauté de migrants aux Etats-Unis.

La ville qui a fait l'objet de l'étude se situe sur les flancs du mont Cameroun, dans la zone anglophone. Cette ville de 7500 habitants a été choisie pour plusieurs raisons. C'est d'abord un pôle du commerce régional en produits vivriers, et son marché local est d'ailleurs l'un des plus actifs de la région. L'agriculture ne constitue pas sa seule source de richesses, le secteur urbain profite de la prospérité de l'agriculture et de l'afflux de près de deux mille commerçants par jour de marché. C'est aussi une ville très intéressante par la diversité de sa population, constituée en grande partie par des immigrants. Ces personnes viennent s'installer ici pour cultiver la terre et revendre les produits de la récolte sur la place du marché. La taille des ménages est faible (cinq personnes environ) et s'explique par le nombre d'immigrés vivant seul ou avec un conjoint seulement. Le séjour au Cameroun a duré cinq mois (des mois de mai à septembre) et a bénéficié des structures de fonctionnement d'OCISCA.

Cette recherche met en évidence plusieurs limites au niveau de la théorie, des données, et de la modélisation. L'application d'un modèle à l'échelle d'une ville doit se justifier avant de pouvoir être évaluée. Comme un grand nombre de villages ou de petites villes dans les pays en développement, la ville de notre étude est ouverte sur les marchés extérieurs, mais combine en parallèle des marchés locaux où se déterminent des prix d'équilibre. Son économie se situe entre une économie d'autosubsistance et un monde parfaitement néoclassique. Une modélisation à l'échelle de la ville ne se justifie pas pour aucun de ces deux extrêmes. En effet, dans une économie de subsistance, chaque ménage subvient à ses propres besoins grâce à sa propre production, et il n'y a donc pas de marchés locaux. Dans une économie parfaitement néoclassique, il n'y a pas non plus de marchés locaux car les ménages interagissent alors directement selon les règles des marchés extérieurs. Dans le cas des deux extrêmes, l'application de modèles micro-économiques de ménages agricoles différenciés est suffisante.

L'application d'un modèle d'équilibre général calculable sur un village ou une petite ville suppose que l'économie s'organise selon un schéma bien précis, ce qui constitue en soit une contrainte et une limite. Les paramètres les plus délicats à déterminer et à justifier sont les élasticités. La sensibilité des résultats dépend beaucoup du niveau des élasticités, que l'on retrouve dans presque toutes les équations du modèle. Les élasticités déterminent en particulier le comportement de consommation des ménages et leur évaluation concrète est très diffi-

cile, c'est pourquoi elles sont souvent approximées. La conception du partage du temps de travail constitue une limite supplémentaire aux modèles d'équilibre général calculable actuellement utilisés dans le cadre de village. Les recherches actuelles dans ce domaine utilisent le modèle de ménages agricoles de Barnum-Squire. Ce modèle part du principe que les ménages partagent leur temps en travail familial, en travail salarié, et en loisirs. La conception du loisir y est très faiblement définie, et elle n'est pas du tout abordée dans un contexte rural africain.

Le modèle d'équilibre général calculable élaboré ici est très simple dans sa conception (élasticités égales à l'unité ou nulles, et fonctions linéaires), mais il permet de donner une vision d'ensemble relativement cohérente d'une économie complexe tout en intégrant des spécificités locales. Le modèle linéaire offre les résultats d'une ville sans aucune contrainte au niveau de l'offre, les effets multiplicateurs se répercutent sur l'ensemble des secteurs d'une manière automatique. Le modèle d'équilibre général calculable fournit des résultats différents, grâce à l'intégration de contraintes plus réalistes (rendements décroissants, prix des produits vivriers endogènes, intégration des prix etc.). La possibilité de pouvoir modéliser une ville ou un village permet ensuite de déterminer les effets d'un impact exogène sur l'économie. Il est ainsi possible d'étudier des politiques de prix, des politiques de crédit, des politiques de commercialisation, des conséquences d'une dégradation de l'environnement sur la production agricole, des politiques de transferts de revenus, des politiques fiscales, etc.

Les premiers résultats semblent encourageant et permettent d'expliquer certains paradoxes du développement; en particulier pourquoi la production a tendance à diminuer lorsque les transferts monétaires des migrants augmentent. L'effet sur l'économie de la ville d'une augmentation des quantités de produits vivriers écoulés sur la place du marché est variable selon les approches adoptées. Selon un modèle micro-économique, les observations seraient limitées aux ménages qui pratiquent cette activité, et on observerait une augmentation de leur revenu. Un modèle linéaire basé sur une matrice de comptabilité sociale met en évidence l'impact sur l'économie de la ville, et en particulier, une évolution constante du secteur de l'élevage. Un modèle d'équilibre général calculable met en évidence l'effet négatif sur le secteur de l'élevage d'une augmentation des quantités de produits vivriers écoulés sur la place du marché local. En effet, la diminution des prix des produits vivriers qui en résulterait affecterait directement ce secteur très dépendant en produits vivriers, et dont le niveau de la production est déterminé à l'avance.

La précision des modèles de village dépend des objectifs de la recherche. L'étude accomplie ici s'est limitée à une vision globale de l'ensemble de l'économie de la ville, simplifiant d'abord l'économie à sa plus simple expression, puis modifiant un par un chacun de ses paramètres pour aboutir enfin à un modèle conforme, dans ses grandes lignes, à la réalité. Il est évident qu'il est impossible de représenter formellement la réalité dans ses moindres recoins socio-culturels. En revanche, il est possible (i) de prendre en considération les facteurs socio-culturels pour expliquer et justifier certains résultats, (ii) de les intégrer sous forme de contrainte le cas échéant, et (iii) de mettre en évidence certains secteurs de l'économie de la ville, tels que celui des facteurs de production, celui des ménages, ou celui du reste du monde. La flexibilité des modèles le permet. La matrice de comptabilité sociale de la ville de notre étude regroupe une soixantaine de comptes, et n'importe quel secteur de l'économie peut faire l'objet d'une attention toute particulière. Les capacités technologiques de l'informatique et un minimum de données de base permettent de construire des structures économiques villageoises de base assez rapidement. C'est une tâche qui aurait par ailleurs tout à gagner d'une participation multidisciplinaire, où le géographe permettrait de bien situer le village dans son environnement, où le sociologue permettrait de bien différencier les ménages, où l'agronome permettrait de bien affiner les hypothèses sur les capacités productives des terres agricoles etc.

Enfin, la modélisation de village présente l'avantage fondamental de mettre en évidence les interactions entre les ménages agricoles et leur environnement direct, l'économie du village. La détermination des groupes vulnérables est facilement repérable par leur niveau d'intégration dans l'organisation villageoise. La structure des modèles simplifie l'étude, sur l'ensemble des autres catégories de ménages, de l'impact des mesures de soutien ou d'aide qui peuvent leur être accordées.

Tables

Carte 1 : Zone du mont Cameroun (extrait de Buea-Douala, NB-32-IV, 1987).	73
Carte 2 : Ecologie du département de Fako (Muea, août 1995).	77
Carte 3 : Plan schématique de la ville de Muea, avec ses quartiers, ses rues et quelques éléments principaux (Parrot, Muea, août 1995).	82
Carte 4 : Composition des sols de Muea, (1979).	153
Carte 5 : Situation du marché au niveau régional et international (Parrot, Muea, août 1995).	174
Carte 6 : Plan schématique du marché de Muea (Parrot, Muea, août 1995).	179
Photo n° 1 : Sauvez les questionnaires! (Muea, août 1995).	75
Photo n° 2 : L'agglomération semi-urbaine de Muea (août 1995).	79
Photo n° 3 : Une architecture diversifiée (Muea, août 1995).	83
Photo n° 4 : Muea après la pluie (août 1995).	85
Photo n° 5 : Ndioum Walo, au Sénégal (juillet 1993).	87
Photo n° 6 : Cours d'une concession à Ndioum Walo, au Sénégal (juillet 1993).	90
Photo n° 7 : L'équipe de travail à la fin des enquêtes (août 1995).	116
Photo n° 8 : Le chef du village en tenue traditionnelle, dans son palais (Muea, août 1995).	124
Photo n° 9 : A l'orée de la forêt (Muea, août 1995).	149
Photo n° 10 : Les exploitations agricoles de Muea (août 1995).	152
Photo n° 11 : La place du marché de Muea et les produits vivriers (août 1995).	165
Photo n° 12 : Les produits de l'élevage à l'intérieur du marché de Muea (août 1995).	205
Photo n° 13 : Les étals de poisson fumé à l'intérieur du marché de Muea (août 1995).	207
Photo n° 14 : Les vendeurs de brochette de Muea (août 1995).	214
Photo n° 15 : Les activités urbaines de Muea (août 1995).	216
Photo n° 16 : Le centre de santé de la ville (Muea, août 1995).	225

Figure 1 : Caractéristiques de la méso-économie appliquée à des économies locales.	20
Figure 2: Economie villageoise de subsistance - Flux économiques de base d'économies de villages à un faible niveau de développement.	43
Figure 3: Economies villageoises à un niveau intermédiaire du développement des marchés .	44
Figure 4: Villages à économie spécialisée - Flux économiques à un haut niveau de commercialisation avec tous les produits échangeables .	45
Figure 5: Synthèse des typologies des économies villageoises.	46
Figure 6: Synthèse des typologies de modélisation d'économies villageoise.	47
Figure 7 : Agenda sur le terrain.	94
Figure 8 : Intégration des enquêtes dans l'économie de la ville (Parrot, Muea, août 1995).	96
Figure 9: Feuille de codification (Muea, août 1995).	101
Figure 10 : Structure des dépenses de l'ensemble des ménages (Muea, août 1995).	146
Figure 11 : Schéma simplifié du calendrier culturel de la zone de Muea (août 1995).	167
Figure 12 : Nombre de commerçants par catégorie de produits (Muea, août 1995).	184
Figure 13 : Nombre de commerçants par catégorie de produit non-agricole (Muea, août 1995).	185
Figure 14 : Chiffre d'affaires total du marché de Muea (Muea, août 1995).	186
Figure 15 : Revenus dégagés par catégorie de produit (Muea, août 1995).	187
Figure 16 : Revenu par origine des commerçants (Muea, août 1995).	189
Figure 17 : Revenu par origine des produits (Muea, août 1995).	190
Figure 18 : Revenus dégagés par les 4 produits les plus importants du marché (Muea, août 1995).	192
Figure 19 : Arachides - Nombre de commerçants et montant des ventes respectives (Muea, août 1995).	193
Figure 20 : Origine géographique des arachides vendues sur le marché de Muea (Muea, août 1995).	194
Figure 21 : Origine des acheteurs du marché de Muea (Muea, août 1995).	195
Figure 22 : Produits achetés par les habitants de Muea (Muea, août 1995).	196
Figure 23 : Structure interne ordinaire des associations financières de Muea (août 1995).	242
Figure 24 : Répartition par fonctions des 56 associations financières (Muea, août 1995).	244
Figure 25 : Njangy des associations financières de femmes et de jeunes (en moyenne)	257
Figure 26 : Caisses d'épargne des associations financières de femmes et de jeunes (en moyenne)	258
Figure 27 : Dépenses des caisses d'épargne des associations financières de femmes et de jeunes (en moyenne)	260
Figure 28 : Montants accordés par les caisses de prévoyance des associations financières de femmes et de jeunes (en moyenne)	261
Figure 29 : Njangy - Comparaison par ethnie de la moyenne du total des contributions annuelles des Njangy.	263
Figure 30 : Caisses d'épargne - Comparaison par ethnie des contributions (en moyenne)	264
Figure 31 : Comparaison par ethnie des niveaux de prêts accordés (en moyenne)	265
Figure 32 : Caisses de prévoyance -Comparaison par ethnie des contributions annuelles (en moyenne)	267
Figure 33 : Caisses de prévoyance - Montant des allocations par ethnie (en moyenne)	268

Figure 34: Sources d'information pour l'économie de la ville (Muea, août 1995).	280
Figure 35: Organisation économique de la ville et montant des flux en millions de F CFA (Muea, août 1995).	282
Figure 36: Maquette de la modélisation (Parrot, Muea, août 1996).	306
Tableau 1: Structure d'une matrice de comptabilité sociale (MCS).	28
Tableau 2 : Une MCS macro-économique.	31
Tableau 3 : Synthèse des procédures de collecte de l'information (Muea, août 1995).	120
Tableau 4 : Liste de 19 chefs de tribus* de la ville de Muea (sur un total de 26).	127
Tableau 5: Répartition ethnique des Bamileke dans la ville (Muea, août 1995).	134
Tableau 6: Répartition ethnique du groupe Sawa dans la ville (Muea, août 1995).	135
Tableau 7: Répartition ethnique des groupes Fang et Béti de la ville (Muea, août 1995).	136
Tableau 8 : Regroupement des ethnies de l'échantillon des ménages de la ville (Muea, 1995).	138
Tableau 9 : Quelques caractéristiques des ménages de la ville, classés par ethnie (Muea, août 1995).	139
Tableau 10 : Niveau d'éducation de la population totale de l'échantillon (N = 1 556).	140
Tableau 11 : Niveau d'éducation des chefs de ménages de la ville (N = 307)	141
Tableau 12 : Motivation de l'installation dans la ville du chef de ménage.	142
Tableau 13 :Revenus et dépenses totales selon l'origine ethnique du chef de ménage.	143
Tableau 14 : Compte des ménages (Muea, août 1995).	145
Tableau 15 : Structure des comptes des dépenses des différentes catégories de ménages (Muea, août 1995).	147
Tableau 16 : Compte de la main-d'oeuvre salariée rurale (Muea, Août 1995).	156
Tableau 17 : Compte de la main-d'oeuvre salariée urbaine (Muea, août 1995)	158
Tableau 18 : Répartition du revenu des facteurs auprès des ménages, en millions de francs de F CFA (Muea, août 1995).	159
Tableau 19 : Liste exhaustive des activités non-agricoles de la ville (Muea, août 1995).	160
Tableau 20 : Nomenclature détaillée des comptes non-agricoles par métier de la MCS de l'échantillon de l'enquête (Muea, août 1995).	162
Tableau 21 : Nomenclature des comptes de la matrice de comptabilité sociale de la ville (Muea, août 1995).	164
Tableau 22 : Compte d'activité de l'agriculture vivrière dans la ville, en millions de F CFA (Muea, août 1995).	167
Tableau 23 : Compte de produits de l'agriculture vivrière de la ville (Muea, août 1995).	168
Tableau 24 : Liste des localités, classées par zone, intervenant dans l'activité du marché (Muea, août 1995).	176
Tableau 25 : Liste des produits échangés sur le marché (Muea, août 1995).	180
Tableau 26 : Part du revenu des groupes de produits dans le marché, en pourcentage du total (Muea, août 1995).	187
Tableau 27 : Part des commerçants de Muea dans les échanges du marché (Muea, août 1995).	188
Tableau 28 : Importance des produits originaires de Muea dans les échanges du marché (Muea, août 1995).	189

Tableau 29 : Calendrier cultural et prix de vente de quelques produits agricoles de la ville (Muea, août 1995).	198
Tableau 30 : Part du revenu des produits du marché, en pourcentage du total (Muea, août 1995).	199
Tableau 31 : Revenu par produit, en F CFA (Muea, août 1995).	200
Tableau 32 : Nombre de commerçants et revenu total par jour de marché	201
Tableau 33 : Compte de l'agriculture d'exportation (Muea, août 1995).	202
Tableau 34 : Comptes des activités et des produits de l'élevage (Muea, août 1995).	204
Tableau 35 : Compte d'activités et de produits de la production rurale non-agricole (Muea, août 1995).	209
Tableau 36 : Compte d'activités et de produits du commerce vivrier (Muea, août 1995).	211
Tableau 37 : Compte d'activités et de produits du secteur manufacturier (Muea, août 1995).	212
Tableau 38 : Compte d'activités et de produits du commerce non-agricole (Muea, août 1995).	213
Tableau 39 : Compte des loisirs (Muea, août 1995).	219
Tableau 40 : Compte des transports (Muea, août 1995).	220
Tableau 41 : Compte d'exploitation annuel ordinaire d'un chauffeur de taxi et de bus (Muea, août 1995).	221
Tableau 42 : Compte d'activités et de produits des services urbains (Muea, août 1995).	222
Tableau 43 : Compte d'activités et de produits des services du gouvernement (Muea, août 1995).	224
Tableau 44 : Fréquentation hebdomadaire du centre de santé (Muea, août 1995).	226
Tableau 45 : Compte d'activités et de produits des loyers (Muea, août 1995).	226
Tableau 46 : Compte du capital (Muea, août 1995).	228
Tableau 47 : Répartition des revenus du capital au près des ménages, en millions de F CFA (Muea, août 1995).	230
Tableau 48 : Composition des 56 associations financières de l'échantillon de la ville (Muea, août 1995).	243
Tableau 49 : Njangy (N = 38) - Contributions et montants collectés à la fin de l'année (en F CFA).	248
Tableau 50 Caisses d'épargne (N = 42) - Contributions et montants collectés à la fin de l'année (en F CFA).	250
Tableau 51 Caisse d'épargne (N = 42) - Données sur les emprunts, les taux d'intérêt et les amendes (en F CFA).	251
Tableau 52 Caisse d'épargne (N = 42) - Dépenses de l'association sur l'année (en F CFA).	252
Tableau 53 Caractéristiques des caisses de prévoyance des associations financières, en F CFA (N = 39).	254
Tableau 54: Compte du Reste du Cameroun, (Muea, août 1995).	271
Tableau 55: Matrice de comptabilité sociale, comptes d'activités et de produits, en millions de F CFA (Muea, août 1995).	287
Tableau 56: Matrice de comptabilité sociale de la ville complète, activités et produits, en millions de F CFA (Muea, août 1995).	289
Tableau 57: Caractéristiques de l'économie de la ville, en millions de F CFA (Muea, août 1995).	294
Tableau 58: Facteurs de production et part de la valeur ajoutée (Muea, août 1995).	296
Tableau 59 : Répartition du revenu des facteurs auprès des ménages, en millions de francs de F CFA (Muea, août 1995).	297
Tableau 60: Distribution des loyers, des transferts des migrants et des revenus du secteur public auprès des ménages, en millions de F CFA et en % (Muea, août 1995).	297

Tableau 61 : Structure des comptes des différentes catégories de ménages (Muea, août 1995).	299
Tableau 62 A: Matrice de comptabilité sociale adoptée pour la modélisation, compte des activités, en millions de F CFA (Muea, août 1995).	303
Tableau 63: Caractéristiques des variables du modèle de la ville (Muea, août 1995).	316
Tableau 64: Effets d'une variation de 10% du prix des produits de l'agriculture de rente (Muea, août 1995).	329
Tableau 65: Effets d'une augmentation de 10% du prix des produits de l'élevage (Muea, août 1995).	331
Tableau 66: Effets d'une variation de 10% de la production agricole vivrière (Muea, août 1995).	334
Tableau 67: Effet d'une variation de 10% de la production de l'élevage (Muea, août 1995).	337
Tableau 68: Effets d'une variation de 10% du revenu des ménages (Muea, août 1995).	340
Tableau 69: Effets d'une variation de 10% de la main-d'oeuvre salariée rurale exportée.	343
Tableau 70: Effets d'une variation de 10% du prix de la taxe du marché.	345
Tableau 71: Effets d'une variation négative de 10% de la production agricole vivrière et de rente (Muea, août 1995).	347

Sources bibliographiques.

Introduction

- BANQUE MONDIALE, 1990, *La pauvreté : Rapport sur le développement dans le monde 1990*, Washington.
- COMELIAU C., 1994, « Pour un développement social différent : recherche d'une méthode d'approche », IUED, Genève.
- COURADE G., 1994, « Du passé re-composé au futur improbable : les observatoires ruraux d'OCISCA comme mode opératoire d'une recherche impliquée », *Les cahiers d'OCISCA*, n°2, Yaoundé.
- COURADE G., 1994, *Le village à l'heure de l'ajustement structurel. Les paysans du Cameroun dans la crise*, Karthala, Paris.
- DUBOIS J.L., 1995, « Intégrer le social et l'économique : recherches méthodologiques », *les travaux en cours*, OCISCA, n°3.
- GRELLET G., 1982, *Les structures économiques de l'Afrique Noire*, IEDES, PUF, Etudes Tiers-Monde, Paris.
- GRELLET G., 1986, *Structures et stratégies du développement*, PUF, Paris.
- GRELLET G., 1994, *Les politiques économiques des pays du Sud*, PUF, Paris.
- GROOTAERT C. et MARCHANT T., 1991, *The Social Dimensions of Adjustment Priority Survey : an Instrument for the rapid Identification and Monitoring of Policy Target Groups*, Banque Mondiale, Washington.
- HUGON P. (dir. pub), 1988a, « Les Afriques en l'an 2000 - Perspectives économiques », in *Afrique contemporaine*, Documentation française, n°146, Paris.
- HUGON P., 1982, *Vivre et survivre dans les villes africaines*, IEDES, Paris.
- HUGON P., 1988b, *Les politiques d'ajustement et les micro-entreprises dans les pays en développement*, Caisse Centrale de Coopération, Paris.
- HUGON P., 1989, *Economie du développement*, éd. Dalloz, Paris.
- HUGON P., POURCET G., et QUIERS-VALETTE S., 1995, *L'Afrique des incertitudes*, PUF, Tier-Monde, IESDES, Paris.
- HUSAIN et FARUQEE (dir. pub.), 1994, *Adjustment in Africa : Lessons from Country Case Studies*, Banque Mondiale, Washington.
- MAHIEU F.R., 1989, « Principes économiques et société africaine », revue *Tiers Monde*, t.XXX, n°120, pp. 725-755.

PNUD, 1994, *Rapport sur le développement humain*, Economica, Paris.

SACHS I., 1995, « Contre l'exclusion, l'ardente obligation de codéveloppement planétaire », in *Le Monde diplomatique*, n°490, janvier 1995, Paris, pp. 12-13.

Partie I, les modèles EGC appliqués à des villes semi-urbaines.

ADELMAN I., et RALSTON K., 1992, « Institutions and Economic Linkages at the Village Level in West Java, Indonesia », *working paper n°623*, Department of Agricultural and resource Economics, University of California, Berkeley.

ADELMAN I., TAYLOR J.E., VOGEL S., 1988, « Life in a Mexican Village: A SAM Perspective », *Journal of Development Studies*, 25, pp. 5-24.

BARDHAN P., 1988, « Alternative Approaches to Development Economics », in Chenery H. Et Srinivasan T. N., dir. pub., *Handbook of Development Economics*, Volume I, Elsevier Science Publishers.

BARNUM H. N., et SQUIRE L., 1979, « An Econometric Application of the Theory of the Farm-Household », *Journal of Development Economics*, vol.6, pp.79-102.

BRAVERMAN A., et HAMMER J. S., 1986, « Multimarket Analysis of Agricultural Pricing Policies in Senegal », chapitre 8 in Singh I., Squire L., et Strauss J., dir. pub., pp.233-254.

BULMER-THOMAS V., 1982, *Input-Output Analysis in Developing Countries - Sources, Methods, and Applications*, John Wiley & Sons Ltd.

CELLA GUIDO, 1984, « The Input-Output Measurement of Interindustry Linkages », *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 46: 73-84.

De JANVRY A., et SADOULET E., 1996, « Household Modeling Strategies for the design of Poverty Alleviation Strategies », *working paper n°787*, Department of Agricultural and resource Economics, University of California, Berkeley.

De JANVRY A., FAFCHAMPS M. et SADOULET E., 1991, « Peasant Household Behavior with Missing Markets: Some Paradoxes Explained », *The Economic Journal*, vol.101, pp.1400-1417.

De JANVRY A., SADOULET E., et DAVIS B., 1995, « NAFTA's Impact on Mexico: Rural Household-Level Effects », *American Journal of Agricultural Economics*, n°77, pp.1283-1291.

De JANVRY A., SADOULET E., FAFCHAMPS M., et RAKI M., 1992, « Structural Adjustment and the peasantry in Morocco: A computable household model », *European Review of Agricultural Economics*, n°19, pp.427-453.

De VREYER, 1992, « Un modèle d'équilibre général calculable, la maquette MAQM », DIAL, pp. 2-3.

GINSBURG et ROBINSON, 1984, « Equilibrium and prices in multisector models », in: Syrquin M., Taylor L., et Westphal L.E., dir. pub., *Economic structure and performance*. New York: Academic.

GOLAN E.H., 1996, « The Village Economy and Tenure Security in West Africa: A Senega-

- lese Village SAM », in Taylor J.E., et Adelman I., dir. Pub., (à paraître), pp.42-80.
- HAGGBLADE S., HAZELL P. B., et BROWN J., 1988, « Farm-Nonfarm Linkages in Rural Sub-Saharan Africa », *Policy, Planning and Research Working Paper No. WPS 6.*, Washington, D.C.: The World Bank.
- HIRSCHMAN A., 1977, « A Generalized Linkage approach to Development with Special Reference to Staples », *Economic Development and Cultural Change*, suppl., 25: 67-98.
- HOLDEN S.T., TAYLOR J.E., et HAMPTON S., 1996, « Structural Adjustment and Market Imperfections: A Stylised Village Economy-Wide Model with Nonseparable Farm Households », manuscrit pour la revue *Agricultural Economics*.
- LEWIS B. D. et THORBECKE E., 1992, « District-Level Economic Linkages in Kenya: Evidence Based on a Small Regional Social Accounting Matrix », *World Development*, Vol. 20, No. 6, pp. 881-897.
- LEWIS D.B., et THORBECKE E., 1996, « Economic Linkages in a Small Regional Economy: The Case of Kutus Region, Kenya », in Taylor J.E., et Adelman I., dir. pub., (à paraître), pp.155-186.
- LOPEZ R.E., 1986, « Structural Models of the Farm Household That Allow for Interdependent Utility and Profit-maximisation Decisions », chapitre 11 in Singh I., Squire L., et Strauss J., dir. pub., *Agricultural Household Models, Extensions, Applications and Policy*, Baltimore: The World Bank et Johns Hopkins University Press, pp.431-66.
- PARIKH A. et THORBECKE E., 1996, « Impact of Rural Industrialization on Village life and Economy: A Social Accounting Matrix Approach », *Economic development and cultural Change*, vol.44, n°2, pp.351-378.
- PIRIOUX J.P., 1992, *La comptabilité nationale*, éditions la Découverte, coll. Repères.
- PYATT G., et JEFFERY I.R. dir. pub., 1985, « Social Accounting Matrices - A Basis for Planning », *The World Bank*, Washington, D.C., U.S.A.
- RALSTON K., 1996, « Household Nutrition and Economic Linkages: A Village Social Accounting Matrix for West Java, Indonesia », in Taylor J.E., et Adelman I., dir. pub., (à paraître), pp. 187-227.
- ROBINSON S., 1989, « Multisectoral Models », in *Handbook of Development Economics, Volume II*, édité par H. Chenery et T. N. Srinivasan, Elsevier Science Publisher B.V, pp.885-939.
- ROBINSON S., SUBRAMANIAN S., GEOGHEGAN J., 1993, « A Regional, Environmental, Computable General Equilibrium Model of the Los Angeles Basin », *working paper n°646*, Department of Agricultural and Resource Economics, University of California, Berkeley.
- SADOULET et de JANVRY, 1995, *Quantitative Development Analysis*, The Johns Hopkins University Press
- SINGH I., SQUIRE L., et STRAUSS J., 1986, « An Overview of Agricultural Household Models-The Basic model: Theory, Empirical Results, and Policy Conclusions », in Singh I., Squire L., et Strauss J., dir. pub., *Agricultural Household Models, Extensions, Applications and Policy*, Baltimore: The World Bank et Johns Hopkins University Press.
- STONE Sir RICHARD, 1985, « The Disaggregation of the Household Sector in the National Accounts », in Graham Pyatt and Jeffery I. Round dir. pub., 1985, *Social Accounting Matrices - A Basis for Planning*, The World Bank, Washington, D.C., U.S.A.

- SUBRAMANIAN S. et E. SADOULET, 1990, « The Transmission of Production Fluctuations and Technical Change in a Village Economy: A Social Accounting matrix Approach », *Economic Development and Cultural Change*, vol. 39, n° 1, p. 136.
- SUBRAMANIAN S., 1996, « Production and Distribution in a Dry-Land Village Economy », in Taylor J.E., et Adelman I., dir. pub., (à paraître), pp.81-126.
- TAYLOR J.E., 1994, « Mexico-to-United States Migration in the Context of Economic Globalisation », *Research and Exploration* 10(2), pp.141-143.
- TAYLOR J.E., 1995, *Modèles micro-économiques d'analyse des migrations et des politiques: une application aux régions rurales du Mexique*, Centre de Développement, OCDE, Paris.
- TAYLOR J.E., 1996, « Migration and the Changing Structure of a Mexican Village Economy », in Taylor J.E., et Adelman I., dir. pub., (à paraître), pp.127-154.
- TAYLOR J.E., et ADELMAN I., dir. pub., (à paraître), 1996, « Village Economies - The Design, Estimation and Applications of Village-Wide Economic Models », manuscrit, Cambridge University Press, Cambridge, RU et New York.
- TAYLOR J.E., et WYATT T.J., 1996, « The Shadow value of Migrant Remittances, Income and Inequality in a Household Farm Economy », *The Journal of Development Studies*, vol.32, n°6, pp.899-912.
- TAYLOR J.E., YUNEZ A., HAMPTON S., 1996, « Agricultural Policy Reforms and Village Economies: A CGE Analysis from Mexico », non publié.
- ZANTMANN A., 1995, « Modèles d'équilibre général calculable et répartition des revenus dans les PED, quelques éléments d'évaluation, in Lautier B., et Salama P., *Pauvretés*, Tiers Monde, tome XXXVI, n°142, avril-juin.

Partie II, l'environnement de la ville et la conception des systèmes d'information.

- ALARY V., 1996, *Incertitude et prise de risque en période d'ajustement - Le comportement des producteurs de cacao du Cameroun avant et après 1994*, 2 tomes (thèse), Université de Paris I et ORSTOM, Paris.
- ALMY S.W. et BESONG M., 1986, « Farming systems survey of Fako division, South West Province », Testing and Liaison Unit, IRA-Ekona, Cameroun.
- ALMY S.W. et BESONG M., 1990, « The farming systems of South West province », National Cereals research and Extension Project, IITA/IRA/USAID, Testing Liaison Unit, Ekona, Cameroun.
- ALMY S.W., BESONG M. et BAKIA B., 1990, « Food prices in South West province - A study of food crop in twelve markets, two-year report: 1988-1990 », National Cereals research and Extension Project, IITA/IRA/USAID, Testing Liaison Unit, Ekona, Cameroun.
- BAYART J.F., 1979, *L'Etat au Cameroun*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.
- BLAIZEAU D., DUBOIS J.L., 1989, *Connaître les conditions de vie des ménages dans les pays en développement*, Ministère de la Coopération et du développement, tome II.

- CLARENCE-SMITH W.G., 1993, « Plantations Versus Smallholders Production of Cocoa : The Legacy of the German Period in Cameroon », in *Itinéraires d'Accumulation au Cameroun*, Karthala, Paris, pp.187-216.
- COURADE G., 1974, *Atlas régional Ouest 1*, ORSTOM, Paris.
- COURADE G., 1982, « Marginalité volontaire ou imposée: le cas des Bakweri (KPE) du mont Cameroun », cahiers ORSTOM, série *Sciences humaines*, vol. 18, n°3, pp.357-88.
- DERRICK, J., 1991, « Trente ans de réunification », *Africa international*, n°242, pp.22-24.
- DUBOIS J.L., BLAIZEAU D., 1989, *Connaître les conditions de vie des ménages dans les pays en développement*, Ministère de la Coopération et du développement, tome I.
- DUBOIS J.L., BLAIZEAU D., 1989, *Connaître les conditions de vie des ménages dans les pays en développement*, Ministère de la Coopération et du développement, tome III.
- DURUPT M.J., HOLIN F., TURLLOT F., 1969, *La population du Cameroun Occidental: résultat de l'enquête démographique de 1964*, Service de statistique générale (Cameroun), INSEE département de la coopération (France), Paris, 3 vol.
- FLEURY S., dir. pub., 1982, *Morgen C. Von - A travers le Cameroun du Sud au Nord, voyages et explorations dans l'arrière-pays de 1889 à 1891*, série « Afrique », n°7, publications de la Sorbonne.
- GAILLARD P., 1989, *Le Cameroun*, L'Harmattan, Paris.
- GESCHIERE P., 1995, *Sorcellerie et politique en Afrique*, Karthala, Paris.
- GESCHIERE P., KONINGS P., dir. pub., 1993, *Itinéraires d'Accumulation au Cameroun - Pathways to accumulation in Cameroon*, Karthala, Paris.
- HERRERA J. et al., 1993, *L'impact des mesures relatives à la convertibilité restreinte du franc CFA de la zone BEAC sur les marchés parallèles des changes et sur les échanges commerciaux informels Cameroun/Nigéria*, DIAL, Paris.
- HERRERA J., 1995, *Vers un rééquilibrage du commerce transfrontatier entre le Cameroun et le Nigéria*, DIAL, Paris.
- KONINGS P., 1993, « Contract Farming and Capital Accumulation in Cameroon : The Case of the CDC Smallholder Schemes », in *Itinéraires d'Accumulation au Cameroun*, Karthala, Paris, pp.217-39.
- Ministère de la Coopération, 1995, *Etude macro-économique sur le Cameroun après la dévaluation*, rapport collectif.
- MONCHY G., ROUBAUD F., 1991, *Cameroun, évolution économique rétrospective et perspectives macro-économiques à l'horizon de 1995*, DIAL, rapport.
- PARROT L., 1994, *L'impact de la dévaluation du F CFA sur le développement rural et les migrations*, rapport de DEA, Paris I (IEDES).
- ROUBAUD F., 1992, *Le modèle de développement camerounais 1965-1990, de la croissance harmonieuse à la crise structurelle*, DIAL, Paris.
- VERLAETEN M.P., 1991a, *Les échanges frontaliers du Nigéria: Une dynamique d'intégration régionale en cours*, DIAL, Paris.
- VERLAETEN M.P., 1991b, *Influences exercées par le Nigéria sur le Cameroun*, DIAL, Pa-

ris.

Documents collectifs ou non signés:

1995, *Les échanges transfrontaliers entre le Cameroun et le Nigeria*, Rapport final de l'observatoire OCISCA, DIAL, Paris.

Partie II, le capital et l'épargne.

ADAMS Dale W. et FITCHETT Delbert A., 1994, « Finance informelle dans les pays en développement », *Presses Universitaires de Lyon*, Paris.

ALIBERT Jacques, 1989, « Epargne et crédit en milieu rural d'Afrique centrale », *Marchés tropicaux*, n°2267, p.1043.

ALIBERT Jacques, 1990, « Epargne et développement. Le cas original des tontines camerounaises, phénomène de société », *Marchés tropicaux*, n°2336-2337, pp. 2375-2378.

BEDARD G., 1986, « Argent chaud et argent froid. La mobilisation de l'épargne locale par des institutions coopératives et son impact sur le développement local », *Cahiers de l'université coopérative internationale*, N° 7.

BEDART Guy, PICKETT L., et MAHON M., 1986, « La mobilisation de l'épargne locale par les institutions coopératives et son impact sur le développement local : synthèse de 7 études de cas », *Communautés africaines*, n°75, pp. 41-75.

CHRETIEN M., CABANNES Y., DUMAS J., 1985, « Pour un financement autocentré de l'habitat. De la tontine à l'épargne logement », *Plan construction et habitat*, Paris.

COURADE, Georges (dir.), 1994, *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*, Karthala, Paris.

COURLET C., TIBERGHIE R. Et IKONICOFF M., 1986, « Le développement décentralisé des petites entreprises industrielles au Cameroun : repérage de quelques solutions en cours », *revue Tiers-Monde*, vol. 27, n°107, pp. 607-616.

EDIMO Essombe et ROGER Jean, 1990, « Financement interne et développement économique : un essai sur le rôle du « financement parallèle » dans le foisonnement industriel du Cameroun », IREP, Grenoble.

ESSOMBA BALLA F., 1984, « Etude de quelques associations de femmes rurales du centre-sud Cameroun », BIT, Genève.

FOKO Emmanuel, 1994, « Les transformations du système d'épargne rurale avec les crises dans l'ouest du Cameroun », in *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*, Karthala, Paris., pp. 356-365.

GENTIL Dominique, FOURNIER Yves et DOLIGEZ François, 1993, *Les paysans peuvent-ils devenir banquiers ? Epargne et crédit en Afrique*, Syros, Paris.

- GESCHIERE Peter (dir.) et KONINGS Pietr (dir.), 1993, *Itinéraires d'accumulation : Pathways to accumulation in Cameroon*, Karthala, Paris.
- GILLIS Malcolm *et al.*, 1990, « Economie du développement », éditions universitaires, coll. *Ouvertures Economiques*, De Bock Université, Belgique.
- GODEAU Rémi, 1993, « Cameroun : la crise derrière soi ? », *Jeune Afrique*, n°1668-1669, pp. 54-56.
- GUEYMARD Y., 1984, « Méthode de mobilisation de l'épargne rurale dans les pays africains », MRE CODEV, Paris.
- HENAULT G. Et M'RABET R., 1990, « L'entrepreneuriat en Afrique francophone : culture, financement et développement », AUPELF, Paris.
- HENRY Alain, TCHENTE Guy Honoré et GUILLERME-DIEUMEGARD Philippe, 1991, *Tontines et banques au Cameroun - Les principes de la société des amis*, Karthala, coll. *Economie et Développement*, Paris.
- HUGON P. et GENTIL D., dir. pub., 1996, *Le financement décentralisé, pratiques et théories*, revue tiers Monde, tome XXXVII, n°145, janvier-mars.
- JANIN Pierre, 1993, « Consommer, épargner ou investir : les priorités de l'agriculture de plantation en temps de crise », in *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*, Karthala, Paris, pp. 380-388.
- LOBATO Alvaro, 1988, « L'épargne rurale en Afrique : une enquête du ministère de la coopération », *Histoires de développement*, n°1, pp. 13-18.
- MARONGIU Yann, 1994, « La transmission de l'entreprise informelle à l'entreprise moderne. Le cas du Cameroun », université de Bordeaux.
- MOULENDE FOU DA Thérèse, 1994, « Vers une crise du crédit agricole ? », in *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*, Karthala, Paris, pp. 366-379.
- NJOMGANG Claude, 1986, « L'absorption du capital au Cameroun (1965 - 1980) », coll. *Mondes en devenir*, série documents et essais, Bergers-Levrault, Paris.
- OUAFO Donatien, 1992, « Le Comité de développement du village de Kouabang Bamougoun « CDK » », Forum international préparatoire pour la CNUCED Rio 92 : environnement pauvreté et droit à la vie en ville - 21 -23 avril, Tunis.
- PONDI J. E., 1995, « Quand la banque pénètre en brousse », *Histoires de développement*, n°31-32, pp. 17-19.
- ROUCHY J. Y., 1983, « Un mécanisme d'accumulation et de couverture sociale spécifique : les tontines », *Etudes pour le développement*, n°2, pp. 121-127.
- ROWLAND Michael, 1993, « Accumulation and the cultural politics of identity in the Grassfields », in *Itinéraires d'accumulation : Pathways to accumulation in Cameroon*, Karthala, Paris, pp. 71-97.
- SANDRETTO René et TIANI KEOU François, 1993, « La faillite du système bancaire africain. Autopsie d'un désastre. L'exemple camerounais. », *Informations et commentaires*, n°83, pp. 15-22.
- SCHAACK L., 1995, « Bamileke connection », *Croissance*, n°386, pp. 40-41.
- SCHREIDER G. Et HEIDHUES F., 1995, « Rural financial market and the food security of

the poor : the case of Cameroon », *African review of money finance and banking*, n°1-2, pp. 131-154.

TANKOU Maurice, ADAMS Dale W., 1995, « Sophisticated rotating saving and credit associations in Cameroon », *African Review of Money Finance and Banking*, n°1-2, pp. 91-92.

Documents collectifs ou non-signés :

Etudes et statistiques, 1988, « La mobilisation de l'épargne en milieu rural : l'expérience des pays membres de la BEAC », n°156, pp. 333-339.

Marchés tropicaux, 1987, « Cameroun - les tontines : mobilisation de l'épargne, mais frein aux investissements », n°2182, pp.2334-2335.

MARCOMER, 1985, « Note d'information sur l'épargne et les tontines », Marcomer, Paris.

Index

- Association financière
 - adhésion 246–47
 - caisse de prévoyance 253–55
 - caisse d'épargne 250–53
 - comparaison selon l'ethnie 261–68
 - de femmes 256–58
 - de jeunes 258–61
 - définition 230
 - efficacité 234
 - flexibilité 235
 - histoire 232–33
 - Njangy 247–50
 - objectifs 244–46
 - responsables 247
 - structure 241–44
- Balance commerciale 270; 293; 319
- Béti 136
- Bien
 - échangeable 311; 315
 - échangeable des ménages 311
 - non-échangeable 311; 315
- Cameroun
 - démographie 72
 - géographie 71
- Capital productif 155
- CDC 67; 80; 84; 125; 130; 154; 253
- Climat 75; 315
- Coefficients techniques 36; 308
- Colonisation 62–67
- Commerce non-agricole 213–18
- Commerce régional 78
- Commerce vivrier 210–11
- Compte
 - endogène 38
 - exogène 38
- Conseil traditionnel 123; 128
- Consommation
 - fonction 54; 321
- Consommations intermédiaires 294
- Coopérative 202
- Crise 68–70
- Croissance 68
- Délinquance 128
- Densité démographique 72; 74
- Dévaluation 14; 69; 154; 205; 218
- Diversification 295
- Ecole 224
- Elevage 106; 158; 163; 180; 188; 189; 203–9; 230; 284; 294; 295; 315; 330
- Enquêtes
 - agenda 94
 - auprès des activités 119
 - auprès des associations financières 118; 236–41
 - auprès des ménages 96; 98–115
 - auprès du marché 118; 168–70
 - base de sondage 97–98
 - budget 94
 - entretiens 119
 - objectifs 88–91
 - personnel 115–17
 - sensibilisation 93
 - synthèse 120; 279–81

- traitement 117
- Epargne
 - caisse d' *Voir* Association financière
 - coopérative 235
- Ethnies 130–33
- Excédent brut d'exploitation 158
- Exportation, agriculture de *Voir* Rente, agriculture de
 - de
- Fako 74
- Fang 136
- Femmes 256–58
- Finance formelle 233
- Finance informelle 231
- Gouvernement local 123–30
- Grassfields 133–35
- Ibo 137
- Investissement 228–30; 318
- Loisirs 218
- Loyers 226
- Main-d'oeuvre salariée rurale 156–57; 317
- Main-d'oeuvre salariée urbaine 157–58; 317
- Manufacture 211–13
- Maquette 306
- Marché de Muea 170–82
 - acheteurs 195
 - arachides 193–94
 - chiffre d'affaires 182–84; 186
 - fréquentation 185
 - organisation des échanges commerciaux 181
 - origine commerçant 188–89
 - origine produit 189–90
 - produits échangés 180
 - produits majeurs 191–93
 - situation 173–80
- Marchés régionaux 171
- Matrice de Comptabilité Sociale
 - activité 301–305
 - bouclage 39
 - de Muea 287
 - de village 31
 - définition 23
 - entrées 26
 - limites 40–42
 - macro-économique 29; 31
 - objectifs 26
- Ménage
 - caractéristiques 139–48
 - définition 99
 - modèle de comportement 311
 - répartition des richesses 297–300
 - revenu per capita 295
- Méso-économie
 - définition 20
 - longitudinale 20
 - transversale 20
- Micro-économie 23
- Migration 47
- Modèle d'équilibre général calculable
 - avantages 51
 - bouclage 54–55; 317–319
 - contraintes 55–56
 - définition 24
 - procédure 52
- Muea
 - dépendance économique 294
 - histoire 84
 - organisation économique 281–85
 - Produit Intérieur Brut 295
 - zone géographique 78
- Muea Agricultural Extension Zone (MAEZ) 80
- Multiplicateur 37; 51
 - définition 36
- Ndioum Walo 86–88
- Nigeria 131; 136; 137; 215; 262; 323
- Njangy *Voir* Association financière
- Nomenclature 160–64
- Pauvreté 70
- Pédologie 76

- Peuls 136
- Pluri-culture 165
- Prévoyance
caisse de *Voir* Association financière
- Production
Almost Ideal Demand System 320
fonction 53; 320–321
fonction Cobb-Douglas 320
- Production rurale non-agricole 209–10
- Propension moyenne et marginale 49
- Rendement d'échelle 307
- Rente, agriculture de 202
- Revenu résiduel 309
- Santé, centre de 225
- Sao 137
- Sawa 135–36
- Sécurité alimentaire 332
- Sénégal 86–88
- Services du gouvernement 224–26
- Services urbains 222–23
- Sorcellerie 223
- Straddling 158
- Sud-Ouest (région) 74
- Tableau Entrées-Sorties 26
équations 33–35
- Température 76
- Terre 151–55
calendrier cultural 167; 198
exploitation 166
location 153
pédologie 153
rareté 152
superficie 154; 165
système foncier 154
- Tontine *Voir* Association financière
- Transferts 270–72
- Transport 219–22
- Usine 149–50
- Valeur ajoutée 294; 296
- Village
définition 21
typologies 42–47
- Ville 21